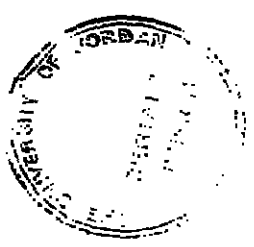


سكنا من الامل



Supplément « Initiatives »

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14412 - 8 F

MERCREDI 29 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## M. Bush et la Chine

APRÈS avoir feint d'hésiter longtemps, M. George Bush a annoncé, lundi 27 mai, sa décision de renouveler pour un an la clause de la nation la plus favorisée au bénéfice de la Chine. En invoquant à la fois l'efficacité et la morale - référence inévitable après la guerre du Golfe - le président américain a affirmé qu'il était erroné d'isoler la Chine si on veut l'influencer. Il lui faudra pourtant, dans les semaines qui viennent, persuader ses compatriotes que la « carte chinoise » demeure cruciale pour les États-Unis. Ce ne sera pas aisé.

La Chine s'est évidemment félicitée dès mardi de cette bonne nouvelle. L'opposition démocrate au Congrès - qui s'était déchaînée au lendemain du massacre du 4 juin 1989 contre la Realpolitik de la Maison Blanche - n'a guère été convaincue par les bâtons mis à cette décision : en particulier l'imposition de nouvelles restrictions sur les transferts de haute technologie concernant les engins balistiques et sur les ventes de satellites. Mais elle aura bien du mal à rassembler une majorité des deux tiers du Congrès, pour passer outre à la décision présidentielle.

DEPUIS son séjour à Pékin dans les années 70 comme représentant officiel de Washington, M. Bush a gardé de solides amitiés chinoises. Ou du moins la conviction que ces « amis » doivent être ménagés pour que se développent de fructueuses relations sino-américaines. Ce qui l'avait conduit à adopter au cours des événements de Tiananmen, une position d'attente dont il n'était pas sorti grand. Il n'a, depuis lors, cessé d'affirmer qu'il ne fallait pas isoler ce grand pays, et que d'importants intérêts économiques américains y étaient en jeu.

Un tel comportement n'est pas exclusivement américain. Sans parler des Japonais, pour les Européens, et en premier lieu pour les Français, le climat est aujourd'hui - au nom d'intérêts bien compris - à l'oubli des condamnations sans appel d'il y a juste deux ans. Alors pourquoi Pékin vient de célébrer sans états d'âme le quarantième anniversaire de l'entrée de ses troupes au Tibet.

FORCE est de constater que le cas chinois ne se résume pas à l'équation, inégale, entre affaires et droits de l'homme. L'expérience de ces dernières années a montré que, contrairement à ce qu'affirment nombre de responsables politiques ou économiques occidentaux, la Chine se montre moins sensible aux protestations d'amitié qu'aux pressions. Et que, comme la plupart des dictatures, elle comprendrait seulement les rapports de force.

Les concessions de la Maison Blanche n'ont en effet pas empêché les gérontes communistes chinois de violer les quotas d'exportation de textiles, ni d'en prendre à leur aise avec les accords de non-prolifération, vendant à des pays comme la Corée du Nord, le Pakistan ou l'Algérie, des fusées et même des installations nucléaires. Il y a quelque chose de choquant à voir l'Occident multiplier les gestes en faveur de Pékin alors qu'il lésine sur son aide aux pays d'Europe de l'Est, qui - eux - ont choisi la voie périlleuse de la démocratie.

M0147 - 0529 0 - 6.00 F



Après la conclusion d'un cessez-le-feu

## Les rebelles éthiopiens ont pris le contrôle d'Addis-Abeba

Après la conclusion, la veille, à Londres, d'un accord de cessez-le-feu, les rebelles éthiopiens se sont rendus maîtres d'Addis Abeba, mardi matin 28 mai, sans rencontrer de résistance majeure. A l'aube, toutefois, de violents combats ont eu lieu pendant deux heures autour du « Vieux Guebbi », le palais occupé, avant son départ en exil, par

l'ancien chef de l'Etat, le colonel Mengistu, et encore défendu par la garde présidentielle. Plus de 32 000 civils et quelque 20 000 militaires éthiopiens se sont, d'autre part, réfugiés, depuis dimanche, à Djibouti, où l'armée française a déclenché l'opération « Godoria » pour aider les autorités locales à faire face à cet afflux.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

ADDIS-ABEBA s'est réveillée en sursaut, mardi 28 mai, aux premières heures du jour, au bruit du canon. Des tirs intenses d'armes lourdes avaient lieu autour du « Vieux Guebbi », le palais qu'occupait l'ancien chef de l'Etat, le colonel Mengistu Haile Mariam, et qu'il avait transformé en véritable camp

retranché. Pendant deux heures, la garde présidentielle s'est défendue avec acharnement.

Depuis les fenêtres de l'hôtel Hilton, on pouvait apercevoir les rebelles en uniformes en lambeaux faire preuve, selon les témoins, d'une remarquable discipline au combat. Soudain, un dépôt de munitions explosa et, dans le ciel, se forma une immense colonne de fumée

noire. Peu après, la résistance cessa. Le « Vieux Guebbi » était apparemment la première cible des combattants du Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE) qui se sont, ensuite, rendus maîtres, de plusieurs ministères, du principal commissariat de police et de la station de radio.

JEAN HÉLÈNE

Lire la suite et nos informations page 3

## Affairisme à la soviétique

La privatisation des entreprises s'improvise sur fond d'illégalité et d'absence de morale

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Vu de l'Ouest, l'effondrement de l'économie soviétique en un an ou deux à peine est impressionnant. Les images de magasins vides et les chiffres sur la chute de la production provoquent de grandes inquiétudes de la part des experts internationaux. Sur le sol même de l'URSS, c'est moins cet effondrement qui choque que la désorganisation, l'absence totale de règles économiques perçues lors de la moindre promenade en ville, visite d'entreprise ou discussion avec des responsables du pays.

Depuis l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, les grands principes de l'économie de marché n'ont toujours pas trouvé droit de cité en Union soviétique. Mais des brèches ont été ouvertes au fil de la perestroïka, qui ont achevé de discréditer le système de commandement administratif, tandis qu'un système non étatique, peu soucieux d'une légalité en gestation et mouvante, tente d'émerger. Certains n'attendent pas un coup d'envoi officiel du marché pour abandonner le secteur d'Etat et se lancer dans le capitalisme, par goût de l'argent, mais aussi par simple instinct de survie.

FRANÇOISE LAZARE

Lire la suite page 22

## Un entretien avec le président de l'Ukraine

Le président du Soviet suprême d'Ukraine, M. Leonid Kravtchouk, souhaite être élu au suffrage universel, il compte prendre le contrôle des mines et charbonnages de sa République, envisage de créer une monnaie ukrainienne « paratible » au rouble et demande que les troupes de l'intérieur dépendent de son autorité.

Lire page 8 l'entretien réalisé par DOMINIQUE DHOMBRES

## Ouvertures iraniennes

Une conférence internationale réunie à Ispahan illustre la volonté des dirigeants de s'ouvrir à l'Occident.

page 6

## La gestion des chaînes publiques

Les rapports complexes avec l'Etat handicapent A2 et FR3 face à la concurrence.

page 26

## Amélioration du commerce extérieur

Pour la première fois, la France a dégagé en avril un excédent dans ses échanges avec l'Allemagne.

page 28

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

La politique de la ville et la violence dans les banlieues

## Les députés examinent la loi « anti-ghettos »

Une manifestation silencieuse était organisée mardi 28 mai à Mantes-la-Jolie (Yvelines), où l'on s'interrogeait sur les circonstances exactes de la mort d'Aïssa Ikh, dix-huit ans, d'origine marocaine, qui a été victime d'une attaque cardiaque à l'issue de sa garde à vue (lire page 11 l'article de Philippe Bernard). Le même jour, à l'Assemblée nationale, les députés devaient commencer l'examen du projet de loi d'orientation sur la ville (lire page 12 l'article de Pascale Robert-Diard).

par Robert Solé

Un garçon de dix-huit ans est mort à Mantes-la-Jolie, après une garde à vue. Il était asthmatique, il était maghrébin... A-t-il été victime du stress, d'une négligence, ou, pis - selon la version de sa famille - d'un refus de lui laisser prendre un médicament ? Ce drame encore mal éclairci, qui en évoque malheureusement

d'autres, souligne un peu plus le climat détestable de certains quartiers, à la périphérie des grandes villes, où tout le monde semble avoir peur de tout le monde.

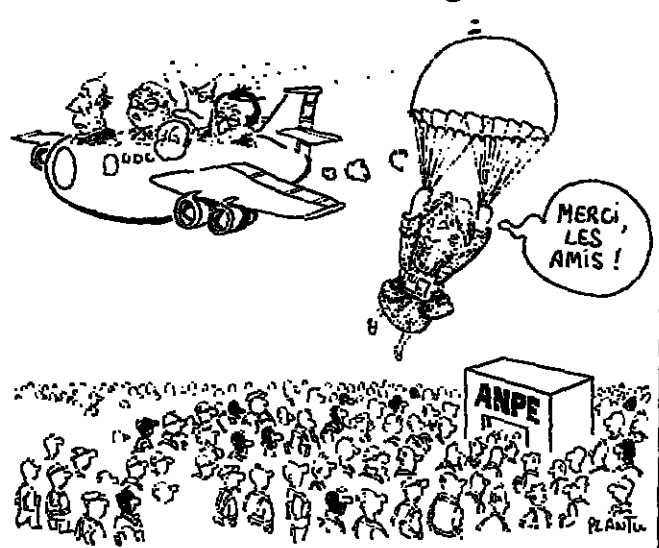
La France compte des dizaines de Mantes-la-Jolie, des dizaines de Sartrouville ou de Vaulx-en-Velin, prêts à s'enflammer à la moindre étincelle.

Lire la suite page 12

## Nouvelle hausse du chômage

Le chômage continue à s'aggraver. En avril, le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de 33 600, frappant désormais 2 636 700 personnes. Le nouveau ministre du travail, Mme Martine Aubry, veut privilégier des changements dans l'organisation du travail mais n'exclut pas des exonérations de charges sociales « ciblées ».

Lire nos informations page 21



## Prague en péril

Le patrimoine se dégrade. Où trouver les moyens pour financer les restaurations ?

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Tout le monde défille à Prague : les touristes par centaines de milliers - ceux du sud de l'Europe, Français, Italiens, Espagnols, relâchés aujourd'hui les traditionnels Allemands - les architectes, les défenseurs du patrimoine - le prince de Galles, les mécènes - le World Monuments Fund - et les hommes d'affaires.

La capitale tchécoslovaque mérite cet afflux. C'est incontestablement une des plus belles cités du monde occidental. Miraculeusement épargnée par les guerres et les reconstructions, Prague est un collage où tous les styles se côtoient avec bonheur. Elle doit sa splendeur au génie du lieu, mis en valeur par des générations successives qui, d'instinct, ont su jouer de sa topographie.

Au-delà de la Vltava, les collines de Mala Strana s'échelonnent par gradins jusqu'au fleuve. Elles permettent le déploiement de bâtiments majestueux, le grand spectacle des édifices du pouvoir - cathédrale, château royal, demeures seigneuriales - aux silhouettes dramatiques,

toutes en décrochés. De l'autre côté du pont Charles, la ville populaire, avec le calme alignement de ses toits, met à peine rompu par quelques dômes (et aujourd'hui par quelques « accidents » malheureux : tout de télévision, palais des congrès et quelques avatars loups du mouvement moderne). Effet magique de ces constructions aperçues au loin, au bout d'une perspective, qui disparaissent quand on s'approche, pour réapparaître soudain au détour d'une rue. Un tel équilibre ne doit pas être rompu.

EMMANUEL DE ROUX

Lire la suite page 15

## SCIENCE MÉDECINE

■ Cent mille Françaises contre le cancer. ■ Le chaos des physiciens. ■ Usel en cas d'urgence. ■ Point de vue : En finir avec le haut mal. ■ Des déchets radioactifs à vie plus courte.

pages 17 à 19

## HERVÉ BAZIN

DE L'ACADÉMIE GONCOURT

HERVÉ BAZIN

de l'Académie Goncourt

L'école des pères

ROMAN

120 F

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 mt; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 9 F; Espagne, 180 PTA; Grèce, 85 p; Irlande, 1,10 £; Italie, 2 500 L; Luxembourg, 25 FL; Norvège, 14 RON; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,50 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

## DÉBATS

Amnesty International

## Le combat trentenaire de Peter Benenson

Il y a trente ans jour pour jour, le Monde reprenait un article publié dans l'Observer de Londres, signé Peter Benenson, annonçant le lancement d'une campagne mondiale pour l'amnistie des prisonniers politiques à travers le monde. Cette campagne devait durer un an. En fait, elle a donné naissance à un immense mouvement, Amnesty International, qui depuis trois décennies lutte pour le respect des droits de l'homme, dénonce la peine de mort, la torture, les arrestations arbitraires, les détentions sans procès, les disparitions...

Son principe est simple : briser le silence qui entoure les emprisonnements pour des délits d'opinion. Son fonctionnement n'a pas varié avec le temps : chaque comité national choisit dans les dossiers retenus par le secrétariat général à Londres des prisonniers qu'il décide d'adopter. Cette sélection faite, la machine se met en marche et les militants inondent de lettres les ministres et autorités pénitentiaires pour demander la libération immédiate de leurs protégés. Le rapport annuel publié à Londres, qui révèle pays par pays les exactions, sert de soutien à l'action des comités en remobilisant l'opinion publique.

« C'était le 19 novembre 1960, j'étais dans le métro. Je parcourais le Daily Telegraph et je tombe sur un entrefilet révélant que deux étudiants portugais avaient été condamnés à une lourde peine de prison pour avoir porté un toast à la liberté dans un restaurant de Lisbonne. Cet article m'a tellement choqué que je suis descendu à la station suivante pour me rendre à l'ambassade du Portugal pour protester contre la dictature de Salazar. Je me suis dit que cette démarche était futile... Alors je suis entré à Saint-Martin-des-Champs, l'église de la compassion, située à Trafalgar Square, ouverte à tous les chrétiens. L'idée a germé que la seule manière de faire bouger les choses était de lancer un large mouvement international neutre qui adopterait des prisonniers d'opinion. C'est comme cela que tout a commencé... » Peter Benenson dodeline de la tête, ferme un moment les yeux et ajoute comme s'il sortait d'un songe : « Amnesty est l'enfant dans la guerre froide, Khrouchtchev, Kennedy et Jean XXIII, le début de la décolonisation... »

Quand le fondateur d'Amnesty International raconte dans quelles conditions il fut amené à créer l'association et quelles étaient à l'époque ses préoccupations, on croit deviner ses pensées : l'embêtant, pour une star des médias, c'est qu'on passe sa vie, mais sa vie vraiment, à répondre aux mêmes questions à chaque année. Mais ce personnage de remarquable endurance, d'énergie peu commune et d'impérieuse volonté est trop marqué par sa formation de « barister » (avocat) pour ne pas peser ses mots selon l'antique usage du barreau de Londres. « Avec quelques avocats londoniens, j'avais fondé une organisation baptisée Justice, un mouvement exclusivement britannique et spécialisé dans la défense des droits du citoyen. Cette organisation fournira l'infrastructure

de départ. J'ai parlé de mon projet à des amis dans la presse. L'Observer m'a ouvert ses colonnes. »

## Tapage médiatique

Le 28 mai 1961, le Journal du dimanche publie sur une page entière un texte de Peter Benenson intitulé « Les prisonniers oubliés », accompagné de l'exposé de six cas concrets. Le Monde en fera mention en précisant que les buts du nouveau mouvement sont de « lutter pour la libération des prisonniers poursuivis pour délits d'opinion et pour l'obtention de garanties des libertés d'opinion et de religion dans tous les pays ».

Etape suivante : ce catholique fervent participe à l'organisation d'une conférence internationale sur l'occultisme à Paris qui lui permet de nouer de nouveaux contacts. Les promoteurs - ils sont huit - se réunissent ensuite à Luxembourg pour déterminer les fondements d'un mouvement qui ne s'appelle pas encore Amnesty International. « L'endroit était surnommé le « chapel des bougres », car c'était le lieu de rendez-vous de politiciens chrétiens grands amateurs de vins de Moselle. C'est là que nous sommes officiellement nés », dit-il, enfoncé dans un fauteuil profond, ressemblant à un personnage victorien dont l'anglais est plus sûr que le français, analogue à ceux que l'on rencontre dans les clubs de Pall Mall.

## Les causes des laissés-pour-compte

La libération par les autorités communistes du prisonnier de l'Écluse, soviétique en 1964 et l'hommage du Vatican à l'action d'Amnesty en sa faveur contribueront à la notoriété de l'association à l'étranger. Affronter les malheurs du monde

n'est jamais une partie de plaisir.

Qu'est-ce qui peut bien motiver cet Anglais auquel ne manque aucun des traits dont se targue l'establishment insulaire (l'ascendance, Eton-Oxford-le barreau, les blindés, puis le renseignement pendant la guerre, la fortune) ? « J'ai toujours soutenu les causes des laissés-pour-compte, explique-t-il. A Eton, j'organisais des collectes en faveur des réfugiés basques de la



guerre d'Espagne. En 1938, après la « nuit de cristal », nous avons fait venir trois enfants juifs d'Allemagne. Dans les années 50, j'ai assisté à des procès de syndicalistes en tant qu'observateur, en Espagne... »

Homme à principes, il n'a pas honte de son idéalisme et le proclame, il l'assume. On l'aura compris : Peter Benenson place la « morale » au-dessus de toute chose et en conçoit une bonne conscience qui lui permet de défendre l'apolitisme apparent et une certaine réserve qui caractérisent toujours l'action de l'association, après trois décennies. « Dès le départ, nous avons décidé que ceux que nous défendons n'avaient

jamais préché ni eu recours à la violence ; c'est la seule condition pour obtenir le soutien le plus large. Par ailleurs, il était hors de question pour une section nationale d'adopter un ressortissant de son propre pays, au risque de devenir un mouvement d'opposition au gouvernement en place et de nuire à la cause », insiste-t-il.

Fidélité, pudeur, modestie naturelle. En 1976, M. Benenson prend sa retraite dans sa ferme du Buckinghamshire. L'année suivante, il est en train de traire une vache quand un coup de téléphone lui apprend l'attribution du prix Nobel de la paix à Amnesty International. Le gentleman-farmer n'a pu continuer à pastouiller dans sa demeure patricienne au milieu des prairies immenses tachetées de moutons multiples. Au début des années 80, le militant reprend le dessus. Le fondateur devient l'ambassadeur itinérant d'Amnesty à l'étranger « pour relater les origines, servir des mains, écouter les applaudissements et revoir des amis », confie Benenson.

## « Incapables d'arrêter les escadrons de la mort »

Depuis le début des années 90, le paysage s'est profondément transformé autour du Q. G. du secrétariat international, situé dans un ancien atelier rénové de Farringdon, un quartier populaire au cœur de Londres. Il a été complètement modifié par les bouleversements de l'Est, le rétablissement de démocraties en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, la désignation successive en Afrique du Sud, la guerre du Golfe et les soubresauts du Proche-Orient sont encore venus donner une touche supplémentaire. Pour notre interlocuteur, la tâche ne manque pas pour Amnesty International : « Nous devons constamment nous adapter à un monde changeant.

Par exemple, à l'heure actuelle, Amnesty est incapable d'arrêter les escadrons de la mort, ceux qui tuent les enfants déshérités de Rio. Il faut faire pression auprès des organisations internationales, comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, pour qu'ils bloquent les crédits d'aide et contraignent les autorités de ces pays à mettre fin à ces crimes ».

Il y a aussi la torture, dont l'usage se poursuit malgré les innombrables campagnes de sensibilisation. Enfin, Peter Benenson s'interroge sur la possibilité de sauvegarder l'unité d'une association qui n'est pas toujours à même aujourd'hui de contrôler sa propre croissance. Le mouvement est passé de 100 000 membres en 1977 à 1,1 million, répartis aux quatre coins de la planète. Le budget international, qui était de 12 000 francs au début de son existence, dépasse les 100 millions de francs. Plus de quarante-deux mille dossiers de « prisonniers de conscience » ont été traités en trente ans.

« Certaines sections nationales veulent suivre leur propre voie. Doivent-elles obtenir constamment l'autorisation de Londres ou pas ? Le consensus qui a permis à ce mouvement de rester un est menacé par le péril diffus de sa popularité croissante ».

Ici, au 1, Easton street, « Peter » comme l'appellent familièrement les permanents du secrétariat international, est chez lui. Le vieux monsieur court et impétueux se confond à ce point avec l'organisme qu'on se demande qui de l'homme ou de l'institution est le fruit de l'autre. Avare d'anecdotes tout au long de notre rencontre, il nous livre son grand regret en guise d'auto-critique : « Je n'ai jamais pu découvrir l'identité des deux étudiants portugais. J'aimerais bien savoir ce qu'ils sont devenus. »

MARC ROCHE

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lecoq, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Anselme Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Fereczi Philippe Harman Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-95-25-23 Télécopieur : 40-95-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-95-25-25 Télécopieur : 40-95-30-10

## Une lourde machine

EN 1961, le budget de l'association n'était que de 700 000 francs en 1990. Il atteignait 110 000 000 francs. Ces fonds, pour une raison évidente d'indépendance, proviennent de dons de particuliers recueillis lors des collectes, des ventes de publications ou des multiples animations organisées par les militants. Amnesty compte actuellement un million cent mille membres adhérents et donateurs répartis dans plus de cent cinquante pays et a reçu le prix Nobel de la paix en 1974.

Cette croissance ne s'est pas faite sans heurts. Amnesty International dérange bon nombre de chefs d'Etat ou de gouvernement qui n'apprécient pas d'être mis à l'index. Aussi l'accusent-on d'être infiltrée tantôt par la CIA, tantôt par le KGB. Elle est la proie de luttes d'influences. Aux critiques extérieures s'ajoutent des débats intérieurs. Le fondateur d'Amnesty lui-même, M. Peter Benenson, mit en cause l'indépendance de l'organisation en 1967 quand un rapport révélait que l'armée britannique utilisait la torture à Aden dut être publié à Stockholm et non à Londres. M. Benenson aurait aimé que le

siège soit transféré dans un pays neutre.

La section française prit une part active aux débats, notamment à propos du silence de l'organisation lors des massacres en 1975 au Cambodge. Bien plus tard, elle critiqua un communiqué rédigé par Amnesty lors de l'expulsion de deux irakiens par la France, communiqué qui eut, semble-t-il, des répercussions sur le sort des otages français au Liban. Des contestations revinrent régulièrement sur le fonctionnement interne, jugé trop centralisé, trop lourd etc. On enregistra aussi des démissions. Mais, malgré toutes ses imperfections, cette lourde machine prouve chaque jour son utilité. En empêchant les tortionnaires de sombrer dans un profond sommeil, en contribuant à la libération de prisonniers, en faisant reculer des législations permettant la peine de mort...

CHRISTIANE CHOMBEAU

Amnesty International, section française, 4, rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex 11.

## Le martyre de Suh Sung ancien prisonnier « non converti »

AMSTERDAM

de notre correspondant

A peine assis, Suh Sung se lève pour mieux débeller son épais sac à bandoulière. Il en extrait une montagne de papiers dont il tire une liste sèche comme un mandarin d'amener. Cinquante noms y figurent qui correspondent à autant de vies échappées à la survie, à autant de corps mutilés et épuisés et à autant d'esprits cabrés dans la résistance : Yong-gil Yun, He-jong Choi, Chang-sun Cho, In-young Shin... Il est impossible de tous les citer. Leur patronyme sur la liste des « prisonniers politiques sud-coréens non convertis » est pourtant tout ce qui reste à ces cinquante détenus pour exister un petit peu en dehors de la prison de Taejeon, à deux cents kilomètres au sud de Séoul.

Le plus âgé a soixante-deux ans, le plus jeune vingt-huit ans et trente-trois d'entre eux ont plus de soixante ans. A six exceptions près ils sont tous condamnés à perpétuité. Leur « doyens » de barreaux est incarné depuis quarante ans et ils sont quasiment tous à l'ère des plus de dix ans. Malgré la privation de liberté, malgré les tortures, malgré l'isolement, ils refusent de renier leur « faute » : être communiste, avoir entretenu des liens avec des Coréens du Nord, avoir visité l'autre Corée ou avoir soutenu, de près ou de loin, une organisation « anti-étatique ». La loi sud-coréenne sur la sécurité nationale regorge de chefs d'accusation possibles. Mais elle n'offre qu'une échappatoire à ceux qui tombent sous ses foudres : abjurer leurs opinions dissidentes et endosser l'idéologie d'Etat.

Pour s'obstiner à ne pas plier, 50 des quelque 1400 prisonniers politiques sud-coréens forment le groupe particulier des « non-convertis ». C'est pour témoigner du martyre physique et moral qu'endurent ces hommes dont il est le symbole vivant que Suh Sung effectue une tournée européenne sous l'égide d'Amnesty International. Vivant, certes, mais avant tout muet. Son visage ne trahit pas ses quarante-trois ans... Ce n'est pas un visage : les sourcils ont disparu de même que les lèvres et il ne reste plus des ongles que deux repères à peine suffisants pour soutenir de grosses

lunettes ; la peau est une mosaïque bicolore de tissu boursouflé et cicatrisé ; ses dents sont carbonisées et celle de certains doigts est tellement tendre que les plumes sont figées à angle droit.

Suh Sung porte à jamais les marques de sa tentative de suicide par le feu, le 21 avril 1971, sept semaines après son arrestation. Au sortir d'une énième nuit sans sommeil et d'interrogatoires destinés à lui faire avouer sa prétendue participation à un réseau de comploteurs financé par des puissances extérieures, il craignit de tomber sous la coupe de ses geôliers et de trépasser docilement ce qu'ils désiraient.

## Violences et isolement

Plutôt la mort donc que la souffrance des tortures et l'humiliation de la défaite morale : « En regardant autour de moi, je remarquai un gros appareil de chauffage à pétrole. J'étais le bouchon du réservoir et me versai du pétrole sur la tête et sur le corps. J'allumai ensuite un morceau de papier. Il me semblait que les flammes mettaient une éternité à me recouvrir. Lorsqu'elles atteignirent mes cheveux et mon visage, je me mis enfin à crier. »

Suh Sung avait alors vingt-trois ans. Né et élevé au Japon dans une famille sud-coréenne émigrée depuis trois générations, il venait de s'inscrire à la faculté de sociologie de Séoul. Depuis l'adolescence, il rêvait de retourner dans sa patrie et encore plus de la voir réunifiée. Hébergé par un proche collaborateur de Kim Deo Jung, chef de l'opposition au président Park Chung Hee, il repréenta une proie facile pour la contre-espionnage lorsqu'il s'agit de mater les manifestations estudiantines, exacerbées par la violence du président sortant de briser un troisième mandat en dépit de la Constitution.

Amné en compagnie de son frère au retour d'une visite familiale à Kyoto en possession d'une somme d'argent supérieure à la norme autorisée, Suh Sung fut désigné par la propagande gouvernementale comme un agent déstabilisateur envoyé

par la minorité coréenne du Japon, elle-même accusée d'être infiltrée par les Nord-Coréens.

Un an après son automatisation, il fut condamné à la peine capitale, sentence commuée en perpétuité, puis réduite, en 1988, à vingt ans d'emprisonnement. Libéré après dix-neuf ans d'incarcération, le 28 février 1990, Suh Sung est le premier prisonnier non converti à être sorti vivant de la prison de Taejeon. Six autres ont, depuis lors, recouvré la liberté. Mais cinquante autres restent toujours derrière les barreaux, qui, en ce moment, souffrent sans doute plus que d'habitude : lorsque la situation politique du pays se tend, les conditions de détention se durcissent.

Suh Sung en a fait à plusieurs reprises l'expérience pendant ses dix-neuf ans de geôles ponctué par les violences des équipes de conversion, par l'isolement dans une cellule de trois mètres carrés sans aération, par la privation de lecture et par la torture de l'alimentation forcée (de la bouillie de riz brûlante versée dans un tuyau enfoncé dans la gorge du prisonnier, ligoté) en cas de grève de la faim.

La libération de son frère, en 1988, constitue le premier signe d'espoir en dix-sept ans. La sienne, à la faveur d'une amnistie spéciale dont ne bénéficient que vingt-deux prisonniers politiques, le prit totalement au dépourvu : il ignorait les campagnes internationales menées en sa faveur, par Amnesty notamment, appuyées en l'occurrence par M. Carter aux Etats-Unis et M. Dooi au Japon.

Suh Sung explique aussi son désarroi par la lutte en faveur de la démocratie menée par le peuple sud-coréen. Grâce à son combat, le sujet tabou qu'étaient les prisonniers politiques de longue durée est devenu un débat public depuis deux ans. Un débat auquel les promesses de démocratisation du régime actuel ne mettent pas un terme ; au contraire : le président Roh « sourit à l'étranger mais montre ses dents aux Sud-Coréens ».

CHRISTIAN CHARTIER



ALICE A. JARDINE

## GYNÉSIS

Configurations de la femme et de la modernité

Alice Jardine explore les territoires et les paysages des œuvres de Blanchot, Deleuze, Derrida, Duras, Lacan et Tournier, entre autres, mettant ainsi en relief les concepts de la « femme » et du « féminin », les liant à la problématique de la modernité.

Collection « Perspectives Critiques » dirigée par Roland Tüchler, 126 pages - 1991



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



صلى الله عليه وسلم

Peter Benenson

# ÉTRANGER

ÉTHIOPIE : la conférence de Londres

## Les Américains jouent la carte tigréenne

« Le gouvernement américain recommande que les forces du Front révolutionnaire démocratique du peuple éthiopien pénètrent dans la ville pour aider à la stabilisation de la situation » : l'effervescence était à son comble, lundi 27 mai, autour de l'hôtel Berkshire, un palace au cœur de Londres, où se rencontraient les principaux protagonistes de la guerre civile éthiopienne, lorsque M. Herman Cohen, le secrétaire d'État adjoint américain aux affaires africaines, a annoncé que les États-Unis préconisaient l'entrée des troupes du FRDPE dans Addis-Abeba assiégée.

LONDRES

de notre correspondant

Sous les auspices de Washington, un accord de cessez-le-feu avait été conclu entre le gouvernement éthiopien, représenté par le premier ministre, M. Tesfaye Dinka et les représentants des trois principaux mouvements d'opposition armée, le FRDPE, dominé par le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) et le Front de libération Oromo.

Dans la soirée, alors que la confusion la plus totale régnait sur le terrain, les autorités d'Addis-Abeba avaient menacé de se retirer des pourparlers si la capitale tombait. « Cette dévotion est erronée... la ville va exploser », déclarait le chef du gouvernement lors d'une conférence de presse. « Il n'est pas en position de rejeter ou d'accepter quoi que ce soit », lui répondait, dans la foulée, M. Meles Zenawi le chef de file du FRDPE.

Qu'est-ce qui a poussé M. Cohen à sortir de son rôle d'arbitre pour autoriser les rebelles



du FRDPE à entrer dans la capitale? D'abord, le souci d'éviter le chaos qui entraverait l'acheminement des secours à des millions d'affamés. Ensuite, la volonté de minimiser l'ampleur des combats à Addis-Abeba afin de consolider rapidement le cessez-le-feu et de permettre la formation d'un gouvernement provisoire chargé de préparer des élections libres et d'organiser un référendum sur l'indépendance de l'Erythrée, la province du nord en « virtuelle sécession ». Reste que l'accélération des événements limitait la marge de manœuvre du médiateur américain.

Rien à offrir

Lundi matin, le mouvement rebelle lui avait dit son souhait de voir former un gouvernement d'union nationale associant les différents groupes d'opposition en

vue de rédiger une Constitution démocratique. Le chef du gouvernement n'avait, quant à lui, rien à offrir puisque les insurgés contrôlaient la quasi-totalité du pays. Les possibilités de résistance armée du pouvoir central étaient quasiment réduites à néant : au cours des derniers jours, l'armée de terre et l'aviation s'étaient pratiquement désintégrées, la marine s'était réfugiée au Yémen et la plupart des officiers supérieurs avaient fui à Djibouti. Ne restait en lice que la garde présidentielle qui tenait l'ancienne résidence impériale et des bandes incontrôlées.

Le département d'Etat semble avoir choisi, dès le départ, les maquisards du FRDPE comme interlocuteurs privilégiés. A ses yeux, c'est, en effet, la seule formation garante de l'unité du pays. Washington considère le FPLE et le Front de libération Oromo comme des « indépendantistes ».

quatre heures, les habitants d'Addis-Abeba avaient accueilli avec soulagement l'annonce du cessez-le-feu. Dans le silence du soir, la radio était branchée en permanence sur les ondes étrangères pour capter la moindre information en provenance de la capitale britannique.

Outre le cessez-le-feu, l'accord présenté par M. Cohen prévoyait la formation, d'ici à trois semaines, d'un gouvernement de transition et, enfin, l'abrogation du décret sur la mobilisation générale. Tout cela, diffusé par la radio locale, faisait souffler un vent d'espoir dans les kébés, ces quartiers qui sont le vestige de l'organisation socialiste mise en place par le colonel Mengistu et aujourd'hui en pleine désintégration.

Le pillage du palais

La radio nationale avait gardé le silence sur une déclaration du médiateur américain recommandant aux rebelles d'entrer dans la capitale. Plusieurs milliers de personnes, dans la capitale, ont été dérangées par les pillages commis par les militaires, dimanche, à Debre-Zeit et, lundi, à Addis-Abeba, se demandant si les maquisards ne seraient pas capables d'entraver le désordre.

Dans la confusion qui régnait dans la capitale, lundi, la garde présidentielle en aurait profité pour tenter de piller le « Vieux Quesbi ». D'autres unités avaient dû intervenir, provoquant une fusillade autour du palais, ce qui avait eu pour effet immédiat de vider les rues et d'inciter les commerçants à tirer les rideaux de leurs boutiques. Des chars circulaient dans les rues de la ville, faisant monter la tension et s'enflant les rumeurs annonçant la présence de rebelles dans les faubourgs. Vers 14 heures, l'agitation avait gagné le quartier de la prison centrale. Des dizaines d'hommes étaient dans la rue avec un baluchon à la main, parfois un matelas sur la tête. La prison ouvrait ses portes et, sur le trottoir, deux

Les Tigréens, fer de lance du FRDPE, se sont déclarés prêts, eux, à accepter une sorte d'autonomie limitée dans le cadre d'une Éthiopie démocratique.

Les pourparlers devaient continuer, mardi, avec en vue la formation d'un gouvernement de transition chargé d'organiser des élections démocratiques dans les neuf à douze mois, ainsi qu'un référendum sur l'autodétermination de l'Erythrée, et ce malgré les incertitudes qui pèsent sur la participation du gouvernement aux négociations. « J'ai montré de la bonne volonté de tous côtés et j'espère que nous parviendrons à la formation d'un gouvernement de transition englobant d'autres groupes que les combattants », a déclaré M. Cohen. Les États-Unis ont reçu des assurances du FRDPE quant au maintien des structures administratives mises en place par l'ancien régime, ce qui devrait faciliter l'acheminement des secours aux affamés. D'autre part, le mouvement rebelle s'est déclaré prêt à organiser un référendum sous contrôle international sur l'avenir de l'Erythrée. « Si le gouvernement sortant n'est pas au rendez-vous, je ne crois pas que cela changera grand chose car les gens qui détiennent aujourd'hui le pouvoir sont capables de former eux-mêmes la future équipe », a indiqué le médiateur américain.

L'annonce du cessez-le-feu et de la capitulation des forces loyalistes a été mal accueillie par le millier de réfugiés éthiopiens qui ont manifesté devant l'hôtel Berkshire. Il s'agit de partisans des mouvements politiques exclus des négociations, qui, tout en se disant favorables à un changement de régime, souhaitent le maintien de l'unité nationale. Ce sont, en majorité, des membres de la tribu amhara qui, depuis des lustres, les commandos du pays et qui, aujourd'hui, craint la revanche des Tigréens. (Interim)

anciens détenus, l'un Tigréen et l'autre Erythréen, gôtaient, les larmes aux yeux, leur premier instant de liberté après trois ans de cachot. Ils attendaient avec impatience l'arrivée des guerilleros. Les partisans d'une défense à tout prix de la ville avaient engagé une épreuve de force avec le président par intérim, le général Tesfaye Gabre Kidanemariam, qui, lui, aurait incité les soldats à se battre contre les rebelles. Une réunion du conseil des ministres avait mis, lundi, les choses au point : les forces rebelles ne doivent pas pénétrer dans la capitale alors que le cessez-le-feu vient d'être déclaré.

L'ultimatum posé par l'Etat-major des rebelles exigeant la reddition des forces armées sans quoi « la ville serait prise par la force » expirait lundi soir. Mais ni la délégation gouvernementale aux pourparlers de Londres ni l'armée, en situation plus que délicate, ne souhaitaient accepter de telles conditions. Encerclés, coupés de son approvisionnement en carburant qui transite par le port d'Assab, Addis-Abeba était à la merci des rebelles. Dans quelques stations-service encore ouvertes, des groupes de prébés de deux cents personnes attendaient, parfois depuis l'aube, un peu d'essence pour la journée.

JEAN HÉLÈNE

■ SÉNÉGAL : libération des détenus indépendantistes casamançais. — La libération de tous les détenus indépendantistes casamançais a été annoncée lundi 27 mai, à Dakar, à l'issue du conseil des ministres présidé par M. Abdou Diouf. Cette mesure concerne « toutes les personnes détenues à la suite des événements » liés à la situation dans cette région du sud du Sénégal, selon un communiqué officiel qui ne précise pas le nombre de détenus concernés. (AFP)

■ ZAIRE : les manifestations de la mi-avril, à Mbuji Mayi, ont fait 11 morts, selon une commission d'enquête parlementaire. — Les manifestations qui ont eu lieu les 13, 14 et 15 avril à Mbuji Mayi, cité diamantifère du centre du Zaïre, ont fait 11 morts et 80 blessés, dont 41 par les forces de l'ordre, a annoncé lundi 27 mai, devant le Parlement zaïrois, la commission d'enquête parlementaire dépechée sur place. Selon le gouvernement, ces manifestations avaient fait 9 morts et 31 blessés.

ALGÉRIE

## Trente mille islamistes ont défilé à Alger

Le Front islamique du salut (FIS) s'est livré, lundi 27 mai, à une démonstration de force en faisant défiler quelque trente mille personnes au centre d'Alger, pour exiger notamment la proclamation d'un Etat islamique. Les manifestants, bien encadrés, ont défilé près d'une heure dans la principale artère de la capitale, la rue Didouche-Mourad, en passant devant le Palais du gouvernement. La veille, l'accès au quartier de la présidence de la République et de la télévision leur avait été interdit par des policiers et des gendarmes des brigades anti-émeutes.

Les manifestants, parmi lesquels on reconnaissait des vétérans de la guerre d'Algérie à leur costume et à leur coiffure, scandaient : « Nous voulons des comptes et non des élections ! » « La grève politique est le commencement de l'Etat islamique ! » « L'armée et le peuple sont avec l'islam ! »

Dans un premier communiqué après le lancement, samedi, d'un

ordre de grève générale illimité, le FIS a demandé au « peuple musulman algérien la persévérance ». Le numéro deux du parti, l'imam Ali Belhadj, qui a signé ce texte, a appelé ses militants à continuer leur mouvement « jusqu'à ce que Dieu en dispose autrement, ce qui n'est pas impossible au Seigneur ». Le président du FIS, M. Abassi Madani, avait affirmé, vendredi, que la grève s'arrêterait lorsque le gouvernement aura décidé l'abrogation des lois électorales et la tenue d'une élection présidentielle anticipée.

La communauté du FIS « se félicite de l'attitude des masses populaires : « Etudiants, instituteurs, professeurs et toutes les couches laborieuses, qui ont respecté le caractère pacifique de la grève politique ». Il ne donne, cependant, aucun bilan chiffré de la participation à la grève, qui en est à son troisième jour et qui a été, jusqu'à présent, peu suivie. (AFP)

« La Fracture algérienne » de Dominique Sigaud

## Contradictions maghrébines



L'été dernier, alors que le Golfe — et le monde avec lui — entrerait en crise, Dominique Sigaud, journaliste indépendant, parcourt l'Algérie, un mois durant. Des aubes vivantes d'Alger — une ville « qu'il faut prendre au réveil » — aux nuits tibides du Sud mozabite, des gâteaux de Bab-el-Oued aux jeunes notables kabyles, de la lutte des femmes au spleen des chômeurs, des certitudes de l'islam aux tourments de ses fils, des inquiétudes d'Att Ahmed à la lucidité de l'écrivain Rachid Mimouni, Dominique Sigaud observe et écoute, rencontre et s'étonne, s'irrite et s'attendrit.

Ainsi débute-t-elle les multiples contradictions algériennes, dont ses « carnets de route » sont l'honnête témoignage. Contradiction entre des comportements individuels, faits d'attention et de gentillesse, et leur expression politique — ostracisme et violence.

Contradiction entre une modernité étrangère qui fascine mais prône la liberté de l'individu et une communauté ancestrale, solidaire mais tribale. Contradiction d'une société arabo-musulmane en quête de démocratie, mais qui n'a pas encore — indispensable révolution — dissocié le politique du sacré.

De ces déchirements, le mouvement islamiste est le grand profiteur. A la faveur de la démocratie naissante, il aspire au pouvoir mais ne cache pas qu'il répugnerait ensuite — à l'alternance. Il séduit les enfants déçus du socialisme, les exclus schizophrènes d'un enseignement bilingue mal conçu et tous les laissés-pour-compte, avides d'une revanche. Financé par les plus riches, il recrute chez les plus pauvres et prétend se

jouer des antagonismes sociaux mais connaît, lui aussi, ses contradictions, notamment entre « radicaux » et « bourgeois ». Sa grande chance est d'être le plus fort adversaire du parti au pouvoir, tellement discrédité.

Orfèvre en amalgames, il mêle quelques vérités et beaucoup de propagande, ignore la complexité des évolutions collectives et — comme s'en désolait Rachid Mimouni — caricature l'islam, cette « croyance intime et discrète ». Son discours anti-occidental a pour première victime la femme, éternelle opprimée au nom du Coran. Affrontant l'incessante traque des regards masculins, l'auteur ressent la perversité de cette « réclusion mutuelle » où s'enferment hommes et femmes, une lutte entre sexes dont nul ne sort vainqueur. A l'heure de l'islamisme, la « question algérienne du désir » est plus actuelle que jamais.

L'Algérie offre à l'auteur un autre « profil obscur », celui de l'antisémitisme, trop présent — parfois jusqu'à l'hystérie — pour être le réservoir à slogans des seuls intégristes. Certains discours officiels et la presse proche du pouvoir rivalisent avec les prônes islamistes dans leur dénonciation du complot juif.

Ce pays dépolitisé, démoralisé, retrouvera-t-il à temps la culture démocratique qui lui manque aujourd'hui? Prendra-t-il le vitesse les faux prophètes qui tentent de confisquer ses nouvelles ardeurs? S'il n'y parvenait pas, alors s'élargirait la « fracture algérienne ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

► La Fracture algérienne de Dominique Sigaud. Calmann-Lévy, collection « Questions d'actualité ». 264 pages, 120 F.

## CORRESPONDANCE

### Une lettre de M. Habib Mokni réfugié politique tunisien en France

Dans une lettre qu'il vient de nous adresser et dont nous publions ci-dessous les principaux extraits, M. Habib Mokni, réfugié politique tunisien, réfute les accusations du gouvernement de son pays, qui le tient pour l'un des auteurs du récent « complot islamiste » (le Monde daté 26 et 27 mai).

« Ce n'est pas depuis quatre ans, mais depuis exactement dix ans, que je suis réfugié en France. Et je crois qu'en dépit des allégations des autorités tunisiennes (...) j'ai toujours respecté le devoir de réserve que m'impose ce régime. Cela dit, il y avait bien longtemps que j'aurais remercié la France de son accueil et regagné mon pays et les miens si les conditions qui m'ont contraint à la fuir

sous Bourguiba ne s'étaient aggravées avec l'avènement du général Ben Ali.

« Je dirige depuis mon installation en France une école destinée à donner aux enfants d'immigrés les rudiments d'arabe dont ils auront besoin un jour et dont la carence de l'administration tunisienne a privé des générations. Je dirige, d'autre part, une revue culturelle qui ne manque pas de tenue ni d'émancipation à l'intérieur d'un régime tenant les intellectuels en suspicion et considérant toute création culturelle non conforme comme une entreprise de déstabilisation. Au risque de décevoir, ce sont là les seules activités auxquelles je me suis consacré jusqu'ici... »

## Les rebelles ont pris le contrôle d'Addis-Abeba

Suite de la première page

Le calme était à peine rétabli dans le quartier du palais que la bataille pour le contrôle de l'aéroport d'Addis-Abeba, au même instant, des rebelles, sur les ondes de la radio gouvernementale, lançaient un appel au calme puisque « le FRDPE est avec le peuple ».

Les rebelles avaient-ils l'intention de prendre la ville avant l'expiration, mardi soir, de l'ultimatum qu'ils avaient lancé au gouvernement? Ou bien ont-ils été encouragés par M. Herman Cohen, le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, qui, lundi, à Londres, avait reconnu que les rebelles tigréens d'entrer dans Addis-Abeba pour rétablir l'ordre? Pour l'instant,

les gens veulent surtout savoir si l'anarchie ne va pas s'installer dans la capitale. « Les rebelles n'ont jamais fait preuve de violence dans les villes qu'ils ont conquises », dit pour se rassurer un habitant.

Les rebelles ont décrété un couvre-feu vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans les quartiers d'Addis-Abeba. On les voit en faction sur l'ancienne place de la Révolution, décapitée dans la nuit et où tous les portraits à la gloire du socialisme et du précédent régime ont été décapités. Ne subsiste plus que la tribune depuis laquelle l'ancien chef de l'Etat, aujourd'hui réfugié au Zimbabwe, s'adressait, parfois, à la foule. Encore sous le choc des fusillades de ces dernières vingt-

## A TRAVERS LE MONDE

LIBAN

Le Parlement a approuvé le traité avec la Syrie

Sans véritable débat, malgré les réserves une nouvelle fois exprimées par des représentants du camp chrétien, le Parlement libanais a entériné, lundi 27 mai, le processus de ratification du traité qui officialise le rôle prépondérant de la Syrie au Liban. Une loi accordant à l'Etat le droit de ratifier le « traité de fraternité, de coordination et de coopération », signé solennellement à Damas, a été adoptée par la grande majorité des députés présents : 46 voix contre une (l'Assemblée compte actuellement 67 membres). Le Conseil du peuple (Parlement) syrien a fait, quelques heures plus tard, le même démarche, « à l'unanimité ». Les ministres représentant au sein du gouvernement les deux principales formations politiques du camp chrétien, la milice des Forces libanaises (FL) et le parti Kataeb (phalangistes), MM. Roger Dib et Georges Sadek, ont boycotté la séance, de même que les députés phalangistes. Après avoir rappelé ses réserves, M. Dib avait rappelé ses objections en précisant toutefois que celles-ci ne le conduiraient pas, pas plus que M. Sadek, à quitter le gouvernement. (AFP)

PARAGUAY

Le Parti colorado enregistre des pertes significatives aux élections municipales

Le Parti colorado, au pouvoir depuis plus de quarante ans au Paraguay, a subi des pertes significatives aux premières élections municipales libres, organisées dimanche 26 mai dans le pays. Selon des résultats officiels, les colorados remportent encore environ 70 % des 206 circonscriptions en jeu lors des élections de dimanche. Ils sortent vainqueurs à Ciudad del Este, deuxième ville du pays, mais ils perdent Asuncion, la capitale, au profit d'un social-démocrate indépendant, et doivent s'incliner devant des candidats d'opposition dans plusieurs autres villes. Notamment à Pedro Juan Caballero, sur la frontière brésilienne, où ils sont battus par le Parti radical libéral authentique.

Le parti au pouvoir a soutenu l'ancien président A. Stroessner pendant la plus grande partie des trente-quatre ans qu'il a passés au pouvoir. L'ex-homme fort du Paraguay désignait lui-même les maires du pays. (Reuters)

## DIPLOMATIE

La réforme de l'OTAN

## Paris tente de rassurer Washington sur la pérennité de l'alliance atlantique

Il faut être réaliste : la défense européenne n'est pas pour demain, et les États-Unis auraient tort de s'inquiéter inutilement : tel semble être en substance le message délivré par les dirigeants français au secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, en visite à Paris lundi 27 mai.

« Nous n'avons nullement l'intention de saper l'alliance atlantique », a dit M. Pierre Joxe lors d'une conférence de presse commune avec son homologue américain. « La France est très soucieuse de maintenir l'alliance atlantique », a affirmé M. Cresson. « Personne n'essaie de construire un système concurrent à celui qui existe (...). Ce problème est très compliqué mais pas inquiétant (...). Il faut ajuster l'OTAN et les projets européens », estimait de son côté le secrétaire général de l'Elysée, M. Hubert Védrine.

Quant à M. Dick Cheney, à l'issue d'une heure d'entretien avec le président de la République à l'Elysée, il déclarait se sentir « rassuré dans le sens où les buts et les objectifs fondamentaux sont les mêmes », sans toutefois chercher à nier les divergences d'approche : « Cela ne veut pas dire que nous sommes d'accord sur tous les points avec chacun des alliés. Nous avons eu une discussion franche. »

La France continue de défendre son statut particulier dans l'OTAN, notamment au sein du comité chargé à Bruxelles de réfléchir à la réforme de l'organisation, en faisant la critique des structures et de la stratégie de l'Alliance. Elle continue aussi d'affirmer, dans le cadre des Douze, que l'Europe doit à terme se doter d'une politique de défense propre.

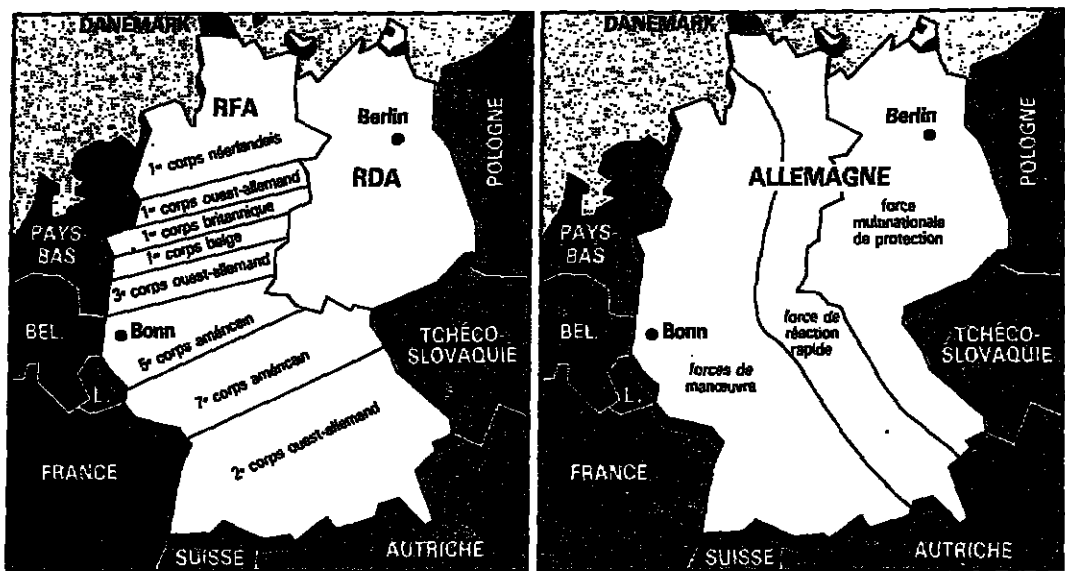
Mais elle s'efforce dans le même temps

de rassurer les Américains au moyen de deux arguments : d'une part, en affirmant qu'une telle politique européenne de défense ne serait pas concurrente mais complémentaire de l'OTAN ; d'autre part, en faisant remarquer que ce projet dépendra de la capacité des Européens à s'organiser eux-mêmes, que cette capacité à ce jour est très faible et qu'il ne s'agit donc que d'un objectif lointain. Recevant M. Cheney, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, notait d'ailleurs lundi que le rôle (modeste) joué par l'Union de l'Europe occidentale pendant la guerre du Golfe « était pratiquement le maximum de ce que l'on pouvait attendre d'elle ».

La France ne peut en fait pas compter sur le soutien de ses partenaires européens pour pousser aujourd'hui très loin l'idée de

défense européenne ; pas même sur celui de l'Allemagne, qui a pris avec Paris une initiative dans ce sens dans le cadre des Douze, mais qui est à la fois aux prises avec un virulent débat interne sur le rôle de la Bundeswehr (voir page 7 l'article de Luc Rosenzweig) et peu désireuse actuellement de déplaire aux Américains. L'objectif n'est donc que de faire inscrire, dans le futur traité sur l'union politique qui remplacera le traité de Rome, un article affirmant que la Communauté veut se doter à terme d'une politique de défense commune. Article qui donnerait certes à l'Europe des Douze une compétence nouvelle, mais qu'elle ne serait pas forcément tenue d'utiliser.

C. T.



A gauche, l'ancien dispositif, dit de la « défense de l'avant », comprenait - depuis les années 50 - des « créniaux » aux frontières occupés par huit corps d'armée nationaux. A droite, le nouveau dispositif, dit « pour une présence en avant » plus réduite, allie trois catégories de forces multinationales.

## La création d'une force « de réaction rapide » à l'ordre du jour de la réunion ministérielle de Bruxelles

## BRUXELLES

Le comité des plans de défense et le groupe des plans militaires tiennent à Bruxelles, mardi 28 et mercredi 29 mai, la première de leurs deux sessions annuelles au niveau ministériel, quelques jours avant la conférence des ministres des affaires étrangères des Six à Copenhague.

La disparition de la menace soviétique et la déclaration de Londres, au sommet atlantique de juillet 1990, sur la transformation de l'alliance enlèvent à cet exercice son caractère quelque peu routinier, dans la mesure où il vise à la création de structures plus adaptées au contexte actuel. La crise du Golfe avait beaucoup occupé les esprits lors de la précédente rencontre, les 6 et 7 décembre, l'annonce de la libération des otages de l'Irak « réorientant » en rien à l'époque la résolution des États-Unis venus appeler leurs alliés à en faire davantage.

Cette fois-ci, a indiqué un haut fonctionnaire de l'OTAN, on « tirera les enseignements de la crise du Golfe du point de vue de l'alliance », mais, en principe, dans un climat plus serein, permettant l'échange de points de vue sur l'identité européenne de sécurité et la réflexion, entamée à Londres, sur la révision de la stratégie globale.

Les grandes décisions étant reportées à un sommet de l'alliance qui aura sans doute lieu en septembre, le plus concret dans l'ordre du

jour a trait à la création d'une force « de réaction rapide », un corps d'armée à composantes européennes avec l'appui aérien des États-Unis. La Grande-Bretagne ayant, selon un observateur, lancé « une OPA sur ce projet », des discussions ont eu lieu entre elle et l'Allemagne, notamment quant au champ d'intervention de ladite force.

Au-delà de ces péripéties, le problème est de combiner cette initiative - chère à des militaires désireux de combler le vide créé par la réduction des effectifs dans leur ancienne « posture » - avec les intentions des Douze. Le responsable de l'OTAN, qui a évoqué ces problèmes devant la presse, semble assez réceptif aux avertissements répétés des Américains à l'Europe pour éviter toute concurrence, à leurs yeux inutile, entre l'alliance et leur projet de politique commune de sécurité et de défense. Il trouve « assez irritants » certains propos européens à ce sujet, d'autant que « dans ce débat la lacune la plus importante est que les pays concernés ne sont pas capables de nous dire ce qu'ils veulent en matière d'identité de défense européenne ».

Ce problème n'apparaît sans doute qu'en filigrane dans le communiqué final. Les Européens n'ont pas opposé à Washington dans les structures de l'alliance, quand ils ont cessé d'être seuls entre eux, qu'à ruer dans les brancards après coup. C'est ce que M. Gabriel Robin, représentant permanent de la France, appelle « un microclimat atlantique ». Bien

entendu, en raison de son retrait des structures militaires intégrées de l'alliance, Paris n'est pas plus représenté que par le passé à la conférence de mardi et mercredi, pas même par des observateurs.

## Le concept stratégique

La France, qui siège dans les structures politiques, s'est finalement jointe, en mars, au comité d'experts créé après le sommet de Londres pour réfléchir à la « révision du concept stratégique ». Cet organisme est différent du comité des plans de défense. « Nous ne participons pas aux débats relatifs aux structures de forces », explique M. Robin. « Ce qui nous importe est de savoir quelle sera la direction d'ensemble, dans la mesure où nous coopérons avec l'OTAN ».

Un haut fonctionnaire de l'Alliance ayant déclaré que la réflexion sur le concept stratégique avait pris du retard parce qu'il avait fallu « mettre la France au courant », M. Robin précise que ce ralentissement n'est pas dû à l'ignorance de sa délégation, mais au dépit par elle de plusieurs « amendements portant sur le cadrage politique de l'affaire ». M. Robin estime qu'il ne faut pas tout mélanger comme le faisait un texte initial qui « continuait à voir des menaces partout ». A titre d'exemple, il indique avoir expliqué que « ce n'est pas avec une armée qu'on arrête l'intégrisme musulman ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## PARIS-BORDEAUX.

1 heure.

Record sur la distance.



AIR INTER

13 vols par jour.

Renseignements et réservations Air Inter Paris (45 39 25 25) ou votre agent de voyages.

## Un dispositif sous forte influence britannique

L'OTAN, conçue pour faire face au danger quasi exclusif du pacte de Varsovie, cherche à adapter ses structures militaires à l'éventualité, dans les années à venir, d'une variété encore mal définie de menaces. Elle est censée tenir compte d'un double transfert des forces jusque-là stationnées en Europe : d'un côté, en attendant le repli - à peine amorcé en vérité - de l'armée soviétique chez elle ; de l'autre, le retrait probable des États-Unis devant aboutir, selon le « patron » de l'OTAN, le général John Galvin, à repatrier outre-Atlantique la moitié des 320 000 G.I. actuels pour ne laisser sur place qu'un corps d'armée (sur deux), trois ou quatre escadrons aériens (sur huit) et une 8<sup>e</sup> flotte américaine un peu plus réduite en Méditerranée.

## Trois catégories d'unités

Les plans examinés par les ministres de la défense visent donc à déployer des forces réduites en effectifs mais plus mobiles, appelées à agir en catastrophe là où le besoin s'en ferait sentir pour endiguer une agression brutale ou inopinée. Ces forces sont aussi assurées de disposer de plus de temps grâce au recul territorial des Soviétiques auxquels il faut désormais plus de six semaines pour mobiliser leurs quarante-cinq divisions.

Le nouveau déploiement allié

en Europe repose sur l'existence de trois catégories d'unités. Son originalité principale réside en la constitution d'une force « de réaction rapide » et en la mise sur pied de corps multinationaux. D'ores et déjà, il paraît exclu que les pays membres de l'OTAN obtiennent, de cette réorganisation, des économies budgétaires dans l'immédiat.

1) La force de réaction rapide devrait rassembler quelque 70 000 à 100 000 hommes (soit quatre divisions) appuyées par un soutien aérien (avions et hélicoptères) et, au besoin, un soutien naval. Deux de ces divisions seront britanniques - une blindée et une plus légère - et les deux autres seront constituées à partir de contingents détachés par d'autres pays européens de l'OTAN. Le commandement de la force sera britannique, le PC en Allemagne, et les appuis seront principalement fournis par les États-Unis. La force de réaction rapide intégrera l'actuelle force mobile allée (5 000 hommes) qui en deviendra l'unité pionnière avancée dès le début d'une crise.

2) Les corps multinationaux, qui formeront le gros de la troupe de première ligne et les renforts à l'arrière, devraient réunir en Allemagne l'équivalent de quelque cinq ou six corps d'armée (au lieu des huit, d'origine nationale, qui sont alignés depuis les années 50 face à la Tchécoslovaquie et à l'ancienne RDA pour y occuper, chacun, un créneau permanent de défense). Les

alliés se donnent encore deux ans pour étudier les problèmes concrets, inhérents à la création de ces unités multinationales, qui concernent les différences de statut des personnels, celles de leur équipement, de l'instruction des combattants et jusqu'aux coutumes, mentalités et langues qui sont distinctes.

La mission de cet ensemble de forces - c'est le nouveau concept dit de Joint Precision Interdiction - est de pouvoir aller frapper, bien au-delà des États de l'Europe orientale, dans la profondeur du dispositif adverse dès l'instant où l'OTAN détecterait des mouvements de troupes hostiles.

## Convergences avec les thèses françaises

Les armées françaises, qui devraient être réduites en Allemagne de moitié avant 1994, sont remises à l'écart du projet de réorganisation du dispositif allié. Au ministère de la défense, on note néanmoins que cette réforme de l'OTAN est plus propice à des convergences avec les thèses françaises que ce n'était le cas par le passé. La France a mis sur pied une force d'action rapide, qu'elle se propose de « muscler », et une brigade binationale avec l'Allemagne, sans affectation géographique prédéterminée, qui ne sont pas sans rappeler les nouvelles unités préparées par Bruxelles.

JACQUES ISNARD



## ASIE

THAILANDE : la catastrophe du Boeing de Lauda Air

### Les spécialistes écartent l'hypothèse d'une cause météorologique

Le dépeuplement des enregistreurs du Boeing de la compagnie Lauda Air, qui a explosé en vol le 26 mai en Thaïlande, avec 223 personnes à son bord, a commencé. Dans l'attente des résultats, la polémique se poursuit entre les tenants de la thèse de l'attentat et les autorités thaïlandaises, qui plaident pour une cause météorologique ou technique. Notre correspondant à Vienne souligne la présence parmi les victimes de deux spécialistes de la lutte anti-drogue, dont le gouverneur de la province thaïlandaise de Chiangmai où se trouve le Triangle d'Or, centre de production de l'héroïne.

BANGKOK

de notre correspondant

Un attentat pourrait être à l'origine de l'explosion qui a provoqué la catastrophe aérienne du dimanche 26 mai en Thaïlande. Cette hypothèse ne peut être écartée et provoque une controverse à Bangkok, avant même que soit connu le contenu des deux « boîtes noires » du Boeing-767 de Lauda Air, retrouvées lundi, et qui fourniraient des indications plus précises sur les circonstances du drame, où 223 personnes ont trouvé la mort.

Selon des témoignages rapportés par la presse locale et selon les indications fournies par les services de la navigation aérienne, l'avion volait depuis près d'une vingtaine de minutes et avait atteint une altitude de plus de 6 000 mètres lorsqu'une explosion se serait produite, sans que l'on sache encore si elle a affecté l'un des deux moteurs ou si elle a eu lieu à l'intérieur de la carlingue. Un officier de l'armée de l'air thaïlandaise, qui a reçu l'annonce, a néanmoins affirmé à un quotidien de Bangkok, le *Nation*, que l'explosion s'est produite « à l'intérieur » de l'appareil. Une telle explosion, selon un enquêteur, ne peut être que le résultat d'une décompression explosive ou d'une bombe.

#### Pas de turbulences sérieuses

Selon la tour de contrôle de l'aéroport de Bangkok, le pilote venait de recevoir l'autorisation de gagner son altitude de croisière — plus de 10 000 mètres — quand tout à coup, à 15 minutes après son décollage, selon des météorologues thaïlandais, l'avion ne traversait pas de sérieuses turbulences lors-

que la catastrophe s'est produite. Un morceau du fuselage aurait été retrouvé à une trentaine de kilomètres du site de l'impact, lui-même d'une telle violence que les débris de l'appareil se sont éparpillés dans un rayon de 5 kilomètres. Les corps étaient, d'ailleurs, déchiquetés et souvent méconnaissables.

L'hypothèse, avancée par un correspondant anonyme qui a téléphoné à Vienne depuis l'Allemagne, selon laquelle des terroristes auraient confondu le vol de Lauda Air avec un vol de la compagnie américaine United Airlines, n'est pas entièrement écartée. Un vol de la compagnie américaine a, effectivement, décollé de Hong-kong quinze minutes après celui de Lauda Air.

Dans l'attente des résultats de l'enquête, les dirigeants thaïlandais se refusent à accepter l'hypothèse d'un attentat, ils font valoir que les mesures de sécurité à Dong-Muang, l'aéroport international de Bangkok, ne se sont pas relâchées depuis la crise du Golfe, quand des diplomates irakiens avaient été expulsés du pays. On comprend leur appréhension : la Thaïlande soigne d'autant plus son image de marque dans le domaine de la sécurité qu'elle doit accueillir, en septembre et en octobre, le congrès de la Banque mondiale et du FMI, et que, tourisme, conférences, séminaires et colloques sont une source importante de revenus pour le royaume.

Parmi les trente-neuf Thaïlandais à bord de l'appareil figuraient le gouverneur de Chiangmai et des membres de la branche nordique de la famille royale. Les Thaïlandais ont été, en outre, choqués par les pillages sur le site de l'accident. Secouristes et forces de l'ordre, pourtant arrivées rapidement sur place, n'ont pu empêcher les ruraux du coin de récupérer ce qui pouvait l'être.

C'est la première fois qu'un Boeing-767 s'écrase depuis la mise en service de ce type d'appareil en 1982. 356 exemplaires, sur 540 commandés au 31 mars 1991, ont déjà été livrés. Pour la Thaïlande, il s'agit d'une catastrophe aérienne de plus. Le 21 novembre 1990, par une pluie battante, un Dash-8 de Bangkok Airways avait manqué son atterrissage sur l'île touristique de Koh-Samui, faisant 38 morts. Le 9 septembre 1988, un Tupolev-134 d'Air Vietnam, pris dans de forts vents, s'était écrasé en tentant d'atterrir à Dong-Muang (76 morts sur 81 personnes à bord). Le 31 août 1987, à la suite d'une erreur apparente des contrôleurs aériens, un Boeing-737 de Thai Airways était tombé en mer lors de son approche de l'aéroport de Phuket (83 morts).

JEAN-CLAUDE POMONTI

## INDE

### Arrestation d'une complice présumée de l'assassin de Rajiv Gandhi

Parti lundi 27 mai de New-Delhi, le train spécial transportant les cendres de Rajiv Gandhi et les membres de sa famille a attiré tout le long du chemin, des foules énormes. Dans les gares où il s'est arrêté, des masses de gens débordaient les cordons policiers. Des milliers de personnes convergent vers le confluent du Gange et de la Yamuna, près de la ville d'Allahabad, où devaient être dispersées mardi les cendres de l'ancien premier ministre.

Lundi matin, quelque trente urnes avaient été distribuées aux représentants des Etats de l'Union, afin que ces cendres soient réparties dans tout le pays. L'une d'elles a été confiée à M. Satish Sharma, pilote et ami de longue date de « Rajiv », afin qu'il les disperse au-dessus des cimes de

D'autre part, les enquêteurs continuent de privilégier la « piste tamoule », bien que, jusqu'à présent, aucune preuve concrète ne soit venue étayer ces accusations. Une femme tamoule originaire de Sri-Lanka, soupçonnée d'être la complice de l'assassin de Rajiv Gandhi, a toutefois été arrêtée dimanche dernier dans le sud de l'Inde. — (AFP, Reuter, AP.)

□ PAKISTAN : mandat d'arrêt contre la bégum Bhutto. — Un tribunal spécial anti-terroriste de Karachi a délivré lundi 27 mai un mandat d'arrêt contre la bégum Nusrat Bhutto. La mère de l'ancien premier ministre Bénazir Bhutto est accusée d'avoir critiqué les tribunaux spéciaux, qu'elle avait qualifiés de « cours irrégulières » en raison de leur procédure expéditive. — (AFP, Reuter.)

MANIÈRE  
DE VOIR 12

LE MONDE  
diplomatique

### ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS

100 pages

42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Revenant sur quarante ans d'intransigeance

## Pyongyang accepte l'admission simultanée des deux Corées aux Nations unies

M. Kim Jong-il, fils du maréchal Kim Il-sung, s'est livré à une violente diatribe contre l'économie de marché, demandant la mise en place d'un « socialisme spécifique », a annoncé lundi 27 mai l'agence de presse nord-coréenne. D'autre part, à Séoul, le président Roh Tae-woo a reconnu mardi la gravité de la situation politique au sud. Il a annoncé une série de concessions politiques et sociales, en particulier l'autorisation prochaine des manifestations pacifiques.

TOKYO

de notre correspondant

Opérant un changement fondamental dans l'orientation de sa diplomatie, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a annoncé, mardi 28 mai, qu'elle était prête à demander son admission aux Nations unies. Dans un communiqué laconique, son ministère des affaires étrangères a précisé que « la RPDC n'a pas d'autre solution, dans la situation présente, que de demander son entrée

à l'ONU, afin de faire face aux difficultés créées par les autorités du Sud », et soumettra prochainement sa candidature au secrétaire général de l'ONU.

Le régime de M. Kim Il-sung remet ainsi en cause ce qui fut, pendant plus de quarante ans, l'un des piliers de sa diplomatie : il avait en effet toujours refusé une entrée simultanée des deux Corées à l'ONU, qui, selon lui, perpétuerait la division de la péninsule en reconnaissant de fait deux Etats. C'est pour tenter de sortir d'un isolement croissant, que n'a fait que confirmer le récent échec des négociations avec le Japon pour établir des liens diplomatiques, que Pyongyang a cédé.

#### Orpheline de la détente

La RPDC a justifié son revirement en invoquant « la situation anormale » créée par la candidature unilatérale de Séoul, qui « compromet la trahison à jamais impardonnable de diviser la péninsule coréenne par le biais de l'ONU ». Le ministère des affaires étrangères sud-coréen s'est félicité mardi de l'initiative de Pyongyang, soulignant que l'entrée parallèle des deux Corées à l'ONU contri-

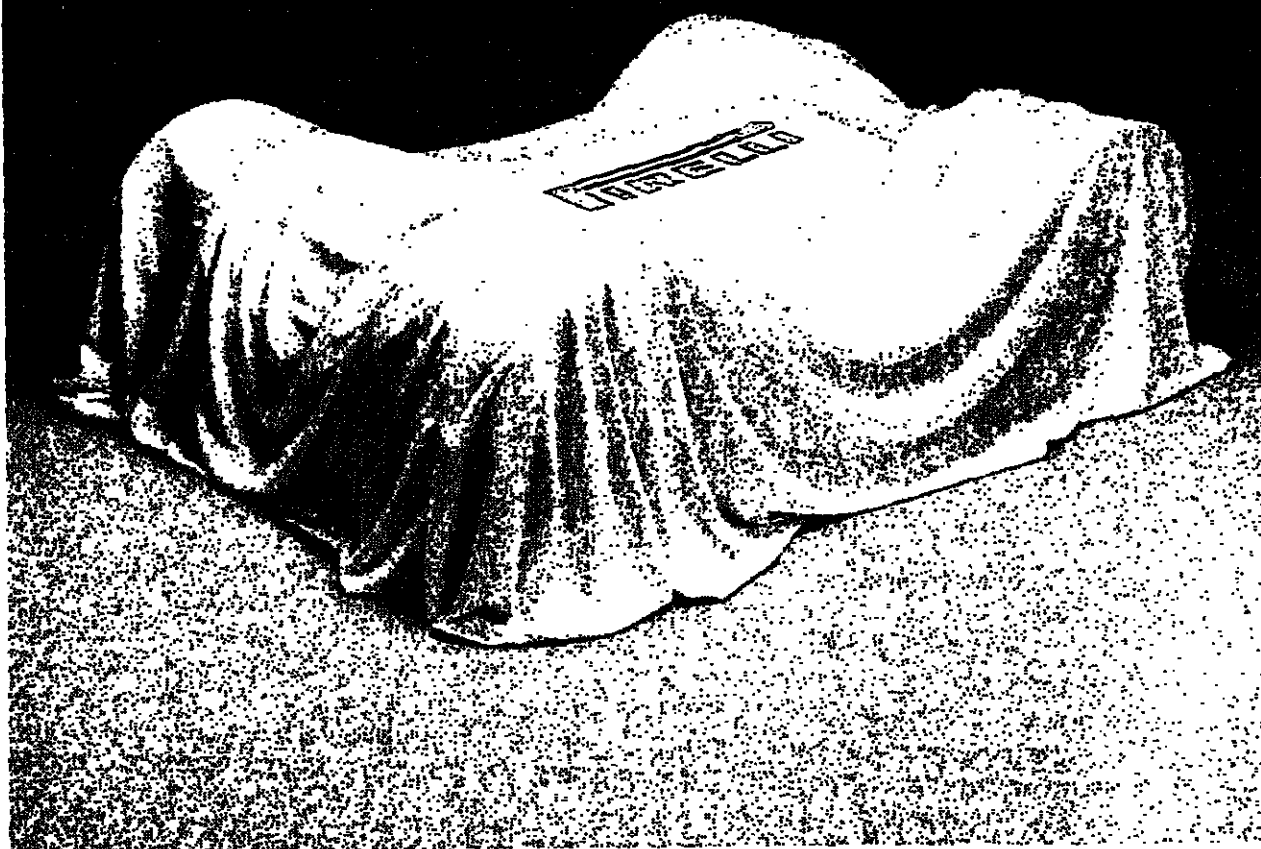
buerait à réduire la tension dans la région. La position de Séoul, favorable à une entrée simultanée des deux Corées à l'ONU, et soutenue à l'origine par les Etats-Unis, a été considérablement renforcée ces dernières années par la politique d'ouverture en direction des pays de l'ex-bloc soviétique poursuivie par le président Roh Tae-woo. Ces dernières semaines, il était devenu évident que le Sud avait obtenu l'assentiment de la plupart des pays, et surtout des membres permanents du Conseil de sécurité, en vue d'une entrée unilatérale à l'ONU dans le cas où la RPDC maintiendrait son refus.

M. Gorbatchev avait manifesté sur cette question une « attitude positive » lors de sa rencontre avec M. Roh en avril dernier. Plus grave pour Pyongyang, la Chine avait fini par se laisser fléchir : le 3 mai, au cours de la visite à Pyongyang du premier ministre Li Peng, les Nord-Coréens avaient été informés que Pékin n'utiliserait pas son droit de veto pour empêcher l'entrée du Sud à l'ONU. D'autres membres du Conseil — tels que la France — ou importants dans la région, comme le Japon, avaient d'autre part assuré Séoul de leur soutien.

PHILIPPE PONS

□ BIRMANIE : nouvel appel de la CEE en faveur de la démocratie. — A l'occasion du premier anniversaire des élections libres de mai 1990 (le *Monde* du 28 mai), les Douze ont à nouveau appelé, lundi 27 mai, le gouvernement militaire birman à remettre le pouvoir aux vainqueurs du scrutin. Ils ont aussi affirmé leur « volonté de rétablir des relations constructives » avec une « Birmanie devenue démocratique et respectueuse des droits de l'homme ». — (AFP)

Mais qu'est-ce qui peut rester caché,  
tout en mobilisant  
21 500 personnes (dont 4500 en France),  
600 chercheurs (dont 120 en France)  
et 70 unités de production  
(dont 15 en France) ?



Indice : 21 milliards de FF de C.A. (dont plus de 20% en France)...

## PROCHE-ORIENT

## L'Iran confirme avec éclat sa volonté d'ouverture

Une conférence sur la coopération pétrolière est l'occasion pour le président Rafsanjani de souligner sa réconciliation avec l'Occident et l'Arabie saoudite

ISPAHAN

de notre envoyée spéciale

Oubliés l'ascétisme, la xénophobie, la guerre sainte ! C'est dans les ors et les jardins d'un des plus somptueux palais-hôtel, du monde construit du temps du Chah, longtemps abandonné et totalement restauré pour la circonstance, que la République islamique a lancé, lundi 27 mai, sa première grande opération de relations publiques internationales depuis la révolution de 1979.

Placé d'emblée sous le signe de l'ouverture et de la coopération internationale, la conférence organisée à Isfahan sur le thème « Pétrole et gaz dans les années 90 : perspectives de coopération », a pris une ampleur telle qu'elle apparaît à la plupart des observateurs comme un événement politique beaucoup plus qu'économique, symbole d'un Iran enfin réconcilié avec tous ses voisins du Golfe et avide de se concilier les bonnes grâces des capitaux d'un Occident honni durant une décennie.

Pour la première fois depuis la révolution, la présence du ministre saoudien du pétrole, principal orateur, est en soi un événement. Celle d'un groupe important de pétroliers et d'experts américains, qui sont entourés de fortes mesures de sécurité. C'est en fait dans un hôtel de La Guardia, sur le littoral, que les négociateurs saoudiens seraient installés.

M. Oscar Santa Maria, ministre de la présidence du Salvador, et M. Joaquín Villalobos, l'un des cinq commandants de la guérilla et le chef de la délégation du FMLN, ont été reçus, samedi, par le président vénézuélien, Carlos Andrés Pérez, avant son départ pour une tournée européenne, qui le conduira en particulier à Paris les 30 et 31 mai.

M. Pérez devrait être de retour à Caracas le 3 juin afin d'accueillir cette fois une délégation de l'organisme de coordination Simon Bolívar de la guérilla colombienne (CGSB), qui doit engager des pourparlers de paix avec les représentants du gouvernement colombien de M. César Gaviria. Ce rendez-vous pour la paix - le premier pris officiellement et au plus haut niveau à l'extérieur de la Colombie - a été décidé le 16 mai à Cravito Norte, une bourgade colombienne des llanos orientaux où s'étaient renoués guérilleros et délégués du gouvernement Gaviria.

La coordination Simon Bolívar regroupait six organisations insurrectionnelles. Elle a déjà perdu trois d'entre elles. Le M-19, auteur du sanglant assaut contre le palais de justice de Bogotá, en novembre 1985, a négocié, en mars 1990, son retour à la légalité. Il est aujourd'hui en position de force dans l'Assemblée constituante élue en décembre 1990 et qui devrait terminer ses travaux le 3 juillet prochain.

L'EPL (Armée populaire de libération nationale) et le FRT (Parti révolutionnaire des travailleurs, trotskiste) ont imité l'exemple du M-19, respectivement en janvier et février de cette année; ils ont également un représentant à l'Assemblée constituante. Dans la coordination Simon Bolívar ne restent - si l'on peut dire car ce

La reprise des pourparlers s'accompagne traditionnellement d'une recrudescence des activités militaires de part et d'autre. La règle, cette fois encore, est respectée. Faisant allusion aux derniers accrochages et sabotages, le président Cristiani a accusé, samedi, le FMLN de violation des accords de Mexico et lui a demandé de ne pas avoir peur d'un cessez-le-feu, premier pas pour la conclusion de la paix dans le pays.

La loi martiale a été reconduite pour un mois

Proclamée pour trois mois à la libération du Koweït, fin février, la loi martiale a été reconduite pour trente jours, mardi 28 mai. Décrétée par l'émir Jaber, cette mesure avait donné au prince héritier et premier ministre, Cheikh Saad el-Abdallah el-Sabah, des pouvoirs quasi absolus.

Cette loi prévoit notamment l'établissement de tribunaux d'exception dont les jugements ne peuvent faire l'objet d'un recours d'appel. Ces tribunaux sont chargés de juger quelques centaines de personnes, accusées de collaboration avec les forces d'occupation irakiennes. Soixante-trois d'entre elles ont déjà comparu, et les procès doivent se poursuivre en juin.

D'autre part, paraissant confirmer les difficultés du maintien de l'ordre, le premier ministre, tout en mettant les policiers en garde contre « tout abus de pouvoir », a appelé lundi les services de sécurité à « frapper d'une main de fer » ceux qui menacent la sécurité de l'émirat en danger. (AFP.)

Trois Palestiniens tués dans les territoires occupés. Une femme de trente-trois ans est morte des suites de ses blessures après avoir été renversée par une Jeep de l'armée israélienne venue défoncer la grille d'une école du camp de réfugiés de Khan Younés, dans la bande de Gaza, où des incidents opposaient l'armée à des manifestants, ont indiqué lundi 27 mai des sources palestiniennes. D'autre part, deux Palestiniens accusés de « collaboration » avec Israël ont été tués à coups de couteaux, à Djénine, en Cisjordanie, et près de Khan Younés. (AFP, Reuters.)

entend bien capitaliser ses succès récents et tirer profit de son retour en grâce sur la scène internationale. Lundi, tandis que se succédaient à la tribune les principaux ministres de la République islamique, sans cravates mais tous habillés avec le plus grand soin, le message était clair : « La coopération doit remplacer la confrontation », affirmait d'entrée de jeu le président Hachemi Rafsanjani dans un message adressé à tous les participants.

Tergiversations et bagarres politiques

Nécessité fait loi : la République islamique est engagée depuis un an dans un énorme programme de reconstruction, estimé à 120 milliards de dollars sur cinq ans. Ses revenus pétroliers seuls ne suffiront pas à le financer. Il lui faut donc faire appel aux capitaux étrangers.

Après plusieurs années de tergiversations et de bagarres politiques avec les extrémistes religieux, partisans de l'autarcie, le gouvernement modéré de M. Rafsanjani a finalement obtenu le feu vert pour emprunter les sommes nécessaires : 27,7 milliards de dollars au total, dont 10 milliards grâce à des accords de buy back (1), le reste en crédits normaux. Encore faut-il, pour ce faire, rassurer banquiers et investisseurs internationaux, notamment dans le domaine pétrolier, prioritaire, qui devrait absorber à lui seul plus des deux tiers de ce programme - de 70 à 75 milliards de dollars sur cinq

ans, selon un fonctionnaire iranien.

C'est le premier objectif de la conférence d'Isfahan. « Un nouvel ordre mondial est en train de se mettre en place dans lequel les considérations économiques l'emportent sur les priorités politiques », assurait le ministre des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, ajoutant que « l'accès aux sources de devises » était « la première priorité de l'Iran ».

Encore faut-il aussi s'assurer que les revenus pétroliers ne rechoquent pas dramatiquement comme au cours des cinq dernières années, compromettant ainsi tout effort de reconstruction et la stabilité du régime en place. D'où l'appel à la coopération régionale et internationale en matière pétrolière, l'expérience ayant montré à l'Iran que l'Arabie saoudite était le seul producteur capable d'équilibrer le marché, et que les pays consommateurs avaient désormais les moyens de se défendre. « Il est prouvé que la croissance économique du monde industrialisé est le meilleur moyen de garantir la demande de pétrole », devait reconnaître le ministre du pétrole, M. Gholamreza Azagadeh.

Tourner la page

Au-delà des appels apparemment sincères à une vaste coopération dans le domaine pétrolier, cette conférence marque donc surtout le désir de l'Iran de tourner la page. Véritable performance dans un pays encore marqué par

les séquelles de la guerre contre l'Irak et longtemps hostile à toute influence étrangère, l'organisation de ce forum international constitue aussi une franche victoire pour le clan des pragmatiques au pouvoir.

La réponse exceptionnelle reçue par cette initiative à l'étranger - les organisateurs ont refusé du monde haute de place - témoigne du succès de la politique de réconciliation menée notamment à l'occasion de la guerre du Golfe. Si pour les industriels l'attrait du marché iranien et les mesures récentes prises par le gouvernement pour encourager les investissements locaux, notamment l'établissement d'un taux de change réaliste, comptent plus que les discours, il n'en va pas de même pour les hommes politiques. Or il était frappant, lundi, d'entendre les ministres saoudien et iranien du pétrole tenir à quelques minutes d'intervalle à peu de choses près le même discours, et prêcher pour une stabilisation du cours du pétrole, soulignant exactement dans les mêmes termes « l'interdépendance croissante » des économies mondiales.

« La dernière guerre du Golfe, malgré ses impacts négatifs, pourrait ouvrir la voie à une coopération multilatérale à un niveau régional », assurait M. Velayati, précisant que cette coopération permettrait non seulement d'équilibrer le marché pétrolier, mais aussi d'éviter à l'avenir les interventions étrangères.

VERONIQUE MAURUS

(1) Ces accords prévoient le remboursement des crédits accordés pour un projet grâce à la mise en route dudit projet.

## AMÉRIQUES

A Caracas

## Double négociation pour la recherche de la paix au Salvador et en Colombie

Depuis samedi 25 mai, une double et délicate négociation se poursuit dans la capitale vénézuélienne pour la recherche de la paix au Salvador et en Colombie. Les dirigeants vénézuéliens, qui ont traditionnellement joué un rôle actif de médiateurs dans les conflits de la région, se félicitent de cette double relance de la pacification dans deux pays d'Amérique latine confrontés à la violence politique et insurrectionnelle.

CARACAS

correspondance

Des délégations du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et du gouvernement salvadorien de M. Cristiani ont renoué, depuis le samedi 25 mai, à Caracas, les pourparlers de paix interrompus le mois dernier à Mexico. Ce nouveau round de négociations - qui pourrait durer une dizaine de jours - se déroule, comme les précédents depuis avril 1990, sous l'égide des Nations unies.

M. Alvaro de Soto, représentant personnel de M. Pérez de Cuellar, assiste aux entretiens, qui sont entourés de fortes mesures de sécurité. C'est en fait dans un hôtel de La Guardia, sur le littoral, que les négociateurs salvadoriens seraient installés.

M. Oscar Santa Maria, ministre de la présidence du Salvador, et M. Joaquín Villalobos, l'un des cinq commandants de la guérilla et le chef de la délégation du FMLN, ont été reçus, samedi, par le président vénézuélien, Carlos Andrés Pérez, avant son départ pour une tournée européenne, qui le conduira en particulier à Paris les 30 et 31 mai.

M. Pérez devrait être de retour à Caracas le 3 juin afin d'accueillir cette fois une délégation de l'organisme de coordination Simon Bolívar de la guérilla colombienne (CGSB), qui doit engager des pourparlers de paix avec les représentants du gouvernement colombien de M. César Gaviria. Ce rendez-vous pour la paix - le premier pris officiellement et au plus haut niveau à l'extérieur de la Colombie - a été décidé le 16 mai à Cravito Norte, une bourgade colombienne des llanos orientaux où s'étaient renoués guérilleros et délégués du gouvernement Gaviria.

La coordination Simon Bolívar regroupait six organisations insurrectionnelles. Elle a déjà perdu trois d'entre elles. Le M-19, auteur du sanglant assaut contre le palais de justice de Bogotá, en novembre 1985, a négocié, en mars 1990, son retour à la légalité. Il est aujourd'hui en position de force dans l'Assemblée constituante élue en décembre 1990 et qui devrait terminer ses travaux le 3 juillet prochain.

L'EPL (Armée populaire de libération nationale) et le FRT (Parti révolutionnaire des travailleurs, trotskiste) ont imité l'exemple du M-19, respectivement en janvier et février de cette année; ils ont également un représentant à l'Assemblée constituante. Dans la coordination Simon Bolívar ne restent - si l'on peut dire car ce

sont aussi les organisations armées les mieux structurées et les plus agressives - que les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie procommunistes) et l'ELN (Armée de libération nationale castriste) en compagnie d'une fraction dissidente et minoritaire de l'EPL.

Que les leaders actuels des FARC et de l'ELN aient accepté de sortir de Colombie, en ayant apparemment obtenu des garanties de sécurité pour ce voyage hasardeux, est un signe encourageant pour l'issue de ces pourparlers, mais les obstacles et les difficultés sont aussi nombreux que ceux qui se dressent encore sur le chemin d'une paix authentique au Salvador.

Enquête des Nations unies sur les exactions de guerre

A Mexico, en avril, les délégués de la guérilla et du gouvernement salvadorien ont conclu des accords limités mais encourageants. Le gouvernement a accepté le principe de réformes, réclamées par le FMLN, visant à limiter l'emprise de l'armée sur la police, la justice et les processus électoraux. En outre, une commission ad hoc des Nations unies devrait enquêter sur les crimes et les exactions commises pendant les onze années de guerre : une autre revendication du Front Farabundo Martí. Mais le principe d'un cessez-le-feu et les problèmes délicats liés à une éventuelle restructuration démocratique des forces armées salvadoriennes restent en tête de liste de l'agenda du rendez-vous de Caracas.

Le FMLN a préparé cette rencontre de Caracas à Managua, au Nicaragua, où il avait convoqué les représentants d'un certain nombre d'organisations politiques et sociales du Salvador. Selon l'entourage des délégués du Front Farabundo Martí, il est apparu, lors de ces réunions, que l'ARENA, le parti gouvernemental, ne serait pas disposé à mettre les réformes négociées à Mexico avant la conclusion effective d'un cessez-le-feu, revendication majeure et prioritaire du gouvernement Cristiani.

L'épuration des forces armées et la création d'une nouvelle police civile restent, de même source, des obstacles qu'il n'est pas réaliste d'espérer surmonter à court terme. L'occupation réelle ou supposée du territoire par les adversaires est un autre motif sérieux de divergences. La guérilla prétend contrôler environ un tiers du pays, notamment dans le nord, le Chalatenango, et, dans l'est, le Morazan et l'Usulután. Une prétention rejetée avec exaspération par les militaires salvadoriens.

La reprise des pourparlers s'accompagne traditionnellement d'une recrudescence des activités militaires de part et d'autre. La règle, cette fois encore, est respectée. Faisant allusion aux derniers accrochages et sabotages, le président Cristiani a accusé, samedi, le FMLN de violation des accords de Mexico et lui a demandé de ne pas avoir peur d'un cessez-le-feu, premier pas pour la conclusion de la paix dans le pays.

MARCEL NIEDERGANG

KOWEÏT : après la décision de retrait prise par Le Caire

## L'émirat souhaite le maintien des troupes égyptiennes

LE CAIRE

de notre correspondant

Le ministre koweïtien de la défense, Cheikh Ali Saba el Salem, a effectué les 26 et 27 mai une visite en Égypte au cours de laquelle, il s'est efforcé d'atténuer la sourde tension existant entre les deux pays sur la question des futures mesures de sécurité dans le Golfe.

Le différend avait éclaté au grand jour quand le président Mubarak avait annoncé le rapatriement des troupes égyptiennes stationnées au Koweït, et en Arabie saoudite (le Monde 10 mai). Ces troupes semblaient en effet appelées à demeurer au Koweït et en Arabie après l'accord entre les six pays du Golfe, l'Égypte et la Syrie pour la constitution d'une Force arabe commune.

Le ministre koweïtien a manifestement été chargé par son gouvernement de tenter d'apaiser l'irritation des dirigeants du Caire exaspérés par les tergiversations de l'émirat au sujet de la

présence des forces égyptiennes sur son territoire. Le cheikh Salem a en effet déclaré que « les forces égyptiennes et syriennes constitueront la base des forces présentes au Koweït, en plus de quelques troupes de pays amis » (un terme qui désigne notamment les Américains).

Le ministre, qui a exclu la création de bases étrangères au Koweït, a indiqué que le raïs « avait promis que l'Égypte serait à la tête des pays arabes » pour la « préservation de la sécurité du Golfe en général, et du Koweït en particulier ». Le cheikh Salem a souligné ajouté que le président égyptien avait « fait quelques remarques sur certains détails concernant cette question ». Il a précisé que le rappel, le maintien ou la relève des troupes égyptiennes au Koweït ne dépendaient que des responsables égyptiens.

ALEXANDRE BUCCIANI

## La loi martiale a été reconduite pour un mois

Proclamée pour trois mois à la libération du Koweït, fin février, la loi martiale a été reconduite pour trente jours, mardi 28 mai. Décrétée par l'émir Jaber, cette mesure avait donné au prince héritier et premier ministre, Cheikh Saad el-Abdallah el-Sabah, des pouvoirs quasi absolus.

Cette loi prévoit notamment l'établissement de tribunaux d'exception dont les jugements ne peuvent faire l'objet d'un recours d'appel. Ces tribunaux sont chargés de juger quelques centaines de personnes, accusées de collaboration avec les forces d'occupation irakiennes. Soixante-trois d'entre elles ont déjà comparu, et les procès doivent se poursuivre en juin.

D'autre part, paraissant confirmer les difficultés du maintien de l'ordre, le premier ministre, tout en mettant les policiers en garde contre « tout abus de pouvoir », a appelé lundi les services de sécurité à « frapper d'une main de fer » ceux qui menacent la sécurité de l'émirat en danger. (AFP.)

## DES AOUT 91 ETUDIER AUX USA

Dans une grande université de Californie ou de Floride. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Une année ne coûte que 50.000 \$ env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America French Office 87 rue de la Liberté 92200 Neuilly (1) 47 45 03 19. Recherchez professeurs, ou lycées correspondants toutes régions.

A Genève

## M. Kouchner souhaite le rapatriement rapide des Irakiens réfugiés en Iran

Secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner a souhaité, lundi 27 mai, que les succès enregistrés dans le rapatriement des Kurdes d'Irak, réfugiés en Turquie, permette d'envisager rapidement cette opération avec certaines de milliers d'Irakiens réfugiés en Iran.

A l'issue d'entretiens, à Genève, avec les responsables des principales organisations internationales, M. Kouchner a indiqué qu'il comptait se rendre prochainement en Iran. Il a estimé que l'envoi de 500 « gardes bleus » de l'ONU en Irak est une opération « qui fera date »

dans le domaine humanitaire, tout en manifestant ses préoccupations sur le financement de cette force qui, pour l'instant, n'est pas assurée.

Dimanche, les réfugiés continuaient de regagner massivement Dohouk, dans le nord-ouest de l'Irak, où régnait le plus grand calme malgré un incident qui avait opposé la veille quelque deux cents jeunes Kurdes à la police irakienne. Les manifestants avaient attaqué le principal commissariat de la ville, en affirmant avoir reconnu des membres de la police secrète. (AFP.)

LES CONTES POPULAIRES DE L'EGYPTE ANCIENNE

TRADUITS ET COMMENTES PAR G. MASPERO

Un volume 12x17, 306 pages, 120 F.

Maisonneuve & Larose

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Télécopieur : 206.806 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : MONDOPUB 206 136 F

Télécopieur : 45-55-04-70 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tape LEMONDE

au 38-15 - Tape LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tape LEMONDE

code d'accès ABO

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Télécopieur : 206.806 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : MONDOPUB 206 136 F

Télécopieur : 45-55-04-70 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tape LEMONDE

au 38-15 - Tape LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tape LEMONDE

code d'accès ABO

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Télécopieur : 206.806 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : MONDOPUB 206 136 F

Télécopieur : 45-55-04-70 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tape LEMONDE

au 38-15 - Tape LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tape LEMONDE

code d'accès ABO

## BULLETIN D'ABONNEMENT

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Télécopieur : 261.311 F

ABONNEMENTS

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

TRIM.	FRANCE	SUISSE-BELG. LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS	YMS
3	400 F	572 F	790 F	
6	890 F	1 123 F	1 540 F	
12	1 620 F	2 086 F	2 960 F	

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les nous propres en capitales d'imprimerie. PP-Paris 99

سكنا في الامم



## AMÉRIQUES

### CHILI

#### La croisade de la droite contre les radios libres met le pouvoir en situation délicate

La prolifération des radios libres - et illégales - suscite une polémique au Chili. Accusé de « laxisme » par la droite, le gouvernement a l'intention de déposer un projet de loi qui permettrait d'en réglementer l'existence.

SANTIAGO

de notre correspondant

Au cœur de San-Miguel, une banlieue populaire de Santiago, la Victoria est un quartier-symbole. Lors des journées de protestation organisées par les forces démocratiques contre le régime militaire, il se transformait régulièrement en camp retranché. La répression y fut souvent meurtrière : c'est là que le Père André Jarlan, religieux français, trouva la mort en 1984, atteint d'une balle tirée par un carabinier. Les murs témoignent encore aujourd'hui du sentiment de révolte habitant les plus jeunes, qui rendent un culte pictural à Che Guevara, Salvador Allende... et John Lennon.

Rebelle des ondes munis d'un émetteur de six watts, les frères Juan et Eric Lemunir dirigent Radio Victoria, qui transmet ses programmes à quinze rues à la ronde, tous les jours de 19 à 24 heures. Informations locales et conseils pratiques précèdent des émissions telles que « Rock dans la nuit ». A en croire les animateurs de la station, ses fidèles auditeurs représenteraient 70 % de la population du quartier. Quant à ses besoins financiers, modestes puis-que son personnel est bénévole, ils seraient assurés par des donateurs.

#### Accusation de subversion

Estimées à soixante-quinze par les autorités, la plupart installées dans la capitale, les « radios populaires » - c'est le nom qu'elles se donnent - défrayent la chronique. Repères d'extrémistes pour la droite, expression du « phénomène mondial de socialisation des ondes » pour la majorité présidentielle, elles se sont bien sûr développées en marge de la réglementation en vigueur. Regroupées en association, les pirates de la FM espèrent que le Parlement leur octroiera bientôt un statut légal. « Notre succès traduit le manque d'intérêt pour les stations traditionnelles du public jeune et popu-

laire », soutiennent-ils. « Les parlementaires doivent en tenir compte. »

Mais la principale formation conservatrice, Rénovation nationale, ne l'entend pas de cette oreille. Le pillage des radios hors-la-loi dans les quartiers populaires n'obéit-il pas, de toute évidence, à un plan subversif ? Pour étayer sa thèse, la droite rappelle qu'une de ces stations a diffusé un appel de groupes armés d'extrême gauche à manifester pour célébrer « le jour des combattants ». Accusant le ministre socialiste des transports et des télécommunications, M. German Correa, de ne pas faire respecter la loi, elle demande aux députés de voter sa destitution, sans aucune chance de succès cependant, car elle est minoritaire à la Chambre.

A ses détracteurs, le ministre fait observer que la radiophonie « sauvage » est apparue dans les dernières années du régime militaire, sans que celui-ci, pour une fois, sévisse. Gauchistes, les « radios populaires » ? Certaines peut-être, mais la plupart se limitent à informer des problèmes communautaires et plusieurs émettent à partir de paroisses, avec la bénédiction du clergé local.

Il n'en reste pas moins que la prise d'assaut de la bande FM par les radio-reporters amateurs pose des problèmes juridiques et techniques. Aussi M. Correa, au nom du gouvernement, a-t-il l'intention de déposer un projet de loi visant à réglementer la mise en ondes des nouveaux venus. Or, minoritaire à la Chambre la droite a la haute main au Sénat : si elle voit le jour, la réglementation résultera d'une longue et tortueuse négociation dont la classe politique chilienne a le secret.

GILLES BAUDIN

□ HAITI : un officier tué par des paysans lors d'une enquête sur la drogue. - Un officier de l'armée haïtienne a été tué, dans la nuit du vendredi 24 au samedi 25 mai, par des paysans qui l'ont lapidé alors qu'il enquêtait sur une affaire de drogue dans la campagne près de la ville de Léogane. L'officier, le lieutenant Dominique Marius, recherchait dans la région des plantations de marijuana. - (AFP.)

Le nouvel Airbus d'Air Afrique est dans le Monde. Et bien sûr le Monde sera dans le nouvel Airbus d'Air Afrique.



Si vous lisez ce texte c'est que vous lisez le Monde et nous sommes heureux de vous apprendre qu'AIR AFRIQUE renouvelle sa flotte avec de nouveaux AIRBUS A310 300, dont le premier entrera en service dès le 11 juin 1991. Cet avion biréacteur long courrier et gros porteur, d'une technologie moderne, a été choisi car il correspond le mieux aux besoins de la flotte AIR AFRIQUE. Une meilleure efficacité en terme d'exploitation des réseaux d'AIR AFRIQUE, plus de confort, plus d'espace et plus de plaisir afin de vous accueillir encore mieux, prochainement, sur nos lignes.

**AIR AFRIQUE**

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

## EUROPE

### ALLEMAGNE

#### Le congrès du SPD s'est ouvert dans un climat d'affrontement

Une certaine tension était perceptible chez les principaux dirigeants du SPD arrivés, lundi 27 mai, à Brême, à la veille de l'ouverture du congrès du parti.

BRÈME

de notre envoyé spécial

Ce congrès, qui devait, en principe, être celui de la relève soigneusement préparée de la direction du parti, risque de se transformer en un champ clos d'affrontements sur deux questions sensibles : celle d'un éventuel engagement de la Bundeswehr hors de la zone couverte par l'OTAN et celle du siège du gouvernement de l'Allemagne unifiée : Berlin ou Bonn.

Sur le premier point, une faille est apparue entre la base du parti et la majorité de sa direction. La quasi-totalité des missions présentes au congrès par les sections locales traduisent une opposition viscérale à toute réforme constitutionnelle permettant à l'avenir aux Allemands de participer à des actions militaires sous l'égide des Nations unies. Les principaux responsables sociaux-démocrates, l'ancien chancelier Willy Brandt en tête, estiment en revanche que l'Allemagne ne peut plus maintenant « pratiquer l'abstinence sur la scène internationale ».

Pour tenter de sortir de l'im-

passé, une commission *ad hoc* s'est réunie lundi soir pour élaborer un texte susceptible de recevoir l'assentiment de la majorité des cinq cents délégués. Ce texte, qui est présenté conjointement par le futur président du parti, M. Björn Engholm, et par l'ancien candidat à la chancellerie, M. Oskar Lafontaine, n'exclut pas l'hypothèse d'une modification constitutionnelle, mais pose des limites très strictes à l'emploi éventuel de soldats allemands.

#### « Ouvrir l'infirmerie »

« Un élargissement des missions de l'OTAN et de l'UEO permettant un emploi de leurs troupes hors de la zone couverte par le traité de l'Atlantique Nord et une réforme constitutionnelle visant à rendre possible l'engagement de la Bundeswehr sont inconciliables avec notre politique de paix et de sécurité », est-il précisé dans le texte, qui ajoute : « La RFA doit cependant être en mesure de prendre part à des actions de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies. »

Ce texte exclut donc toute participation allemande à des actions du type de la guerre du Golfe, mais il apparaît encore trop hardi aux pacifistes intégristes et trop restrictif aux partisans d'une normalisation du rôle de l'Allemagne

sur la scène internationale. Sa discussion est prévue pour la journée de jeudi et sera une première épreuve pour M. Björn Engholm, dont l'élection aura lieu mercredi.

S'il était rejeté par la majorité des délégués, ce qui est loin d'être exclu, cela augurerait mal d'une présidence que l'on voulait placée sous le signe du rassemblement. La situation de M. Engholm, dont personne au sein du SPD ne conteste les qualités personnelles, sera d'autant plus délicate qu'il risque d'être mis en minorité sur la question très controversée de la capitale. Les partisans de Berlin ont en effet imposé que le congrès se prononce sur cette question par un vote alors que les supporters de Bonn, dont fait partie M. Engholm, ne le souhaitent pas.

Dans la dernière phase de ce combat passionné - la décision doit être prise le 20 juin par le Bundestag - les esprits s'échauffent, et le niveau des arguments baisse dangereusement. « Si le congrès doit voter sur ce point, il faudra alors ouvrir l'infirmerie ! », constate M. Johannes Rau, vice-président du parti et fervent partisan de Bonn.

LUC ROSENZWEIG

### BULGARIE

#### Ouverture des archives sur l'attentat contre le pape en 1981

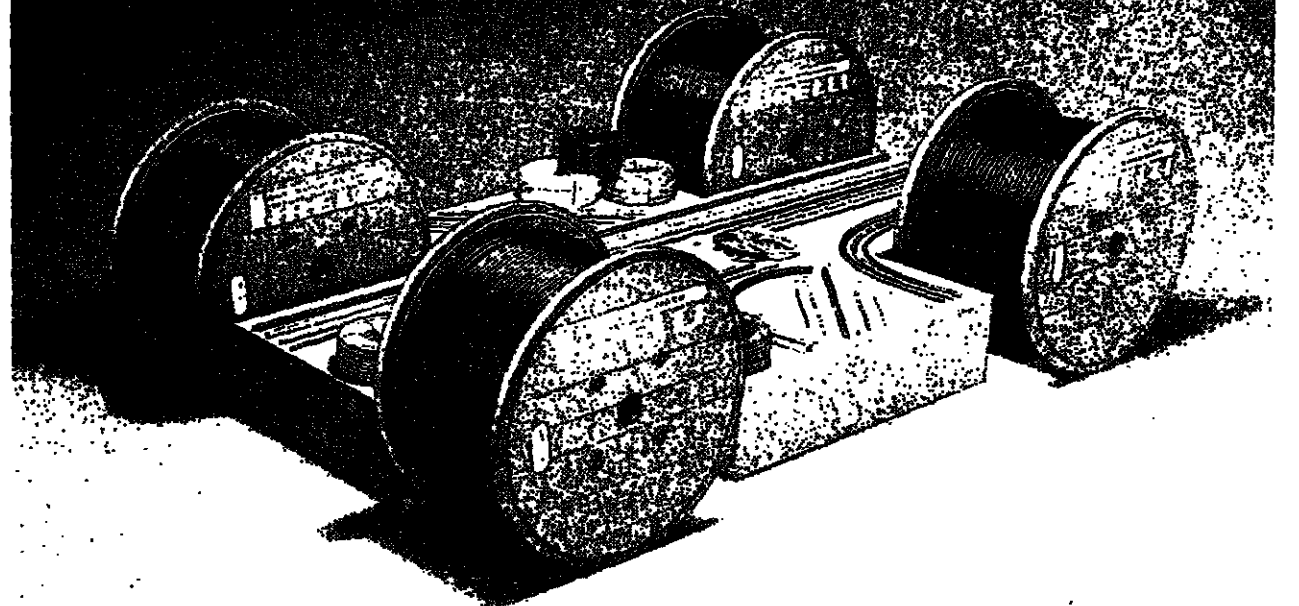
Le ministre de l'intérieur a mis à la disposition d'une commission internationale l'ensemble de ses archives concernant l'attentat contre le pape Jean-Paul II en 1981, à l'occasion du cours d'une conférence de presse, lundi 27 mai, à Sofia. M. Allen Weinstein, directeur du Centre pour la démocratie de Washington.

M. Weinstein a indiqué que la commission qu'il préside a l'intention de demander également aux gouvernements de Pologne, de Tchécoslovaquie, d'URSS, d'Italie, d'Allemagne et de Turquie de lui donner accès à leurs archives concernant cet attentat.

M. Weinstein a précisé avoir obtenu un accès complet aux 127 volumes relatifs à l'attentat. Chacun de ces dossiers comprend entre 200 et 250 pages. Le citoyen bulgare Sergueï Antonov, ancien employé au bureau des lignes aériennes bulgares Balkan-Air à Rome, soupçonné de complicité dans l'attentat, avait été arrêté en décembre 1982 à la suite des dépositions de l'auteur de l'attentat, le Turc Mehmet Ali Agca.

Ce dernier avait affirmé qu'Antonov lui avait fourni le pistolet avec lequel il avait tiré sur le pape. Antonov a été libéré pour « manque de preuves » en 1986, à l'issue d'un procès de deux ans à Rome. - (AFP.)

## Le câble !



vous aviez deviné ! Vous n'êtes pas de ceux qui se fient aux apparences... Pour vous, seuls les faits comptent :

Que Pirelli soit mondialement connu pour l'un de ses produits qui se voit le moins n'est pas un fait nouveau pour vous... Décidément on ne peut rien vous cacher.

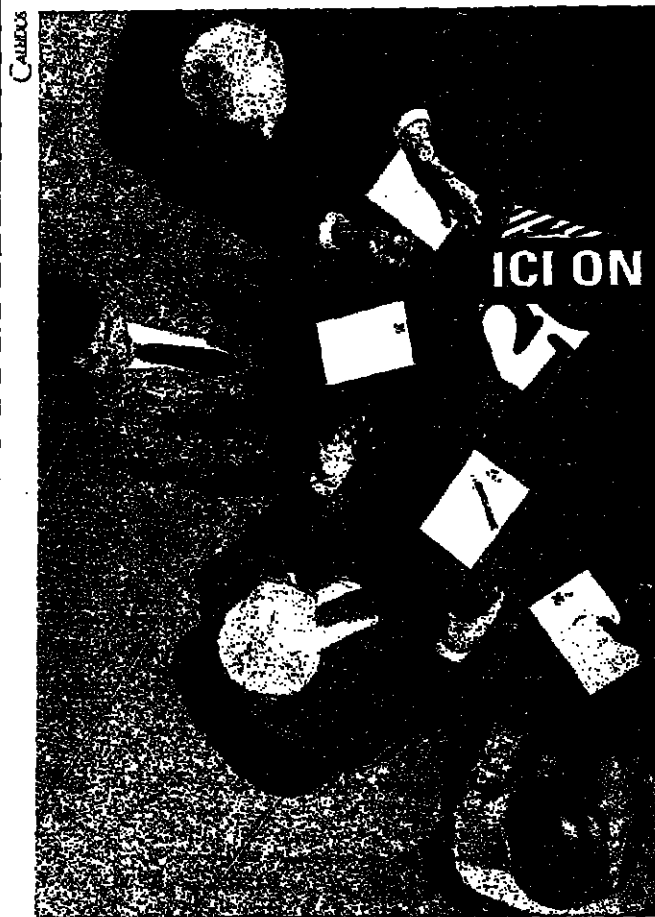
Quand il navigue, quand il branche un magnétoscope ou quand il consulte les cours de Wall Street, quand il s'envole, quand il prend le train, quand il transpire un rein, et même parfois, quand il ne fait rien... Où qu'il soit dans le monde et quelle que soit son activité, l'homme d'aujourd'hui passe très souvent par la technologie des câbles Pirelli. Une technologie du câble qui se prolonge jusqu'à la maîtrise complète et précise des innovations dont il part, auxquelles il aboutit... Les câbles Pirelli sont le système nerveux qui donne aux hommes et à leurs projets leurs vraies dimensions...

**cables**

6, Bd du Général Leclerc - 92115 CLICHY-CLAY - Tél. 17 56 36 36  
Tél. 612 585 - Télécopieur 42 70 67 65

## SEMAINE INTERNATIONALE de la Foire de Milan.

**La "business community" se réunit pour discuter les grands thèmes sociaux et économiques du monde.**



## ICI ON FAIT LE POINT

MILAN, 11-15 JUIN 1991  
SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FOIRE DE MILAN. Cette nouvelle initiative sera lancée au mois de juin 1991 pour proposer un concept de foire absolument nouveau, non pas une exposition de produits mais une exposition d'idées, de projets et d'affaires présentés à travers une série d'événements top niveau.

Le congrès "Qualité, Entreprise et Société", le Marco Polo "Meeting Point for International Trade", le 16<sup>e</sup> Congrès des Maires des grandes villes du monde, BORTEC '91 "3<sup>e</sup> Bourse Internationale de la Coopération, du Développement et des Investissements" ainsi que d'autres initiatives au niveau culturel et scientifique vraiment prestigieuses, voici autant d'occasions offertes à la business community internationale pour faire le point sur les grands thèmes de l'économie et instaurer de nouveaux rapports industriels et commerciaux.

Dans le monde qui évolue rapidement, la SEMAINE INTERNATIONALE est au carrefour de flux d'échanges et de connaissances, établissant ainsi un contact entre la culture et le management, la recherche et les affaires, le monde scientifique et les forces productrices pour tracer les nouvelles voies possibles de demain, un rendez-vous unique dans le paysage mondial des foires, idées, projets, affaires.

**Point de rencontre, point d'échanges, point de l'actualité.**



Représentant pour la France

Chambre de Commerce Internationale pour la France - 134 rue du Faubourg St Honoré - F-75008 PARIS - tel 01 - 4225.3500 - téléc 01 - 4226.1458 télex 650485 CAJAFRT

## Musique au soleil

Groupe Frantour

**Le 8<sup>e</sup> Festival d'Opéra-Opérette aura lieu du dimanche 23 juin au dimanche 7 juillet 1991 à l'hôtel de loisirs Frantour Marina Viva, situé au milieu des fleurs et en bordure de mer, à Porticcio, à 15 kilomètres d'Ajaccio.**

Françoise GARNER	Soprano
Maria Melche CODER	Mezzo Soprano
Yana KRIZ	Tenor (1)
Orlando MONTES	Tenor (2)
Corneliu MURGU	Baryton
Gines SIRERA	Baryton (3)
René FRANC	Baryton Renato BRUSON (1)
Thomas THERUEL	

avec la participation exceptionnelle du baryton Renato BRUSON (1) Maître Brian STANBOROUGH assurera la Direction musicale.

Prix par personne au départ de Paris 6 250 F - Lyon 5 920 F - Marseille 5 870 F - Nice 5 760 F.

Par bateau au départ de Marseille (place assise - possibilité de couchette) 5 250 F.

(1) du 23/06/91 au 30/06/91. (2) du 30/06/91 au 07/07/91. (3) du 31/07/91 au 07/08/91.

\*Le prix comprend : • le transport aérien ou bateau, continent/AJACCIO et retour • le transfert aéroport/hôtel et retour • le séjour en 112 pension vin compris • l'assurance annulation-rapatriement • En plus de l'animation normale, 2 concerts d'opéra - 2 concerts d'opérette - 2 récitals de piano.

Pour toute information supplémentaire, demandez la brochure FRANTOUR VOYAGES à votre agent de voyages ou écrivez à : FRANTOUR VOYAGES B.P. 6208 - 75362 PARIS CEDEX 08 et par téléphone : (1) 42 29 80 90.

## EUROPE

## URSS : un entretien avec le président ukrainien

« Une très forte majorité se dégage en faveur de la souveraineté » nous déclare M. Leonid Kravtchouk

Le président du Soviet suprême d'Ukraine, M. Leonid Kravtchouk, est un nationaliste modéré : allié actuel de M. Gorbatchev, il joue un jeu subtil afin d'obtenir une plus grande autonomie pour sa République. Mais il se débat d'abord au milieu des difficultés économiques (la production industrielle a baissé de 5 % depuis le début de l'année) et politiques : on compte seize partis en Ukraine, et même si tous ne sont pas encore officiellement enregistrés, notre interlocuteur part de cette nouvelle réalité.

KIEV

de notre envoyé spécial

« Je pense qu'il est bon qu'il y ait plusieurs partis politiques. Je suis membre du Parti communiste d'Ukraine. Si ce parti veut bien se ressaisir et avoir de l'influence, il doit le faire en luttant contre les autres partis, et ce ouvertement devant le peuple. »

Y compris par une élection au suffrage universel direct ?

Oui. Le processus est le suivant : il faut d'abord adopter la nouvelle Constitution, en janvier prochain. Puis, sur la base de celle-ci, mettre au point une loi électorale autorisant le multipartisme. Les élections pourraient avoir lieu en avril ou mai 1992.

S'agit-il seulement d'une élection présidentielle ou également de législatives ?

Les uns et les autres. Parallèlement. Mais la situation peut changer à tout moment en raison des risques de crise politique aiguë. C'est la raison pour laquelle il pourrait être urgent de consolider le pouvoir exécutif. Dans ce cas, on procéderait seulement à une élection présidentielle avec des candidats de différents partis. Il faudrait adopter une loi conférant les pleins pouvoirs au président. La Russie va élire le sien. Les autres Républiques vont faire de même. Dans ces conditions, pour défendre les intérêts de l'Ukraine, il faut un président fort, élu au suffrage universel, le suis opposé à l'élection indirecte du président par le Soviet suprême. Seul un président élu au suffrage universel peut défendre efficacement les intérêts de notre République. J'ai l'espoir d'être le président.

Que pensez-vous du traité d'Union actuellement en négociation entre Moscou et les Républiques ?

Le processus est très complexe. Je défends l'idée d'une union d'États souverains. Si chaque République délègue une fraction de sa souveraineté au « centre », en retour celui-ci doit céder une partie de ses pouvoirs. Autrement cela ne pourra pas marcher.

Le problème essentiel est la répartition des pouvoirs. Dans le projet d'accord il y a trois domaines de compétence : fédérale, républicaine, commune. Je suis opposé, pour ma part, à l'existence d'un domaine commun, qui entraînerait automatiquement des conflits de compétence.

Une situation intéressante s'est développée. Il y a deux ans, M. Gorbatchev a pris l'initiative de changer les rapports entre le centre et les Républiques. C'est lui qui a employé la formule d'une « union d'États souverains ». Ensuite, sous la pression des événements économiques et politiques, il me semble qu'il a freiné ce processus. Je souligne bien qu'il

n'a pas rejeté ce processus, mais qu'il l'a simplement freiné.

Quand ?

Selon moi, il y a six mois, lorsque la situation est devenue critique dans les pays baltes, en septembre-octobre. Depuis lors, il y a eu des événements d'Arménie et de Moldavie. La question s'est posée de savoir s'il fallait aller de l'avant ou revenir en arrière.

Les pouvoirs délégués au centre concernent-ils essentiellement la défense et la sécurité ?

Oui. La défense stratégique, les forces nucléaires, aériennes, navales. Je suis opposé au partage des armes nucléaires. Cela pourrait être la cause d'un grand déséquilibre. En outre, je suis personnellement opposé à ces armes. La détermination sur la souveraineté de l'Ukraine adoptée en juillet dernier indique que notre République devrait être

ront de l'Union pourront naturellement avoir immédiatement leur propre système de devises.

De quel pourcentage de devises dispose la République ?

C'est marginal. Les entreprises ne conservent que 3 % environ des devises qu'elles ont gagnées. Tout le reste est transféré à Moscou, qui répartit ensuite ces ressources, et nous devons défendre en permanence notre part. Je souhaiterais que l'ensemble des devises gagnées en Ukraine demeure en Ukraine. Naturellement si nous déléguons certains pouvoirs au centre nous devrions alors contribuer à leur financement.

Les forces favorables à l'indépendance de l'Ukraine sont-elles affaiblies ?

Non, ce n'est pas le cas, mais elles ne sont pas, selon moi, déterminantes. Une très forte majorité se dégage en faveur de la souveraineté de l'État ukrainien dans le cadre de l'Union soviétique. Mais il s'agit d'une union d'États souverains.

Quelle différence faites-vous entre souveraineté et indépendance ?

Je ne fais pas une grande différence. Lorsque j'utilise le terme d'« indépendance » il s'agit d'une indépendance totale. Quand j'emploie le mot « souveraineté », j'ai à l'esprit la notion de délégation de pouvoirs.

Pensez-vous que M. Gorbatchev sera encore président dans cinq ans ?

La situation dans ce domaine est très difficile. Moi, par exemple, je soutiens M. Gorbatchev. J'ai évoqué cette question avec mes collègues lors du plénum du comité central (en avril, NDLR), lorsqu'il était question de demander sa démission. Je leur ai dit que ce serait une très grande erreur. Il faudrait désigner un candidat qui soit en opposition avec la politique de M. Gorbatchev. Une majorité des membres du parti, notamment l'intelligentsia, soutient alors M. Gorbatchev. Seuls seraient restés dans le parti les retraités et les membres de l'appareil qui vivent à ses dépens. La tragédie de M. Gorbatchev, c'est qu'il doit endosser l'ensemble des insuffisances de la vie soviétique. Si des élections avaient lieu aujourd'hui, je ne suis pas certain qu'il serait élu, alors qu'il est très apprécié à travers le monde.

Où en sont les relations avec la France ?

Nous avons traditionnellement de bonnes relations avec la France. Seule peut-être la Pologne peut prétendre avoir des liens aussi anciens que nous, qui avons donné une reine à la France (1). Ces derniers temps ils se sont développés avec l'ouverture d'un consulat général. Je comprends que la politique de la France repose sur la permanence de ses relations avec l'Union soviétique, avec M. Gorbatchev, et nous ne demandons pas à Paris de modifier sa position. Mais nous souhaitons qu'on sache à-bas que l'Ukraine existe également. Nous désirons que la France ait avec l'Ukraine des relations en parallèle qui ne portent pas préjudice à l'Union soviétique.

Comment s'appellera votre République ?

L'Ukraine! Sans épithète! Et non pas la République socialiste soviétique d'Ukraine. Les épithètes passent, l'Ukraine demeure.

Propos recueillis par DOMINIQUE DHOMBRES

(1) Anne de Kiev a épousé Henri 1<sup>er</sup> de France en 1051.



SLAVIKOVA

dénucléarisée dans le futur. Mais nous devons procéder à une répartition des compétences qui ne porte pas préjudice à l'équilibre de la situation en Europe et dans le monde.

L'Ukraine aura-t-elle tout de même des compétences en matière de défense ?

Nous avons la milice et les forces qui relèvent du ministère de l'Intérieur. Ces dernières, bien que se trouvant sur notre territoire, dépendent de Moscou. Nous voulons qu'elles relèvent désormais des autorités ukrainiennes et ne s'occupent que des problèmes ukrainiens. Ces forces ne doivent s'occuper ni de la sécurité des frontières ni des questions de défense stratégique.

La gestion de l'économie relève-t-elle des autorités centrales ?

Nous sommes disposés à transférer nos compétences, notamment en matière d'espace et de transport. Le centre ne devra gérer que ce qui lui est délégué par la République. Rien de plus.

Dans ce contexte, le bassin minier du Donbass sera-t-il géré par l'Ukraine ?

Oui, exclusivement. Il en va ainsi pour l'ensemble du charbon et de la métallurgie.

L'existence d'une seule monnaie sur le territoire soviétique convient-elle à l'Ukraine ?

Non, pas du tout. Nous travaillons actuellement à la création d'une monnaie parallèle. Nous considérons qu'il doit y avoir deux types de monnaie, une fédérale et une républicaine. Une monnaie nationale, en l'absence de convertibilité du rouble, est nécessaire avant tout pour défendre notre marché intérieur. Non pas contre l'Occident mais hélas ! contre nous-mêmes. Nous n'avons pas trouvé d'autres solutions. Les Républiques qui sorti-

## Un apparatchik qui a pris ses distances

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Ancien idéologue (il dirigeait dès 1980 l'« agitprop » en Ukraine) puis numéro deux du Parti communiste ukrainien, M. Kravtchouk est certainement un apparatchik. Mais il a pris ses distances avec le Parti communiste. Il est avant tout un nationaliste ukrainien qui utilise le PC local plus qu'il ne se laisse manipuler par lui.

Aujourd'hui, en tant que président du Soviet suprême de sa République, il est le personnage le plus important de l'Ukraine. Il a compris que le courant nationaliste (et religieux) était extrêmement puissant et qu'il valait mieux ne pas le combattre

de front. Il s'efforce de trouver une voie médiane sans quitter le PC, mais sans jamais non plus rompre le contact avec des forces et des personnalités qui, il y a quelques années encore, étaient pourchassées par le KGB local. Celui-ci continue cependant de très bien contrôler l'ensemble de la République.

L'Ukraine vit, plus tranquillement peut-être que d'autres Républiques, une sorte de révolution des esprits et des mœurs. Les lieux de culte (orthodoxes et uniates) ont rouvert leurs portes. Le drapeau ukrainien (à bleu comme le ciel là-haut et jaune comme les blés là-bas) flotte partout, y compris devant les processions religieuses. On distribue dans les rues de Kiev des

pamphlets nationalistes, des livres de prières, des revues pornographiques... et même des journaux d'information assez honnêtes, imprimés sur du mauvais papier, telle la Voix de l'Ukraine, lancée le 1<sup>er</sup> janvier (170 000 exemplaires).

M. Kravtchouk a été un des personnages-clés de l'accord d'avril dernier, dit « 9 + 1 » (neuf Républiques plus le centre). Il ne fait pas beaucoup parler de lui, à la différence de M. Eltsine. L'avenir de l'URSS dépend pourtant en partie de lui. L'Ukraine ne réclame officiellement qu'une très large autonomie. Si elle demandait l'indépendance, l'Union soviétique cesserait d'exister.

D. Dh.



صكنا من الامل

## POLITIQUE

### A Thuré, avec l'ancien maire devenu premier ministre

« Elle était pas fière, Edith »

#### CHATELLERAULT

de notre envoyé spécial

« Ici, on peut dire qu'on a une confiance pratiquement illimitée en elle. » Ce droit de tirage très spécial sur le crédit populaire, M<sup>me</sup> le premier ministre ne le doit, il est vrai, qu'à son successeur à la mairie de Thuré (Vienne), M. Claude Marquais. Mais, à l'autre bout du village, à l'alimentation-tabac-journaux, qui n'occupe pas moins de 4 mètres carrés, on ne vous dira pas le contraire : « Elle était là pour le 8 mai et aussi pour le 11 novembre... Elle était pas fière, elle disait bonjour à tout le monde. Elle a refait les chemins et la mairie. Elle peut bien être aussi capable qu'un autre, à présent. »

Thuré, un gros bourg de campagne transformé peu à peu en commune résidentielle, à 7 kilomètres de Châtellerault. C'est là qu'en 1977 M<sup>me</sup> Edith Cresson a décroché son tout premier mandat. Thuré, son église du douzième et quinzième siècles, son premier ministre désormais, s'applique à vérifier, non sans quelque fierté, que le poète - Aragon avait bel et bien raison : « La femme est l'avenir de l'homme ». « A l'époque, ça l'aurait plutôt desservi, le fait d'être une femme. Ce qui comptait surtout, c'est qu'elle était déjà l'un des dirigeants du PS », se souvient M. Michel Juteau, l'adjoint aux travaux de la municipalité de Thuré.

#### Chez Pierrot

Directeur de la caisse d'épargne de Châtellerault, M. Marquais avait tenté, mais vainement, d'enlever la mairie de Thuré en 1971. Six ans plus tard, alors qu'il s'appropriait à recommencer, des responsables socialistes de Châtellerault lui proposèrent de rencontrer Edith Cresson. « On aurait pu gagner sans elle, mais

J'ai bondi sur l'occasion, dit-il. Avec Edith, pendant la campagne, on a pratiquement rencontré tous les habitants du village, un à un. » Envoyée en mission, comme bien d'autres fidèles de la Convention des institutions républicaines de M. François Mitterrand, M<sup>me</sup> Cresson s'était attaquée, dès 1975, sans succès cette année-là, à la forteresse centriste de Pierre Abelin, maire de Châtellerault, président du conseil général de la Vienne, député, puis ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing. Après cet échec, elle a finalement choisi de contourner Châtellerault par sa banlieue. Elle est élue, à Thuré, dès le premier tour.

« Elle était déjà entourée d'une importante logistique : photographes, télévision, radio, se souvient son adversaire malheureux de l'époque, maire de Thuré depuis dix-huit ans, M. Louis Compagnon de la Tour Girard. Mais je ne lui en veux pas du tout : elle est d'abord venue me voir, puis, ce fut, entre nos deux équipes, une bagarre très courtoise. C'est une femme très intelligente, et moi-même j'ai quelque éducation. Aussi, nous n'avons toujours eu que des rapports courts. »

M<sup>me</sup> le maire de Thuré s'emploie alors à réveiller le vieux bourg. Elle entend notamment y transformer la vie associative. Elle prend la présidence du syndicat des eaux de Lencloître. Face au développement de l'agglomération châtelleraulaise et devant les risques de mitage, elle travaille résolument à l'élaboration d'un plan d'occupation des sols. Comme elle n'a qu'un modeste pied-à-terre - qu'on juge encore aujourd'hui, à Thuré, pas bien digne d'elle - elle loue le Petit Naintré, on voit souvent M<sup>me</sup> le maire, le samedi, déjeuner chez Pierrot, l'unique restaurant du village. « Son premier achat, ça a été un petit camion-benne », se souvient avec émotion son ancienne secrétaire de mairie, M<sup>me</sup> Nicole Arnault.

Thuré devient alors un tremplin. En 1979, deux ans après son élection à la mairie, elle gagne sa place au Parlement européen. En 1981, la voilà rue de Varenne, au ministère de l'Agriculture.

#### « Elle ira loin »

L'année suivante, elle entre au conseil général de la Vienne, puis, en 1983, comme il était prévu, c'est le transfert, réussi cette fois, vers l'hôtel de ville de Châtellerault. « Non, je ne crois pas que les gens lui en aient voulu de quitter Thuré pour Châtellerault », estime M<sup>me</sup> Arnault. Ça a été plutôt ressenti comme un honneur. On s'est dit : Elle ira loin, Edith.

Il est vrai qu'entre-temps les deux mille cinq cents habitants de Thuré ont appris à être solidaires de leur maire-ministre. Ils n'ont pas du tout apprécié, par exemple, que des agriculteurs en colère viennent couvrir leur mairie, un jour de juillet 1982, de graffitis vengeurs, ou qu'ils saccagent les rosiers en mettant le feu à des pneus. « Dans les jours qui ont suivi, tous les agriculteurs du village, sauf deux, nous ont d'ailleurs fait savoir qu'ils n'étaient pas d'accord avec les méthodes employées », raconte M. Marquais.

Une autre fois, un commando d'imbéciles s'en va couper les arbres à 1 mètre de hauteur, dans la propriété des Cresson, à Saint-Sylvain-d'Anjou. « C'est dégueulasse ! Ce sont des choses qui ne se font pas, juge M. Compagnon, qui, outre son mandat municipal, a occupé longtemps d'importantes fonctions dans le monde agricole. Il faut dire qu'on a toujours privilégié, la pauvre, dans des situations difficiles... Elle ou ne pas être un bon ministre de l'Agriculture, qu'est-ce que cela veut dire ? C'est Bruxelles qui commande tout. » « Ce que Mitterrand lui a fait,

en 1981, en la nommant à l'Agriculture, ce n'était pas mignon », ajoute un vieux socialiste. M. Gérard Robin, son ancien adjoint aux sports.

« Oh, mais ça n'existait pas, à l'époque », a-t-elle dit simplement, samedi 25 mai, quand, pour son premier « retour aux sources », le maire de Thuré lui a remis la médaille du village. « Votre commune, a ajouté le premier ministre, ne ressemble plus du tout au Thuré de 1977. C'est beaucoup plus moderne, c'est beaucoup plus joli. »

Pendant qu'elle saluait, un à un, ses grognards, le résultat d'un sondage instantané, pas forcément représentatif, a couru dans les rangs des invités de la salle du conseil : « Elle est très avenante, et ce n'est pas forcément une grande puissance de travail, et elle sait faire travailler, elle n'impose rien... Une faculté d'adaptation exceptionnelle... Elle sait écouter... Une femme très facile à vivre... Une personne d'exception... En cas d'erreur, elle sait se faire pardonner, avant même de l'avoir commise... Faudrait pas lui couper les ailes... »

Malgré d'un tel taux d'opinions favorables, M<sup>me</sup> le premier ministre a pris le temps, fixé par le protocole de Maignon, de s'attarder, comme chaque année, dans les sections expérimentales d'apiculture et d'élevage d'écrevisses du lycée d'enseignement professionnel agricole de Thuré.

Dans la foule des parents d'élèves, une mère de famille a eu ce jugement définitif sur les deux derniers premiers ministres de la France : « Rocard, c'était sûrement quelqu'un de très intelligent, sauf qu'on comprenait pas toujours. Tandis qu'elle, elle sait se mettre à la portée. »

JEAN-LOUIS SAUX

Les effets Fabius et Cresson dans l'opinion

### Les limites de l'électrochoc

M<sup>me</sup> Edith Cresson succède à Maignon à M. Michel Rocard, qui fut longtemps le champion incontesté de l'opinion publique et dont la popularité n'a que peu pâti de trois ans d'une fonction habituellement considérée comme particulièrement « usante ». Selon les premiers sondages réalisés à chaud, l'accueil réservé à la nomination du nouveau premier ministre a été très favorable. M<sup>me</sup> Edith Cresson, régulièrement « oubliée » dans les dernières enquêtes des sondages, a bénéficié de résultats flatteurs, sa cote de confiance oscillant selon les instituts entre 64 % et 70 % (1).

L'arrivée de M<sup>me</sup> Cresson rappelle, de ce point de vue, celle de M. Laurent Fabius au poste de premier ministre, le 17 juillet 1984 (première femme après le plus jeune premier ministre, volonté d'« électrochoc » de la part du président de la République), même si la cote de popularité de M. François Mitterrand est actuellement bien supérieure à celle de 1984 (56 % de Français lui font confiance, au lieu de 40 % en juillet 1984, selon le baromètre SOFRES-Figaro-Magazine).

La nomination de M. Fabius en 1984 n'avait cependant pas eu l'effet escompté (2). Elle s'était naturellement traduite par une percée personnelle du nouveau premier ministre dans l'opinion, selon un effet mécanique d'exposition. Mais elle n'avait eu aucun effet d'entraînement immédiat sur la popularité du président de la République, qui avait continué de stagner jusqu'en décembre 1985.

Le Parti socialiste n'en avait pas tiré, lui non plus, de bénéfice rapide : son image s'est dégradée jusqu'à la fin de l'année 1984. « L'effet Fabius », dans un premier temps, avait été avant tout personnel, et avait surtout contribué à assaïr la dimension « présidentielle » du premier ministre.

Il pourrait en aller de même pour M<sup>me</sup> Cresson. Le sondage effectué par BVA pour Paris-Match daté du 23 mai fait en effet apparaître des résultats similaires. Pour la première fois depuis février 1989, le gouvernement bénéficie d'un taux de confiance positif, mais 58 % des personnes interrogées se déclarent « mécontentes » de la façon dont la France est gouvernée. Un sondage effectué par le SOFRES pour le Figaro du 21 mai montre qu'en cas d'élections législatives anticipées, la droite obtiendrait la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Enfin, 52 % des personnes interrogées estiment que le remplacement du premier ministre ne s'accompagnera pas d'un véritable changement politique.

G. P.

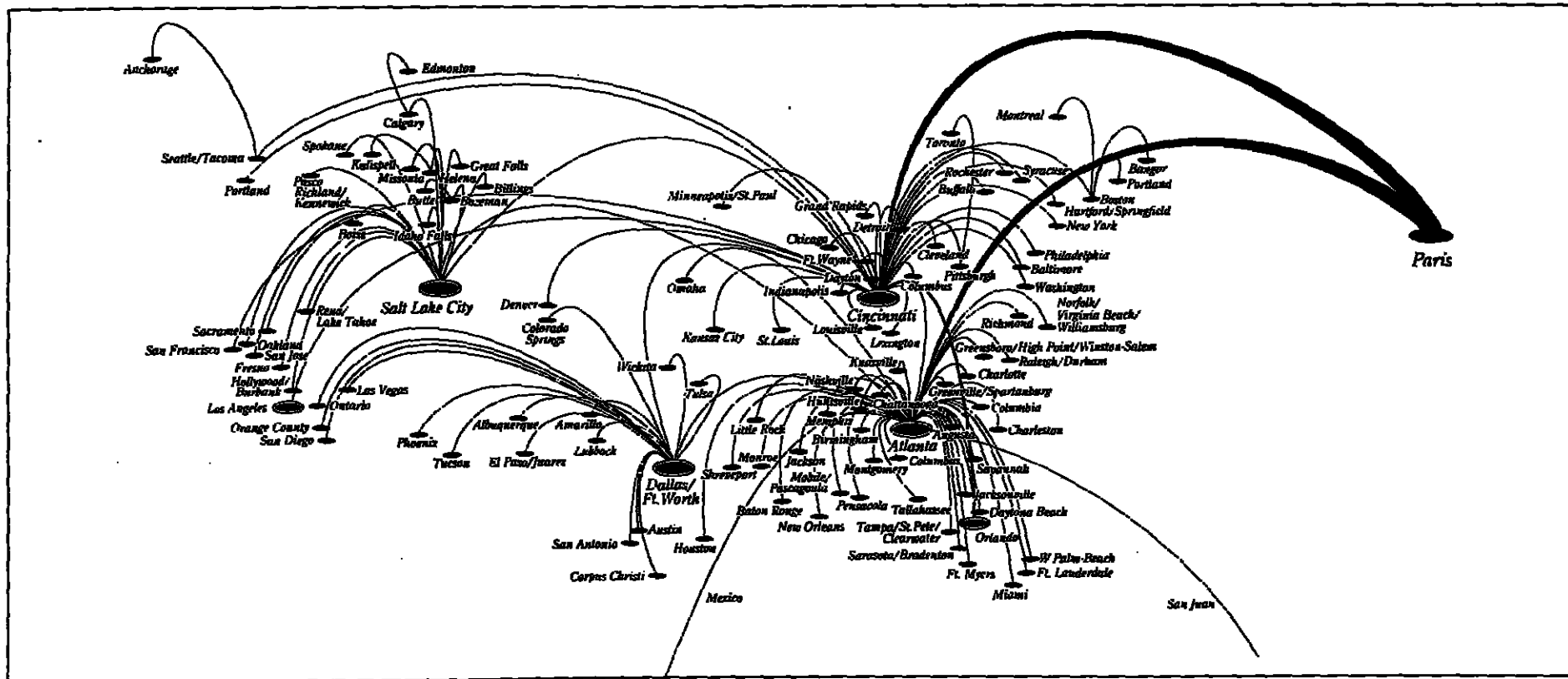
(1) 64 %, selon CSA pour le Parisien, ont une bonne opinion de M<sup>me</sup> Cresson ; 70 % selon l'IFOP pour le Journal du Dimanche.

(2) Alain Duhamel, « L'effet Fabius existe-t-il ? », Opinion publique 1985, SOFRES, Gallimard.

□ Mme Cresson entre au « Bébé-show ». - M<sup>me</sup> Edith Cresson a fait son entrée, lundi 27 mai, au « Bébé-show », l'émission parodique de TF1, sous les traits d'une panthère surnommée

« A ma botte ». M<sup>me</sup> Cresson s'est déclarée satisfaite d'être représentée en panthère. « C'est un très bel animal. Rapide, il ne craint pas beaucoup d'autres animaux », a-t-elle dit.

### Chaque jour, à partir de ses deux vols Paris-Atlanta et Paris-Cincinnati, Delta unit les états des Etats-Unis.



Rien n'est plus beau et plus noble que la passion. Chez Delta Air Lines, la passion est notre métier. C'est pourquoi, pour vous déplacer rapidement et où vous le désirez aux Etats-Unis, nous avons tout simplement fait du pays un immense aéroport en unissant presque tous les états des Etats-Unis. Ainsi, à partir de

Statistiques du U.S. Department of Transportation.

nos 2 vols quotidiens Paris-Atlanta et Paris-Cincinnati (en continuation vers Orlando), nous mettons à votre disposition notre fabuleux réseau aérien pour vous emmener vers plus de 240 villes aux Etats-Unis.

Et comme toujours, vous vérifierez notre amour du vol à travers le service à bord exemplaire pour lequel Delta est

élue numéro un, en terme de satisfaction des passagers, parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 17 années consécutives.

Alors, pour réserver votre prochain voyage aux Etats-Unis, rendez-vous chez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92.

**DELTA AIR LINES**  
Notre amour du métier nous donne des ailes.

## POLITIQUE

Invité de « L'heure de vérité »

## M. de Villiers met en cause le financement de la campagne de M. Mitterrand

Invité, lundi 27 mai, de « L'heure de vérité », sur Antenne 2, M. Philippe de Villiers, député apparenté UDF de Vendée, a une nouvelle fois accusé le pouvoir de vouloir « nuire à la justice ».

« Le pays, a-t-il dit, est au bord de la septième année de la décadence. La société devient immorale. (...) Il y a aujourd'hui deux sortes de justice : celle pour les citoyens et celle pour les protégés, ceux qui sont proches du pouvoir. »

Répétant ses attaques sur le financement des campagnes électorales socialistes, M. de Villiers a directement mis en cause le président de la République : « Il sait très bien - si ce que je dis est faux, qu'on lève mon immunité parlementaire - que la campagne présidentielle de François Mitterrand a reçu de l'argent en provenance d'Urbis par une société écran qui s'appelle la société Multiservice, et l'expert comptable qui a certifié ses comptes sait très bien qu'il a fait des comptes faux, remis au Conseil constitutionnel. »

Interrogé sur sa position vis-à-vis du Front national, M. de Villiers a affirmé qu'il n'a jamais cherché à marquer à la collette qui que ce soit. « Un électeur du Front national, a-t-il expliqué, c'est parfois un homme de gauche qui a été cambriolé trois fois. La première fois, il est allé au CDS, la deuxième fois au RPR et la troisième fois il va au Front national. (...) Il n'y a pas deux millions de fascistes. Les gens qui votent pour le Front national, ils protestent. Ils trouvent que la gauche est sans avenir et que bien souvent la droite est sans conviction. Si nous nous battons sur les

deux Français sur trois estiment que les hommes politiques sont « plutôt corrompus ». Selon un sondage réalisé du 3 au 6 mai auprès de mille personnes par la SOFRES à l'occasion de « L'heure de vérité » de M. Philippe de Villiers, 65 % des personnes interrogées estiment que les hommes politiques français sont « plutôt corrompus ». 21 % étant d'un avis contraire. Ce sentiment est particulièrement affirmé chez les dix-

huit-vingt-quatre ans (76 %) et chez les sympathisants du Front national (85 %). 48 % expliquent les scandales politico-financiers par « le coût excessif » des campagnes électorales. D'autre part, 70 % pensent que la loi votée en 1989 sur le financement des partis politiques « ne changera pratiquement rien », et 46 % (contre 35 %) sont opposés à la prise en charge par l'Etat d'une partie de ce financement.

Nouveau numéro deux du PS

## M. Billardon reste hostile à un congrès socialiste anticipé

M. André Billardon, fabiusien, nouveau membre du secrétariat national du PS, chargé de la coordination, c'est-à-dire numéro deux du parti, s'oppose de la haute avec laquelle les jospinistes et les rocardiens envisagent les prochaines échéances internes.

Pour M. Billardon, « fixer la date du prochain congrès du parti n'est pas prioritaire ». « Ce qui est prioritaire, nous a-t-il expliqué, c'est la solidarité avec le gouvernement et la préparation du projet socialiste. Le numéro deux estime qu'organiser un débat de congrès à l'automne au moment où le gouvernement risque de ren-

contrer ses premières difficultés économiques et sociales serait inopportun.

« Le projet peut être adopté par une convention qui serait l'occasion de montrer le PS rassemblé et mobilisé, estime M. Billardon. Une convention de ce genre serait de bon augure pour un congrès calme à échéance normale en 1992. A l'inverse, vouloir brûler les étapes présente un réel danger. On peut certes faire un très bon congrès à partir de plusieurs motions, mais cela suppose un certain degré d'accord sur l'issue du congrès. Sinon ce sera la répétition de celui de Rennes. »

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente après liquidation au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 13 Juin 1991 à 14 h 30, en un lot  
à PARIS 18<sup>e</sup> - 76, rue de Clignancourt  
LOGEMENT d'une PIÈCE, cuisine, W.-C.  
OCCUPÉ - Mise à Prix : 100 000 F  
M<sup>rs</sup> Yves TOUILLIE, avocat à Paris 9<sup>e</sup>, 48, rue de Clichy  
Tél. : 48-74-43-55 - M<sup>rs</sup> B. PENET, syndic, 3 Paris 4<sup>e</sup>, 3, rue du Renard.

Vente après liquidation judiciaire au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 13 Juin 1991 à 14 h 30, en un lot  
à PARIS 10<sup>e</sup> 13, rue de Marseille  
Bâtiment A, escalier A au 6<sup>e</sup> étage  
APPARTEMENT de 2 P. Pales - LIBRE  
(et deux caves) - Mise à Prix : 100 000 F  
M<sup>rs</sup> Yves TOUILLIE, avocat à Paris 9<sup>e</sup>, 48, rue de Clichy - Tél. : 48-74-43-55 - M<sup>rs</sup> B. PENET, syndic, 3 Paris 4<sup>e</sup>, 3, rue du Renard, visites les 3 - 6 et 11 juin de 16 h 30 à 17 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL le JEUDI 13 JUIN 1991 à 9 heures 30  
VILLA type « Chauvernerie »  
Rez-de-chaussée : entrée, séjour, salon, cuisine, W.-C., dégagement, pendierie, garage - 1<sup>er</sup> étage : trois chambres, salle de bains, dégagements, pendierie, rangements - Annexion d'un terrain de 237 m<sup>2</sup> dans un ensemble immobilier dénommé « HAMEAU A LA FRANÇAISE »  
MAROLLES-EN-BRIE (94)  
20, rue des Moissonneurs  
MISE A PRIX : 150 000 F  
S'adresser à M<sup>rs</sup> Christian LEIFF, avocat au barreau du Val-de-Marne, 9, rue du Général-de-Lamartine (94000) CRÉTEIL - Tél. : 49-80-06-90 et sur Minitel : 3616 JAVEN

VENTE d'actifs immobiliers (L.J. Ste L'IMMOBILIERE DE LA COTE D'AMOUR) à l'audience des saisis, immob. du tribunal de gde inst. de Saint-Nazaire, au Palais de Justice, salle d'audience du trib. d'instance, 54, rue de la Paix, au plus offrant et dernier enchérisseur, le 12 JUIN 1991, à 14 h.  
VILLE ET DOMAINE de PORNICHET - 44  
UNE PARCELLE DE TERRAIN A BATIR  
Avenue du Bauleux, cad. sect. AH n° 468 lieudit chemin du Beaulois pour 52 A. 70 CA d'après cad. et 52 A. 69 CA, d'après mesurage.  
MISE A PRIX : 2 300 000 F  
Frais outre - aux charges, clauses et conditions stipulées au cab. des charges déposé au greffe du TGI de Saint-Nazaire où chacun peut en prendre connaissance - Enchères que par minist. d'avocat. S'adr. pour rns. à la SCP. PIEL et MAHIEU, Sic d'avocats, 22, bd Wilson, Saint-Nazaire - Tél. : 40-53-71-71 et au greffe du tribunal de grande instance de Saint-Nazaire.

valeurs de la France, sans complexe, avec fermeté et avec chaleur, alors nous serons à nouveau une force d'attraction. »

M. de Villiers a ironisé sur « certains leaders de droite qui marchent en crabe, parce que cela leur permet de surveiller leur ombre des fois qu'elle serait de droite. » « Et moi, a-t-il poursuivi, je ne marche pas avec le terrorisme sémantique. Actuellement, il y a quatre grands tabous. Si on dit insécurité, on entend « fasciste ». Si vous dites immigration, on entend « raciste ». Education ? « obscurantisme ». Famille ? « péjoratifisme ».

M. de Villiers a admis que, « pas encore guérie de quelques maladies, l'aphasie, le manque de voix, l'émiettement byzantin », la droite était « convalescente ». Jugant qu'elle ne pouvait plus « se permettre le luxe d'une querelle supplémentaire », il a affirmé que l'opposition « aura besoin de la compétence de M. Barre, de l'intelligence de M. Giscard d'Estaing, de l'énergie de M. Chirac, du charisme de M. Lhuart », mais que le moment venu, il jouerait « le gagnant ». Interrogé enfin sur ses ambitions personnelles, il a fait cette réponse : « On ne gale pas les noix lorsqu'elles sont encore vertes. »

Lire également, page 27, la chronique de PIERRE GEORGES

La réunion de la commission des investitures

## Le Front national désigne ses têtes de liste pour les élections régionales

La commission des investitures du Front national devait se réunir, mardi 28 mai à Paris, afin de préparer les élections régionales de 1992. Toutes les réunions précédentes de cette instance ont été consacrées, depuis plusieurs mois, aux élections cantonales, qui se dérouleront au même moment. Le parti d'extrême droite a déjà investi environ quatre candidats sur cinq. En ce qui concerne les régionales, pour lesquelles le parti socialiste avait élaboré une proposition de loi - mise en sommeil - prévoyant une modification du mode de scrutin, le Front national va probablement jouer la sécurité, en choisissant des cadres comme têtes de liste.

Alpes-Maritimes : M. Jean-Marie Le Pen (président) ou M. Max Baeza; Ardennes : M. Michel Dieckens (secrétaire départemental, CC); Ariège : M. Michel Duchocq (sec. dép.); Aube : M. Bruno Subtil (sec. dép., CC); Aveyron : M. Jean Caldière (sec. dép.); Bouches-du-Rhône : M. Bruno Mégrét (délégué général); Cher : M. Jean d'Ogny (sec. dép., CC); Corrèze : M. Gilles du Verdier (sec. dép.); Côte-d'Or : M. Pierre Jaboulet-Vercherre (CC); Creuse : M. Marie de la Chapelle (sec. dép.); Dordogne : M. Jean-Yves Roubez (sec. dép., CC); Drôme : M. Germaine Burgaz (sec. dép., CC); Eure : M. Yves Dupont (sec. dép.); Eure-et-Loir : M. Marie-France Stirbois (sec. dép., BP);

Bien que les investitures ne soient pas encore officiellement octroyées, quarante départements ne semblent poser aucun problème. Dans la totalité des cas, le chef de file sera un responsable de l'appareil de haut niveau ou de niveau intermédiaire. Les trois quarts de ces quarante premières têtes de liste sont secrétaires départementaux, c'est-à-dire dirigeants d'une fédération. Les autres sont membres du bureau politique (BP) ou du comité central (CC).

Dans les autres départements, le Front national ne dispose pas encore de personnalités incontestées ou, au contraire, peut choisir entre différents candidats. De surcroît, la direction du parti

d'extrême droite se réserve la possibilité, si nécessaire, d'effectuer des « parachutages ». Aux élections régionales de 1986, le parti de M. Jean-Marie Le Pen, qui laisse planer le doute sur la candidature de son président dans les Alpes-Maritimes, avait obtenu cent trente-huit sièges de conseillers régionaux. Plus d'un élu sur quatre (28,3 %) a fait défection pour des raisons politiques ou personnelles. Le Front national dispose aujourd'hui de quatre-vingt-dix-neuf conseillers. Dans la liste ci-dessous les élus sortant figurent en italiques.

Haute-Garonne : M. Bernard Antony (sec. dép., BP); Ile-et-Vilaine : M. Pierre Mangendre (sec. dép., CC); Jura : M. Gilles Moriconi (sec. dép.); Landes : M. Eric Carouillet (sec. dép.); Haute-Loire : M. Gérard-Hubert Fayard (sec. dép., CC); Manche : M. Fernand Le Rachinel (CC); Meurthe-et-Moselle : M. Jean-Claude Bardet (sec. dép., CC); Morbihan : M. René Bouin (sec. dép.); Nord : M. Carl Lang (secrétaire général); Oise : M. Pierre Descaves (CC); Pas-de-Calais : M. François Portier (sec. dép.); Pyrénées-Atlantiques : M. Pierre Sergent (BP); Rhône : M. Bruno Gollnisch (BP); Saône-et-Loire : M. Michel Collinot

(BP); Haute-Savoie : M. Michel Landrion (sec. dép., CC); Seine-Maritime : M. Dominique Chaboch (vice-président); Seine-et-Marne : M. Jean-François Jalkh (BP); Deux-Sèvres : M. Jean-Romée Charbonneau (sec. dép.); Var : M. Jean-Marie Le Chevallier (sec. dép., BP); Vaucluse : M. Jacques Bompard (sec. dép., CC); Vienne : M. Noël Pichon (sec. dép.); Essonne : M. Michel de Rostolan (CC); Hauts-de-Seine : M. Jean-Yves Le Gallou (sec. dép., BP); Seine-Saint-Denis : M. Roger Holsindre (BP); Val-de-Marne : M. Jean-Pierre Schenardi (sec. dép., BP).

## NOMINATIONS

Famille et personnes âgées

M. Michel Camy-Peyret, directeur du cabinet de M. Laurent Cathala

M. Michel Camy-Peyret, administrateur territorial hors classe, a été nommé directeur du cabinet de M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'intégration, chargé de la famille et des personnes âgées.

[Né le 1<sup>er</sup> juin 1952 à Metz (Moselle), M. Camy-Peyret est titulaire d'un diplôme d'études approfondies de géographie urbaine. Il a commencé sa carrière comme secrétaire général adjoint à la mairie de Metz-Estienne (1977-1983). Directeur général adjoint des services départementaux du Val-de-Marne de 1983 à 1990, il a été chargé de mission auprès du président du conseil général de ce même département du 1<sup>er</sup> mars au 31 décembre 1990. Il était, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991, conseiller technique auprès de M. Louis Besson, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.]

## Communication

M. Michel Cretin, directeur du cabinet de M. Georges Kiejman

Le ministre délégué à la communication, M. Georges Kiejman, vient de nommer M. Michel Cretin directeur de son cabinet. M. Patrick Frydman, maître des requêtes au Conseil d'Etat, déjà membre de l'équipe de M. Kiejman au ministère de la justice, devient directeur-adjoint. M. Ghislain Achard, auparavant conseiller technique de Paul Quilès au ministère des postes, des télécommunications et de l'espace, est nommé conseiller auprès du ministre, chargé des technologies nouvelles, du câble et du satellite, tandis que M<sup>rs</sup> Valérie Michel est chef de cabinet, poste qu'elle occupait déjà à la justice. Enfin, M<sup>rs</sup> Danièle Frazer est nommée conseillère technique pour les relations avec le Parlement, fonction qu'elle occupait déjà auprès de M. Kiejman.

[Né en 1942, M. Michel Cretin est ancien élève de l'ENA (promotion Jean-Laurin). Auditeur à la Cour des comptes en 1969, il devient chargé de mission à la division du conseil en planification de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en 1977. Directeur au Centre national de la cinématographie (CNC) cinq ans plus tard, il est ensuite directeur-adjoint de la SOFIRAD en 1985-1986. Promu conseiller-maître à la Cour des comptes, il est chargé de mission avec rang de directeur auprès du Collège des commissaires aux comptes de l'ONU de 1986 à 1991. M. Cretin a été nommé président en 1990 de l'association chargée de gérer l'Optima-Comique. En avril, le gouvernement lui a confié une mission sur l'étude du lancement d'une quatrième chaîne de télévision privée à la Réunion.]

## Industrie et commerce extérieur

M. Paul Hermelin, directeur du cabinet de M. Strauss-Kahn

M. Paul Hermelin, est nommé directeur du cabinet de M. Strauss-Kahn, ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, par arrêté du 21 mai 1991, paru au Journal Officiel du 23 mai.

[Né en avril 1952 à Ettebeek (Belgique), M. Paul Hermelin est administrateur civil, polytechnicien, ingénieur, il fut affecté à la direction du budget à la sortie de l'ENA en 1978. Il fut chargé de mission auprès de M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget de 1982 à 1984, puis auprès de M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement et des transports jusqu'en 1985. Il fut ensuite chef de bureau des établissements civils à caractère administratif à la direction du budget de mai 1986 à août 1988, date à laquelle il fut nommé directeur du cabinet de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie.]

## Recherche et technologie

M. Christophe Desprez, directeur du cabinet de M. Hubert Curien

Au cabinet de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, M. Christophe Desprez, a été nommé, par arrêté paru au Journal Officiel du vendredi 24 mai, directeur du cabinet. Il succède à M. Paul Hermelin, qui devient directeur du cabinet de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur. M. Laurent Beauvais occupe les fonctions de chef de cabinet de M. Curien.

[Né le 13 novembre 1959, à Lille (Nord), M. Christophe Desprez est ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur des Ponts et Chaussées, titulaire d'un DEA de politique économique de l'Institut d'études politiques de Paris et d'un certificat de finances de l'ESSEC. De 1982 à 1988, il occupe un poste de chargé de mission au département des affaires financières et industrielles à Paris. Nommé, en 1984, chef de la division développement industriel de la direction régionale de l'industrie et de la recherche du Nord-Pas-de-Calais, il devient, en 1986, adjoint au directeur. A partir de 1988, il rejoint le ministère de l'économie, des finances et du budget, où il occupe la fonction de chargé de mission à la direction du Trésor pour tout ce qui concerne les participations de l'Etat dans les grands groupes industriels.]

## DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

## EN BREF

□ M. Querryranne (PS) : « Jean-Marie Le Pen est vraiment un personnage abject. » - M. Jean-Jack Querryranne, porte-parole du Parti socialiste, a réagi, lundi 27 mai, aux propos tenus samedi 25 mai par M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, qui a surnommé M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'intégration, « M. Miam-Miam » (Le Monde du 28 mai). M. Querryranne a estimé que « Jean-Marie Le Pen est vraiment un personnage abject ».

M. Le Pen « est un habitué des calembours racistes », ses propos sont « scandaleux, grossiers et méprisables », et témoignent « d'un profond mépris pour la personne humaine », a ajouté M. Querryranne.

□ Espace socialiste : « Bonne chance ». - Le club Espace socialiste, qui regroupe les membres du courant Socialisme et République en rupture avec M. Jean-Pierre Chevènement, a estimé, lundi 27 mai, que « l'intensification de la concurrence internationale et l'approche des échéances électorales commandaient une initiative permettant à la majorité de reprendre l'offensive ». « Souhaitons bonne chance à M<sup>rs</sup> Edith Cresson ! nous ne méprisons pas nos efforts pour apporter notre contribution à la réussite commune. Le rassemblement, d'abord de la gauche, préfiguré à une ouverture qui a fait long feu, dément ces Cassandra annonçant voici peu encore l'ultime virage avant la droite », estime le club qui anime plusieurs députés socialistes dont MM. Michel Charzat, Jean-Marie Bockel et Jean-Paul Planchou.

Au sommaire de « Dossiers et documents » de juin

## Mutations économiques et politiques

La planète s'agite, prévus ou imprévisibles, les événements bouleversent les données auxquelles on s'était habitué ; le monde se « mondialise ».

A commencer par l'économie : à marché mondial, stratégies mondiales. Les flux économiques transforment à l'échelle de la planète, entraînant une redistribution des pouvoirs. Au-delà de la simple internationalisation, la mondialisation signifie la fin du national et établit des rapports nouveaux entre l'Etat et l'entreprise, le pouvoir politique et le pouvoir économique.

La nouvelle donne internationale doit tenir compte de ces interdépendances et rechercher un nouvel équilibre.

L'ONU sort d'un long hiver, l'Est, basculé, affronte de nombreuses difficultés, sur fond de désenchantement et de périls nouveaux : si les objectifs sont les mêmes, rétablissement du marché, démocratisation, chaque pays marche à son rythme. Les transitions seront longues et douloureuses. Les écarts entre le

Nord et le Sud, loin de s'amenuiser se creusent, la vulnérabilité des nations déséquilibrées s'aggrave, et le système mondial actuel est impuissant à redresser les déséquilibres économiques et démographiques.

Le conflit des matières premières draine les tiers-mondes les uns contre les autres, les flux des capitaux les entraînent dans une marginalisation croissante. Les modèles de développement occidentaux sont remis en cause, critiqués, souvent rejetés. La montée des intégrismes, les conflits dus aux migrations de population en sont l'apparence visible.

La marche vers l'Europe se poursuit de façon globalement satisfaisante. Mais inévitablement, des doutes, des tensions, des divergences surgissent, des insuffisances apparaissent, mises en relief, en particulier, par le conflit du Golfe.

► En vente chez tous les marchands de journaux, 8 pages, 8 F.

Le Monde EDITIONS

## L'ISLAM DANS LE MONDE

Dossier présenté et établi par Paul Balta

VENTE EN LIBRAIRIE



صلى الله عليه وسلم

## SOCIÉTÉ

La mort d'un jeune à Mantes-la-Jolie et le débat sur la ville à l'Assemblée nationale

# Le Val-Fourré en quête de vérité

Pourquoi Aïssa Ilich est-il mort? Dans quelles conditions ce garçon de dix-huit ans, français d'origine marocaine, est-il décédé, lundi 27 mai à 15 heures 20, au service des urgences du centre hospitalier de Mantes-la-Jolie (Yvelines)? La ZUP du Val-Fourré a vécu toute la soirée de lundi et une partie de la nuit suspendue à cette question, balançant entre la rage d'en découdre avec les forces de l'ordre, tenues pour responsables du drame, et le respect des appels au calme lancés par le père du jeune homme disparu. Les députés devaient commencer, mardi 28 mai, l'examen du projet de loi « anti-ghetto » présenté par M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire.

Persone ne met en cause le constat du médecin assermenté, M. Michel Pérol, expert près la cour d'appel de Versailles: Aïssa Ilich est décédé d'une mort naturelle de type asthmatique. Aucune trace de coup n'a été relevée. Aïssa serait même le seul des six interpellés de samedi soir à ne pas avoir reçu de coups de matraque lors de son arrestation. Le docteur Pérol, qui avait rendu à Aïssa la visite médicale réglementaire dans sa cellule, dimanche après-midi, et jugé que son état était « compatible » avec une prolongation de la garde à vue, précise que « le stress peut être un facteur déclenchant d'une crise d'asthme ». Le jeune homme avait affaire à la police pour la première fois.

Dès la nouvelle connue, lundi en milieu d'après-midi, le Val-Fourré s'est pris à bruiser de mille rumeurs. Un jeune beur « mort au commissariat de police », c'en était trop pour cette ZUP déjà déstabilisée par deux nuits de saccage du centre commercial et d'affrontement avec les CRS. Le fantôme de Malik Oussekine, ce jeune homme sous dialyse, mort au quartier latin en décembre 1986 sous les coups des « voligeurs » de la police hantait tous les esprits. Même si les circonstances avaient peu de points communs, le profil des deux victimes — élèves réputés sans histoires, leur santé fragile et leur faible corpulence — rapprochait inéluctablement les symboles.

De petits groupes de jeunes se formaient autour du centre com-

mmercial, les forces de l'ordre reprenaient position. D'énormes jardinières de béton étaient transportées à la hâte devant les vitrines comme pour retarder la course des vandales guettés par chacun. La tension monta et des jeunes s'en prenaient aux journalistes, blessant deux reporters d'Europe 1 et de Radio Monte-Carlo.

Les détails sur la personnalité d'Aïssa Ilich se répandaient. Elève de « G » au lycée Saint-Exupéry, travaillant les week-ends dans un fast food proche de la gare Saint-Lazare à Paris, inconnu jusque-là des services de police, il était le fils d'un ouvrier des usines Talbot, militant CGT, et le neveu du chef du service... intégration du district urbain.

Sa famille effondrée ne tardait pas à déplorer la mort de son fils. A deux reprises, de porter au commissariat l'arrestation de Ventoline indispensable à Aïssa en cas de crise d'asthme. Une première fois, les policiers auraient exigé un certificat médical, la seconde une autorisation du procureur. Selon plusieurs témoignages concordants de jeunes remis en liberté après avoir partagé la cellule d'Aïssa, le médicament n'aurait pas été délivré au jeune homme qui en détenait sur lui un seul flacon.

« Il semblerait qu'on n'ait pas saisi l'importance de sa maladie », a confié le maire (PS) de Mantes-la-Jolie, M. Paul Picard, personnellement « choqué que quelqu'un, qui a été reconnu malade, ne puisse pas recevoir ses médicaments ». « La



mort d'un jeune est un drame pour la famille, mais aussi pour la société », a-t-il commenté. D'accusés, les jeunes du Val-Fourré se sont faits accusateurs. Dans ce climat trouble, l'accusation de « non-assistance à personne en danger » s'est répandue comme une traînée de

poudre. Pourtant le miracle s'est produit. Surmontant leur indignation au nom du respect de la famille Ilich, les jeunes ne se sont pas rejoints des scènes de violence des deux nuits précédentes. Dans une salle municipale réouverte pour l'occasion sur la dalle du centre

commercial, une centaine d'entre eux ont débattu avec des animateurs et des enseignants plaçant en faveur de l'apaisement.

Un rassemblement de protestation devant le lycée Saint-Exupéry a été programmé pour mardi matin. Les élus, échaudés par l'accueil hostile qui leur avait été réservé la veille, avant même la mort du lycéen, s'étaient retranchés à l'hôtel-de-ville pour le compte-rendu, programmé de longue date, d'une enquête sur les attitudes de la jeunesse mantoise. Aux abords du centre commercial, policiers et CRS se faisaient discrets, concentrant leurs forces en quelques endroits stratégiques. Des dialogues vécus démontrent avec les nombreux journalistes présents, accusés par les jeunes de « salir l'image du Val-Fourré » et de « déformer la réalité », et avec les militants de SOS-Racisme et du Comité contre la double peine.

Minuit était largement passé lorsque le dernier carré des débats insatiables, une cinquantaine de jeunes d'origine arabe ou africaine, a offert le spectacle surréaliste d'un long dialogue avec un conseiller municipal du Front national et son épouse, accourus pour les assurer de leur profonde sympathie, et plaider en faveur de la cohabitation au Val-Fourré, glissant au passage quelques allusions antisémites censées raviver les beurs. Ils n'ont essayé que quelques quolibets et sont repartis sans encombre, suivis par deux gorilles déguisés en journalistes.

PHILIPPE BERNARD

## Controverse sur les circonstances du décès

« Aïssa Ilich, né le 22 juillet 1972 à Argenteuil (Val d'Oise), est décédé à 15 heures 20, le lundi 27 mai 1991, au service des urgences du centre hospitalier de Mantes-la-Jolie où il a été amené par les pompiers à 15 heures », a indiqué la direction de l'hôpital, dans un communiqué publié lundi en fin d'après-midi. « Victime d'un grave malaise médical, Aïssa Ilich a reçu pendant près de trois heures avant son admission les soins urgents nécessaires par son état critique (...). Le décès a été causé par un arrêt cardiaque ». La direction de l'hôpital a, par ailleurs, précisé à l'AFP que le jeune homme était « décédé d'une crise d'asthme aiguë ».

Au moment de son interpellation par les policiers, dans la nuit de samedi à dimanche, le jeune homme était porteur de médicaments anti-asthmatiques. Dès le début de sa garde à vue, il avait d'ailleurs « signalé qu'il était asthmatique et utilisait des médicaments, sans toutefois se plaindre de douleurs asthmatiques particulières », nous a précisé M. Yves Collet, procureur de la République de Versailles. Aïssa avait réitéré ces avertissements au médecin venu l'examiner, à l'issue de la première journée de garde à vue. Le docteur Michel Pérol, expert auprès de la cour d'appel de Versailles, avait alors estimé son « état

de santé compatible avec la main-tien en détention ».

Enfin, la famille du jeune homme a tenté de lui apporter des médicaments, attirant à nouveau l'attention des policiers sur son état de santé. En l'absence de prescription médicale autorisant la prise de ces médicaments, les policiers ont refusé de donner suite. « Malgré l'intervention de sa sœur et en dépit de la proposition de faire venir son propre médecin, les policiers ont refusé d'administrer les médicaments apportés », a affirmé la section de la Ligue des droits de l'Homme de Mantes-la-Jolie.

D'après les déclarations des cinq jeunes interpellés avec Aïssa, et détenus avec lui dans le même local de garde-à-vue, dépourvu de toute aération, le jeune homme a utilisé son pulvérisateur anti-asthmatique tout au long de sa détention. Il semble toutefois que son médicament était épuisé au moment où il a été pris d'un malaise, lundi vers 13 heures. Par ailleurs, les auditions de ces jeunes gens précisent qu'Aïssa n'a pas été pris d'une crise au cours de la nuit de dimanche à lundi. Et qu'aucun des six interpellés n'a reçu de coups au cours de la détention.

Alors qu'il était extrait du commissariat pour être conduit au palais de justice de Versailles, lundi à 13 heures 25, le commiss-

ariat a alerté les sapeurs-pompiers. Quelques minutes plus tard, ceux-ci étaient sur les lieux. Pendant plus d'une heure, des soins d'urgence ont été prodigués au jeune homme par le médecin-inspecteur des sapeurs-pompiers. Aïssa a ensuite été conduit à l'hôpital, où il devait décéder.

De source policière et judiciaire, on exclut que le jeune homme ait subi des violences au cours de sa garde à vue. Une information pour « recherches des causes de la mort » a été ouverte, lundi après-midi, auprès du juge Jean-Marie Chapier, juge d'instruction à Versailles. Une enquête de l'inspection générale de la police nationale (IGPN) a aussi été décidée. L'autopsie du corps devait être pratiquée mardi dans la matinée.

ERICH INCIVAN

Protestation de CRS. — Au moment où défilent les incidents de Mantes-la-Jolie, des membres de la CRS numéro 23 (Charleville-Mézières) ont protesté contre les conditions d'hébergement qui leur étaient faites à Villejuif (Val-de-Marne), dans un cantonnement dont les cuisines ont été déclarées insalubres par la DDASS. Les policiers ont passé la nuit de samedi à dimanche enfermés dans leurs cars; d'autres ont préféré dormir à la belle étoile.

## La première nuit de fièvre

Tout a commencé par un rodéo urbain. Des jeunes du quartier, à moto, narguent une patrouille policière. Il est 22 heures, samedi 25 mai. Les gardiens de la paix, craignant d'être débordés, demandent des renforts au commissariat. Un rapport de police retranscrit la nuit d'affrontements.

Au moment où les renforts arrivent, des vandales s'en prennent à des voitures particulières garées devant la patinoire de Mantes, où le club de patinage artistique tient une soirée de gala. Furieux, les propriétaires des véhicules se ruent sur les « casseurs ». Des policiers s'interposent et interpellent quelques jeunes.

### Trois coups de feu

Il est 23 heures quand une vingtaine de gardiens du commissariat, désormais épaulés par une section de la CRS n° 8 basée à Bièvres, opèrent une « descente » dans la cité. Ils procèdent à de nouvelles interpellations. Du haut d'une HLM, un vélo tout terrain est projeté en direction des CRS et manque, de peu, sa cible. Regagnant leurs véhicules, la quinzaine de CRS

engagés dans l'opération croisent le chemin d'un groupe prêt à la bagarre. Devant cette soixantaine de gaillards armés de manches de pioche et de battes de base-ball, les forces de l'ordre préfèrent battre en retraite.

Pendant ce temps, le centre commercial fait l'objet d'un pillage et d'un saccage en règle. A 23 h 40, les policiers investissent la galerie marchande désormais déserte. Lorsqu'ils regagnent leurs véhicules, les CRS voient s'avancer vers eux une centaine de jeunes. C'est à cet instant que les policiers entendent, distinctement, trois coups de feu. Sur la partie haute de ses rangs, l'officier commandant la section porte les traces des plombs qui l'ont atteint (une douille de cartouche de chasse sera ultérieurement trouvée sur les lieux de la fusillade). La riposte des fusils lance-grenades — une seule salve de lacrymogènes est tirée — suffit à disperser les émeutiers.

Minuit et demi : les CRS portent assistance à des sapeurs-pompiers appelés pour des incendies de voitures en stationnement, et attaqués par un petit groupe ; un pompier fait des

moulinets avec sa hache pour écarter ses agresseurs, sans les toucher. Assurant jusqu'alors la surveillance d'un match de boxe à Conflans-Sainte-Honorine, une deuxième section de CRS est (enfin) dépêchée sur les lieux. A 4 heures du matin, les affrontements sont terminés.

Six jeunes ont été placés en garde à vue, dont deux mineurs et Aïssa Ilich. Trois étaient de Mantes-la-Jolie, les autres venaient de Limay, une commune voisine. Leur interpellation s'est faite de façon « musclée », après une course-poursuite, et le médecin qui les a examinés a pu constater que chacun des six jeunes portait des ecchymoses.

Quatre d'entre eux ont été inculpés, lundi soir, de « vols aggravés en réunion » par un juge d'instruction du tribunal de Versailles, ils ont été écroués. Le cinquième jeune, âgé de vingt ans, a été remis en liberté, aucune charge n'ayant été retenue contre lui. Enfin, une information pour « recherche des causes de la mort » a été ouverte après la mort d'Aïssa Ilich.

ERICH INCIVAN

## Asthme mortel

L'asthme dont souffrait depuis son plus jeune âge Aïssa Ilich est un état pathologique fréquent, dû au rétrécissement diffus des voies aériennes bronchiques. Ce rétrécissement survient par crises et entraîne de graves difficultés respiratoires. Il peut être provoqué par différents stimuli, en particulier les facteurs allergiques, infectieux ou encore ceux dits « psycho-affectifs ».

On distingue schématiquement deux formes cliniques : la crise d'asthme (difficultés respiratoires paroxystiques souvent nocturnes) et l'état de mal asthmatique. Dans ce dernier cas, la crise dure, résiste au traitement, empêche l'alimentation et le sommeil, bouleverse les équilibres biologiques,

éproue le malade et, si rien n'est fait, peut avoir une issue mortelle. Si le traitement de la crise peut et doit, après des conseils médicaux spécialisés, être mis en œuvre par le malade lui-même, il en va différemment de l'état de mal, qui impose, en urgence, un traitement intensif en milieu hospitalier.

Pour certains spécialistes, le drame de Mantes-la-Jolie pourrait correspondre à une forme clinique particulière, une « crise suraiguë » pouvant être déclenchée soit par une exposition à des doses élevées de substances allergènes, soit à un choc émotionnel intense. Le déclenchement de la crise, à la fin de la garde à vue et avant le départ pour le parquet de Versailles, semble accréditer

cette dernière hypothèse. Dans l'attente des résultats de l'autopsie, l'enquête en cours comportera plusieurs aspects médicaux, qui ne pourront être utilement abordés que par des spécialistes de l'asthme, de la médecine d'urgence et de la médecine légale. Compte tenu de ses antécédents et des liens bien connus entre le psychisme et les manifestations asthmatiques, l'état de santé d'Aïssa était-il, comme on a cru pouvoir le dire, « compatible » avec une garde à vue et tous les aléas qu'elle comporte ? A-t-on mis en œuvre suffisamment tôt les thérapeutiques adaptées ?

JEAN-YVES NAU

**EBEL**  
BOUTIQUES  
PARIS  
2, place Vendôme

Bijoux Alessandra Grad, en exclusivité dans les Boutiques EBEL. Montre Voyager.

LONDON	MILANO	NEW-YORK	CRANS-SUR-SIÈRE	ST-TROPEZ	MONTENAPOLI
--------	--------	----------	-----------------	-----------	-------------

## SOCIÉTÉ

La mort d'un jeune à Mantes-la-Jolie et le débat sur la ville à l'Assemblée nationale

## M. Delebarre défend son projet

Les députés devaient commencer, mardi 28 mai, l'examen du projet de loi d'orientation pour la ville, présenté par M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire.

Ce projet « anti-ghetto », très attendu par les socialistes, s'inspire largement de la proposition de loi déposée au printemps dernier, par

M. Guy Malandain (PS, Yvelines), sur la maîtrise foncière urbaine, qui est soumise en même temps aux députés. M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace devait annoncer aux députés le dépôt d'un amendement gouvernemental qui « prolongera de cinq ans le dispositif fiscal en faveur de l'investissement locatif » mis en place

en 1985 et qui devait prendre fin en 1992. Pour l'adoption de ce texte, le gouvernement, qui a demandé la procédure d'urgence, devrait pouvoir compter sur l'abstention des députés communistes.

Les groupes RPR, UDF et UDC sont en revanche très hostiles à ce projet, dans lequel ils ne voient qu'une « opération symbolique et politicienne ».

Il est déjà trop tard pour parler d'urgence pour ce texte. L'actualité de ces derniers mois, et celle, dramatique, du week-end dernier à Mantes-la-Jolie, ont largement montré que, dans le débat sur les ghettos urbains, la réalité avait dépassé toutes les craintes. C'est donc dans un contexte difficile que devait s'ouvrir, mardi 28 mai, l'examen du projet de loi de M. Michel Delebarre sur la ville.

Depuis le dépôt, au printemps dernier, de la proposition de loi de M. Malandain sur la maîtrise foncière urbaine et la lutte contre la spéculation foncière, les députés socialistes n'ont eu de cesse d'insister auprès du gouvernement pour qu'il inscrive ce texte à l'ordre du jour des travaux du Parlement. Repris à son compte, et complété, par le ministre de la ville, M. Delebarre, le projet devrait être adopté à la fin de cette session de printemps, le premier ministre, M. Edith Cresson, ayant précisé, dans son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, mercredi 22 mai, qu'elle n'excluait pas, si besoin était, de recourir à une session extraordinaire.

Face à ce soudain empiètement du gouvernement, l'opposition aura beau jeu de railler un projet de loi qui tente d'apporter des réponses à long terme à des problèmes qui se posent avec acuité aujourd'hui. Mais le caractère presque désespéré que la gravité des événements de Mantes-la-Jolie risque de donner au débat à l'Assemblée ne doit pas faire oublier, au dernier tour de manège, qu'il s'agit d'un texte à bien des égards très novateur et contraignant.

Le projet de loi, complété par les amendements adoptés en commission de la production et des échanges, pose tout d'abord un certain nombre de principes généraux, comme la définition d'un « droit de la ville », assurant à tous ses habitants « des conditions de vie et d'habitat évitant tout phénomène de ségrégation ou tendant à faire disparaître ceux qui existent ». Selon M. Guy Malandain (PS, Yvelines), rapporteur du texte, il s'agit d'instituer un véritable principe de « mixité de l'habitat » : toutes les villes doivent accueillir des logements sociaux et aucune ne

doit en accueillir trop. Le projet précise également que « la réalisation de logements sociaux relève de l'intérêt national », ce qui signifie que l'Etat peut imposer sa compétence lorsque la volonté des collectivités publiques se révèle insuffisante.

## Programme local de l'habitat

Première novation du texte : la création d'un programme local de l'habitat. Le but poursuivi est d'inciter les collectivités locales à établir, pour une durée au moins égale à cinq ans, leurs objectifs en matière de politique du logement, afin d'assurer entre les communes, ou entre les différents quartiers d'une même commune, « une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements ». Le représentant de l'Etat peut intervenir dans l'élaboration de ce programme local de l'habitat, notamment s'il estime que celui-ci ne répond pas aux besoins d'équilibre et de diversification de l'habitat. Contrepartie de ce « droit de regard » du préfet, les communes engagées dans un programme doivent passer une convention avec l'Etat, afin de prévoir, sur une durée de trois ans, l'aide financière que les pouvoirs publics apporteront à cette opération.

Des dispositions particulières, et plus contraignantes, sont établies pour la région Ile-de-France et les agglomérations de plus de trois cent cinquante mille habitants (zone au total). Dans ces zones, si une commune abrite moins de 20 % de logements sociaux, ou moins de 10 % d'allocataires de l'aide personnalisée au logement (APL), refuse d'engager un programme local de l'habitat, le préfet peut décider d'exercer son droit de préemption urbain. La commune doit, soit verser au préfet une contribution égale à 1 % de la valeur cadastrale foncière pour faire des logements sociaux, soit s'engager à réaliser elle-même, dans un délai de trois ans, un nombre de logements sociaux au moins égal à 1 % du nombre de résidences principales et à 9 % du nombre de logements construits au cours des dix années précédentes.

Une autre novation du projet

prévoit de faire participer les constructeurs privés à la diversité de l'habitat. Sur délibération du conseil municipal, il peut être demandé au responsable d'une opération d'urbanisme privée (par exemple, l'installation d'un supermarché ou d'un programme de résidences immobilières), de verser une participation, dont le montant est plafonné, au programme local de l'habitat, soit en terrain, soit en argent.

## Maintien dans les quartiers anciens

Parallèlement aux mesures mises en œuvre pour les logements neufs, le projet de loi contient une série de dispositions destinées à maintenir l'habitat à vocation sociale dans les quartiers anciens. Le principe fondateur de ces mesures est d'éviter que la rénovation de certains quartiers dans les villes se traduise par le départ forcé des anciens locataires — à revenus très modestes ou souvent très âgés — qui ne peuvent plus payer des loyers réévalués. La commune ou le syndicat intercommunal devra donc désormais élaborer un plan d'ensemble pour la rénovation ou la démolition d'un quartier, répondant à cette condition du maintien de l'équilibre social existant. Ces opérations donnent lieu à une convention entre la commune ou le syndicat intercommunal, l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) et l'Etat.

M. Malandain envisage d'introduire des amendements destinés à interdire la transformation de logements en locaux professionnels dans les villes de plus de cinquante mille habitants. Cette initiative, qui vise notamment Paris, risque de donner lieu à un sérieux bras de fer entre l'opposition et la majorité socialiste. Dans la proposition de M. Malandain, il reviendrait au conseil municipal de fixer des zones à l'intérieur desquelles l'autorisation de transformation pourra être accordée, mais elle devra au préalable être soumise à enquête publique et sera opposable au tiers. La commune peut également décider d'autoriser une transformation de logement en local professionnel sans réserve que le bénéficiaire offre une équi-

valence de surface pour construire du logement social.

Le projet de loi comporte également un volet relatif à la politique foncière. Des établissements publics fonciers peuvent être créés, à l'initiative des collectivités locales, pour acheter des terrains, les gérer pendant une durée qui pourrait être fixée au maximum à quatorze ans, et les remettre ensuite aux collectivités qui en auront besoin. Des « réserves foncières » sont ainsi constituées et mises à l'abri de la spéculation sur les terrains. Dans le même esprit, le texte institue le retour des zones d'aménagement différé (ZAD) créées en 1962 et supprimées en 1985, qui autorise l'Etat, sur demande des communes ou de son propre chef, à exercer son droit de préemption sur certains terrains, avec, là aussi, blocage partiel du prix du terrain.

## La mort des ZUP

Enfin, dernier chapitre du projet de loi que l'actualité rend quelque peu surréaliste, le texte signe l'acte de décès des zones à urbaniser par priorité (ZUP), qui deviennent des zones de droit commun. Pour donner quelque consistance à cette déclaration d'intention, la commission propose de rendre obligatoire, pour les communes concernées, la création d'un « programme d'insertion urbaine » déterminant notamment les moyens d'assurer le rattachement de ces ZUP à la ville-centre (développement des services et des activités, des transports publics, etc.) avant le passage au droit commun. Des dispositions fiscales particulières sont également prévues pour inciter les petites et moyennes entreprises à s'installer dans ces ex-ZUP, par une exonération de taxe professionnelle pendant cinq ans. Les ZUP sont mortes... reste à savoir combien de temps les difficultés de vie qui leur sont liées leur survivront.

PASCAL ROBERT-DIARD

## Les députés examinent la loi « anti-ghettos »

Suite de la première page.

Les pouvoirs publics en sont maintenant tout à fait conscients, comme l'illustre l'examen du projet de loi sur la ville qui coïncide, par un heureux ou malheureux hasard, avec l'affaire de Mantes-la-Jolie.

« Pour la ville, dit l'un des inspirateurs de cette loi, nous devons rouler la pierre en veillant et en plaçant phares ». En veillant, parce qu'il faut mettre en place une politique patiente qui ne peut donner d'effets à court terme. Et plaçant phares, parce qu'il faut continuellement jouer aux pompiers pour éteindre ou prévenir les incendies.

Pendant des années, on est resté sourd aux appels des communes sinistrées. Leurs voisins, plus riches, s'arrangeaient pour fermer leurs portes, en évitant soigneusement de construire des logements sociaux. Et quand, de l'autre côté, éclataient des incendies, des « rodéos » ou des coups de feu, de belles âmes criaient au racisme et dissertaient avec indignation contre le « seuil de tolérance ». Aujourd'hui, tout le monde déplore « les ghettos », en constatant avec stupeur que ces quartiers malades sont de plus en plus « homogènes » : des mauvais sens du terme. Ils voient partir, un à un, tous les habitants qui peuvent trouver ailleurs travail et logement.

Par quelques aspects, les incidents de ces derniers mois rappellent, à plus petite échelle, les épreuves à caractère ethnique que connaissent certains pays anglosaxons. Inutile de se le cacher : ce sont en majorité des enfants d'immigrés, noirs et surtout maghrébins, qui affrontent les forces de l'ordre, brisent des vitrines ou pillent des magasins. Ils ne sont pas différents des autres jeunes, mais ils se trouvent là, et sont en tout cas plus touchés que d'autres par l'absence d'emploi et la difficulté de trouver un emploi.

Ces jeunes semblent avoir deux obsessions : le commissariat de police et le centre commercial. Leurs rapports avec les forces de l'ordre sont exécrables. Il y a chez eux une haine de l'uniforme qui les pousse à s'en prendre même aux sapeurs-pompiers. Quant au centre commercial, il incarne tout ce que les spots publicitaires de la télévision leur vantent à longueur de semaine et qu'ils n'ont pas les moyens de se payer. En temps normal, ils chahoutent. Et arrivent au moment où ils prennent d'assaut l'antenne de toutes leurs convulsions.

## Une campagne de communication

Il y a quelque chose d'artificiel, malgré tout, dans ces embrassements télévisés. Des jeunes y voient le seul moyen d'attirer l'attention sur eux et sont ravis d'occuper dix minutes, le lendemain, au journal de 20 heures. La méthode leur paraît d'autant plus efficace que les pouvoirs publics se mobilisent aussitôt. On organise des réunions, on prend des mesures exceptionnelles. A Sartrouville, même le ministre était venu sur place. Cela entretient l'idée que rien ne s'était fait jusqu'au jour de l'explosion.

Il a fallu les événements de Vaux-en-Velin en octobre 1990 pour que l'on nomme un ministre de la ville, de même qu'il a fallu l'affaire des foulards islamiques un an plus tôt pour que l'on définisse une « politique d'intégration » en lui donnant des structures adéquates. Mais cela fait près de dix ans — depuis les incidents violents des Minguettes — que l'Etat s'intéresse de près aux secteurs défavorisés, en sachant parfaitement ce qu'il faut y faire pour effacer les séquelles des « années béton ». La Commission nationale pour le développement social des quartiers a vu le jour en 1981, et la délégation interministérielle à la ville en 1988.

Ces structures ont tenté tant bien que mal d'aider les communes en difficulté, mais on assiste encore à une lenteur désespérante des procédures. Entre le moment où un crédit est décidé et le moment où il est enfin déboursé, s'écoule un temps interminable.

Le gouvernement veut franchir un nouveau pas, plus ambitieux, avec son projet de loi sur la ville. Il s'agit d'obliger toutes les villes à accueillir des logements sociaux, alors que dans les grandes agglomérations, ce n'est le cas que d'un quart d'entre elles. Parallèlement, une mesure essentielle a été annoncée qui consiste à accélérer la carrière des fonctionnaires (enseignants et policiers notamment) qui travaillent dans des quartiers difficiles. Cette « discrimination positive » porte atteinte —

soin! — au sacro-saint principe d'égalité des traitements. C'est le seul moyen, tout le monde le sait, de remettre sur place des gens compétents, au lieu de voir défiler des débutants, mal préparés à ce sacerdoce et qui fuiront à la première occasion.

Le gouvernement est conscient, d'autre part, de l'urgence de créer des emplois dans les quartiers défavorisés et de faire en sorte que des jeunes, aujourd'hui sans qualification, soient à même de les occuper. Mais cela dépend beaucoup du climat qui règne dans les quartiers, question, jamais les Laboratoires Méricques ne se seraient installés aux Minguettes si des mesures sérieuses de réhabilitation n'avaient été entreprises dans cette banlieue de Lyon.

Il ne faut pas croire pour autant à l'emploi-miracle. Les jeunes des zones défavorisées sont souvent plus exigeants qu'on ne l'imagine. Ils ne sont pas toujours prêts à accomplir les mêmes tâches que leurs parents. « Quand on meurt d'enfer d'une paire d'Adidas ou de Nike à 400 francs, on ne saute pas le job à l'idée de gagner 4 000 francs par mois, sans espoir de promotion », remarque Azouz Begag qui a grandi dans un bidonville de la région lyonnaise avant de devenir chercheur et écrivain.

Depuis quelques mois, le climat donne l'impression de se dégrader. La guerre du Golfe, qui n'a pourtant été marquée en France par aucun incident notable, y est peut-être pour quelque chose. L'aggravation du chômage aussi, bien sûr. Beaucoup de Français ont tendance à mettre tout le monde dans le même sac : les casseurs de banlieue et les trafiquants de drogue, les militants islamistes et les « demandeurs d'asile ».

Des militants de l'intégration s'ont eux-mêmes gagnés par le découragement. Ils se demandent si le fameux « modèle français » est aussi solide que cela. Ne s'est-on pas engagé dans une société ethniquement compartimentée, à l'américaine? N'aurions-nous pas dans dix ans des villes moyennes dirigées peut-être par des maires d'origine maghrébine, mais avec des populations complètement marginalisées au pied des tours HLM?

Il serait dramatique d'entretenir peu à peu les Français dans ce genre d'idées. L'intégration, qu'on vante sur tous les tons et à laquelle un demi-ministère vient d'être consacré, mérite une vraie politique de communication. Les trésors d'ingéniosité qui se dépensent pour « vendre » un candidat à l'élection présidentielle, ne pourraient-ils pas être mis au service de cette cause-là?

Mais les médias ont, eux aussi, un rôle capital à jouer : il ne faudrait pas parler seulement des quartiers qui explosent — et seulement quand ils explosent — mais de toutes les expériences positives qui sont tentées ici ou là, de toutes les petites entreprises qui se lancent avec succès, de l'arrivée des diplômés beurs sur le marché de l'emploi, de toutes les filles qui travaillent en classe pendant qu'une poignée de leurs frères ou de leurs cousins cassent des vitrines... Bref, de l'intégration réussie, qui est également une réalité. Ce qui n'interdit nullement de regarder en face les problèmes qui se posent, sans l'angélisme et l'inconscience des déconvenues précédentes.

ROBERT SOLÉ

M. Mitterrand et les conditions de vie dans les villes. — A l'occasion de la réception donnée lundi 27 mai à l'Elysée, en l'honneur des mères de famille nombreuses, M. François Mitterrand a estimé que « chaque famille prend part de manière importante au développement du pays, d'autant plus que les conditions de vie quotidiennes demeurent difficiles dans un environnement qui ne permet pas toujours le développement de vie harmonieuse ». Le président de la République a ajouté qu'il était du devoir de l'Etat de parvenir à « compenser l'énorme mouvement démographique de la population vers la ville avant que celle-ci ait pu s'organiser ».

M. Stirbois (Front national) estime que « l'intégration est un dangereux mirage ». — M. Marie-France Stirbois, députée non inscrite à l'Eure-et-Loir, a dénoncé, lundi 27 mai, « l'incapacité socialiste à assurer la sécurité des banlieues » et elle a estimé que « l'intégration était un dangereux mirage ». « Ces voyous se croient tout permis », affirme la dirigeante du Front national, en parlant des jeunes des banlieues. « Ils savent qu'ils ne seront pas punis, parce qu'ils n'ont en face d'eux qu'un gouvernement de ventres mous ».

## NUCLÉAIRE

Nouvel aléa pour le surgénérateur de Creys-Malville

## Le conseil d'Etat annule un décret autorisant le redémarrage de Superphénix

Le conseil d'Etat a annulé partiellement le décret ministériel du 10 janvier 1989 autorisant le redémarrage provisoire du surgénérateur Superphénix de Creys-Malville (Isère). Rendu lundi 27 mai, l'arrêt du conseil s'appuie sur des considérations réglementaires, mais ne remet pas en cause le bien-fondé de la décision de redémarrage.

Le décret examiné par le conseil d'Etat faisait suite au plus sérieux des multiples problèmes techniques rencontrés par Superphénix : une fuite de sodium sur la cuve principale du « barillet », dispositif utilisé pour le chargement et le déchargement en combustible, ainsi que pour le stockage du combustible irradié. Découvert en mars 1987, quatre mois seulement après que le réacteur eut atteint sa puissance nominale de 1200 mégawatts, ce défaut de fabrication entraîna l'arrêt immédiat de la centrale.

Le 10 janvier 1989, Superphénix était autorisé à redémarrer par un décret signé du ministre de l'Industrie et du secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs de l'époque, MM. Roger Fauroux et Gérard Renon. Ce texte modifiait le décret du 12 mai 1977 autorisant la création du surgénérateur. Il stipulait que le barillet défaillant serait remplacé par un nouveau dispositif.

En attendant la construction de ce « poste de transfert de combustible » (PTC), Superphénix était autorisé à fonctionner provisoirement sans barillet, pour une durée maximum de « 325 jours-équivalents pleins », laps de temps durant lequel aucune intervention n'est, en principe, nécessaire sur le combustible. Immédiatement, le gouvernement du canton de la ville de Genève (située à environ 70 km de la centrale) et plusieurs associations suisses et françaises déposèrent devant le conseil d'Etat une requête demandant l'annulation de ce décret « pour excès de pouvoir ». Seul l'article 3 de ce document a été annulé par le conseil. Il porte sur l'autorisation de fonctionnement provisoire.

Depuis janvier 1989, Superphénix a donc fonctionné illégalement. Assez peu, cependant : « 175 jours-équivalents pleins », indique-t-on à la NERSA, la société internationale chargée de son exploitation. Stoppé à la suite d'une nouvelle défaillance technique l'été dernier (le Monde du 10 août 1990), il est toujours à l'arrêt et la décision du conseil d'Etat n'aura donc aucun effet pratique immédiat.

Pour que le surgénérateur puisse redémarrer, il suffirait, indique-t-on au service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), que soit publié un nouveau décret ministériel reprenant les conditions précisées dans d'autres documents (deux lettres ministérielles et une autorisation du SCSIN). Mais, avant cela, les autorités de sûreté devront statuer sur la demande de redémarrage déposée récemment par la NERSA après les problèmes de l'été dernier. Or, les responsables politiques ne semblent guère pressés de régler ce dossier contesté et sans conséquence économique à court terme.

« Nous sommes en pleine phase d'échanges et de discussions et il ne faut pas attendre un feu vert avant août ou même l'automne », indique un responsable du Service de sûreté des installations nucléaires. Le dispositif destiné à remplacer le barillet devant être, selon les prévisions initiales, prêt en novembre prochain, Superphénix n'aura peut-être même pas besoin de nouveau décret ministériel pour un — éventuel — redémarrage.

Sans remettre en cause le bien-fondé de cette mesure, les conseillers ont estimé que « les modalités et conditions auxquelles devait être subordonnée » la remise en marche n'étaient pas définies « avec suffisamment de précision ». Pour eux, le gouvernement a « illégalement subdélégué » ses pouvoirs. Les plaigants n'ont pas, en revanche, obtenu satisfaction sur le fond. Le conseil d'Etat précise, en effet, que les modifications techniques (remplacement du barillet par le PTC) ne justifient pas une nouvelle enquête publique. Le reste du décret reste donc valable.

Depuis janvier 1989, Superphénix a donc fonctionné illégalement. Assez peu, cependant : « 175 jours-équivalents pleins », indique-t-on à la NERSA, la société internationale chargée de son exploitation. Stoppé à la suite d'une nouvelle défaillance technique l'été dernier (le Monde du 10 août 1990), il est toujours à l'arrêt et la décision du conseil d'Etat n'aura donc aucun effet pratique immédiat.

Pour que le surgénérateur puisse redémarrer, il suffirait, indique-t-on au service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), que soit publié un nouveau décret ministériel reprenant les conditions précisées dans d'autres documents (deux lettres ministérielles et une autorisation du SCSIN). Mais, avant cela, les autorités de sûreté devront statuer sur la demande de redémarrage déposée récemment par la NERSA après les problèmes de l'été dernier. Or, les responsables politiques ne semblent guère pressés de régler ce dossier contesté et sans conséquence économique à court terme.

## PARIS

## M. Chirac relance le projet de la Porte Maillot

M. Jacques Chirac a affirmé, lundi 27 mai devant le conseil de Paris, « sa volonté de mener à bien l'opération de réaménagement de la porte Maillot », présenté comme « un projet majeur pour le rayonnement international de la capitale ». Alors que les travaux devaient commencer cet été, l'opération a été remise en cause par le Tribunal administratif qui l'a jugé non conforme au schéma d'urbanisme

et d'aménagement (le Monde du 25 avril). Le maire de Paris a indiqué qu'il allait reprendre les procédures et soumettre prochainement au conseil de Paris de nouvelles délibérations pour relancer le projet. M. Georges Sarre, président du groupe socialiste à l'Hôtel-de-Ville, a estimé que le maire de Paris défend, en cette affaire, « une opération immobilière spéculative ».





## THÉÂTRE

## Fatima et son double

Jean-Pierre Vincent met en scène une œuvre majeure de l'Algérienne Fatima Gallaire

PRINCESSES  
aux Amériques de Nanterre

Convité par Serge Sobczynski, l'administrateur du Théâtre des Amériques, une poignée de spectateurs se glissent l'autre soir, à l'entracte de *Princesses*, pièce de Jean-Pierre Vincent, dans la petite salle où avait lieu un concert des Médahate d'Oran. Six femmes assises face à un public qui, bientôt, se lèverait des gradins pour découvrir ou redécouvrir, moment trop fugace, les sensations de la danse orientale. Six femmes, «dissuées de louanges», instrumentistes et chanteuses vêtues de gandouras de différents couleurs, rebrodées de fils d'or et d'argent, six femmes algériennes au service d'un art ancien, belles, émouvantes, vivantes.

Six femmes ici, dix-sept là, rassemblées par Jean-Pierre Vincent pour servir le texte d'une dix-huitième, Fatima Gallaire, née en Algérie, diplômée des universités d'Alger et de Vincennes et de la Cinéma-thèque de la capitale algérienne. Quatre ans déjà qu'elle a fini de rédiger *Princesses*, une œuvre couronné par la Société des auteurs en 1987, et créée aujourd'hui à la scène (1).

La pièce est double. Elle s'ordonne en deux parties distinctes et pourtant embrassées, deux moments d'une journée dans le patio d'une maison de maître d'un village algérien. Le matin, *Princesses*, (Anne Alvaro) qui a quitté ce village depuis vingt ans pour vivre en France et y épouser un français - partie autobiographique de la pièce - revient seule au pays, pour la première fois, trois mois après la mort de son père, reçoit les femmes de son âge pour qui elle est la figure de la liberté, de l'amour, de la réussite. L'après-midi, elle sera visitée par les vieilles femmes du village pour qui elle n'est rien d'autre que le visage satanique de la trahison.

*Princesses* est double aussi par ses niveaux de langage. Fatima Gallaire écrit en français mais un français qui se nourrit, dans le choix des mots, le rythme des phrases, d'un arabe sous-jacent. Il se glisse même là et là quelques mots de dialecte maghrébin, une formule de politesse, une phrase de liaison.

Double aussi le parti pris dramatique. Il nous conduit d'un premier acte brillant, qui met en scène comme jamais - sauf dans le film réalisé l'an passé par Ferid Bouhadir, *Haljaouine, l'enfant des terrasses* - la vie quotidienne des femmes musulmanes, à un second acte où Fatima Gallaire hisse ses intentions, sinon son texte lui-même, alors trop rapide, trop elliptique, à la hauteur des grandes œuvres classiques et mythiques. Il y



chez ses vieillards terrifiants quelque chose des Troyennes décrites par Euripide. Et, dans le personnage de *Princesses*, cet héroïsme des êtres brisés par leur destin, supérieurs en tout point à ceux et celles qui les pourlèvent, marque indélébile de la tragédie antique.

Double également la distribution des rôles attribués à des actrices françaises et algériennes. Anne Alvaro et Michèle Oppenot, sa Nou-nou, sage centenaire que l'héroïne aurait dû mieux écouter, emmène la «partie Nord» de cette troupe avec une maestria remarquable. Justes, superbement justes, elles sont deux des voix d'un quatuor où les rejoignent, pour la «partie Sud», les rondeurs joyeuses de Salda Bekkouche (Aïcha) et la présence anxieuse de Farida Rahouadj (Bibba).

Double le dialogue qui s'est installé entre une femme algérienne, Fatima Gallaire, et un metteur en scène français, Jean-Pierre Vincent, tous deux inspirés. La pièce comme la mise en scène nous entraînent, au-delà des beaux décors de Jean-Paul Charrier, au cœur d'univers qui se croisent, ceux d'Occidentaux, ceux qu'ils fassent, sont exclus et auquel même une grande partie des Arabes - les hommes - n'ont jamais accès dès lors qu'ils sont sortis de l'enfance.

Cela nous vaut au moins deux scènes qui mériteraient d'être vues non seulement par beaucoup mais enseignées dans les écoles de théâtre: les retrouvailles de *Princesses* et de Nou-nou, longue embras-

sade dans la pénombre qui suscite une incroyable émotion; la scène finale, violente, dont il ne faut pas trop parler mais que Jean-Pierre Vincent a eu la force de ne pas édulcorer.

*Princesses*, dans cette période troublée des deux côtés de la Méditerranée, est une œuvre capitale. Ici, elle devrait permettre d'entendre une culture tellement proche qu'elle est méconnue, déformée par le prisme des idées reçues et des peurs conscientes et inconscientes. En ce sens, Fatima Gallaire complète au théâtre le travail de très nombreux écrivains maghrébins dont les livres nous sont parvenus. Là-bas, si tant est que cela soit possible, elle devrait devenir le fer de lance des démocrates à quelques jours d'élections importantes. Dans le monde arabo-musulman, la femme algé-

rienne a pris très tôt la parole. Aujourd'hui, l'islam voudrait la faire taire. Fatima Gallaire témoigne d'une certitude: plus qu'une perte, ce silence serait un drame.

OLIVIER SCHMITT

(1) Le texte est paru aux Editions des Quatre-Vents, 87 pages, 69 F.

► Jusqu'au 16 juin. Du mardi au samedi à 20 h 30; dimanche à 16 heures. Tél.: 47-21-18-81. Prochains rendez-vous du mois algérien: *Fatma*, de Mohamed Benouatia, mise en scène de Ziani Charif Ayad (conseiller artistique pour *Princesses*), du 29 mai au 2 juin; *Baya*, d'Aziz Chouaki, mise en scène de Michèle Sigal, du 4 au 15 juin.

## L'ami retrouvé

Entre fiction et sincérité, Gérard Guillaumat se raconte

France  
à l'Athènes

Passer du «il» au «je», pour un conteur, est plus difficile que pour un romancier. On imagine mal un récit qui commencerait par «Il était une fois ma vie». A moins que le «conteur de lui-même», comme se présente Gérard Guillaumat à l'instinct de cette transgression, ne soit aussi un acteur. Quelqu'un qui navigue depuis une quarantaine d'années entre distance et effusion, et qui n'a cessé de se collecter, pendant toutes ces années, avec les leçons de la sincérité.

Avant de franchir ce pas, Gérard Guillaumat a mené une double carrière de comédien de troupe, chez Roger Planchon, et de «diseur» de textes de Tchekhov, Rimbaud ou Nicolas Bouvier. Tôt comblé, à Villeurbanne et dans la région, par un public de fans, il se donnait l'émotion du risque dans des aventures marginales: un spectacle de mouvements chorégraphiés par Dominique Bagouët, une incursion au music-hall dans le Cabaret de Jérôme Savary. Mais chaque fois qu'il parlait de son métier à des amis, il évoquait son vieux rêve de raconter, en public, sa rencontre avec Francis.

C'était au camp de Buchenwald, disait-il. Il avait quinze ou seize ans et cet homme un peu plus âgé, un paysan de Corrèze fait prisonnier lors d'une rafle, lui enseignait la survie.

Un jour, le metteur en scène Jean-Louis Martinelli a voulu devenir le «passeur» de cette histoire. Pour aider Gérard Guillaumat à exorciser ses vieux fantasmes. Pour témoigner sur une expérience encore à dire, «agiter la mémoire des plus anciens pour éclaircir les plus jeunes». Pour explorer, enfin, la frontière qui sépare l'art de la vie. Sollicité pour écrire ce fragment de biographie, Michel Vinaver a renoncé quand il a entendu l'enregistrement du récit: un tel matériau devait être servi brut. Alors s'est élaboré cet étrange spectacle d'un acteur répétant en public son pro-

pre texte, en réponse aux questions posées en direct par Jean-Louis Martinelli; et recréant, soir après soir, les ellipses de la mémoire, les fractures de l'émotion.

«Je ne veux pas réaliser de confession impudique», dit le metteur en scène, «mais trouver la forme la plus rase de ce qui pourrait être du théâtre-interview, du théâtre-reportage qui autorise la présence d'un tiers». Certains spectateurs ont trouvé insoutenable ce jeu de la vérité. D'autres, bouleversés, ont eu le sentiment d'atteindre un état limite du théâtre. Récemment, un an après la première «représentation», Gérard Guillaumat a reçu une lettre de Francis, son personnage, son ami, qu'il croyait mort. La vie, apparemment, a eu le dernier mot.

BERNADETTE BOST

► Salle Louis-Jourvet, du mercredi au samedi à 20 h 30. Le mardi à 19 h. Du 28 mai au 1<sup>er</sup> juin. Tél.: 47-42-67-27

Maison des Cultures du Monde

## ROUTES DE LA SOIE

Musiques - Danses  
Théâtre masqué30 et 31 mai  
AZERBAÏDJANdu 1<sup>er</sup> au 25 juin  
MONGOLIE - SIBÉRIE

VOLGA - OUZBEKISTAN

CHINE - AFGHANISTAN

JAPON

Envoi programme sur simple appel

45.44.72.30

## MUSIQUES

## Les risques de l'introspection

La première présentation en France  
du dernier opéra de Benjamin BrittenMORT A VENISE  
à l'Opéra de Nancy

NANCY

de notre envoyé spécial

Ce n'est sans doute pas tout à fait un hasard si Benjamin Britten et Luchino Visconti ont entrepris presque simultanément de porter, l'un à la scène, l'autre à l'écran, *Mort à Venise* de Thomas Mann. Le temps était venu, sans doute. Quelques années plus tôt, certaines données de l'histoire auraient été jugées excessivement obscures. On n'a peut-être pas fait depuis beaucoup de progrès dans la compréhension de cette attirance plus narcissique qu'érotique de certains hommes pour les garçons impubères, mais on fait comme si. De cette attitude de tolérance obtuse il résulte que les émois du vieil Aschenbach, fasciné par la grâce androgyne de Tadzio, intéressent davantage à présent que ceux du Dr Faust ému par ce tendron de Gretchen.

Plus fidèle que Visconti à la nouvelle de Thomas Mann, Myfanwy Piper (la librettiste de Britten) met l'accent sur la dimension symbolique du drame qui devient un pèlerinage intérieur, une longue méditation sur l'art, la beauté et les pièges de l'introspection. Le rôle muet de Tadzio est confié à un danseur, moins pour la beauté plastique que pour l'incarne face à l'écrivain figé dans sa gloire et ses certitudes. Aussi Aschenbach (ténor) semble-t-il plutôt spectateur qu'acteur. Sa passivité fait qu'on a du mal à s'attacher sinon à s'identifier au personnage.

Les voix d'Apollon (haute-contre) et de Dionysos (baryton), en contrepoint du petit monde qui grouille prosaïquement autour des héros, s'efforcent de replacer la question du sens et de la valeur de la beauté dans l'optique des philosophes de la Grèce antique.

Ce dix-septième et dernier opéra de Britten créé au Festival d'Aldeburgh en 1973, et régulièrement repris depuis à travers le monde, n'avait jamais été représenté en France malgré quelques projets plus ou moins avancés. On ne s'étonnera pas que ce soit l'Opéra de Nancy qui ait, une fois de plus, montré l'exemple après les créations françaises de *Boulevard Solitude* de Henze, *King Priam* de Tippett, *Persephone* d'André Bon, *Lady Macbeth* de Chostakovitch. Même si l'on n'est pas convaincu de la réussite d'une œuvre qui ne possède ni la puissance dramatique de *Peter Grimes* ni l'étrangeté envoiante du *Tour d'écrin*, l'importance du compositeur, l'actualité du sujet suffiraient à justifier

cette tardive création française. D'autant que la distribution impeccable (Joseph Evans dans le rôle principal, entouré de Peter Savidge, Christopher Robson, Paul Parfitt, Elisabeth Conquet et Adrian Brand) et le choix de Yannis Kokkos pour la mise en scène, le décor et les costumes étaient les garants d'une production digne des exigences de l'ouvrage. Les références implicites à un film qui est dans toutes les mémoires sont trop présentes pour que Yannis Kokkos se soit attaché à les éliminer toutes, mais son point de départ est si radicalement différent que les rencontres sont plutôt fortuites.

D'abord tout est sombre, à travers un voile de pluie bûché en permanence comme une brume ténue. De la Cité des doges, on ne reconnaît que la poutre d'une gondole; les costumes sont dans les gris pour la plupart, Tadzio est la seule tache de lumière véritable. Ce rôle dansé a été confié à une jeune femme - V. Sanchez, on ne nous en dit pas plus. L'illusion est parfaite, mais elle ne danse guère.

Le metteur en scène a voulu présenter la succession des scènes comme autant de visions d'un rêve fragmenté. Cela ne contribue pas à conférer une tension dramatique à une action qui en manque, mais la grisaille un peu morbide de cette production rejoint le climat délétère qui se dégage de la musique. Habile, maîtrisée, un peu distante, celle-ci ressemble stylistiquement à ce que Gustav von Aschenbach était censé écrire avant d'avoir la révélation d'un ordre de beauté supérieure. Britten est resté en deçà: le timbre cristallin du vibraphone, qui souligne les apparitions de Tadzio, ne suffit pas à amener de l'air frais dans une partition assez éauyueuse dans l'ensemble, monochrome malgré de beaux effets et finalement, en des références à Monteverdi, enclavée dans les conventions du drame musical en recréant ce qui font regretter celles de l'opéra.

Il est vrai que l'Orchestre de Nancy, comparé à l'élégance vocale des chanteurs, se cantonne dans une espèce de *mezzo forte* dépourvu de caractère. Sa justesse, ses attaques imprécises laissent souvent à désirer. Le chef Jérôme Kaltenbach doit bien être parfois un peu responsable. Ce n'est pourtant pas faute de talent. Enfin, la sonorisation déficiente des chœurs et de la voix d'Apollon fait partie de ces procédés qui gâchent précisément l'effet qu'ils voudraient produire. Ces réserves faites, l'ensemble n'est pas moins d'une rare qualité et entièrement au service de l'œuvre.

GÉRARD CONDÉ

► Prochaines représentations: les 28 et 30 mai, à 20 h 30. Tél.: 83-32-04-43.

La mort de Gene Clark  
fondateur des Byrds

Gene Clark, l'un des fondateurs des Byrds et l'auteur ou coauteur de quelques-uns des plus grands succès du groupe (*Eight Miles High*, *I'll Feel a Whole Lot Better*) est mort, vendredi 25 mai, à son domicile de Sherman Oaks (Californie) «de causes naturelles», selon la police. Il était âgé de quarante-six ans.

Issu de la scène folk - il avait joué avec les New Christy Minstrels - Gene Clark avait formé les Byrds en 1964, avec Roger McGuinn, Chris Hillman, David Crosby et Michael Clarke, définissant, dès le premier disque du groupe, une reprise de *Mr Tambourine Man* de Bob Dylan, un nouveau genre baptisé folk-rock. Gene Clark chantait et jouait du tambourin au sein du groupe, mais son rôle primordial fut celui de compositeur. *Eight Miles High* est généralement considéré comme le premier titre «psychédélique» jamais enregistré, ouvrant la voie aux recherches (et aux excès) du rock californien des années 60.

En 1966, Gene Clark se découvrit une phobie de l'avion qui le força à quitter le groupe, alors au sommet de sa carrière internationale. Depuis, il partageait son temps entre une carrière solo qui a produit quelques albums dignes d'intérêt et un flirt permanent avec son ancien groupe. Au début des années 70, il formait un trio avec McGuinn et Hillman pour ensuite tourner avec le batteur original des

Byrds, Michael Clarke, sous le nom de Tribute to the Byrds.

Après quelques succès et mises en demeure, les cinq membres originels du groupe s'étaient retrouvés en janvier dernier, lors de leur cooptation au *Rock'n'roll Hall of Fame*, espèce d'académie du rock américain. Entre la publication par Sony de la rétrospective en quatre CD de la carrière des Byrds, le retour de Roger McGuinn et la floraison de groupes se réclamant des fondateurs du folk-rock, la carrière de Gene Clark paraissait enfin destinée à trouver un second souffle.

THOMAS SOTINEL

► PRÉCISION. - Dans notre article sur *Faust* à Bercy (*Le Monde* du 28 mai), nous avons omis de citer le chef d'orchestre, Cyril Diederich, qui dirigeait l'opéra de Gounod avec autant de précision que d'énergie que de nuances. Nous le prions de bien vouloir nous en excuser, ainsi que l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo.

► Masée d'Orsay. - Le Musée d'Orsay, à Paris, fermera exceptionnellement à 19 heures, le jeudi 30 mai, en raison de nombreuses inscriptions des agents de surveillance à un concours professionnel. Le concert de 20 h 30 (Debussy-Satie) est maintenu à l'auditorium, dans les conditions habituelles de location et d'accueil.

**KURT WEILL REVUE**

(spectacle musical en langues allemande, française, anglaise)  
Mise en scène et chorégraphie: HELMUT BAUMANN et JÜRGEN BURTH  
ORCHESTRE DES CONCERTS COLONNE  
Production: THEATRE DES WESTENS - BERLIN

**DU 11 JUIN AU 30 JUIN**

**43 25 70 32**



صلى الله عليه وسلم

## CULTURE

### Prague en péril

Suite de la première page

« Les architectes doivent être modestes devant une ville comme Prague, explique l'un d'entre eux, Jan Sedlak. Ils peuvent intervenir, là où la ville n'est pas achevée. Mais dans le centre, jusqu'à Bubnec ou Vinohrady, des quartiers peints entre 1880 et 1930, il faudrait ne plus rien toucher, au plus extrême prudence : les problèmes d'échelles sont très délicats à respecter. Jusqu'ici, les plans d'urbanisation de la ville, au dix-neuvième comme au vingtième siècle, qui ont tenu compte, plus ou moins volontairement, »

« Ainsi l'habusmanisation de Prague, poursuit Jan Sedlak, entreprise tardivement, s'est arrêtée avant l'événement définitif de la vieille ville : la place Wenceslas, qui est en fait une avenue, devait se prolonger jusqu'à la rivière. »

Arrivées en Bohême avec un certain décalage, les influences occidentales qui se juxtaposent à Prague y sont plus maniéristes qu'ailleurs : le gothique y est plus fleuri, le baroque plus échevelé. La peinture y est comme gonflée, les faux marbres sont plus vrais que nature. L'art nouveau est venu de Vienne, en voisin. Mais les décors

géométriques du style Sécession sont contrebalancés par la nouchance slave qui affectionne les motifs floraux. Tous ces morceaux d'architecture ne sont jamais à l'unité. Il s'agit de quartiers entiers qui ne connaissent encore ni les vitrines dévastatrices ni les enseignes lumineuses hors de proportion.

En revanche l'immobilisme qui a permis cette conservation a son revers. Depuis quarante ans, l'entretien des immeubles a été totalement négligé. Les façades sont presque toujours lépreuses - d'innombrables petits couloirs en bois, au pied des bâtiments, évitent aux passants de se voir sur la tête des fragments lithiques. Les échafaudages rouillés semblent installés ici depuis des lustres. A l'intérieur, l'état des constructions est pire encore. La plomberie et les installations électriques sont largement d'avant-guerre. Il suffit de pénétrer à l'intérieur d'un immeuble pour découvrir sa décrépitude avancée.

Il ne s'agit donc pas ici d'intervention ponctuelle mais de restauration massive. Qui va l'entreprendre ? Pour l'instant l'Etat est propriétaire de l'essentiel du patrimoine immobilier de la ville et n'est pas assez riche pour assumer

seul cette campagne. D'autant qu'une privatisation est en cours. Quels seront les nouveaux propriétaires des immeubles ? Les anciens possesseurs ? Encore faut-il qu'ils résident encore en Tchécoslovaquie. Et que le jeu en vaille la chandelle : trente personnes se disputent l'Europe, mais c'est un hôtel prestigieux qui donne sur la place Wenceslas. Les locataires ? Ils sont peu solvables et paient de ce fait un loyer dérisoire à l'Etat, justifié par le non-entretien de l'immeuble. Trouveront-ils les capitaux nécessaires ? Cela semble douteux.

Des promoteurs tchèques, allemands, japonais ou américains ? Quelle que soit leur nationalité, ils seront amenés, après une indispensable rénovation, à augmenter considérablement les loyers. Ces derniers se sont déjà multipliés depuis la démocratisation. Outre les considérables problèmes sociaux que cette situation engendrera, cela ne manquera pas d'accentuer la désertification du centre-ville - il ne reste déjà dans la vieille ville proprement dite que 17 000 habitants mais 40 000 personnes viennent y travailler quotidiennement alors que 250 000 personnes la parcourent en tout sens : c'est encore le grand centre commercial de l'agglomération.

Que vont devenir les édifices publics ? Au lendemain de la guerre, le régime socialiste avait occupé massivement les immeubles

historiques pour y installer ses administrations. Leurs habitants avaient été conviés à gagner les nouveaux quartiers construits en périphérie dans le meilleur style des casernes qui sévissaient à l'Ouest comme à l'Est, mais ici avec des matériaux et un profil encore plus médiocres : 400 000 personnes vivent actuellement dans cette sinistre ceinture.

Les édifices historiques seront-ils rendus au secteur privé comme le réclament certains ? Encore faudrait-il trouver des points de chute pour les administrations qui les peuplent. Le palais Clam-Gallas, conçu dans les premières années du dix-huitième siècle, par le grand architecte Fischer von Erlach, abrite actuellement les archives de la Ville de Prague. Un édifice puissant, d'une majesté romaine avec ses atlantes de pierre qui animent sa façade régulière.

Le superbe escalier a été refait, le reste croule. Les tentures, noires au sens strict du terme, pendouillent, déchirées. Les fresques des plafonds sont à demi effacées. Des rayonnages métalliques à moitié démantibulés ploient sous le papier. Les beaux poêles de faïence sont flanqués de jumeaux en feraille dont les conduits trouent les cloisons. Les archives fort mal logées dans cette somptuosité incongrue ne demandent qu'à partir. A condition d'être relogées.

Mais où ?

James B. Sherwood, un Américain propriétaire de l'Orient Express Hotels, une chaîne de grand luxe (Venise, Florence, le Cap, Rio-de-Janeiro...), participait au colloque organisé à Prague par le World Monuments Fund. Il était surtout là pour prendre des contacts avec les autorités tchèques, prêt à racheter et à rénover un bâtiment historique. Trois demeures avaient déjà été repérées par ses soins. Pour transformer l'une d'entre elles en hôtel, l'homme d'affaires pose des conditions précises : que la situation juridique de l'édifice soit claire, qu'il puisse exporter ses bénéfices et qu'il jouisse de déductions fiscales.

#### Plus de 3 000 bâtiments historiques détruits

Les conversations semblent difficiles. L'architecte Miroslav Masak, conseiller de Vaclav Havel, est intervenu au cours du même colloque. S'il a constaté l'état d'urgence où se trouvait la ville de Prague, il a dénoncé les dangers de l'économie libérale - « spéculation et exploitation » - dans ce domaine. Il a, en outre, énuméré un certain nombre d'organismes internationaux prêts à intervenir pour « sauver Prague » : la France était absente de cette liste.

La Fondation tchécoslovaque du Forum civique, présidée par Vaclav Havel, a édité une brochure présentant son programme : « Préserver notre héritage culturel ». Un compte bancaire a été ouvert pour accueillir les aides. Mais le travail à accomplir est incroyablement lourd. La Fondation estime à 30 000 le nombre des bâtiments historiques à rénover. Il est vrai que la situation est encore plus désastreuse en province que dans la capitale, même si le précédent régime avait une façon toute particulière d'entretenir son patrimoine.

Une exposition montée à l'université de Prague indique que, depuis 1958, 3 278 bâtiments historiques importants ont été détruits (plus de la moitié depuis 1976). Ainsi l'énorme hôpital baroque de Duchcov, au nord de la Bohême, a été victime de l'extension d'une mine de charbon à ciel ouvert, aujourd'hui abandonnée.

Il ne s'agissait pas de « malignité », souligne l'un des organisateurs de l'exposition : « Les communes, faute de moyens, ont déclassé une partie des monuments historiques qui leur étaient confiés, avant de les détruire. Histoire de pouvoir entretenir le reste. Un dixième de notre patrimoine a ainsi disparu depuis la guerre. » Le World Monuments Fund a reçu des autorités tchèques une liste de 14 « monuments en danger ». La fondation américaine devra choisir où porter ses efforts avant de drainer des fonds. De 1 à 30 millions de francs selon le malade choisi.

Cette politique de rénovation du patrimoine doit garantir au pays des revenus supplémentaires : le tourisme culturel est l'une des cibles visées aujourd'hui. Encore faudrait-il que l'organisation de ce secteur économique soit elle aussi « renouée ». Prague devrait recevoir 10 millions de visiteurs cette année, estime le ministre Zdenek Drabek, alors que la ville ne leur offre officiellement que 8 000 chambres.

EMMANUEL DE ROUX

## CHATELET

THEATRE MUSICAL DE PARIS

SAISON 1991-1992

### Opéra

Alban Berg  
Lulu  
Jeffrey Tate  
Adolf Dresen / Herbert Kapplmüller  
Orchestre National de France

Maurice Ravel / Francis Poulenc / Erik Satie  
L'Enfant et les sortilèges  
Les Mamelles de Tirésias  
Parade  
Elihu Inbal  
John Dexter / David Hockney  
Orchestre Philharmonique de Radio France

Philippe Frenkel  
Le Chevalier imaginaire  
(création mondiale)  
Peter Eötvös  
Stéphane Braunschweig  
Frédéric Rebuffat  
Ensemble InterContemporain

Luigi Dallapiccola  
Il Prigioniero  
Esa-Pekka Salonen  
Bernard Sobel / Titina Maselli  
Orchestre Symphonique de la Radiodiffusion Suédoise

Claude Debussy  
Pelléas et Mélisande  
Pierre Boulez  
Peter Stein / Karl Ernst Hermann  
Orchestre du Welsh National Opera

Alban Berg  
Wozzeck  
Daniel Barenboim  
Patrice Chéreau / Richard Peduzzi  
Orchestre de Paris

Wolfgang Amadeus Mozart  
Così fan tutte  
John Eliot Gardiner  
The English Baroque Soloists

Renseignements 42 33 00 00  
Minitel 3615 Châtelet

Production pour la France

MAIRIE DE PARIS

2<sup>e</sup> FESTIVAL D'ORGUE  
à Saint-Eustache  
JEUDI 30 MAI  
FRANCESCO FINOTTI  
RIVARDI, P. BACH, MOZART  
RÉGER, VIENNE  
RENSEIGNEMENTS & LOCATION  
45 22 28 74  
FNAC - AGENCES

PIANO  
6 et 14 Juin 1991  
2 récitals

POLLINI  
BEETHOVEN • CHOPIN • STRAVINSKY  
18 Juin 1991

ASHKENAZY  
BRAHMS • BEETHOVEN  
PLEYEL 45-61-06-30

COLLOQUE NATIONAL  
DÉCENTRALISATION  
CULTURELLE EN 1991

10 ans après les lois  
1<sup>er</sup> bilan et perspectives  
à BESANCON  
les 30 et 31 mai 1991.

A l'initiative  
du conseil régional  
de Franche-Comté

avec  
le concours  
de l'Observatoire  
des politiques  
culturelles  
de Grenoble.

Renseignements  
Inscriptions

H.C. ORGANISATION  
Tél. : 81-85-06-32  
Fax : 81-53-00-27.

CRAZY HORSE  
jubilee show  
1991-1991  
bar 198 fr  
allos 380 fr  
mezz. 460 fr  
orch. 500 fr  
taxes et  
service 15%  
inclus  
12 av George V Paris 75008 47 23 32 82

#### CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THÉÂTRE  
CHAMPE-  
ELYSEES  
Vendredi  
31 mai  
20 h 30  
Tél. New  
47-23-47-77  
(p.a. Valodan)

ORCHESTRE  
de Philadelphie  
Dir. : Riccardo  
MUTI  
HINDEMITH  
STRAUSS, BRAHMS

ABBAYE DE  
ROYAUMONT  
Dimanche  
2 juin  
17 h 30  
Rens. : (01)  
34-68-05-50  
(p.a. Valodan)

POLYPHONIES  
POPULAIRES  
RUSSES  
PÉSEN ZÉMLI  
(1<sup>er</sup> concert en France)

CHATELET  
THÉÂTRE  
MUSICAL  
DE PARIS  
Lundi  
3 juin  
20 h 30  
(p.a. Valodan)

BATTLE  
soprano  
MARGOT GARRETT  
piano  
PURCELL, SCHUBERT  
MENDELSSOHN...

CHATELET  
THÉÂTRE  
MUSICAL  
DE PARIS  
Vendredi  
7 juin  
20 heures  
(p.a. Valodan)

ORCHESTRE  
DE PARIS  
Dir. : James  
CONLON  
« Samson et Dalila »  
SAINT-SAËNS  
(version de concert)

CHATELET  
THÉÂTRE  
MUSICAL  
DE PARIS  
Samedi  
9 juin  
20 heures  
(p.a. Valodan)

ORCHESTRE  
DU CAPITOLE  
DE TOULOUSE  
Dir. : Michel  
PLASSON  
« Werther »  
MASSENET  
(version de concert)

MANIPULATIONS!

48 04 09 66 - 42 71 26 16  
FNAC  
KIOSQUE THEATRE  
CROUS

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
ARTS ET SPECTACLES

SAISON musicale 91-92

Opéras contemporains  
Concerts créations,  
Atelier IRCAM  
Répertoire  
du XX<sup>e</sup> siècle  
Musique de chambre

au Châtelet  
et à l'Auditorium  
au Centre Georges Pompidou  
au Grand Théâtre d'Art Moderne

ENSEMBLE  
INTER  
CONTEMPORAIN  
Centre Georges Pompidou  
IRCAM

## SPECTACLES

Programmes du mercredi 29 mai au mardi 4 juin

## CINÉMAS

## LA CINÉMATHEQUE

## PALAIS DE CHAILLOT

MERCREDI

Les Archives du film présentent : les Derniers Jours de Pompei (1949), de Marcel L'Herbier, 16 h ; Esther et le Roi (1980, v.o. s.t.f.), de Raoul Walsh, 21 h.

## PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

MERCREDI

Perspectives du cinéma français : Max le voyou (1990), d'Henri-Georges Clouzot ; Angélique et le Roi (1991), de Sébastien Jallat ; Candi (1991), de Manuel Pradal, 18 h ; Perspectives du cinéma français : la Saga des glaces (1990), de David Ford et Olivier Thery-Lapiney ; le Coup suprême (1991), de Jean-Pierre Sentier, 20 h.

## CENTRE GEORGES-POMPIDOU

## SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

Le Cinéma australien : The Last of the Knucklemen (1979, v.o. s.t.f.), de Tim Burstall, 14 h 30 ; His Kind of Woman (1951, v.o. s.t.f.), de John Farrow, 17 h 30 ; Wrong World (1986, v.o. s.t.f.), d'Ian Pringle, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

## 2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

MERCREDI

Paris en quartiers : Jeune Public : Mon Oncle (1958), de Jacques Tati, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Eclair journal, 16 h 30 ; Les Champs-Élysées : les Champs-Élysées vers 1940 (1979), de Philippe Prince, Côté cour, côté champs (1977), de Guy Gilles, la Grande maison (1990), de Georges Goldmann, Champs-Élysées (1953), de Walter Carone et Robert Thérond, les Lieux d'une fugue (1978), de Georges Perac, 18 h 30 ; Dédicé : 14-Juillet : Spot SOS dépannage (1986), Pédibus (1983), de Paul Doff, Jour de gloire (1983), de Pierre Williams, Destin de Narcisse de Dominico Schy, l'Aventure de la Météorologie (1989), de Gérard Stéin, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

## LES AFFRANCHIS (\*) (A., v.o.)

Cinéma, 8 (46-33-10-82).

## AKIRA (Jap., v.o.)

Ciné Beaubourg, 8 (42-71-52-36) ; UGC Blaritz, 8 (42-71-52-36) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).

## ALICE (A., v.o.)

UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

## ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.)

George V, 8 (45-62-41-46).

## AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.)

Racine Odéon, 8 (43-28-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-28-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-40-40).

## L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.)

Lucarne, 8 (45-44-57-34).

## ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.)

Ciné Beaubourg, 8 (42-71-52-36) ; Studio Galand, 8 (43-54-72-71).

## AUX YEUX DU MONDE (Fr.)

Épée de Bois, 8 (43-37-57-47).

## LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.)

Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-55).

## BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français, v.o.)

Utopia, 5 (43-26-84-65).

## BIX (It., v.o.)

UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Blaritz, 8 (42-25-10-30) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-63-93).

## BOYS BAISERS D'HOLLYWOOD (A., v.o.)

George V, 8 (45-62-41-46).

## BUSINESS OBLIGE (A., v.o.)

George V, 8 (45-62-41-46).

## LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.)

Cinéma, 8 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## CLASSACTION (A., v.o.)

George V, 8 (45-62-41-46).

## CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20).

## DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Bretagne, 8 (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-63-93) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01).

## DARKSIDE (\*) (A., v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-63-93) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-50).

## DELICATESSEN (Fr.)

Ciné Beaubourg, 8 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; UGC Blaritz, 8 (45-62-40-40) ; Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

## LES DEUX SŒURS (A., v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 8 (47-07-55-88).

## LA DISCRÈTE (Fr.)

Utopia, 5 (43-26-84-65) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-40-40).

## DIX ANS APRÈS ! (Fr.)

Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-60).

## LES DOORS (A., v.o.)

Forum Hor-

zon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Blaritz, 8 (45-62-40-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; v.f. : Pathé Français, 8 (47-07-55-88).

## LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.)

Gaumont Las Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Publicis Saint-Germain, 8 (42-22-72-90) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-40-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

## EATING (A., v.o.)

14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00).

## EDWARD AUX MAINS D'ARGENT (A., v.o.)

Gaumont Parnasse, 14 (43-35-40-40).

## LA FIÈVRE D'AIMER (A., v.o.)

Pathé Hautes-Fr., 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 8 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

## LES FILMS NOUVEAUX

## L'ALLÉE DES OSMANTHES. Film

chinois-Taiwan de Chen Kun-Hou, v.o. : Utopia, 5 (43-26-84-65).

## HARDWARE. Film américain

de Richard Stanley, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01).

## ROBINSON &amp; CIE. Film français

de Jacques Colombat, latine, 4 (42-78-47-86) ; Épée de Bois, 8 (43-37-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (43-28-58-00) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## THE FIELD. Film américain

de Jim Sheridan, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; La Bastille, 11 (43-07-48-00) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 8 (47-07-55-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

## THE TWO JACKS. Film américain

de Jack Nicholson, v.o. : Ciné Beaubourg, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (47-42-56-31) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

## THELMA ET LOUISE. Film américain

de Ridley Scott, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-18) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beau-

grasse, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-63-93) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## UN CŒUR QUI BAT. Film français

de François Dupeyron : Gaumont Las Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 8 (42-22-72-90) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## UNE HISTOIRE INVENTÉE. Film

canadien d'André Forcier : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) ; UGC Blaritz, 8 (45-62-40-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## YOUNG GUNS 2. Film américain

de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Las Halles, 1 (40-26-12-12) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.)

Épée de Bois, 8 (43-37-57-47) ; Lucarne, 8 (45-44-57-34).

## GRAND CANYON (A.)

La Géode, 19 (40-05-80-00).

## GREEN CARD (A., v.o.)

UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

## HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.)

Épée de Bois, 8 (43-37-57-47).

## HENRY V (Brit., v.o.)

14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

## HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*) (A., v.o.)

Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-60) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

## HORS LA VIE (Fr.-It.-Bel.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-07-55-88) ; Esculap, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## HOT SPOT (\*) (A., v.o.)

Épée de Bois, 8 (43-37-57-47).

## HOUSE PARTY (A., v.o.)

Images d'ailleurs, 5 (45-57-18-09) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31).

## IN BED WITH MADONNA (A., v.o.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hautes-Fr., 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01).

## L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.)

Cinéma, 8 (46-33-10-82).

## JACQUOT DE NANTES (Fr.)

Gaumont Las Halles, 1 (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## LES JOURS DES ROIS (Fr.)

Épée de Bois, 8 (43-37-57-47).

## LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.)

Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

## L'ALÉE DES OSMANTHES. Film

chinois-Taiwan de Chen Kun-Hou, v.o. : Utopia, 5 (43-26-84-65).

## HARDWARE. Film américain

de Richard Stanley, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01).

## ROBINSON &amp; CIE. Film français

de Jacques Colombat, latine, 4 (42-78-47-86) ; Épée de Bois, 8 (43-37-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (43-28-58-00) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## THE FIELD. Film américain

de Jim Sheridan, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; La Bastille, 11 (43-07-48-00) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 8 (47-07-55-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

## THE TWO JACKS. Film américain

de Jack Nicholson, v.o. : Ciné Beaubourg, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (47-42-56-31) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

## THELMA ET LOUISE. Film américain

de Ridley Scott, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-18) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beau-

## LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.)

Épée de Bois, 8 (43-37-57-47) ; Lucarne, 8 (45-44-57-34).

## GRAND CANYON (A.)

La Géode, 19 (40-05-80-00).

## GREEN CARD (A., v.o.)

UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

## HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.)

Épée de Bois, 8 (43-37-57-47).

## HENRY V (Brit., v.o.)

14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

## HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*) (A., v.o.)

Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-60) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

## HORS LA VIE (Fr.-It.-Bel.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-07-55-88) ; Esculap, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## HOT SPOT (\*) (A., v.o.)

Épée de Bois, 8 (43-37-57-47).

## HOUSE PARTY (A., v.o.)

Images d'ailleurs, 5 (45-57-18-09) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31).

## IN BED WITH MADONNA (A., v.o.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hautes-Fr., 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01).

## L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.)

Cinéma, 8 (46-33-10-82).

## JACQUOT DE NANTES (Fr.)

Gaumont Las Halles, 1 (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## LES JOURS DES ROIS (Fr.)

Épée de Bois, 8 (43-37-57-47).

## LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.)

Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

## L'ALÉE DES OSMANTHES. Film

chinois-Taiwan de Chen Kun-Hou, v.o. : Utopia, 5 (43-26-84-65).

## HARDWARE. Film américain

de Richard Stanley, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01).





## SCIENCES • MÉDECINE

## Ussel en cas d'urgence

Certains hôpitaux généraux manquent de médecins qualifiés et de personnel.  
Cette pénurie ne les rend pas très attractifs

LES ondes des contractions utérines se succèdent à un rythme régulier sur l'écran. L'enregistrement des battements cardiaques du bébé est correct. Au troisième étage de l'hôpital d'Ussel, le personnel du service gynécologie-obstétrique s'est rassemblé dans la salle de travail autour de la future maman. L'anesthésiste-réanimateur vient de faire une périnéotomie. La sage-femme s'apprête à rompre la poche des eaux.

Avec un peu de chance, la jeune femme accouchera par « les voies naturelles ». Si les choses se compliquent, il faudra faire une césarienne faute de certains moyens de surveillance. Impossible d'effectuer une « gazométrie » pour mesurer l'oxygénation du fœtus. Pas de service de néonatalogie en cas de souffrance du nouveau-né. L'hôpital général d'Ussel n'a rien d'un CHU, et l'on préfère envoyer les cas compliqués à Clermont-Ferrand ou à Limoges.

La jeune femme a de la chance. Après cinq heures de travail, un bébé de 3 kilos est mis au monde, aux forces par un jeune gynécologue-obstétricien. Michael est un interne israélien qui termine sa spécialisation au CHU de Clermont-Ferrand. Il est venu dépanner le service. Le spécialiste en titre, un Néerlandais d'une cinquantaine d'années, est en congé dans son pays. Nommé à Ussel provisoirement, il devrait partir définitivement au mois d'octobre. Qui le remplacera ? Mystère. Aucun candidat ne s'est encore manifesté.

Ussel, 13 000 habitants, perchée sur

un mamelon du Massif central, n'attire guère les spécialistes. On n'y trouve pas même un pédiatre. C'est un médecin de Tulle qui vient deux fois par semaine assurer les visites aux nouveau-nés du service.

Depuis plusieurs années, l'hôpital ne réussit pas à retenir un gynécologue-obstétricien. Fin 1984, une jeune Marocaine est restée quelques mois, puis elle a dû suivre son mari. Un livoirien lui a succédé pendant trois ans avant de repartir dans son pays. Les médecins français qualifiés préfèrent aller ailleurs. Les parturientes aussi. Sauf urgence : « Il y a dix-huit mois, une femme d'une commune voisine qui avait décidé d'accoucher à Clermont-Ferrand a dû se rabattre sur notre hôpital. Le temps que je l'installe, que je mette une paire de gants : tout était fini », témoigne une sage-femme.

## Crise de recrutement

Martine a travaillé, dans les années 70, à l'hôpital Foch de Suresnes, « où l'on faisait à l'époque deux mille cinq cents accouchements par an ». Elle ne regrette pas d'être venue à Ussel. « Je ne pensais pas rester, mais je me suis rendu compte qu'on travaillait aussi bien que dans un grand centre, et peut-être plus humainement ». Pourtant, les chambres des nouvelles mamans sont en piètre état. Un rideau de plastique cache mal un lavabo et un bidet. Toutes se partagent une salle

de bain composée d'une douche et d'une baignoire-sabot.

Le confort n'est guère meilleur au premier étage dans le service de chirurgie à orientation digestive. Comme au troisième, le recrutement d'un spécialiste est difficile. « De nombreux chirurgiens se sont succédés et n'ont pas eu le temps de créer une clientèle. En plus, on ne peut pas rivaliser avec une clinique privée même à 60 kilomètres. Il n'y a quasiment pas de têtes dans les chambres et pas de lignes directes pour les téléphones », explique Philippe.

Responsable du service depuis octobre 1989, il vient de passer son concours de praticien hospitalier avec une spécialité en chirurgie digestive et thoracique. Son souhait est de rester dans le service. Même si la charge de travail est à la limite du supportable : « On est mieux que dans un CHU. Ici, je ne suis pas sous la houlette d'un patron. Et il y a une clientèle potentielle de 30 000 habitants. Hélas ! une partie des médecins de ville ont pris l'habitude d'envoyer leurs patients se faire soigner à Tulle ou à Clermont-Ferrand ».

L'hôpital compte en tout et pour tout deux chirurgiens. Le second dirige un service à orientation orthopédique. Théoriquement, ils assurent alternativement les urgences, pendant deux semaines par mois. En réalité, ils gardent leur bureau quasiment en permanence à portée de main. Ils sont l'un et l'autre presque polyvalents,

mais une intervention complexe dans leur domaine de compétence n'est pas à exclure.

En fin d'après-midi, Philippe effectue la contre-visite. Dans son sillage, un anesthésiste-réanimateur roumain, embauché comme assistant, un interne libanais du CHU de Limoges, et une infirmière. Le petit cortège traverse les chambres de un, deux ou quatre lits. Ici, on se penche sur le traitement d'une hernie, là sur l'ablation d'une partie de l'estomac ou de l'intestin, plus loin sur une appendicéctomie. Comme le service de réanimation ne fonctionne pas, les interventions complexes ne sont pas possibles. Philippe développe cependant la « vidéolaparoscopie », une nouvelle technique chirurgicale qui permet d'ôter, sous surveillance vidéo, la vésicule, ou même l'appendice chez un adulte, sans ouvrir la paroi abdominale mais en pratiquant de petites incisions.

## Rénovation en cours

Le bâtiment qui abrite les services de chirurgie et de gynécologie-obstétrique a été construit en 1960. En 1986, le conseil d'administration de l'hôpital a décidé de le rénover. Deux ans après, le ministère a donné son accord à des travaux d'un montant de 15,75 millions de francs. Ils devraient commencer prochainement. Pourtant, une hypothèque pèse sur le devenir du service de gynécologie-

obstétrique. En 1990, cent soixante-seize accouchements y ont été pratiqués. Un chiffre loin de la barre fatidique des trois cents fixée, en 1988, par une circulaire du ministère de la santé relative à la sécurité et à l'environnement de la naissance dans les maternités publiques.

« Étant donné le faible nombre d'accouchements et la difficulté à recruter, nous nous interrogeons sur l'avenir de la maternité d'Ussel », signale-t-on à la direction de l'action sanitaire et sociale du Limousin. En revanche, dans la redéfinition du plan des urgences régionales, nous prendrons en compte l'éloignement d'Ussel. Et il n'est pas question de supprimer les activités chirurgicales de cet hôpital ».

En avril, l'hôpital a été en émoi parce que le *Journal officiel* n'a pas publié un poste d'anesthésiste-réanimateur et de gynécologue-obstétricien : « Pour nous, cela impliquait que les services des urgences et de la maternité n'étaient pas prioritaires mais condamnés à disparaître »,

remarque le directeur de l'hôpital, M. Jean-Claude Brochon. Les médecins de l'hôpital et le maire d'Ussel ont vivement protesté. Les postes ont été publiés. L'inquiétude demeure.

Pourtant, la modernisation de l'hôpital semblait bien partie. Une première tranche de travaux, d'un montant de 42 millions de francs, avait déjà permis de construire un nouveau plateau technique, avec un bloc opératoire comprenant quatre salles d'opération et une salle de réveil, un service de réanimation chirurgicale de quatre lits, un service de radiologie et une unité de stérilisation centrale.

M. Jacques Chirac, député de la circonscription, était venu poser la première pierre de ce bel édifice en février 1989. Le bâtiment a été inauguré en décembre 1990. Depuis, les postes d'infirmières et d'anesthésistes indispensables pour faire tourner les nouveaux lits de réanimation ne sont toujours pas créés. Et le service reste vide.

MARTINE LARONCHE

## Une planification par région

Le projet de réforme hospitalière prévoit la mise en place de schémas régionaux d'organisation sanitaire. Ils reposent notamment sur une politique de « redéploiement » des hôpitaux généraux, c'est-à-dire non universitaires, « dans une logique de ressources limitées », explique-t-on au ministère de la santé. Concrètement, certains hôpitaux devront abandonner leurs activités de chirurgie et de gynécologie-obstétrique et se reconstruire, en fonction des besoins locaux, vers la réadaptation fonctionnelle et l'accueil des personnes âgées.

Les urgences hospitalières seront rationalisées et certains services pourraient disparaître. Chaque direction régionale de l'action sanitaire et sociale devra établir elle-même un schéma des urgences d'ici la fin 1991, précise-t-on au ministère. Les maternités publiques qui pratiquent moins de trois cents accouchements par an voient déjà pour certaines leur utilité reconsidérée. Il pourrait en être de même pour les services de réanimation de moins de huit lits. Ces unités, soulignent les présidents de la Conférence nationale des hôpitaux généraux, « ne sont plus adaptées à la prise en compte de critères géographiques ou démographiques ».

Cette restructuration ne va pas sans créer des déchirements locaux. Les populations et les médecins acceptent parfois mal ces mesures, soutenues par les maires, qui sont les présidents des conseils d'administration des hôpitaux généraux. On dénombre actuellement cinq cent deux hôpitaux de ce type qui assurent les deux tiers des entrées des hôpitaux publics (chiffres de la Conférence nationale des prés-

idents de conférence médicale d'établissements - CME - des hôpitaux généraux). Ces structures souffrent, plus encore que les CHU, de la crise de recrutement de médecins spécialistes.

Selon une étude réalisée en septembre 1989 par la direction des hôpitaux, on comptait neuf cent vingt-trois postes effectivement vacants dans l'ensemble des hôpitaux depuis trois ans et plus, dont six cent quinze dans les hôpitaux non universitaires. Par ailleurs, une enquête réalisée par la Conférence nationale des présidents de CME des hôpitaux généraux évalue à trois mille six cents les besoins en médecins de postes médicaux dans les cinq prochaines années pour l'ensemble du territoire. Ces demandes se répartissent pour 58 % en médecine, 18 % en chirurgie, 5 % en obstétrique, 3 % en biologie, le reste concernant les urgences (SAMU et SMUR compris), la pharmacie et la psychiatrie. Les spécialistes les plus sollicités sont ceux qui sont déjà en déficit de recrutement sur des postes existants, comme l'anesthésiste-réanimateur ou l'imagerie médicale.

« Il faut davantage mettre en commun les moyens des hôpitaux généraux », estime M. Yves Rouleau, président de la Conférence nationale des CME, en développant les consultations avancées et les conventions inter-hospitalières, qui permettent de mettre à la disposition d'un petit hôpital les praticiens spécialisés et la technologie d'un plus grand centre hospitalier ».

M. L.

## POINT DE VUE

## En finir avec le « Haut Mal »

par le docteur Pierre Jallon

QUELLE maladie, connue et décrite depuis l'Antiquité, reste entourée d'autant de sciences, de préjugés et de fantasmes aussi profondément enracinés dans l'imaginaire collectif que l'épilepsie ? Souffrir d'une épilepsie, c'est être sujet à des crises qui vont se répéter pendant un certain temps au cours de la vie. La crise, qui va durer de quelques secondes à quelques minutes, va venir dérangier, inquiéter, angloiser. Souffrir d'une épilepsie, c'est aussi supporter cette image du « Haut Mal », affronter l'incompréhension, assumer l'intolérable et l'intolérance...

Avec l'épilepsie, beaucoup de situations restent, à l'heure actuelle, difficiles à admettre : échecs thérapeutiques, insupportables dans une société où la médecine devrait tout guérir ; incompréhension des employeurs entraînant des licenciements abusifs et dégoût par la seule crainte de la crise ; persistance, surtout, de tabous entourant une maladie qui précipite l'individu et son entourage dans l'irrational et ses représentations angossantes.

L'épidémiologie nous apprend qu'il s'agit de la maladie neurologique la plus fréquente après les céphalées, puisque le taux de prévalence (nombre de cas recueillis dans une population donnée à un moment donné) peut, en France, être évalué à huit cas pour mille habitants et l'incidence à 70-80 nouveaux cas pour 100 000 habitants et par an. Ces chiffres amènent à penser qu'en France l'épilepsie toucherait entre 400 000 et 500 000 personnes et que près de 40 000 personnes par an souffriraient d'une première crise. Cette maladie est très fréquente dans l'enfance, 75 % des crises surviennent avant l'âge de vingt ans. Toutefois, des données plus récentes nous ont appris que le taux de prévalence était élevé chez les sujets de plus de soixante ans.

L'expression de la maladie est complexe, protéiforme et, de ce fait, mal connue... Le temps n'est pas si loin où la description des manifestations de la maladie se limitait soit aux « grandes crises » (le Grand Mal), aux absences (le Petit Mal), aux convulsions localisées ou à des automatismes inconscients, plus ou moins adaptés, définissant les crises « psy-

chomotrices » ; les autres crises étaient tellement rares qu'elles n'étaient pas toujours rapportées dans les traités classiques.

Dès les années 60, sous l'impulsion du professeur Henri Gastaut, à Marseille, une première classification clinique et électroencéphalographique des crises fut proposée et internationalement adoptée.

Les techniques d'enregistrement vidéo couplées à l'électroencéphalogramme des crises ont permis, dans certains laboratoires, de mieux appréhender leur déroulement et l'analyse des différents signes qui les composent, ce qui n'est pas toujours facile à obtenir par le récit du malade ou de son entourage. En 1981, une nouvelle classification a été proposée, fondée sur une systématisation plus rigoureuse des différents signes des crises. Son intérêt est de permettre une meilleure compréhension des travaux classiques et une homogénéisation des résultats épidémiologiques.

## Evolution vers la chronicité

Les causes de la maladie sont aussi de mieux en mieux connues. Les nouvelles techniques de l'imagerie médicale (scanner, imagerie par résonance magnétique nucléaire) permettent de mieux délimiter le champ des épilepsies lésionnelles : crises secondaires à une tumeur, dont la fréquence augmente avec l'âge ; crises en rapport avec un accident vasculaire expliquant en partie l'incidence des épilepsies chez les sujets âgés ; crises liées à une malformation ou à une cicatrice secondaire à une souffrance survenue lors de la naissance, ou encore à un traumatisme crânien.

D'autres techniques - tomographie par émission de positons (PET Scan) - explorent le fonctionnement cérébral par l'étude des débits et du métabolisme cérébral pendant les crises et entre elles. Elles contribuent à mieux définir la zone épileptogène à l'origine de la crise.

A partir de ces différentes données, il est possible actuellement de distinguer du point de vue étiologique

trois grands types d'épilepsie : symptomatiques (en rapport avec une lésion cérébrale ou anormale), idiopathiques ou essentielles (dus à un seul épileptogène anormal, mais bas) et cryptogéniques, dans lesquelles ni l'histoire de la maladie, ni l'examen clinique, ni les investigations neurologiques ne peuvent expliquer la survenue des crises. On estime aujourd'hui que de 50 % à 80 % des patients épileptiques traités entrent en rémission avec un recul de deux à cinq ans. Ce pronostic reste largement influencé par l'âge de début de la maladie, la sévérité de l'épilepsie, l'évolution sous traitement. Ainsi peut-on affirmer actuellement qu'une épilepsie non stabilisée après deux ans de traitement bien conduit et bien suivi présente un risque majeur d'évolution vers la chronicité.

La chirurgie de l'épilepsie ne s'adresse aux patients résistants au traitement médical. Après l'impulsion donnée par l'école de Jean Bancaud et Jean Talairach à l'hôpital Sainte-Anne à Paris, elle connaît actuellement un essor considérable. Les indications sont mieux connues et dirigées aux épilepsies de l'enfant et de l'adolescent. Des centres neuro-chirurgicaux de l'épilepsie se multiplient (Paris, Rennes, Bordeaux, Grenoble), ce qui paraît justifié par le nombre potentiel de malades (10 000) qui, en France, pourraient bénéficier de cette thérapeutique. Cette chirurgie, dans certains cas, est curative, consistant en l'ablation (correctrice) de la zone épileptogène responsable des crises ; elle peut être, dans d'autres cas, uniquement palliative, visant à supprimer un certain type de crises par section des voies de propagation de la décharge épileptique.

Depuis quarante ans, la Ligue française contre l'épilepsie - qui groupe l'ensemble des professionnels de l'épilepsie - a eu pour objectif de faire connaître la maladie, de coordonner les efforts pour une meilleure intégration des épileptiques dans la société. Et, depuis sept ans, un cours de perfectionnement en épileptologie vient combler les lacunes inévitables de l'enseignement théorique à la faculté, limité à... trois heures au cours des six années de formation médicale...

Mais l'épilepsie ne pourra sortir de l'ostracisme dont elle fait encore l'objet que grâce à la mobilisation des familles d'épileptiques groupées en associations de plus en plus nombreuses, qui vont pouvoir coordonner leurs efforts avec les médecins, les psychologues, les éducateurs et les directeurs d'établissements spécialisés au sein d'un « bureau français de l'épilepsie ».

Enfin, une Fondation française pour la recherche sur l'épilepsie vient d'être créée (1). Elle s'est fixée comme objectifs de promouvoir la recherche médicale dans ce domaine, de favoriser la formation de cher-

cheurs cliniciens et de personnels techniques, de contribuer au soutien des malades et des familles et de promouvoir la diffusion de l'information concernant la maladie.

Les progrès de la connaissance scientifique, conjugués aux efforts menés par les familles et les différents associations, ne peuvent que faire espérer une meilleure compréhension et une meilleure acceptation sociale de cette maladie.

(1) Fondation française pour la recherche sur l'épilepsie, 48, rue Bague, 75015 Paris. Tél. : 47.83.65-36. Cette fondation a été créée à l'initiative de M. Bernard Esambert (PDG de la Compagnie financière Edmond de Rothschild), Didier Pineau-Valencienne (PDG du Groupe Schneider), Jean-François Dechaux (PDG de la Sanofi), du docteur Pierre Jallon et de M. Clément Cachera. Reconnue d'utilité publique, elle est pourvue d'une dotation de départ de 6,2 MF.

Le docteur Pierre Jallon est médecin-adjoint de la division de neurophysiologie clinique de l'hôpital cantonal universitaire de Genève.

## Le chaos des physiciens

Suite de la page 17

Après la météo, la mécanique céleste (avec McMillan, Laslett, Ford et Bartlett aux Etats-Unis) et la physique des particules (avec Gurewicz au CERN de Genève) servent de terrain de jeu favori aux chercheurs pour perfectionner les théories du chaos sur des ordinateurs géants. Grâce à ces monstres modernes, ils peuvent enfin maîtriser l'énorme masse de données nécessaires pour, tout simplement, « décrire », représenter des phénomènes en apparence anarchiques comme les mouvements de l'atmosphère ou les turbulences de l'air autour des ailes d'un avion. Il leur devient possible de les analyser, et donc de bâtir leur raisonnement sur des observations précises, au lieu de s'acharner sur des équations fondées sur des *a priori*. A ce titre, l'ordinateur a joué pour le développement de ce nouveau champ de connaissances un rôle similaire à celui du télescope en astronomie ou du microscope en biologie.

Ces recherches restent encore très fondamentales, et les applications sont rares. « Certes, on ne peut toujours pas faire de prévisions météorologiques à long terme. Mais, désormais, on sait pourquoi », lance M. David Ruelle. Cette boutade n'empêche pas, cependant, les chercheurs de disci-

plines les plus diverses de se lancer dans cette voie nouvelle, des astronomes aux chimistes, en passant par les acousticiens, les biologistes et les économistes.

Leur espoir ? Que les avancées de la théorie du chaos leur permettent de comprendre et d'analyser des phénomènes aussi divers que le déroulement de réactions chimiques complexes ou les fluctuations boursières, les balles des planètes ou le fonctionnement du cerveau, du cœur et des poumons, l'acoustique des salles ou la dynamique des populations animales. Incontestablement, la notion de chaos est à la mode. Et, comme toujours dans ce cas, on tente de l'appliquer à tout. C'est le foisonnement. « Il faut, aujourd'hui, dégager de tout un faras ce qui est valable ou non ; car, s'il est facile de trouver des situations qui peuvent être chaotiques, il est généralement difficile de prouver qu'elles le sont, ou de voir en quoi cela peut être intéressant », lance M. David Ruelle.

Reste que, dans certains domaines, les résultats sont tangibles. C'est ainsi que l'astronome français Jacques Laskar et son équipe du Bureau des longitudes ont pu démontrer que les planètes internes du système solaire (Mercure, Mars, Vénus et la Terre) ont un mouvement chaotique à l'échelle de la centaine de millions

d'années. Traduction : personne ne sait où se trouver notre globe il y a 100 millions d'années et, dans le même laps de temps, il peut changer complètement d'orbite de manière tout à fait imprévisible.

« Le chaos est déjà sorti du domaine de préoccupation des chercheurs en science fondamentale », affirme M. Ruelle. On l'enseigne aujourd'hui aux futurs ingénieurs qui l'utiliseront, par exemple, pour prendre les phénomènes de vibrations dans les boîtes de vitesses. « Cagions que ces étudiants seront très intéressés par les travaux que viennent de publier trois chercheurs du laboratoire de la marine américaine de Silver-Spring (Maryland). Partant du principe que, si un système chaotique est extrêmement sensible aux conditions initiales, il doit être possible de modifier son comportement en lui apportant un petit « coup de pouce » au bon moment, MM. Stephen Rauss, Mark Spano et Bill Ditto ont réussi à maîtriser et contrôler le mouvement - chaotique à l'origine - d'un ruban sous l'effet d'un champ magnétique ».

« Ce principe devrait pouvoir être facilement appliqué à tout système dont certains aspects basiques du mouvement peuvent être mesurés », estiment-ils. Applications possibles : le contrôle des vibrations dans les avions ou les engins spatiaux, le mélange intime des substances chimiques, et même la mise au point d'un pacemaker de technologie avancée...

JEAN-PAUL DUFOUR

**Toutes les équipes du CNRS en un seul volume**

Les 1700 Unités de Recherche du CNRS classées par département scientifique et direction administrative avec index par titres, styles, directeurs et responsables régionaux... 290 pages, 149 F. TTC.

Exclusivement vendus par correspondance par INIST DIFFUSION - 2, allée du Parc de Brabois - F-55144 Vandœuvre-lès-Nancy Cedex. Tél. : (03) 8350 46 44 - Fax : (03) 8350 46 46.



صحة من الامم

SCIENCES • MEDECINE

# Des déchets radioactifs à vie plus courte

Pour diminuer la durée de vie des déchets nucléaires les chercheurs se font alchimistes et transmutent la matière

**N**OUS n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos petits-enfants. Nul doute que les membres du Parlement ne gardent présente à l'esprit cette phrase de Saint-Exupéry lors de la discussion, début juin, du projet de loi concernant la gestion des déchets radioactifs. Car ces déchets ne sont pas des déchets comme les autres. Ce que nous laisserons en héritage aux générations futures engage notre responsabilité pour des siècles et des siècles.

A titre d'exemple, les plus inoffensifs d'entre eux, les déchets A, constitués pour l'essentiel de gants, de filtres, de papiers, de chiffons ou d'outillages contaminés par des matières radioactives provenant de l'industrie, des hôpitaux et des laboratoires de recherche, devront être surveillés pendant trois cents ans ! Mais les autres, les déchets B et C, produits en quantités plus modestes par l'industrie nucléaire, sont là pour des centaines de milliers, voire des millions d'années.

Moyennement radioactifs, les premiers s'économisent pendant des millénaires, tandis que les seconds brûlent d'un feu intense du fait de leur très forte radioactivité. Mais cette longévité provoquée par la présence en leur sein de radioéléments émetteurs de rayons alpha inquiète (1). Ne peut-on la réduire ? Ne peut-on raccourcir la vie de ces Mathusalem du nucléaire et diminuer ainsi les risques ?

Dès 1982, le groupe de travail de la Commission Cessag avait invité le gouvernement et les responsables du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) à se pencher sur le problème (le Monde du 13 avril 1983). Sans grand succès, semble-t-il, en raison des doutes émis début 1980 par la communauté internationale sur le bénéfice de telles actions. Sujet trop difficile, disait-on, et d'une rentabilité économique douteuse. Le temps passant, les mentalités ont changé et la fibre écologiste a franchi la barrière des organismes et des lobbies les plus réticents.

## Une attente de 20 millions d'années

L'administrateur général du CEA, M. Philippe Rouvillois lui-même, a insisté, dès son arrivée au Commissariat, sur la nécessité de relancer les recherches. L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques a enfoncé le clou avec le rapport Bataille (décembre 1990), et l'idée de développer un « retraitement poussé » des combustibles irradiés s'est finalement imposée à tous.

L'ennemi, ce sont les actinides. Des radioéléments dont la radioactivité décroît lentement et se manifeste par l'émission de rayons alpha. Font partie de cette triste

famille : le neptunium-237, qui perd la moitié de sa radioactivité (une demi-vie) en un peu plus de deux millions d'années ; l'américium-241, auquel il faut 430 ans, l'américium-243, 7 400 ans, et le curium-245, 8 500 ans. Et comme il faut patienter pendant dix « demi-vies » pour que ces déchets nucléaires soient enfin inoffensifs, cela signifie que l'on attend la bagatelle de 20 millions d'années pour le neptunium.

Que faire dans ces conditions ? Jouer les alchimistes et jongler avec les lois de la physique nucléaire pour raccourcir la vie de ces vieillards un peu trop turbulents. Comment ? Tout simplement en ajoutant dans la chaîne du retraitement, qui, dans les combustibles irradiés, permet de séparer le bon grain (uranium et plutonium) de l'ivraie (produits de fission), une étape supplémentaire de séparation et une autre de transmutation.

Grâce à la première de ces opérations, on espère séparer les uns des autres ces actinides mineurs que sont le neptunium, l'américium et le curium (2). « Le premier qu'il nous faut attaquer, explique Jean-Yves Barré, directeur du cycle du combustible au Commissariat à l'énergie atomique, c'est le neptunium, car sa demi-vie est de plus de deux millions d'années, alors que celle des autres se compte seulement en centaines ou en milliers d'années. »

Depuis longtemps, les équipes du CEA savent l'extraire des jus qu'ils traitent. Dans le passé, des dizaines de kilos ont été récupérés pour les stimulateurs cardiaques. Mais le rendement de ces opérations n'est pas suffisant dans une optique de gestion de déchets. Il faut aller plus loin, « avoir l'objectif ambitieux d'effectuer une séparation à 99 % », ce qui conduira une usine de retraitement comme celle de La Hague (Manche) à gérer 500 kilos de neptunium par an ! Or, ce ne sont pas les besoins de la production nucléaire à l'industrie du stimulateur cardiaque.

Deuxième cible du CEA dans ses recherches sur le retraitement poussé : l'américium-241. Un bien triste sire qui, bien qu'ayant une demi-vie de 432 ans seulement, a l'inconvénient de se transformer progressivement... en neptunium. Depuis longtemps, on sait extraire l'américium, que l'on utilise notamment dans la fabrication des détecteurs de fumée. Mais le rendement de l'opération n'est pas des meilleurs.

Les chercheurs du monde entier travaillent actuellement sur la chimie de base de l'américium dans l'espoir de trouver un procédé vraiment sélectif d'extraction de ce produit. Une solution possible et originale consisterait à utiliser ces fameuses molécules-cages - les cryptates - inventées par le Prix Nobel de chimie Jean-Marie Lehn et dans lesquelles viendrait se pié-

ger sélectivement tel ou tel radioélément. A en croire le Commissariat, les premiers résultats sont encourageants. Mais l'utilisation de cette technique fort coûteuse à l'échelle industrielle n'est pas pour demain. Quant au curium, c'est une autre histoire.

S'il devient pourtant possible, au cours des opérations de retraitement, de séparer tous ces actinides mineurs, alors on pourra envisager de les transmuter, de les faire passer d'un état de produits à vie très longue à un état de produits à vie plus courte. Comment ? En les exposant tout simplement au feu nucléaire d'un réacteur à neutrons rapides (surgénérateur), « le meilleur incinérateur d'actinides selon les spécialistes », ou en les soumettant au bombardement d'accélérateurs de particules (3).

Des expériences prometteuses ont déjà été menées sur ce thème dans le réacteur surgénérateur Phénix, notamment en 1989 entre le CEA et l'Institut des transmutants de Karlsruhe. Mais les résultats de cette expérience, baptisée Superfact ne seront connus que cette année, car il fallait laisser « refroidir » les aiguilles de neptunium et d'américium avant de les retraiter et d'en déterminer le nouveau contenu. De telles opérations sont donc longues

et le seront tout autant lorsque les retraites auront à leur disposition des réacteurs ou des accélérateurs de particules adaptés à leurs besoins.

## Une somme astronomique pour le Japon

Une preuve : les spécialistes estiment qu'il faudra environ douze cycles, d'un an chacun, dans un réacteur pour faire disparaître 92 % du neptunium. Douze ans auxquels il faudra ajouter le temps nécessaire à la fabrication des cibles et celui de leur retraitement. Bref, le retraitement poussé n'est pas pour demain. Mais ce n'est pas une raison pour le négliger. D'autant que, si l'on en croit les modèles développés par les chercheurs pour un site granitique abritant en profondeur les déchets vitrifiés correspondant à l'exploitation pendant trente ans d'un parc nucléaire équivalent à celui de la France, la durée pendant laquelle la radioactivité des matières entreposées serait dangereuse, passerait avec le retraitement poussé de 17 millions d'années à 3 millions d'années.

C'est à la fois peu et beaucoup. Mais il faut penser que l'on ne travaille pas pour nous, mais pour les autres, ceux qui dans des centaines

ou des milliers d'années auront ces déchets en héritage. Il ne faut donc rien négliger pour atténuer leur activité. C'est pourquoi une quinzaine de millions de francs, contre 4,8 millions de francs en 1990, ont donc été délégués au CEA pour poursuivre et amplifier ces recherches, mais aussi pour mettre sur pied un plan de travail à cinq ans.

« Encore aujourd'hui, constate M. Barré, nous sommes parmi les meilleurs au monde dans le domaine du retraitement poussé. J'en voudrais pour preuve que les Japonais, dont les ambitions sont immenses, viennent chez nous pour faire leurs expériences. Mais, si l'on en juge par les montagnes d'argent qu'ils envisagent d'investir sur le sujet (projet Omega), ils nous dépasseront. » Les sommes, il faut en convenir, sont astronomiques, puisqu'il est question d'investir quelque 10 milliards de francs sur vingt ans (1989-2009), qui permettraient entre autres de financer la construction d'un réacteur incinérateur et d'un accélérateur spécifiques.

Pour l'heure, les moyens accordés sont plus modestes, puisque le budget 1991 des Japonais consacre 13 millions de francs à la séparation et 42 millions de francs à la transmutation. Mais le virage est

pris, comme il est pris aussi par les Américains. Ils vont en effet mettre en service à la mi-1991 un atelier d'extraction et de séparation des actinides et des lanthanides à Hanford et, poussés par le Laboratoire national d'Argonne, une nouvelle filière de réacteur incinérateur, l'IFR (le Monde du 17 janvier 1990). Un bon moyen pour eux de relancer leur programme de réacteurs à neutrons rapides et de se replacer, via une autre technique, dans le domaine du retraitement.

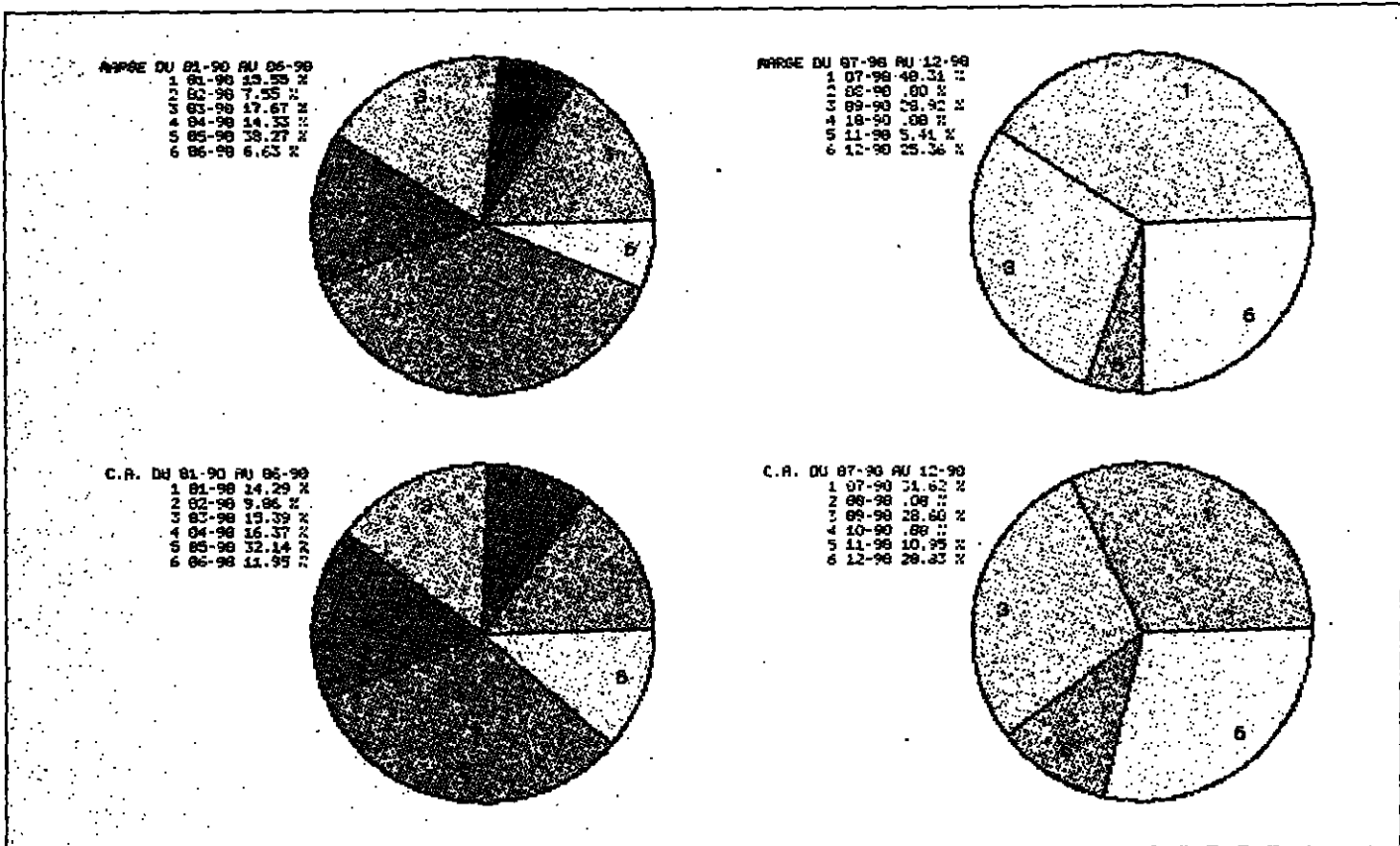
JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Le rayonnement alpha se traduit par la production de particules lourdes, des nouveaux d'hélium.

(2) Par opposition aux actinides majeurs que sont l'uranium et le plutonium. En effet, dans le combustible usé que l'on décharge annuellement d'un réacteur de 1 300 mégawatts, il y a : 34,5 tonnes d'uranium enrichi à 0,9 % ; 340 kilos de plutonium ; 1 200 kilos de produits de fission (cesium, rubidium, strontium, palladium, etc.) et... un peu plus de 27 kilos d'actinides mineurs (14 kilos de neptunium, 12 kilos d'américium et 1 kilo de curium).

(3) Les réacteurs à eau pressurisée le permettent aussi, mais dans de moins bonnes conditions semble-t-il.

## NOS CERCLES DE LECTURE SONT TRÈS RÉPUTÉS POURTANT ON N'Y PARLE JAMAIS DE LITTÉRATURE.



## Le syndrome finlandais

La récente redistribution des cartes dans la politique finlandaise, suite aux élections législatives du 18 mars dernier, rend encore plus incertain le projet de construction dans le pays d'un cinquième réacteur nucléaire.

Selon un sondage effectué par la chaîne de télévision privée MTV, une majorité des deux cents nouveaux députés interrogés - soit 59 % - s'opposent à l'extension du programme nucléaire national ; seuls 37 % seraient pour.

Le gouvernement de coalition, qui est conduit par le centriste Esko Aho, ne devrait pas montrer une attitude différenciée. Le centre est en majorité anti-nucléaire, le Parti conservateur, en bloc, pronucléaire. Quant au petit Parti libéral suédois, qui participe à la nouvelle coalition, il apparaît divisé sur cette question.

« Nous ne savons pas encore quelle sera l'orientation de la politique énergétique, mais nous espérons que les conditions d'exploitation des industries finlandaises, principalement des industries forestières et métallurgiques, grosses consommatrices d'électricité, seront assurées », indique M. Johanni Santaholma, vice-président de la société Perusvoima Oy, qui devrait être responsable de la gestion du projet du cinquième réacteur.

La consommation d'électricité augmente en moyenne de 2,5 % par an, et même avec la mise en service d'ici deux ou trois ans de la centrale au charbon de Björneborg, dans le sud du pays, 1 000 mégawatts au moins feront défaut en l'an 2000. Une décision doit être donc prise rapidement.

Quatre réacteurs sont actuellement en service en Finlande (1). Ils assurent près de 30 % de la production d'électricité. Une cinquième tranche de 1 000 mégawatts serait donc la bienvenue. Les fournisseurs ne manquent pas. Atomenergoprom propose un nouveau VVER (qui serait comme les deux premiers « rhébillés » par les Finlandais de technologie de sécurité occidentale), ABB-Atom, plusieurs variantes du BWR-90 de 800 à 1 000 mégawatts, le groupe franco-allemand Nuclear Power International, un PWR de 1 100 mégawatts, et Siemens, un réacteur à eau bouillante ou un à eau pressurisée.

Qu'advient-il ? Nul ne le sait encore. Aucune indication précise n'a encore été fournie par le nouveau gouvernement sur la politique énergétique du pays, sinon que « les besoins de l'industrie doivent être assurés à un prix raisonnable ».

FRANÇOISE NIÉTO

(1) Deux à eau bouillante, construits par Asea-Atom et situés à Olkiluoto, et deux VVER à eau pressurisée soviétiques, installés à Loviis.



Avec CCMC, CHAQUE JOUR 250 000 CHEFS D'ENTREPRISE ONT ENTRE LEURS MAINS LE BEST-SELLER DE L'INFORMATIQUE DE GESTION : GESTION COMPTABLE ET COMMERCIALE TABLEAU DE BORD, PAYE, ANALYSES PRÉVISIONNELLES. EN OFFRANT DES MOYENS HUMAINS ET MATÉRIELS

CONSIDÉRABLES, CCMC EST LE SEUL À VOUS FOURNIR UNE OFFRE GLOBALE DE SERVICES : CONSEIL, ANALYSE, MATÉRIEL, LOGICIEL ET FORMATION. UNE PARFAITE MAÎTRISE TECHNOLOGIQUE (MICRO-INFORMATIQUE MINIPOSTE OU RÉSEAU, SYSTÈMES UNIX, MINI-INFORMATIQUE ET CENTRE SERVEUR) LUI PERMET DE RÉPONDRE À TOUTES LES ENIGMES ET D'ANTICIPER TOUTS LES BESOINS, QUELS QUE SOIENT LE STYLE ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE. AVEC TRENTÉ AGENCES RÉPARTIES SUR TOUT LE TERRITOIRE ET UN CENTRE D'ASSISTANCE TÉLÉPHONIQUE DE 90 CONSEILLERS, CCMC FAIT PREUVE D'UNE EFFICACITÉ ET D'UNE PROXIMITÉ INDISPENSABLES DANS CE DOMAINE.

QUARANTE ANNÉES D'EXPÉRIENCE, UNE GAMME DE LOGICIELS ÉTENDUE ET MODULAIRE ET UNE ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE CONSTANTE, FONT DE CCMC, LA RÉFÉRENCE EN MATIÈRE D'INFORMATISATION DE LA PROFESSION COMPTABLE LIBÉRALE ET DES ENTREPRISES.

TELEPHONE : 05.22.62.22 (NUMÉRO VERT).



LE N°1 DES SYSTÈMES DE GESTION

# AIR LITTORAL OUVRE 15 NOUVELLES LIGNES EN EUROPE.

ATTENDEZ-VOUS A DES BOUCHONS.



POUR INAUGURER CES 15 NOUVELLES DESTINATIONS, DU 2 JUIN AU 10 JUILLET, AIR LITTORAL VOUS OFFRE UNE COUPE DE CHAMPAGNE.

LES FINS CONNAISSEURS EN APPRÉCIERONT LA SAVEUR AUX DÉPARTS DE PARIS, FLORENCE, NICE, MANCHESTER, SARAGOSSE, GENES, DUBLIN, AMSTERDAM...

VOUS POURREZ AUSSI DÉGUSTER VOTRE COUPE CONFORTABLEMENT INSTALLÉ DANS LES SIÈGES EN CUIR DE LA NOUVELLE CLASSE-ADRESSES AIR LITTORAL. ET POUR CEUX QUI NE SE LASSENT PAS DES BONNES NOUVELLES, SACHEZ QUE VOTRE 5<sup>e</sup> VOYAGE EST GRATUIT\*.

\* Offre valable jusqu'au 31 août et uniquement pour les personnes payant plein tarif. 4 allers effectués sur les nouvelles lignes au départ de Paris = 1 aller gratuit sur une des lignes du réseau Air Littoral, ou 4 allers retours effectués sur les nouvelles lignes au départ de Paris = 1 aller retour gratuit sur une des lignes du réseau Air Littoral.

*Champagne pour tous les passagers pendant 1 mois !\*\**

**AIR LITTORAL**

RÉSERVATIONS : AIR LITTORAL PARIS - TÉL. (1) 47 35 70 71 - MONTPELLIER - TÉL. 67 65 49 49 OU SE RENSEIGNER AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES LA PLUS PROCHE.

سكيات الامم

SOMMAIRE

Pas d'argent sale  
en gachet

Associés à la lutte  
contre le blanchiment  
de l'argent par les banques  
formant leur personnel  
à débusquer les trafiquants

14 PAGES



مكتبات الدول

VRE  
N EUROPE  
BOUCHONS

... Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 I

Le Monde

SECTION B

# INITIATIVES

EMPLOI

## LES MÉTIERS DU GRAND LARGE

Avec la fin des grandes épopées,  
les professions maritimes  
ont perdu de leur séduction.  
Pourtant elles sont diverses,  
offrent l'attrait du voyage et de la nature  
en même temps que le contact  
avec les technologies les plus sophistiquées.  
Les formations s'améliorent,  
et les femmes ont enfin un droit d'entrée  
dans ce milieu bien masculin.  
Pages IV et V

ERWAN OLIGIER/MARINA C.E.D.R.I.

14 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

(Publicité)

### 3 JOURS D'EMPLOI DANS « LE MONDE »

LUNDI DATE MARDI	MARDI DATE MERCREDI	MERCREDI DATE JEUDI
Section C Economie	Section B	Section D Economie
Le Monde <b>Dirigeants</b>	Le Monde <b>Initiatives</b>	Le Monde <b>Carrières Européennes en Entreprises</b>
Le Monde <b>Juristes</b>	Le Monde <b>Fonction Commerciale</b>	Le Monde <b>International</b>
Le Monde <b>Gestion</b>	Le Monde <b>Cadres</b>	
	Le Monde <b>Informatique</b>	
	Le Monde <b>Secteurs Pointe</b>	

ÉCHOS

Recrutement de magistrats  
par concours exceptionnels

Pour renforcer la magistrature et élargir les voies d'accès, le ministère de la justice a obtenu qu'une loi, votée par le Parlement, l'autorise à organiser le recrutement de magistrats par deux concours exceptionnels en 1991. Le premier vise au recrutement de trente-cinq magistrats pour la base des tribunaux, le second de vingt autres pour le deuxième niveau de la hiérarchie judiciaire.

Les concours s'adressent à des professionnels confirmés dans les domaines économique, juridique, social ou administratif. Les candidats doivent avoir plus de trente-cinq ans, être diplômés de l'enseignement supérieur et avoir une expérience professionnelle d'au moins dix ans dans un cas, de quinze ans dans l'autre.

Les renseignements peuvent être obtenus en appelant le 36-63-03-84 ou en écrivant à Concours exceptionnels de recrutement de magistrats, BP 640, 33004 Bordeaux Cedex. Les inscriptions devront parvenir avant le 21 juin 1991. Les épreuves auront lieu en septembre puis en octobre et novembre pour les oraux. La formation, d'une durée de six mois, commencera en janvier 1992, et la prise de fonctions s'opérera au mois de juillet suivant.

Des reconversions  
à l'adaptation continue

L'Institut d'études politiques de Paris et Développement emploi organisent le 27 juin à Paris un colloque intitulé « Des reconversions à l'adaptation continue : une nouvelle problématique pour la gestion de l'emploi ». Destinées aux cadres dirigeants des entreprises, notamment aux directions des ressources humaines, ainsi qu'aux responsables des secteurs emploi et formation, cette journée permettra de faire le point sur les expériences du passé, de tenir compte de leurs enseignements, et, par suite, de mieux piloter les processus futurs d'adaptation et de reconversion. Plusieurs cas seront présentés, dont ceux des Charbonnages de France et de la Norme.

Sciences-Po formation, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-46-16-20.

Coquille

Dans notre numéro daté du 22 mai, sous le titre « Une Association intermédiaire pas comme les autres », il fallait lire que AIRE facture entre 10 000 et 15 000 heures de travail par mois et non 1 000 à 1 500 heures comme nous l'avons indiqué.

TRIBUNE

Professions juridiques et experts-comptables :  
une querelle à contre-courant

par René Ricol

COMME hier, nous assistons à un retour des guerres picrocholines entre les professions juridiques et les experts-comptables sur leur place respective comme conseils du chef d'entreprise dans les différents aspects de sa vie économique et juridique.

France Défi, qui compte 350 cabinets d'expertise comptable et de conseil aux entreprises répartis sur l'ensemble du territoire national, et dont la clientèle représente plus de 150 000 entreprises françaises (soit près de 10 % du potentiel économique de notre pays), estime avoir quelque compétence à s'exprimer sur ce sujet, et sur notamment les besoins réels de nos entreprises, en particulier des PME.

Le tour pris par cette querelle à quelque chose d'indécrottable et se situe à contre-courant des vraies préoccupations de nos chefs d'entreprise, c'est-à-dire à contre-courant de l'intérêt du développement économique de la France. Aujourd'hui, après avoir réussi à faire établir par le Parlement un monopole autour de leur activité, certains professionnels du droit en viennent à contester la capacité des experts-comptables à intervenir dans le domaine du droit fiscal, du droit des sociétés et des affaires, de la législation sociale et du droit du travail. Ils en viennent surtout, au moins pour les plus conservateurs d'entre eux, à contester l'opportunité d'autoriser la création, en France, de cabinets rassemblant plusieurs professionnels du conseil aux entreprises.

Je crois qu'il est temps de retrouver une certaine mesure dans le débat et, surtout, de retourner à ce qui doit être la source de toute action en ce domaine, c'est-à-dire les besoins des utilisateurs.

1. Les chefs d'entreprise souhaitent  
pouvoir choisir leur conseil.

Ne poussons pas le monopole du droit jusqu'à l'absurde : personne ne doit imposer à une entreprise d'avoir recours à un avocat pour la préparation d'un contrat de location de bureau ou pour la signature d'un contrat de travail.

Une approche dogmatique n'aurait d'ailleurs que des inconvénients : aujourd'hui, moins de 10 % des membres des professions juridiques seraient capables de proposer, à l'occasion d'une transmission d'entreprise ou d'une acquisition, le dispositif conforme au droit des sociétés qui permettrait la meilleure efficacité de gestion et le moindre coût sur le plan fiscal. Inversement, on voit mal un expert-comptable rédiger un contrat de licence de brevet ou intervenir dans un litige avec un consommateur à propos d'un produit jugé défectueux.

Force est de constater que chaque professionnel a ses domaines principaux de compétence. En même temps, il ne saurait être question d'établir des barrières rigides et de refuser de voir ce qui saute aux yeux de tous les chefs d'entreprise, c'est-à-dire les zones de recouvrement dans lesquelles experts-comptables et professions juridiques peuvent intervenir concurremment ou, encore mieux, de façon complémentaire : cela concerne l'ensemble du droit de la vie courante d'une entreprise que l'on rassemble sous la dénomination

« secrétariat juridique » (convocation d'assemblée générale, comptes-rendus, relation avec les actionnaires, etc.).

Vouloir conduire le législateur à établir, au mépris des réalités vécues, des frontières sclérosantes serait anti-économique et contraire aux principes de base d'une société de liberté.

2. Les entreprises, et notamment les PME, souhaitent des cabinets qui rassemblent les différentes compétences dont elles peuvent avoir besoin.

Cette donnée d'évidence est souvent ignorée, voire niée par des gens qui n'ont que bien peu eu l'occasion de travailler avec des entreprises.

Compte tenu de l'expérience que nous avons acquise et des multiples contacts que nous avons quotidiennement développés, dans le cadre de France Défi, avec un très grand nombre de PME, j'affirme aujourd'hui avec force qu'elles souhaitent pouvoir disposer du concours de cabinets « interprofessionnels » ou, pour employer un terme mieux approprié, « pluri-professionnels ».

Bien sûr, les entreprises petites et moyennes se méfient des mastodontes que constituent certains cabinets, notamment anglo-saxons. Elles demeurent attachées à un service personnalisé, dans des entités à taille humaine.

Il n'empêche qu'elles souhaitent pouvoir disposer, dans un même lieu, de professionnels compétents en droit social, en gestion financière, en droit des sociétés ou en contentieux fiscal. Elles le souhaitent parce que c'est pour elles la garantie qu'il y aura une bonne coordination entre ces différents spécialistes. Elles le souhaitent, enfin, parce qu'elles savent qu'elles auront de la sorte la possibilité de se retourner vers un interlocuteur unique (le cabinet pluri-professionnel et son équipe dirigeante) en cas de difficultés, au lieu de leur avocat renvoyer la balle à l'expert-comptable qui la renverrait au conseil juridique.

Cette préoccupation est, d'ailleurs, prise en compte chez nos principaux partenaires économiques. En Allemagne, la plupart des cabinets actifs et dynamiques rassemblent des experts-comptables, des avocats et des conseillers fiscaux. Au Royaume-Uni, ces cabinets disposent de départements juridiques très structurés sans aucune autre limite à leur activité que le monopole de plaidoirie devant certaines juridictions reconnu aux avocats. En Italie, un expert-comptable et un avocat peuvent s'associer dans une même structure. Les Pays-Bas et le Danemark suivent la même approche que les Britanniques. En résumé, par-delà les différences de milieu culturel et de tissu économique, la plupart de nos partenaires ont reconnu la nécessité de mettre à la disposition des entreprises utilisatrices des cabinets pluri-professionnels.

Au demeurant, la mise en place de tels cabinets ne serait qu'une faculté. Il n'est nul part question d'obliger les professions libérales à s'associer entre elles ni d'obliger les entreprises à avoir recours à de telles structures. Laissons faire le marché, qui nous dira bien si cette approche correspond ou non aux besoins des utilisateurs.

teurs. Mais en aucun cas ne faisons obstacle à cette liberté nouvelle, susceptible de bénéficier aussi bien aux professionnels libéraux qu'aux entreprises.

3. Etablir une barrière entre ces professions complémentaires serait construire une ligne Maginot déjà très largement contournée.

La situation qui prévaut aujourd'hui, en France même, est celle où la plupart des grands cabinets, notamment anglo-saxons, pratiquent déjà la pluridisciplinarité.

Certes, les apparences sont sauves, puisque des activités différentes sont exercées dans des structures juridiques distinctes. On a ainsi KPMG, société d'audit, et FIDAL KPMG, société de conseil juridique. La même démarche est adoptée par Coopers et Lybrand, Arthur Andersen ou Price Waterhouse. Quels que soient les systèmes qu'imagine pour les professionnels les plus rétrogrades pour renforcer leur monopole du droit, cette situation ne pourra guère être remise en cause : nous n'avons ni les moyens pratiques de faire appliquer une législation qui voudrait mettre fin à cette situation ni la faculté de nous opposer durablement aux pressions américaines, qui se sont déjà largement fait jour lors du vote de la loi de 1990 et qui ne pourraient que se renforcer si nous envisageons de durcir le dispositif (il leur suffira, alors, de doubler les droits de douane sur quelques parfums, vins et spiritueux pour nous amener à des positions plus raisonnables).

Allons-nous donc nous diriger vers la position la plus schizophrénique qui soit : interdire aux professionnels français, notamment ceux qui exercent un service de proximité demandé par les petites et moyennes entreprises, d'utiliser des mêmes facultés et moyens que les grands cabinets anglo-saxons ? Ceux qui luttent contre les cabinets pluri-professionnels se rendent-ils bien compte du mauvais coup qu'ils sont en train de porter directement aux professionnels libéraux français concernés et indirectement à l'ensemble de notre économie ?

Il est temps que nous mettions fin à ces querelles du passé.

La loi de décembre 1990 créant un monopole du droit est désormais un fait. Elle entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992. Qu'on n'en tire pas pour autant argument afin de nier les compétences juridiques dont disposent d'autres conseils des entreprises, notamment les experts-comptables en matière fiscale, de droit du travail ou de droit des sociétés.

N'oublions pas, surtout, et c'est là de loin le point le plus important, que la loi de décembre 1990 créant les sociétés d'exercice libéral a expressément prévu « l'exercice en commun de plusieurs professions ». C'est désormais à cette disposition qu'il est capital de donner vie, dans l'intérêt des entreprises utilisatrices et au bénéfice de l'ensemble du tissu économique français.

Il ne serait pas admissible que des visions corporatistes fassent obstacle à cette action d'intérêt général.

René Ricol est président du groupement France Défi.

LIBRAIRIE

Annuaire des diplômés

Que sont devenus les presque 7 000 étudiants qui ont obtenu les diplômes de l'université de Toulouse-III depuis janvier 1985 ? Les responsables de cet établissement leur ont adressé un questionnaire. Cinq mille d'entre eux y ont répondu. Ce qui permet pour la première fois à une université française de suivre la carrière de ses anciens étudiants, parmi lesquels il y avait 63 % de jeunes hommes et 37 % de jeunes filles. On les retrouve dans les fonctions suivantes : 28 % sont ingénieurs en recherche et développement, 24 % dans l'informatique, 20 % dans l'enseignement, 5 % dans la fabrication, la conception et le commercial. Les 13 % restants exercent des activités diverses et qui ne rentrent pas dans ces catégories. Le salaire médian se situe à 155 000 F. Dans l'industrie high tech, la rémunération de départ se situe dans une fourchette de 160 000 F à 180 000 F. Parmi ceux qui ne sont pas encore entrés dans la vie active, 64 % poursuivent des études, 15 % font leur service national, 15 % recherchent un emploi et 6 % ont déjà une famille à charge. En ce qui concerne le lieu de travail, les anciens étudiants de l'université Paul-Sabatier sont répartis dans quarante-huit pays.

► Université Paul-Sabatier Toulouse-III. Tél. : 61-55-63-46.

Les Nouveaux Gourous

de Jean-Pierre Bourcier

Journaliste à Libération, Jean-Pierre Bourcier décrit le monde des organisateurs, planificateurs, économistes et futurologues, ceux qu'il appelle les « nouveaux gourous ». De l'astrophysicien Hubert Reeves au sociologue Edgar Morin, l'auteur raconte le cheminement et la fascination qu'exercent ces spécialistes de la complexité. Puis il se penche sur la mode des prédictions en tous genres, celles des universitaires et des scientifiques comme celles qui relèvent des cartes à jouer ou de la boule de cristal. « Le monde de la gestion d'entreprise est peut-être le plus troublé par l'ouverture puis la fermeture », écrit l'auteur. En guise d'introduction à son chapitre sur les spécialistes du management d'entreprise, la fin de l'ouvrage est consacrée au rôle des médias.

► Editions Ramsay, collection « Documents et Essais », 89 F.

Evolution  
des emplois Formation  
aux nouvelles compétences

Cet ouvrage collectif réalisé par l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) traduit « les interrogations que suscite la pratique du formateur face à son environnement ». Il aborde notamment le problème des formations non techniques requises par l'évolution de l'organisation du travail. La question de la formation et de la gestion prévisionnelle des emplois est aussi étudiée et illustrée par des expériences de l'AFPA.

► Editions Education permanente, 96 F.

Le Monde  
PUBLICITE FINANCIERE  
Rem. : 45-55-91-82, poste 4330

MASTERS ESG

Pour les diplômés BAC + 4 à BAC + 6, toutes disciplines, 7 formations de 3ème cycle en alternance Ecole/Entreprises d'une durée de 1 an, pouvant être financées et rémunérées.

- Master de Tourisme d'Affaires
- Master de Finances et Marché des Capitaux
- Master de Gestion Internationale du Personnel
- Master de Gestion des Entreprises
- Master de Management et de Marketing Européen
- Master de Marketing et Publicité
- MBA aux USA

Ecole Supérieure de Gestion  
Etablissement reconnu par l'Etat  
25, Rue Saint-Ambroise, 75011 Paris  
Téléphone : 43 55 44 44

STAGES

Le service JOBSTAGE du  
CDTE est désormais accessible  
en tapant directement :  
3615 LEMONDE.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 36-15 LEMONDE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F (129 F pour les adhérents de la MNEF).

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 45-46-16-20.

Personnel

Lieu : Savres. Date : immédiat. Durée : 6 mois min. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, anglais, informatique. Mission : chargé de recherche ; assistance des consultants, contacts candidats, suivi documentaire. 13633.

Lieu : Bois-d'Arcy. Riez. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 5 000 par mois. Profil : bac + 5 DSS gestion du personnel ou équivalent. Mission : étude d'une réforme du système de salaire ouvriers. 13627.

Marketing

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 1 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2.

connaissance Macintosh souhaitée. Mission : conception et réalisation d'un sondage téléphonique auprès des entreprises internationales pour la mise en place d'abonnements par portage. 14009.

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 7 000 F. Profil : bac + 4, connaissance Macintosh, informatique. Mission : introduction du système 7.0 pour Macintosh, réalisation du programme de test système et applications. 14985.

Commerce

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4, école de commerce. Mission : commercialisation d'un nouveau produit. 15737.

Lieu : Strasbourg. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : frais de déplacement. Profil : bac + 2, BTS action commerciale. Mission : prospection de la zone primaire de l'hôtel puis zones plus éloignées pour un contact direct. 15736.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 4 000 F fixe + prime + commissions. Profil : bac, homme (départ des O.M.) ou femme. Mission : prospecter, vendre, atteindre les objectifs, travail d'équipe.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, formation assurée. Mission : vente d'espaces publicitaires pour un nouvel annuaire national. 15714.

Vente

Lieu : Clichy. Date : juin. Durée : 15 jours, possibilité d'embauche. Ind. :

stage payant (5 000 F). Profil : stage de formation technique, de vente. Mission : enseignement (modules) des techniques de vente, gestion, téléphone. 16838.

Informatique

Lieu : R.P. Date : juillet. Durée : 6 mois min. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, Pascal. C. Mission : analyse/exploitation. 17949.

Lieu : Bagnolet. Date : immédiat. Durée : 24 mois, contrat de qualification. Ind. : 60 % du SMIC. Profil : bac + 2, DUT (volonté de poursuivre des études), micro-informatique PC, langage C. Mission : participation à la réalisation de logiciels et projets bancaires et financiers, travail en équipe (financiers + informatiques). 17943.

Lieu : Cergy/Lez-Mureaux. Date : immédiat. Durée : 6 mois min. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS, logiciels Visio 4, Symphony, MS DOS. Mission : assurer la maintenance du parc micro-informatique, assister les utilisateurs. 17934.

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 6 mois avec embauche possible. Ind. : très intéressante. Profil : bac + 2, BTS ou DUT électronique. Mission : technicien de maintenance. 17928.

Communication

Lieu : Compiegne. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 3/4. Mission : assistance au service de communication interne. 18863.

Secrétariat

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 30 % du SMIC. Profil :

bac G1 ou niveau. Mission : saisie informatique, petit secrétariat, journaux comptables simples, en relation directe avec direction et attachée de direction. 24853.

Lieu : Sadey. Date : juin. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000/6 000 F. Profil : bac + 2, BTS secrétariat, Word 5. Mission : secrétariat, travaux administratifs. 24813.

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 2 mois, embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, TTX. Mission : secrétaire assistant du service publicité. 24856.

Lieu : Paris. Date : septembre. Durée : 6 semaines. Ind. : 6 000 F. Profil : bac + 2. Mission : accueil, téléphone, réception, appels pour renseignements clients + traitement des réclamations. 24846.

Lieu : Paris. Date : septembre. Durée : 2 mois. Ind. : 5 500 F brut. Profil : bac + 1. Mission : travaux divers de bureau. 24847.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, anglais. Mission : secrétariat particulier du directeur, bureautique (TTX, word, bases de données, Diase III + oracle). 24850.

Autres

Lieu : Genesee. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : 70 % du SMIC/3 mois, 7 000 F sur 9 mois. Profil : bac + 1/2. Mission : stagiaire chef de rayon, peut devenir chef de département, directeur de magasin. 25903.

Etranger

Lieu : Risikov/Danemark. Date :

immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : stagiaire français, allemand ou anglais pour service exportateur supports presse. 1003.

Lieu : Fredericksberg. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : commercial. 1006.

Lieu : Trofa (Portugal). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : stagiaire trilingue (portugais, anglais, français). 2003.

Lieu : Portugal. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : vente. 2006.

Lieu : Milan (Italie). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : stagiaire parlant italien, français, anglais. 3003.

Lieu : Chivari (Italie). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : stagiaire trilingue (français, allemand, italien). 3006.

Lieu : Berlin (Allemagne). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : stagiaire allemand pour réalisation d'études dans pays tiers. 3007.

Lieu : Essen (Allemagne). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : stagiaire bilingue pour entreprise import distribution. 3006.

Et de nombreux autres stages sur le 3615 LE MONDE. Pour tous renseignements, contactez le CDTE au 47-35-43-43.

صوتنا في العمل



## De l'humanité dans la médecine

Certains essaient d'insérer dans les études médicales un peu de sciences humaines

**J**EAN Broussier est médecin généraliste à Lomme, dans la banlieue de Lille. Mais, depuis quelques années, c'est à un combat contre la mauvaise santé de... la médecine française qu'il consacre une bonne part de son temps, de son énergie et de ses ressources. Avec l'association Médecine et sciences humaines, qu'il anime, il voudrait obtenir qu'une place soit faite à ces dernières dans les études médicales.

Cet ancien étudiant en sociologie et philosophie est, en effet, de ceux - de plus en plus nombreux - qui pensent que la médecine s'est privée d'une part essentielle d'elle-même en s'inséquant totalement à la science.

Ce point de vue est notamment partagé par Didier Seyler, un jeune « thésard » qui vient de créer un Syndicat national des jeunes médecins généralistes (SNJMG) : « On forme de mieux en mieux sur le plan scientifique et technique. Mais cet enseignement est de plus en plus inadapté à l'exercice de notre profession. Il nous apprend à connaître des organes, des maladies, mais ne nous dit rien de l'homme global, de ses attentes. »

Or, comme le souligne Adrien Duprez, qui démissionna naguère de ses responsabilités de doyen de la faculté de Nancy parce qu'il n'avait pas réussi à convaincre ses collègues de l'utilité d'enseigner ces mêmes sciences humaines, « dans un cabinet, 60 % des consultants ont moins besoin d'un traitement que d'une possibilité de parler, de se faire entendre ».

Insatisfaits, nombre de patients se tournent vers les « médecines parallèles », ressenties comme moins déshumanisées. Tandis que ceux qui croient à la « médecine-science » vont vers les spécialistes. Les perspectives professionnelles déjà médiocres de la médecine générale s'en trouvent encore assombries.

**TABLES RONDES.** Dans les facultés, une initiation à la psychologie, à la sociologie et à l'économie médicale est officiellement prévue. Mais on ne trouve le plus souvent que quelques cours de psychologie, accompagnés en général de quelques présentations de « cas ». Par contre, on a vu se développer au fil des années un certain nombre d'expériences novatrices : ainsi à Bobigny (Paris-Nord), une équipe de généralistes a mis au point une formule inspirée des méthodes du psychologue anglais Balint.

« Nous essayons, explique Louis Velluet, l'un de ses animateurs, de faire percevoir aux étudiants qu'il existe autre chose que l'univers privé de toute affectivité qu'ils leur est présenté par ailleurs. Nous les aidons notamment à prendre conscience de l'importance de l'in-

conscient dans la pratique médicale quotidienne. » Cela à partir de cas cliniques tirés si possible de leur expérience hospitalière, que l'on étudie en petits groupes et dont ils relatent ensuite un exemple dans un mémoire.

A Rennes ou à Créteil (Val-de-Marne), on trouve une démarche assez proche, avec quelques spécificités : à Créteil, par exemple, les tables rondes sont menées non par un généraliste seul mais par un binôme associant généraliste et psychiatre, psychologue ou psychomotricien. Des binômes de ce type existent aussi à Tours...

Ici et là, on s'est attaché à favoriser les échanges dans un cadre plus large : discussions entre étudiants et professeurs sur les problèmes d'éthique et la faculté catholique de médecine de Lille. Conférences-débats à Tours, « Journées annuelles » du département de psychologie médicale à Créteil.

Beaucoup d'initiatives ne sont connues que localement et ont une vie courte. Presque toutes sont fragiles : « Nous n'avons jamais cessé d'être en difficulté », dit Louis Velluet, ou restreintes (les tables rondes de Bobigny, Rennes et Créteil touchent aujourd'hui respectivement 5 %, 8 % et 25 % des effectifs étudiants). Et elles ne font qu'effleurer l'immense champ des sciences humaines.

Pourtant, elles permettent de mieux définir les perspectives : personne ne souhaite surcharger les études médicales d'une série de « savoirs » supplémentaires ; il s'agit plutôt de fournir quelques bases théoriques, puis de développer un travail sur des thèmes et sur des cas. Le principal étant d'éveiller l'intérêt et de susciter des questions. Un démarrage précoce est, dans l'ensemble, jugé préférable pour cette initiation.

Il est clair, enfin, qu'il faudra un sérieux effort d'imagination et d'adaptation pour rallier les étudiants à ce qui sera proposé. Même si - cela ne fait de doute pour personne, de Jean Broussier à André Gouazé, le doyen de la très active faculté de Tours (et à Philippe Bagros, son responsable des sciences humaines), de Didier Seyler à Adrien Duprez - ces « humanités » médicales répondent aux aspirations d'un grand nombre.

Mario-Claude Bethbeder

► Médecine et sciences humaines, 69, rue des Fusillés, 59100 Lomme.  
Tél. : 20-05-10-22.  
► Syndicat national des jeunes médecins généralistes, 119, rue Damrémont, 75018 Paris.  
Tél. : (1) 42-52-86-39.

## Pas d'argent sale aux guichets

Associées à la lutte contre la drogue, les banques forment leur personnel à débusquer les trafiquants

**M**ALLETTES bourrées de billets de banque, arrestations muscées d'un trafiquant de drogue, jeunes en train de s'injecter une dose d'héroïne, le tout sur une musique rock... Cela pourrait être un extrait d'un téléfilm. Il s'agit en fait de la première séquence d'une vidéo de quinze minutes réalisée par l'Association française des banques (AFB) et le Centre de formation de la profession bancaire (CFPB). Ce film, qui sera prochainement diffusé dans la plupart des banques, est destiné à sensibiliser le personnel à la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue.

La loi du 12 juillet 1990 et son décret d'application du 13 février 1991 prévoient en effet l'obligation pour les banques de mettre en place un système de vigilance et de déclarer toute opération suspecte à Tracfin, la cellule spéciale mise en place au ministère des finances ; les établissements bancaires doivent en outre organiser l'information et la formation du personnel concerné.

L'AFB a donc concocté cette vidéo qui présente ensuite, sous forme de sketches, différents exemples de blanchiment, tous inspirés de faits réels. Comme le cas de ce restaurateur, « un gars plutôt sympa », raconte le comédien interprétant un employé de banque, qui déposait chaque semaine sa recette en liquide jusqu'à ce que des guichetiers s'aperçoivent que son restaurant était désert. Une anecdote qui, en évoquant l'affaire de la « pizza connection », dans les années 80, aux Etats-Unis, souligne que le milieu utilise souvent les restaurants pour blanchir l'argent sale et que les trafiquants ont en général un air sympathique !

La formation devrait faire l'objet d'un séminaire d'environ deux heures pour présenter tous les aspects de la lutte contre le blanchiment, depuis l'explication de termes tels que « acide », « blanché » ou « fix » en passant par l'évaluation économique de ce « marché », la mobilisation internationale, les textes de loi, la stratégie des trafiquants et enfin, le plus important, l'action concrète des banques, notamment la conduite à tenir en cas de soupçons. A savoir : en référer immédiatement à son supérieur hiérarchique, qui lui-même s'adresse au « monsieur blanchi-

J'AI UN MONSIEUR GROBONNET QUI VEUT OUVRIER UN COMPTE.



ment » que chaque banque doit avoir désigné. C'est ce dernier qui, après examen du cas, décide ou non de contacter Tracfin. La manière de réagir des employés est donc très délicate.

« Etre vigilant ne veut pas dire soupçonner tout le monde, précise l'AFB. En même temps, le soupçon peut être très mince. L'employé doit donc connaître son client, savoir ce qu'il fait. Et, si tout à coup il reçoit une énorme somme en liquide, se demander à quoi cela correspond tout en restant discret. » Que penser en effet de l'exemple de cette employée de banque qui, s'étonnant de l'activité anormale de son client, lui en fait part. Du coup, le suspect a clos son compte et il a disparu dans la nature. Peut-on présumer un délit de complicité de la part de l'employée, dans la mesure où son attitude a alerté le client ? Telle est la question que le forma-

teur devra poser à son auditoire pour susciter un débat. Une question d'importance puisque la loi prévoit des sanctions pénales envers le personnel qui aurait volontairement informé un client faisant l'objet d'une déclaration.

**CHOC DES IMAGES.** Comment les salariés percevront-ils le message ? Pas évident, en effet, de former des employés, jusque-là tous au secret bancaire, à devenir des dénonciateurs. Ce que, côté syndical, certains traduisent par : transformer le personnel en « auxiliaire de police ». En tout cas, la violence des premières images de la vidéo ne laisse aucun doute. « Nous avons voulu montrer que nous n'avons pas d'états d'âme, martèle l'AFB, qui préfère ne pas voir une révolution dans les mentalités, tant, selon elle, la vigilance réside déjà dans la tradition des banquiers français. » Sans doute, mais elle

se limitait jusqu'à présent au refus du banquier d'effectuer une opération douteuse et à clore le compte concerné. Aujourd'hui, il s'agit véritablement de déroger au secret bancaire, faute de quoi la banque est passible de sanctions.

« On doit passer d'une attitude passive à une attitude active, analyse le responsable de la lutte contre le blanchiment de la direction de la déontologie de Paribas. On nous demande de jouer un rôle d'informateurs. Ce n'est pas très plaisant. En même temps, je suis convaincu que la lutte contre la drogue passe par celle contre le blanchiment. » « Je préfère encore supporter la mauvaise image des indices plutôt que l'abominable image de banquier complice du blanchiment de l'argent de la drogue, renchérit Christian d'Oleón, à l'AFB. Ce ne sera sans doute pas facile à faire passer auprès des salariés. C'est pourquoi nous avons demandé le concours de spécialistes de la formation. »

Dans la plupart des banques, l'opération devrait débuter avant l'été, et, dans dix-huit mois, un bilan sera établi. Chez Paribas, une trentaine de volontaires ont déjà visionné la bande. Première impression : « Elle a provoqué un choc salutaire, estime le responsable. On ne peut pas parler de l'argent de la drogue sans la montrer. » Les salariés qui sont touchés, directement ou indirectement, par le problème de la drogue ne seront peut-être pas de cet avis. C'est pourquoi, après le choc des images, l'AFB recommande aux formateurs de moduler leurs propos.

Francine Aizicovici



Pour une plus grande maîtrise des marchés européens

### UN 3<sup>ème</sup> CYCLE D'ETUDES A L'EBS : L'EURO-MASTER DE GESTION COMPAREE

Sous l'égide d'E.B.S. Paris (Ecole Européenne de Gestion) et grâce à l'implantation du Groupe E.B.S. dans 7 pays de la communauté européenne, le Centre Européen d'Etudes et de Recherches crée l'Euro-Master de Gestion Comparée. Un nouveau cycle, d'un an, consacré à une étude comparée des institutions, doctrines et pratiques des pays européens du réseau E.B.S. (France-Espagne-Belgique-Angleterre-Allemagne-Italie-Andorre) dans l'une des disciplines suivantes :

- économie d'entreprise
- gestion de production
- gestion comptable et financière
- pratiques bancaires
- droit des affaires
- marketing
- distribution
- méthodes commerciales
- gestion des ressources humaines
- communication (interne, institutionnelle, commerciale)

#### Conditions d'admission :

BAC + 4, remise dossier inscription avant le 15 Juillet, examen probatoire début Septembre.



Pour tout renseignement :  
Groupe E.B.S.  
Euro-Master de gestion comparée  
27, bd Ney 75018 PARIS  
Tél. 40.36.16.88

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
(Écoles d'Ingénieurs et de Commerce, Masters et Baccalauréats universitaires, Cadres)

**CHOISISSEZ LE 3<sup>ème</sup> CYCLE QUI NE SANCTIONNE PAS VOS ÉTUDES MAIS VOTRE ESPRIT D'ENTREPRISE**

En 9 mois, grâce à 7 missions réelles dans 7 entreprises, vous allez devenir un cadre apte à gérer toutes les situations, recherché par les entreprises pour votre talent, votre caractère, votre goût du risque et votre créativité.

Formation du 1<sup>er</sup> octobre 1991 au 30 juin 1992.  
Admission sur dossier et entretiens.  
Inscriptions avant le 14 juin.

Instituts Européens des Entrepreneurs  
ANGERS - ANGULÈME - BEAULIEU - GRENOBLE - LIMOGES - MONTPELLIER - NANTES - NANCY - ROUEN

LE 3<sup>ème</sup> CYCLE DE MANAGEMENT D'ENTREPRISE

en partenariat avec le Ministère de l'Industrie et la Fondation Internationale des Entrepreneurs  
pour obtenir une documentation et un dossier d'inscription :  
Service Commun d'Informations - Instituts Européens des Entrepreneurs, rue Edmond Chamberland 87100 Limoges



Tél. 55 79 86 51

## Les métiers du grand large

# L'apparent statu quo des Chantiers de l'Atlantique

Chez le constructeur naval, les qualifications n'ont pas été bouleversées mais le personnel doit s'adapter à la nouvelle organisation du travail

Il se trouve encore quelques Français du côté de Fécamp ou de Saint-Malo pour se rappeler que les terre-neuvas (une expression qui désigne à la fois les bateaux et les marins) qui fréquentent les parages rudes du Labrador pratiquent la « grande pêche ». Les plus érudits ou les plus passionnés en savent davantage encore : cette pêche pour laquelle ne sont plus armés que trois navires malouins porte un nom aussi nostalgique que lourd de sens, le « grand méreau ».

Et de la marine marchande, qui, jusqu'au lamentable désarmement du France en 1974, faisait claquer le pavillon bleu blanc rouge sur tous les océans armés de paquebots, cargos, pétroliers, bananiers, que reste-t-il aujourd'hui ?

Les métiers de la mer, jadis si chargés d'enthousiasme et d'aventure, n'auraient-ils d'intérêt désormais que pour les amateurs de revues ethnologiques ou les enfants dont les pères et les grands-pères ont toujours navigué, à Étiaples, Paimpol ou La Rochelle ? Ce n'est pas tout à fait la réalité. L'aquaculture, la marine de commerce, les chantiers navals de plaisance ou de grands navires, les métiers de la mer – si l'on met à part les arsenaux (dont la productivité pose problème) et la marine militaire – ont, semble-t-il, perdu beaucoup de leur lustre depuis vingt ans. S'il fallait les classer dans un hit-parade des professions, à coup sûr, peu de personnes interrogées les placeraient aux côtés de l'informaticien, des biologistes ou des technologies de l'espace, mais plutôt en compagnie de la sidérurgie, du textile ou de l'agriculture, dont l'âge d'or, croient beaucoup de Français, est derrière nous.

Et pourtant ! La diversité des filières et des activités, l'exercice des responsabilités, l'attrait du voyage, la proximité de la nature, la pratique des technologies les plus sophistiquées, les avantages sociaux (retraite à cinquante-cinq ans) sont susceptibles d'ouvrir des perspectives intéressantes, même si les rémunérations restent en général modestes. Le métier de capitaine de première classe de la navigation maritime implique des études longues (bac + 5) dans une des quatre écoles nationales de la marine marchande. Et les armateurs du monde entier sont à la recherche d'officiers, donc de cadres supérieurs, alors qu'il y a encore cinq ans on parlait de sureffectifs. En revanche, les postes subalternes de marins sont de plus en plus occupés par des étrangers. Philippines, Turcs, Indiens, Polonais, recrutés par des agences spécialisées. Le pavillon français des Kerguelen permet, sous certaines conditions, l'embauche de marins étrangers, ce qui allège les coûts d'exploitation.

Preuve de ce relatif regain d'intérêt pour la marine marchande : on compte 400 candidats inscrits pour le concours de capitaine de première classe aux quatre écoles nationales, fixé au 24 mai. Elles offrent certes une centaine de places au lieu d'une quarantaine en 1988. Ces écoles forment non seulement des capitaines au long cours, mais aussi des capitaines de lieutenant de pêche et des motoristes. Au niveau de l'enseignement secondaire, le réseau des dix-huit écoles maritimes et aquacoles, qui font une large place à l'insertion, dispense des formations initiales et conduites pour les métiers de la pêche, des cultures marines ou du commerce, et, à partir de la prochaine rentrée, de la navigation de plaisance, en plein développement. Une section de CAP de poissonnier existe aussi à l'école du Guévinet ainsi qu'un lycée maritime et aquacole à Bourgneuf, en Charente-Maritime.

À la rentrée de septembre 1990, ces écoles secondaires, dont le ministère de la mer est en train d'améliorer les filières, notamment en permettant un accès plus facile aux baccalauréats professionnels, accueilleront 1 192 élèves. En formation continue, elles dispensent un million d'heures-stagiaires.

Les métiers de la mer étaient jadis une chasse gardée quasi exclusive des hommes. Les choses changent. Douze femmes poursuivent actuellement leurs études supérieures dans les écoles de la marine marchande. Le délégué général du Comité central des armateurs de France (CCAF) est... une femme, Agnès de Fleurieu. Et, il y a quelques semaines, Jacques Mellick, alors ministre de la mer dans le gouvernement de Michel Rocard, avait choisi, pour diriger son cabinet, Anne Merle.

François Grosrichard

**D**ERNIER constructeur naval français d'envergure, les Chantiers de l'Atlantique présentent une situation paradoxale : alors que des gains de productivité considérables ont été réalisés au cours des vingt dernières années, les métiers, eux, n'ont guère évolué.

Entre le lancement du France, en 1962, et celui du Sovereign of the Seas, un des récents paquebots du chantier de Saint-Nazaire, le contraste est frappant. Alors que ces deux bâtiments sont de capacité relativement comparable (2 040 passagers pour le France, 2 600 pour le Sovereign of the Seas), il a fallu 66 mois pour réaliser le premier alors que 28 mois et demi ont suffi pour le second. On pourrait dès lors imaginer que, comme dans d'autres industries de la métallurgie, les qualifications ont été bouleversées et que la technologie a totale-

ment modifié le contenu du travail. C'est pourtant loin d'être le cas. « Il n'y a pas eu de révolution. Pratiquement aucun métier n'a disparu, hormis celui de manutentionnaire », explique Jacques Brutinot, responsable des affaires sociales des Chantiers de l'Atlantique (groupe GEC-Alsthom).

Mais cet apparent statu quo dissimule des évolutions sensibles, bien que peu spectaculaires. Au cours de la crise des années 80, la polyvalence du personnel a dû être fortement développée. La fin de la fabrication des pétroliers, conçus pratiquement sur le même modèle, et le recentrage de l'entreprise sur les paquebots ont conduit à diriger une partie des ouvriers vers des activités d'aménagement des bâtiments, afin de limiter le recours au chômage partiel. « Il s'agissait davantage d'apprendre des gestes différents qu'un nouveau métier. Du reste, bien que la

préfabrication ait été développée, l'automatisation de la soudure, par exemple, ne concerne que les tôles plates », souligne Gérard Demeaux, du service des ressources humaines. En fait, les gains de productivité ont été obtenus en réduisant le personnel mais aussi en bouleversant l'organisation de l'activité de l'entreprise. Autant de mutations qui ont eu des effets non négligeables sur le personnel.

**TOUCHES SUCCESSIVES.** Les Chantiers, qui employaient 7 000 personnes en 1975, ne comptent plus aujourd'hui que 4 500 salariés. Une cure d'amaigrissement sélective ; en effet, le nombre de cadres est resté pratiquement stable (200 en 1972, 220 actuellement), les techniciens (niveau bac + 2) sont passés dans le même temps de 40 à 160. En revanche, le poids des catégories ouvrières a considérablement diminué. Le contenu du travail

n'a changé que par touches successives, mais il s'est accompagné d'une vraie révolution dans le domaine de l'organisation de la production. Ainsi, les délais d'étude ont été raccourcis (la construction d'un navire s'engage avant même que les études préliminaires soient terminées) et des progrès tout aussi notables sont intervenus dans l'approvisionnement des matériaux. Dans ces conditions, les métiers nouveaux qui sont apparus n'ont rien de spécifique aux activités maritimes : génie climatique, architecture d'intérieur (les paquebots sont aménagés comme des hôtels), recensement logistique des pièces de rechange pour les navires militaires...

Ces évolutions lentes comportent tout de même un risque, celui de l'« endormissement ». « Nous n'avons jamais été une entreprise taylorienne, mais nous avons une organisation pyrami-

dale. Pour nous aussi, il est nécessaire de modifier les fonctions de la hiérarchie et de pouvoir compter sur un personnel capable de puiser dans les tâches nouvelles », insiste Jacques Brutinot. Compte tenu de la moyenne d'âge élevée (quarante-trois ans) de l'effectif, imputable à la faiblesse des embauches, une dynamisation s'impose. Pour y parvenir, la direction vient de lancer un « plan exceptionnel de formation » associant les syndicats (Le Monde du 3 mai) destiné à accroître le niveau général de formation. Il s'agit également de permettre à cent ouvriers de devenir techniciens et à autant de techniciens de devenir dessinateurs. Un effort qui nécessite que la part de la masse salariale consacrée à la formation passe dès 1991 de 3,5 à 5 %.

Jean-Michel Normand

## Les armateurs tirent le signal d'alarme

Pour Agnès de Fleurieu, la marine et les transports sont totalement absents des préoccupations communautaires

Agnès de Fleurieu est déléguée générale du Comité central des armateurs de France. Cet organisme professionnel créé en 1903 compte 114 adhérents de toutes tailles, mais six ou sept grosses compagnies de navigation supportant 70 % du budget.

« Le transport maritime est traditionnellement le moins cher de tous. Or il y a eu une crise grave voilà une dizaine d'années, suivie d'une légère reprise. Quelles sont les perspectives d'avenir ? Les coûts vont-ils augmenter ?

— L'arrivée dans l'industrie maritime des pays du Sud-Est asiatique, en particulier la Corée du Sud et Taïwan, qui profitent d'une main-d'œuvre bon marché, a créé une concurrence très dure. Beaucoup d'entreprises de pays riches ont été mises en faillite. D'autres ont adopté un système d'immatriculation dite immatriculation économique. Les assurances ont instauré des surprimes de risques déraisonnables – on l'a vu pendant la guerre du Golfe – qui atteignent facilement 5 % de la valeur des navires et majoraient les coûts. Néanmoins, le transport maritime reste et restera infiniment moins cher que les autres.

— La loi américaine Oil Pollution Act, qui autorise une responsabilité illimitée des armateurs en cas de dégradation de l'environnement dès 1993, aura-t-elle des conséquences sur le trafic ?

— Oui. Si le prix des voyages vers les États-Unis augmente trop, les armateurs refuseront d'y aller. Or,

c'est une grosse partie du trafic. Curieusement, on se préoccupe beaucoup des risques pour l'environnement et c'est bien, mais on oublie totalement la sécurité des personnes. Or, les derniers accidents de ferries, dans les années 80, ont été très graves, en Italie ont été extrêmement meurtriers et ont coûté cher en vies humaines.

— Comment pourrait-on les prévenir ?

— La flotte mondiale est vieillie : 64 % a plus de dix ans d'âge et la moitié de la flotte pétrolière a plus de quinze ans. Si personne ne fait les investissements financiers nécessaires, elle deviendra extrêmement dangereuse. La navigation étant totalement libre, c'est facile de contourner les contrôles. Il faut donc faire la chasse aux armateurs véreux qui ne respectent pas les normes de sécurité.

— On a réduit les effectifs dans les années 80. On s'aperçoit à présent qu'il y a une pénurie d'officiers de marine marchande. Or, la formation est très longue. Elle dure huit à dix ans. Comment faire face à ce besoin ?

— Il faut savoir que le métier a changé. Les escalers sont plus courtes. Elles ont moins d'attrait, les équipages sont réduits au minimum. Et il n'y a plus de vie sociale sur les navires. La solitude est très dure psychologiquement. Or les salaires sont insuffisants. On leur propose le double à terre car ce sont des gens très recherchés. Les femmes, qui n'ont plus le prestige d'autrefois, font pression sur eux pour qu'ils changent de métier. Et le problème est pire ailleurs que chez nous. Il est

particulièrement grave en Grande-Bretagne, mais c'est le principe des vases communicants. On engage les hommes où on en trouve et, du coup, à échéance de deux ans il en manquera partout.

— Quel sera l'impact du grand marché de 1993 sur le transport maritime européen ?

— Il y aura un effet sur certains monopoles de cabotage. Mais c'est un détail. Il y a bien pire. La CEE est la première puissance exportatrice du monde et elle accepte d'être transportée par l'Asie du Sud-Est parce que c'est moins cher. Or, celui qui contrôle le transport contrôlé, à court terme, le commerce. On va tout droit à la mort de la flotte européenne. La délocalisation de l'outil de production entraîne inéluctablement celle du siège et c'est la fin des compagnies de navigation occidentales.

— Les pouvoirs publics en France se sont préoccupés de ce problème avec le plan de soutien à la marine marchande de 1989. Mais dans l'Europe des douze ce sont les seuls. La marine et le transport sont totalement absents des préoccupations communautaires. Nous sommes très inquiets. Nous n'arrêtons pas de tirer le signal d'alarme. Les politiques nationales sont dispersées en matière de financement et de recouvrement. Pendant la guerre du Golfe nous a montré à l'occasion de l'opération « Daguet », que la capacité de transport notamment avec des ferries et des navires rouliers, est essentielle en termes de stratégie.

Propos recueillis par Liliane Delwasse

## Une université maritime unique au monde

A Malmö, en Suède, une institution des Nations unies forme cent dirigeants chaque année

STOCKHOLM  
de notre correspondante

**P**EU de personnes, même à Malmö où elle a été fondée en 1983, connaissent son existence. Pourtant, l'Université maritime des Nations unies (WMU) est la seule institution en son genre au monde. C'est là, au bord du détroit de l'Oresund, que viennent se former aux tâches administratives les plus élevées des hommes et des femmes qui sont déjà entrés dans une carrière maritime. Au terme de leurs deux années d'études à WMU, on les retrouve à des postes importants à la direction d'installations portuaires, de compagnies de navigation, d'institutions de formation aux métiers de la mer ou encore chargés des questions maritimes dans les ambassades de leurs pays ou représentant ceux-ci dans les

organisations internationales, notamment l'OMI (Organisation maritime internationale) ou l'INMARSAT (Organisation internationale des satellites maritimes).

Qui plus est, ces diplômés de Malmö – cent par an – forment, au fil des années, un réseau compétent de plus en plus étendu, non négligeable pour les pays en développement. Sur les 159 pays membres de l'ONU, 131, la plupart dans le tiers-monde, ont des frontières maritimes. L'idée initiale de l'OMI était précisément d'aider ces pays à gérer efficacement leurs activités maritimes.

A Malmö, ils (et elles) viennent des quatre coins du monde et, s'ils ne sont pas anglophones, un enseignement accéléré leur permet de se familiariser rapidement avec l'anglais, qui est la langue utilisée pour les cours. Les professeurs et assistants suivent les objectifs définis par la

charte constitutive de l'université, mais rien ne les empêche de réduire l'importance donnée à une matière ou d'insister sur une autre, car les administrateurs formés à Malmö doivent aussi se préoccuper de la pêche, de l'environnement, de la gestion des zones côtières, de l'inspection et de la sécurité des navires de commerce, etc.

Les « travaux pratiques » se font sur le terrain, par exemple en Norvège, en Écosse, à la Jamaïque, en France aussi, où Le Havre accueille régulièrement les étudiants. Après la Suède, qui fournit un tiers du budget de l'université, la Norvège et la Finlande, la France est l'un des principaux contributeurs. Au lieu de recevoir des experts, les pays en développement devraient ainsi être en mesure de se doter par eux-mêmes de leurs propres cadres maritimes qualifiés.

Françoise Néto

## Les marins du tiers-monde

Sous pavillon de complaisance, les conditions de travail et de rémunération sont loin de correspondre à la législation

**J**ANVIER 1991 : le *Giovanni*, un cargo naviguant sous pavillon panaméen, fait escale au port de Dunkerque. A son bord, l'équipage, composé pour sa grande majorité de marins kenyans, se met immédiatement en grève. Ils réclament une réévaluation de leur salaire. Leur rémunération a été fixée à 100 dollars par mois, soit moins de 600 francs. Pourtant, cela fait un an qu'ils naviguent. Et leur « ordinaire » a été agrémenté d'une faveur : une prime d'environ 300 francs leur a été promise pour les quatre-vingt-quatre premières heures supplémentaires !

Evidemment, ces salaires sont bien en deçà des rémunérations minimales internationales définies par le Bureau international du travail à Genève. Le BIT a en effet fixé à 286 dollars ou 176 livres sterling (entre 1 600 et 1 700 francs) la somme qui, en théorie, devrait être garantie à tout marin, quels que soient son pays d'origine, la nationalité de son employeur et le type de pavillon sous lequel il travaille. Un minimum garanti, qui dans les faits reste une utopie. Saisie par l'armateur londonien du *Giovanni*, la chambre civile du tribunal de grande instance de Dunkerque statuera en effet en faveur des Kenyans. Sommés d'évacuer leur navire, les marins repartiront sans avoir pu obtenir de réajustement de leur rémunération.

Kenyans, mais aussi Philippines, Indiens, Malais, Birmanes, fournissent actuellement le gros des équipages qui naviguent sous pavillon de complaisance, dans des conditions de sécurité parfois douteuses, avec un sans contrat de travail, et pour des rémunérations bien souvent misérables. De véritables « soutiers de la mer » ! Leurs employeurs sont les armateurs des pays industrialisés : Britanniques, Scandinaves, Allemands et Grecs, dans le cas des « affaires » qui ont récemment éclaté au Havre ou à Dunkerque. Les armateurs français, eux, utilisent le pavillon bis des Kerguelen (pavillon dont les obligations sont assouplies par rapport au pavillon national français) pour faire naviguer des Malgaches et des Mauriciens payés au tarif et suivant la législation du travail de leur pays d'origine. Pratique qu'ils justifient par la concurrence menée par les pavillons de complaisance.

Souvent interpellés, les inspecteurs du travail des ports français, tout comme les autorités

maritimes, se disent totalement dépourvus de moyens d'intervention. Les équipages comme les bateaux relèvent de la législation de leur pays d'immatriculation, c'est-à-dire, dans le cas des pavillons de complaisance, du Liberia, du Panama et de Chypre. Le *Mémorandum de Paris* – ratifié en 1982 par quatorze pays européens – a certes institué un système de contrôle des navires étrangers touchant le port des pays signataires. Mais le champ de cet accord se limite à la surveillance technique (état général des navires), aux conditions générales d'hygiène et de sécurité. Il exclut la vérification des contrats de travail.

**ESCALE.** Faute d'accord international, les cas les plus scandaleux sont généralement résolus sous la pression de l'opinion, après avoir été portés sur le devant de la scène par les syndicats de marins. Ces derniers, fréquemment alertés par les autorités maritimes elles-mêmes, mettent d'autant plus de vigueur à dénoncer ces situations que le développement des pavillons de complaisance met en cause l'emploi sous pavillon national.

En juillet 1986, le personnel kenyan du *Podang*, un autre cargo sous pavillon panaméen, a lui obtenu gain de cause. Les quinze hommes d'équipage – payés 75 dollars par mois, soit 450 francs – avaient été informés que leur contrat s'achevait du jour au lendemain. L'armateur allemand avait prévu de les remplacer à l'escale de Dunkerque par des marins birmanes à des conditions de rémunération encore inférieures. Certains d'entre eux, engagés pour un an, voyaient ainsi leur contrat rompu au bout de sept mois. Cette fois, c'en était trop. Par peur du scandale, leur employeur a accepté, après avoir entamé des négociations avec le syndicat de marins CGT de Dunkerque qui les a assistés, d'augmenter les salaires, d'accorder le paiement des congés payés et de verser des indemnités pour rupture de contrat.

Caroline Monnot

**Le Monde**  
HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions



صلى الله عليه وسلم

à la recherche d'un nouveau souffle

## Cap à terre

Les officiers de la marine marchande n'ont pas trop de difficultés à se reconvertir

LS sont rentrés au port, après avoir assouvi leur passion sur tous les océans. Sans regret, ils ont posé sac à terre, et se sont tournés résolument vers d'autres horizons. « La récession des équipages sous pavillon français a entraîné le départ des jeunes diplômés, qui ne voyaient plus d'avenir pour eux dans la marine marchande », explique Xavier Rothé, ex-officier mécanicien et délégué de La Touline, une association agréée par l'ANPE, qui s'occupe du reclassement des marins. Selon Xavier Rothé, près de 80 % des jeunes diplômés finissent par se reconvertir, après avoir passé trois ou quatre ans dans les écoles de la marine marchande et navigué quelques années, quand ce n'est pas quelques mois.

Ces candidats au reclassement sont, en général, assez jeunes. Ils ont de vingt-cinq à trente-cinq ans. Officiers dotés d'un diplôme supérieur polyvalent (machine et pont), ils peuvent trouver des débouchés dans des domaines très variés avec, cependant, une préférence pour la technique : l'exploitation ou la maintenance. Nombre de marins sont aujourd'hui ingénieurs de maintenance.

Certains s'orientent vers les secteurs technico-commerciaux. Des sociétés aussi diverses que Elf, Accor, le CEA, les Grands Moulins de Paris et le bureau Veritas, dont tous les experts du secteur maritime sont issus de la marine marchande ou du génie maritime, sont friandes de leur savoir-faire.

« Les jeunes, on les voit juste passer. En moins d'un mois, ils trouvent un travail sans formation complémentaire et avec un salaire à peu près équivalent à celui qu'ils avaient, ou alors, ils y arrivent très vite, affirme Xavier Rothé. Pour les quarante-cinq ans ou plus, c'est plus difficile. On fait jouer notre réseau... »

**INCERTITUDE.** Après avoir obtenu son diplôme à l'école du Havre, Eric Berger, vingt-huit ans, a navigué deux ans comme officier mécanicien et pont. Les conditions de navigation n'étaient pas très bonnes. « J'avais des contrats à durée déterminée, je n'arrivais pas à trouver un embarquement français. La plupart du temps, je naviguais sous pavillon étranger. Il y a trois ou quatre ans, la situation était moins reluisante qu'ac-

tuellement. Je ne supportais plus de vivre dans cette incertitude. » Il décide de se reconvertir et obtient un contrat dans le courtage d'affrètement maritime, puis un autre, chez un armateur. Enfin, grâce à La Touline, il entre, en novembre 1989, comme ingénieur chez Elf Lub Marine, filiale d'Elf, qui produit des huiles destinées aux moteurs de bateaux. Il aura seulement besoin d'une petite formation technique. Des regrets ? « Non. Finalement, je voyage beaucoup, même si c'est en avion. Je vais, partout dans le monde, voir des constructeurs de moteurs. Dans mon poste, il y a beaucoup d'imprévu, ça bouge, et les missions ne sont pas trop longues. Un poste vraiment séduisant, ça ne m'aurait pas intéressé. »

L'ex-capitaine de deuxième classe Gilles Bicaix, trente-cinq ans, ne regrette pas, lui non plus, sa reconversion après treize années en mer. « J'en avais marre de passer huit mois par an sans voir femme et enfants. Et puis, les conditions d'emploi se dégradent. On ne trouvait plus que des embarquements sous pavillon étranger, ce qui impliquait la

perte du statut de navigant français, la perte de garantie d'emploi, de protection sociale. » Son passage, il le préparera pendant quelques mois dans sa tête, avant de faire le grand saut : « Je cherchais ce que je pourrais faire. J'ai ciblé les fonctions possibles, et puis j'ai répondu à des petites annonces. » En 1989, il entre chez le fabricant de parfums Bourgeois, comme responsable des services techniques et de la sécurité des centres de protection. Avec un salaire légèrement supérieur au précédent. « Techniquement, j'étais au point. J'ai simplement suivi une formation au management comme les autres cadres de l'entreprise. »

Mais la transition n'est pas toujours facile à faire. « Dans les entreprises, la hiérarchie est parfois un peu rigide. Il y a une pyramide de l'encadrement qui déconcerte les marins. Il arrive que certains aient du mal à s'adapter à leur premier poste à terre, reconnaît Xavier Rothé. Mais, passé le premier malaise, les officiers sont tout à fait capables de faire leur trou dans l'entreprise. »

Catherine Leroy

## La Vendée, championne mondiale

Trois mille artisans du bocage et de la côte construisent dix mille bateaux par an

LA ROCHE-SUR-YON  
de notre envoyé spécial

A l'exception des routes archaïques qui le traversent, le bocage vendéen est bien que toujours aussi enclavé, n'est plus ce qu'il était. Au détour des haies et des chemins creux - ils existent toujours - une multitude de micro-entreprises d'un blanc pimpant, le plus souvent artisanales, ont jailli ces dernières années.

Le bocage, le marais, mais aussi la mer. Des entités qui ne sont plus, comme dans le passé, séparées. L'industrie de la plaisance, « porte-drapeau de la Vendée », comme s'en targue à La Roche-sur-Yon la chambre de commerce et d'industrie (CCI), est aujourd'hui la première du monde, « sans exemple équivalent », comme le dit Jean-François Foutaine, vice-président de la Fédération nationale des industries nautiques.

« Les industries de l'agro-alimentaire - Fleury-Michon en tête - ont appris à se servir de cet atout. Sponsoriser la Vendée Club Challenge, faire appel à des Philippe Jeantot ou des Philippe Pou-

pon, c'est contribuer, à travers le nautisme, à rendre concret le « miracle vendéen », dit non sans fierté Jean-Marie Barbarit, porte-parole de la CCI (1). Les 3 000 salariés de la construction navale - soit la moitié de l'effectif national - qui construisent, sur la côte ou dans le bocage, entre 9 000 et 10 000 bateaux par an, comptent beaucoup dans notre développement. Et cet essor, nous l'avons assuré par autofinancement et sans concours extérieurs. »

**YACHTING, PÊCHE.** C'est un fait : à Saint-Gilles-Croix-de-Vie, les chantiers Beneteau, nés avant le siècle (1 500 salariés), règnent en maîtres sur les voiliers, en annonçant représenter 15 % de la production mondiale ; suivis de près, aux Herbiers, par Jeanneau Constructions nautiques (1 530 salariés) - deux chantiers dominants, principaux employeurs de la région, derrière lesquels sont placés sur des créneaux spécialisés cinq autres constructeurs : Kirié Construction, Jeantot Marine, Eider Marine, Alubat et Mag-France, qui innove dans leur domaine, dans les voiliers de

croisière, les catamarans de haut de gamme ou le motonautisme. Une véritable filière nautique, dont 80 % de la production sont exportés, et qui se positionne, hors sous-traitance, comme le quatrième employeur industriel de la Vendée, après l'agroalimentaire, l'habillement et l'ameublement.

« L'essor des chantiers vendéens s'est fait à la conjonction du yachting d'autrefois, du déclin de la pêche traditionnelle et de l'explosion de la plaisance dans les années 70 avec l'arrivée des constructions en polyester », dit Annette Roux, PDG de Beneteau, qui rappelle que le chantier de Saint-Gilles-Croix-de-Vie, qu'elle dirige, fut fondé en 1884 par son arrière-grand-père, « un créateur de bateaux de pêche que même les Bretons venaient acheter ». « L'excellence artisanale de nos compagnons a permis cette évolution », poursuit encore Annette Roux, aux commandes de ce chantier à structure familiale coté en Bourse, possédant une unité de production en Caroline du Sud, et qu'elle pilote armée d'un simple diplôme de gestion commerciale.

Des chantiers à vocation artisanale « améliorés », qui induisent une foule de métiers traditionnels et une sous-traitance importante : charpentiers de marine, mais aussi stratificateurs, voiliers, métiers des gréments, accastillage, fonderie pour les quilles ou encore sellerie, mécanique navale, peinture... « De la coque nue au hublot, en passant par le mât et le balcon en inox, nous faisons appel à une foule de compétences dispersées », explique, aux Sables-d'Olonne, Jacques Ruchaud, ancien bourrelier de son état. Aujourd'hui, son atelier de « capote », « taud », « vaigrage », « couchettes », etc., fournit l'essentiel des garnitures de bateaux conçus et construits en Vendée. Selon ses propres calculs, 2 703 personnes vivent de la sous-traitance des chantiers.

**FIBRES DE CARBONE.** « La difficulté est d'identifier l'ensemble de ces métiers et de leur donner des formations adaptées », ajoute à La Rochelle Jean-François Foutaine. A l'heure des matériaux composites à haute performance, des mâts à fibres de carbone, de l'hydrodynamisme comme de l'aérodynamisme des coques, les techniques artisanales montrent leurs limites. »

Les plus clairvoyants des Vendéens en sont bien conscients : « C'est par la perçée de la recherche-développement que s'ef-

fectuera l'avancée et que notre potentiel pourra être optimisé », affirme Jean-Marie Barbarit. « Nous sommes là pour cela », répond en écho, à La Rochelle, Philippe Pallu de la Barrière, directeur du Centre de recherche et d'architecture en industries graphiques. Un centre régional d'innovation et de transfert de technologie (CRITT), composé de dix ingénieurs passionnés de navigation, met depuis 1984 ses ordinateurs au service de la haute technologie des navires, en collaborant avec l'Association pour la promotion des matériaux avancés (APROMA) de Rochefort, les centres de recherche des universités de Nantes, Poitiers et Compiègne. Un outil qui a contribué à développer la « filière voile » rochelaise, laquelle a créé quelque 1 400 emplois dans une quarantaine d'entreprises. Mais la Vendée semble ignorer avec superbe l'existence du CRITT de la Rochelle.

Jean Monantouev

(1) Auteur de la Nouvelle Vendée, Editions France-Empire.

## L'école des mousses

A Concarneau, l'enseignement pour les jeunes pêcheurs s'améliore. Mais les responsables régionaux s'inquiètent pour les stagiaires de formation continue

« **N**OUS ne pouvons plus uniquement former des chasseurs de poisson ! » Daniel Piquenot, directeur de l'Ecole de pêche de Concarneau, en est convaincu : la formation initiale de ses quatre-vingt-deux élèves-mousses ne peut plus désormais se limiter au ramassage des filets et au matelotage. N'en déplaise aux vieux pêcheurs bretons ! « Il faut armer ces jeunes face à la concurrence espagnole et portugaise », renchérit Yves L'Hégoac'h, président (CGT) du comité local des pêches. Ce qui signifie, en clair, « justifier le surcoût en salaire et en charges sociales que représente, pour un employeur, l'embauche d'un marin-pêcheur français... »

Dans ce contexte, la réforme de l'enseignement initial de la pêche, entrée en vigueur cette année, arrive à point nommé. D'une part, parce que le nouveau CAP répond au souci des employeurs en accordant plus de place à la pratique que le précédent diplôme, créé en 1985 ; d'autre part, parce que la création d'un BEP permettra aux lieutenants de pêche ainsi diplômés de devenir à terme patrons, sans avoir besoin de retourner à l'école. Ces formations en trois ans (au lieu d'un an auparavant) devraient améliorer le niveau général. « Souvent très bas », des mousses. Cette élévation du niveau constitue, pour Daniel Piquenot, une nécessité, dans la mesure où « les marins doivent aujourd'hui, explique-t-il, avant tout comprendre leur environnement marqué par une législation européenne très stricte induite notamment par la rarefaction des ressources poissonnières ».

Cette réforme de l'enseignement initial « interpelle » toutefois le conseil régional de Bretagne, responsable de l'entretien des établissements maritimes et aquacoles. « Cette réforme va entraîner un gonflement des effectifs en formation initiale, au détriment de ceux en formation continue », relève Gérard Pourchet, responsable de ce dossier au conseil régional. Du coup, les crédits nationaux n'ayant toujours pas été transférés, Gérard Pourchet

s'interroge fortement sur l'opportunité de laisser les cinq cents stagiaires actuellement en formation professionnelle dans la région disséminés entre... sept établissements. Un regroupement serait évidemment plus économique.

**NAUFRAGES.** Le directeur de l'école de Concarneau, qui accueille chaque année une cinquantaine de marins en formation continue, n'est pas trop inquiet face à ces éventuelles redistributions régionales. Avec ses 6 sections en CAP, cette école, fondée en 1953, est, affirme Daniel Piquenot, « celle qui a le moins de difficultés de recrutement ». Ce qui n'empêche pas le directeur de chercher de nouveaux débouchés. Ainsi le centre d'instruction sécuritaire, rattaché à l'école, est déjà unique en son genre en France.

Créé en 1983 et financé par le conseil régional, ce centre permet de sensibiliser les marins à la meilleure conduite à adopter en cas d'incendie : « Dans ces cas-là, on pense plutôt à sauver sa peau en sautant par-dessus bord sans s'occuper des autres », raconte Daniel Piquenot, qui, en vingt-cinq ans de marine marchande, a déjà vécu trois naufrages. A bord d'un vieux chalut désaffecté, rebaptisé pour l'occasion An-Ifern (l'enfer, en breton), les marins apprennent les gestes salvateurs dans des conditions plus que réelles, puisque les instructeurs de la marine nationale y allument de vrais incendies.

Autre suggestion de Daniel Piquenot : la fondation d'un centre de valorisation des produits de la mer. « La vente du poisson se fera de plus en plus dans les grandes surfaces, prévoit-il. Or il n'existe pas de formation spécifique de poissonnier en grande surface destinée à des niveaux CAP ou BEP. » L'idée a, pour le moment, reçu l'aval de la mairie de Concarneau, et la localisation de ce centre au sein de la future criée est également acquise. Reste le financement des travaux... Interrogée, la région ne semble pas hostile à une telle création, à condition, a précisé Gérard Pourchet, qu'il y ait cohérence avec les formations déjà dispensées dans les autres établissements.

Valérie Devillechabrolle

## Les chiffres-clés

Il est évidemment impossible de recenser avec précision le nombre total d'emplois qui peu ou prou entrent dans la catégorie des métiers de la mer, depuis le poissonnier de quartier jusqu'à l'ingénieur ancien élève de l'X qui travaille à Brest à la construction du porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle, en passant par les fonctionnaires du ministère de la mer ou le corps enseignant des écoles maritimes. Quelques repères permettent cependant d'y voir plus clair :

• Nombre de postes de travail sur les navires de commerce français : 12 843 à la fin 1980, dont 4 460 officiers ; 5 022 à la fin 1989, dont 1 971 officiers ; 616 officiers étaient en attente d'embarquement début 1988, 382 seulement début 1990.

• Nombre de marins embarqués à la pêche : 26 400 en 1975, 20 300 en 1983, 18 400 en 1990.

• Nombre de dockers dans les ports français : 8 360 en 1990 contre 14 440 en 1980.

• Effectifs des élèves scolarisés dans les dix-huit écoles maritimes et aquacoles au 1<sup>er</sup> janvier 1991 : 1 128.

• Effectifs inscrits dans les quatre écoles nationales de la marine marchande (La Havre, Saint-Malo, Nantes, Marseille) pour l'année scolaire 1990-1991 : 756.

• Effectifs inscrits chaque année au groupe « Ecole des affaires maritimes et centre de formation de Bordeaux » : environ 100 personnes en formation initiale et 500 en formation continue. Là sont formés les administrateurs des affaires maritimes, qui sont appelés à occuper notamment les postes de chef de quartier et de directeur des affaires maritimes sur le littoral.

• Effectifs dans les chantiers navals constructeurs de navires marchands : 6 660 début 1991, 24 000 en 1981.

**IEMI**  
INSTITUT EUROPEEN DE  
MANAGEMENT INTERNATIONAL  
en association avec  
le Centre de management  
aux affaires - GENEVE  
L'Ecole Supérieure de  
Commerce de MOSCOU

**LICENCE  
EUROPEENNE  
DES AFFAIRES**  
14 MOIS DE  
MANAGEMENT  
ET DE MISSIONS  
PROFESSIONNELLES  
EUROPEENNES  
ADMISSION: BAC+2

**MBA  
Master en Affaires  
Européennes**  
MASTER  
Affaires EST/OUEST  
PROJETS  
DE CONSULTANCE  
EN ENTREPRISES  
EUROPEENNES  
ADMISSION: BAC+4

Vous êtes diplômé d'une grande école,  
d'une université ou vous occupez un poste à responsabilité  
dans une entreprise, vous pouvez suivre le cursus  
en cours du soir ou de weekend. Horaires modulables  
en fonction de votre activité.

**INFORMATION / ADMISSION**  
**42 66 66 82**  
71 RUE DU FAUBOURG SAINT HONORE  
75008 PARIS

**INSTITUT  
INTERNATIONAL  
MAXIM'S DE PARIS**  
3 à 4 ANS D'ET DES  
SUPERIEURES  
EN MANAGEMENT  
GESTION HOTELIERE  
SALIENTS MISSIONS  
PROFESSIONNELLES  
DANS LES GRANDES CHAINES  
HOTELIERES INTERNATIONALES  
Regionale  
**DINH**  
Diplôme International  
Management Hotelier  
**MAHI**  
Master en Affaires  
Internationales  
COURS BILINGUES  
Franco-Anglais  
ADMISSION  
1ère année  
Bac, High School Diploma  
2ème année  
PRÉPA, BTS, DUT, DEUG,  
Licence, ou équivalent  
**MAXIM'S**  
100 ANS  
Pour plus d'informations  
**(1) 42 66 66 82**  
71 RUE DU FAUBOURG  
SAINT-HONORE 75008 PARIS  
FRANCE

## Les états d'âme des administrateurs civils

Une enquête auprès de ces hauts fonctionnaires dévoile leurs insatisfactions professionnelles

LES fonctionnaires qui dirigent les services et les bureaux des administrations parisiennes des différents ministères sont-ils traversés par une crise d'identité? Les conditions d'exercice de leur mission sont-elles à ce point insupportables qu'elles les conduisent inexorablement à déserter vers le secteur privé? Les déroulements de carrière offerts sont-ils à la hauteur de leurs ambitions? Toutes ces questions se posent à l'heure où la modernisation de la fonction publique secoue les fondements mêmes de la machine administrative française, et suscitent un certain désarroi au sein de son encadrement.

C'est la raison pour laquelle la direction générale de l'administration française (DGAF) du ministère de la fonction publique a souhaité prendre le pouls de ses cadres dirigeants, en s'intéressant à une catégorie particulière d'entre eux : le corps des administrateurs civils. En effet, dans cet univers très cloisonné, ces hauts fonctionnaires à vocation interministérielle sont aussi ceux qui sont censés avoir le meilleur « esprit fonction public ». Au moment où Michel Durfour, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, cède la place à Jean-Pierre Soisson, les conclusions de cette enquête, conduite par Jean-Claude Thoenig, directeur de recherche au CNRS, spécialisé dans le management public, en collaboration avec le cabinet de conseil Strama, viennent d'être remises à la DGAF.

Premier constat de ce volumineux rapport, l'immense majorité (83 %) des 80 administrateurs civils interrogés (1) apparaissent satisfaits de leur travail. Tous ou presque se félicitent, en effet, de la richesse intellectuelle des tâches qu'ils effectuent. Et ce d'autant plus qu'ils ont l'occasion de côtoyer les centres de pouvoir et de décision, c'est-à-dire un ministre et son cabinet. Mais cela ne les empêche pas de juger

particulièrement contraignantes leurs conditions de travail.

**DÉBOULEE.** Selon les auteurs du rapport, ils ne disposent que d'une liberté sous surveillance. Entre une hiérarchie elle-même enfermée dans les injonctions parfois contradictoires des responsables politiques, des services défectueux par manque de moyens logistiques ou de personnel, des agents démotivés et des procédures tatillonnes, la marge de manœuvre des administrateurs civils est des plus réduites. Leur capacité d'intervention s'apparente davantage à celle du « monde de la débrouille ». Leurs efforts pour constituer une équipe de collaborateurs dévoués apparaissent, en regard, « très fragiles », relèvent les auteurs du rapport, compte tenu du très grand nombre d'incertitudes qui entourent ces futurs cadres dirigeants : mobilité des agents, changements de mission...

Les administrateurs civils passeraient volontiers par-dessus tous ces inconvénients si le déroulement de leur carrière, qui chez eux confine à l'obsession, leur paraissait garanti. Or « moins d'un administrateur civil sur deux (38 sur 80) évalue, et avec beaucoup de réserves, plutôt bonnes ses possibilités de carrière pour l'avenir », écrivent les auteurs du rapport. En effet, il y a souvent loin entre l'idéal de « carrière collective et intérieure » par l'ensemble du corps et la réalité du parcours qui leur est proposé. D'une part, parce que, contrairement au principe énoncé dans le bronze de leur statut, les administrateurs civils ne sont pas, dès le départ, égaux entre eux. D'autre part, parce que les aléas de leur déroulement de carrière gênent, par nature, angoissent et insatisfont.

**VALEURS CULTURELLES.** Aborder le thème de la « carrière » est toujours vécu « passionnément » par les intéressés, constatent les auteurs du rapport, tant leurs attentes à l'égard du service public sont grandes. Car, contrairement aux fonctionnaires d'autres corps (mines, ponts...), les administrateurs civils n'envisagent pas, dans leur grande majorité, de passer au secteur privé. A la question « à l'heure actuelle, avez-vous des intentions pour la suite de votre carrière? », 63 % des fonctionnaires interrogés ont répondu qu'ils pensaient rester dans l'administration, 11 % qu'ils envisageaient d'aller dans le secteur public ou parapublic, et seulement 26 % de partir dans le privé ; 20 % d'entre eux ne se sont pas prononcés (2).

A l'origine de cette méfiance vis-à-vis du secteur privé, demeure l'inquiétude des administrateurs civils face à un monde dont ils ne connaissent pas les règles du jeu et dont ils ne partagent pas les valeurs culturelles. Sans compter qu'ils n'exercent pas tous un métier ou une fonction « monnayable » dans le privé. Mais en choisissant de servir l'Etat, ces futurs cadres dirigeants de l'administration sont contraints de déjouer les multiples « freins » qui jalonnent leur carrière. Le passage obligé de ce parcours est, de l'avis de tous les fonctionnaires interrogés, de devenir sous-directeur dans l'administration centrale.

**PARENTS PAUVRES.** Il reste que la carrière d'un administrateur civil est marquée de façon indélébile par la manière dont elle a débuté. Ainsi les trajectoires des énarques recrutés sur concours externe n'ont rien à voir avec celles des administrateurs nommés au tour extérieur. Ces derniers « se perpétuent comme les parents pauvres de l'administration », écrivent les auteurs du rapport, dans la mesure où leurs opportunités professionnelles les amènent à occuper que les postes délaissés par les énarques (fonctions administratives au sein de ministères peu valorisants) à moins d'évoluer vers les services extérieurs de l'Etat.

Les énarques externes sont, en revanche, assurés de connaître un début de carrière fulgurant et de

devenir sous-directeur au bout d'une dizaine d'années, le plus souvent dans un ministère prestigieux comme celui des finances. Mais ils sont angoissés pour la suite de leur parcours du fait de « l'absence de perspectives garanties ». « Les voies empruntées pour accéder aux niveaux supérieurs ne relèvent plus du seul champ des possibles professionnels de chacun », observent les auteurs du rapport. Les énarques externes doivent, en effet, pour occuper les quelques postes du sommet de la pyramide, composer avec la concurrence d'autres corps et de membres de cabinet nommés en raison de leurs appartenances politiques ou de leurs affinités avec les ministres.

Ces énarques estiment que l'Etat ne respecte pas ses engagements à leur égard en les privant ainsi d'une « chasse gardée » parfaitement balisée. D'autant que, pour une majorité d'entre eux, « il n'apparaît pas de bon ton de vouloir maximiser la recherche d'une carrière personnelle », s'apane du privé et donc inconciliable avec le service de l'Etat. Ces louables intentions ne les empêchant pas de développer au quotidien des stratégies de carrière. Cet écartèlement génère toutefois un malaise qui, en l'absence d'une réelle gestion des ressources humaines au sein des administrations, n'est pas près de se dissiper.

V. D.

(1) Les 80 personnes sélectionnées et interrogées entre le 5 décembre 1990 et le 12 février 1991 constituent un échantillon représentatif des 1 282 administrateurs civils en place dans les services centraux, du point de vue de leur origine de recrutement, de leur ancienneté, de leur ministère et de leurs responsabilités hiérarchiques.

(2) Le total des réponses est supérieur à 100, les sondés ayant pu donner plusieurs intentions différentes.

## Les apprentis seraient-ils casaniers?

Quatre pays de la CEE avaient imaginé des possibilités d'échanges. Le premier bilan est plutôt décevant

L'IDEE imaginée en mai 1989 par le ministère du commerce et de l'artisanat paraissait séduisante.

Il s'agissait, en effet, de sensibiliser des jeunes apprentis européens à une autre culture professionnelle en leur faisant suivre leur stage dans un autre pays de la Communauté que le leur (le Monde du 31 janvier 1990). Deux ans plus tard, la mise en œuvre de ce projet semble plutôt laborieuse. Sur les 200 « cobayes » français que le ministère espérait voir, cette année, partir à l'étranger, 60 seulement (50 garçons et 10 filles) ont effectivement suivi un stage dans l'un des quatre pays de la CEE qui ont accepté de participer à cette expérience : Allemagne, Italie, Belgique et Espagne.

Les jeunes apprentis de ces pays se sont encore moins précipités pour venir apprendre leur métier dans une entreprise française : moins d'une dizaine d'entre eux au total ont répondu à l'appel sur les 200 espérés! « Nous avons démarré un peu moins vite que nous l'espérions », a reconnu le 14 mai François Doubin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, à l'occasion de la présentation du bilan de ce dispositif baptisé SESAM (stages européens en alternance dans les métiers).

Le seul motif de satisfaction enregistré par François Doubin concerne le financement du dispositif. A raison de 100 000 francs par stage, la Communauté européenne participe à hauteur de 24 %, de même que les ministères du commerce

et du travail. Les 52 % restants sont couverts par, d'une part, les régions (11 %) et, d'autre part, les partenaires sociaux (41 %).

**DÉMULTIPLICATION.** La multiplicité des intervenants dans le secteur de l'apprentissage tant en France qu'à l'étranger est sans doute responsable des lenteurs de la mise en œuvre de ce projet.

En France, par exemple, le ministère doit composer avec le secteur de l'apprentissage, qui détient depuis 1983 une compétence de droit commun en matière d'apprentissage, et les chambres consulaires, d'autre part, responsables des centres de formation. A l'étranger, ce sont tantôt les régions qui sont compétentes (Italie, Espagne), tantôt les chambres de métier (Allemagne), tantôt les instituts intermédiaires (Belgique). La démultiplication de ces instances a eu pour effet de « provoquer quelques retards à l'allumage », reconnaît Alain Fontaine, de l'Agence française des jeunes créateurs européens, chargée de la mise en œuvre de SESAM. « Les incertitudes et les contretemps dans les montages financiers et juridiques mis en place au sein des autres pays de la CEE ont découragé de nombreux candidats », précise Alain Fontaine.

D'autant qu'à ces incertitudes s'ajoute la difficulté de trouver un statut juridique adapté à ces apprentis en l'absence de statut européen des jeunes travailleurs. Si cette carence paraît relativement simple à gérer en France et en Allemagne, deux pays reconnaissant la formation en alternance, tel n'est pas encore le cas dans les pays latins, où, comme en Espagne, ce mode d'apprentissage n'existe pas. De même, les conditions de travail et de salaire ou encore la couverture sociale ne sont pas non plus identiques d'un pays à l'autre. Toutefois, une certaine homogénéisation devrait, affirme Alain Fontaine, émerger d'ici au départ en stage de la nouvelle promotion d'apprentis à la prochaine rentrée scolaire.

Tous ces jeunes devraient ainsi recevoir l'assurance d'avoir soit un contrat de travail (Allemagne, Belgique), soit un contrat de qualification (France, Italie, Espagne). Un équivalent de ressources égal à 500 francs par mois devrait leur être également garanti, de même que la prise en charge par le pays de leur couverture sociale. Des incertitudes demeureront bien sûr en ce qui concerne notamment la reconnaissance par les employeurs du pays d'origine d'un certificat de fin de stage établi par une entreprise d'accueil étrangère. Une reconnaissance qui prendrait « encore quelques années », en fonction du succès de l'opération SESAM. A suivre...

Catherine Leroy

V. D.

## Les bonnes manières du licenciement

Des formations sont mises en place pour aider les cadres à annoncer à un collaborateur qu'il fait partie d'un plan de restructuration

L'ENTRETIEN de séparation est une opération traumatisante pour le salarié licencié, mais aussi pour le cadre chargé de le lui annoncer. A tel point que les sociétés d'outplacement ont jugé nécessaire de prévoir dans les opérations de licenciements collectifs une préparation à ce type d'entretien. Et la Coges, organisme de formation, a même prévu, à la demande de ses stagiaires, d'inscrire en 1992, dans son stage « rupture du contrat de travail » qui abordait essentiellement les aspects gestionnaires du licenciement, une partie consacrée à l'entretien de séparation.

« La première chose à faire, explique Jean-Pierre Mézard, de Mutatis, est d'impliquer les cadres dans la globalité de l'action. Leur faire comprendre qu'il est nécessaire que cette action se déroule bien. Car, si les cadres n'assument pas leur rôle, s'ils se retranchent derrière des phrases telles que : c'est pas moi, c'est eux, ils

vont de fait perdre leur position de cadres au sein de l'entreprise. Si au contraire ils s'y prennent comme des brutes, s'ils exécutent une sentence, ils seront alors considérés comme des salauds. La façon dont on organise les départs préjuge de la qualité de la relation avec ceux qui restent. » Un raisonnement qui pourrait confondre au cynisme. Ce dont se défend Jean-Pierre Mézard : « C'est avec ceux qui restent que l'entreprise va perdre ou gagner. »

**MALAISE.** Même s'ils sont convaincus du bien-fondé des plans de restructuration, les cadres ne peuvent s'empêcher d'éprouver un malaise. Au-delà du sentiment de culpabilité, beaucoup redoutent le geste incontrôlé, le suicide dont on les rendrait plus ou moins responsables. C'est pourquoi la plupart des formations ont pour objectif de dépersonnaliser au maximum l'entretien et de replacer l'opération dans sa globalité. Premier point, le choix de l'annon-

ceur. Les organismes d'outplacement sont d'accord pour éviter d'impliquer dans ce type d'opération les contremaîtres, trop proches des ouvriers et employés. Ils préfèrent utiliser l'échelon supérieur. Les cadres retenus pour procéder aux entretiens suivent, selon les cas, un à trois jours de formation. « Il s'agit de leur donner une méthodologie de conduite d'entretien sur laquelle s'appuyer », explique Alain Barbier, consultant chez MOA.

En général, l'entretien comporte trois phases : annoncer que le salarié est bien concerné par le licenciement, lui faire accepter le fait, puis lui proposer une alternative : prise de rendez-vous avec un cabinet-conseil ou une antenne emploi par exemple. En ce qui concerne l'exposé des motifs du licenciement économique, tous insistent sur la nécessité de ne pas culpabiliser le salarié, de lui expliquer que ce n'est pas l'individu

qui est en cause, mais le poste qui est supprimé, qu'il est victime du marché, de la conjoncture et que l'entreprise va tout faire pour l'aider.

**JEUX DE ROLES.** Au cours du séminaire, un plan d'action sera dressé pour la journée d'entretien, qui prévoit notamment l'heure de début, puis l'appel des salariés, le dispositif de sécurité en cas de malaise ou de colère physique... « Il est important que le cadre se sente dans un dispositif fort et cohérent », explique Alain Barbier. Il faut qu'en sortant du stage il se dise : ça va être dur, mais le fil conducteur est bon.

Pour préparer ces entretiens, ces « outplaceurs » ont recours à des jeux de rôles souvent filmés au caméra, estime Jean-Pierre Taïeb, de la Coges. Reste donc, au bout du compte, une méthodologie à laquelle se raccrocher en attendant des temps meilleurs.

Catherine Leroy

## Un self-service de l'emploi

« ET si chacun créait son emploi? » Il y a dix ans, André Laurent Bernard a eu l'idée d'utiliser le principe du « On n'est jamais si bien servi que par soi-même » pour lutter contre le chômage.

L'idée de cet ancien ajusteur de cinquante-six ans, devenu spécialiste en instrumentation chez Naphthachimie et qui a ensuite créé plusieurs entreprises, repose sur le constat que des techniciens très compétents échouent lamentablement lorsqu'ils se lancent dans l'aventure de la création d'entreprise. D'où la naissance de Techniciens sans frontières (TSF), une structure qui décharge les candidats patrons de la gestion administrative et commerciale. Ainsi libérés, ils peuvent exercer au mieux leurs compétences techniques et consacrer leur temps à la

conception et à la réalisation de leurs chantiers. Cependant, le technicien freelance TSF a un profil bien particulier : il doit être contremaître ou ingénieur dans le domaine de la maintenance industrielle. Ancien salarié, c'est une victime du chômage ou du travail précaire qui a connu un échec en tant qu'artisan indépendant mais qui désire continuer dans cette voie. En effet, le système TSF lui permet de continuer à travailler seul, de fixer ses horaires, d'embaucher du personnel et de choisir son mode de facturation.

**CASSE-TÊTE.** En échange, TSF assure le démarchage de la clientèle, la récupération des factures et le paiement des charges, les avances de trésorerie et la formation professionnelle. En résumé, tout ce qui constitue le casse-tête juridique et administratif de la gestion

d'entreprise. Ce service est rémunéré par un prélèvement sur les factures. L'artisan freelance perçoit 65 % du montant des factures. Les 35 % perçus par TSF sont destinés au paiement des différents impôts et charges (URSSAF, TVA, etc.) et au fonctionnement des services de gestion et comptabilité ainsi qu'aux dépenses de publicité et de marketing et de développement du réseau TSF. D'après les calculs fournis par TSF, le revenu net moyen des adhérents est ainsi passé de 12 000 francs en 1986 à 13 000 francs en 1990. Si les objectifs sont tenus, le niveau de 1991 devrait être de 16 000 francs.

Le cœur du système est le Centre administratif de gestion de Villars-Saint-Barthélemy, dans l'Oise, et ses 20 salariés dont dépendent 12 agences régionales installées dans les grandes villes de France. Ces agences, qui ont un statut de

franchise, ont une double mission de prospection : elles doivent à la fois chercher des clients mais aussi recruter des techniciens susceptibles de rejoindre le système. L'adhérent ne paie pas de droit d'entrée mais il verse une caution plus une participation aux frais de formation. Au total : 150 000 francs.

Après dix années de fonctionnement, TSF se targue d'avoir fait passer le chiffre d'affaires réalisé par ses 500 techniciens de 2,3 millions de francs en 1982 à 112 millions en 1990. Pour 1991, les objectifs sont fixés à 140 millions de francs. Parmi ses clients, TSF cite notamment : Saurier Duval, Thomson-Brandt, Aérospatiale, L'Air liquide et Texas Instruments. Dans l'avenir, TSF envisage d'exporter son système.

Françoise Chérot

### MASTÈRE SPÉCIALISÉ MANAGEMENT DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Une formation en un an aux métiers du développement économique local pour des débouchés dans le secteur public et privé et le secteur de l'économie mixte.

Recrutement : Bac + 5 (Grande Ecole, Université)

1<sup>re</sup> session : 14 juin 1991

2<sup>de</sup> session : 13 septembre 1991

**GROUPE ESC LE HAVRE - CAEN**  
Rue Claude Bloch - 14000 CAEN  
Tél. 31 47 40 20

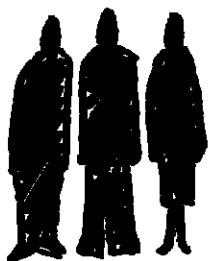
صحة الاموال





# Le Monde *des* Cadres

**S**ociété Européenne leader sur secteur Haute Technologie appartenant à un grand groupe américain recherche son



## RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

### DEPARTEMENT FINANCE

Conseil auprès de notre Directeur Finance Europe, vous aurez la responsabilité de l'ensemble de la fonction Ressources Humaines : Vous coordonnerez la mise en place d'outils de développement des Ressources Humaines dans les différents pays européens où nous sommes implantés, en synergie avec les Responsables Ressources Humaines locaux.

Vous serez catalyseur des projets d'évolution de l'organisation en valorisant le développement de carrière, le professionnalisme et la communication au sein des équipes.

Vous assurerez la gestion opérationnelle du personnel de notre Direction Finance France (200 personnes). Cette fonction globale s'exercera en réelle autonomie dans un

environnement multinational. Dans ce contexte, vos qualités de communication seront primordiales.

De formation supérieure BAC + 5, vous êtes après 8 ans d'expérience un professionnel de la gestion de personnel en milieu financier.

Ce poste évolutif s'adresse à des candidats à fort potentiel, faisant preuve de maturité et d'engagement professionnel. Poste basé en proche banlieue Parisienne. Anglais courant indispensable.

Pour nous rencontrer, merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 331LM à MEDIA PA - 50/54 rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra en toute confidentialité.

FRANCE HABITATION S.A. HLM PARIS - 90.000 logements recherche un

## CHEF D'AGENCE

Votre candidature nous mène à une formation BAC + 4 vous avez une expérience de 5 ans minimum acquise dans l'immobilier et une connaissance de l'outil informatique. Nous vous proposons d'assurer la responsabilité complète d'une unité décentralisée de 9500 à 3000 logements ce qui implique :

- gestion administrative, technique et comptable.
- Relation avec les locataires et les élus...
- Encadrement et animation d'une équipe polyvalente, (administratifs, inspecteur technique et gardiens, etc...)

Rigueur, dynamisme, disponibilité et aisance relationnelle seront vos atouts majeurs pour vous affirmer et réussir à ce poste clé. A celui qui saura nous démontrer son allant et sa compétence nous offrons une rémunération annuelle de 180 à 220 Kf, assortie d'une prime liée à la réalisation des objectifs fixés.

Venez participer à notre développement en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à FRANCE HABITATION 134, bd Hausmann - 75008 PARIS

## DUNLOP FRANCE

DUNLOP FRANCE, filiale française du Groupe industriel japonais SUMITOMO, emploie en France 5.000 personnes et réalise un CA de 3 milliards. Nous recherchons pour notre Siège Social d'Issy les Moulineaux un

## CADRE TRADUCTEUR/INTERPRETE (H/F) JAPONAIS/FRANÇAIS

Professionnel(le) confirmé(e), vous effectuerez divers travaux de traduction de toute nature et assurerez l'interprétation de différents membres de notre équipe de Direction. Vous devrez faire preuve d'une réelle disponibilité et du sens de la confidentialité dans une mission qui nécessitera des déplacements occasionnels.

Merci d'adresser votre candidature à DUNLOP FRANCE - DRH 62, rue Camille DESMOLINS - 92130 ISSY LES MOULINEAUX.

DUNLOP FRANCE

Groupe écoles de commerce en pleine expansion

## RECRUTE pour la prochaine rentrée PROFESSEURS ET INTERVENANTS

Marketing - Commerce, Commerce International, Stratégie, Management, Gestion-Comptabilité, Mathématiques, Langues, Economie internationale, Communication, Publicité...

Profil des candidats : Bac + 5 minimum ou écoles de commerce, ouverture, dynamisme, expérience de l'enseignement, disponibilité.

Postes à pourvoir à Paris, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Strasbourg, Toulouse.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite et photo en précisant la ville souhaitée, sous référence 201 à Groupe ISEG, 7-9, cité d'Hauteville, 75010 PARIS.

L'Association pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence du Finistère (230 salariés) recherche :

## SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

### Coef. 703,40

Missions :

- Mise en œuvre et optimisation sur le plan humain, financier et technique du projet associatif défini par le Conseil d'Administration.
- Coordination et développement de la vie associative et de la politique des établissements gérés par l'Association.
- Recherche de nouveaux terrains d'interventions et de partenariats.

Profil :

- Expérience réussie de Direction et de gestion des Ressources Humaines.
- Formation supérieure en Gestion, Sciences humaines ou Sciences sociales.
- Connaissances en Management et Marketing.
- Homme de projets.
- Esprit d'entreprise, sens des relations humaines et professionnelles.

Envoyer C.V., photo, lettre de motivation à FORECO Conseil 61, rue Jean-Guêhenno - 35700 RENNES

## NORMANDIE

Nous sommes un groupement européen d'intérêt économique créé par les établissements universitaires de deux régions transfrontalières afin de promouvoir le transfert de technologie, la R&D, la formation, la consultation auprès des entreprises françaises et européennes.

Nous recherchons un

## DIRECTEUR

Intégré à une petite équipe de direction franco-britannique, il aura plus particulièrement à organiser l'offre, à gérer tant les contacts que les événements, et à prospecter pour le compte des membres du GEIE.

Véritable interface de valorisation entre l'offre et la demande technologique, il aura à faciliter par son réseau d'experts l'aboutissement des négociations.

Par l'action et l'interaction, il évoluera dans un contexte international, au cœur d'un environnement européen de haute technicité.

Son expérience en entreprise high-tech (R&D, diagnostic, marchés), sa grande capacité de négociateur de contrats et d'animateur de ressources humaines, sont des atouts indispensables à la réussite de sa mission.

Anglais exigé. Seconde langue souhaitée.

Confidentialité assurée.

Contact : adresser (en français et en anglais) lettre manuscrite motivée de candidature + CV + photo + prétentions à

Thierry Profit, KPMG/FIDAL, BP 5093, 14042 CAEN CEDEX.

## LOGEMENT FRANÇAIS

IMPORTANT ORGANISME GESTIONNAIRE DE 30.000 LOGEMENTS EN ILE DE FRANCE recherche pour développer son action :

## CHEFS DE PROJET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

3 AXES D'INTERVENTION :

- Politique d'attribution des logements et de peuplement des résidences.
- Adaptation du patrimoine et services rendus aux populations.
- Gestion partenariale avec les pouvoirs publics, les collectivités locales, les entreprises...

PROFIL : BAC + 4 et expérience professionnelle de 2 ans minimum ; bonne connaissance en sciences humaines et en gestion ; compréhension des procédures administratives.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, prétentions à N° 8389 PUBLICITÉS REUNIES - 112, boulevard Voltaire 75444 PARIS CEDEX 11 qui transmettra.

## CENTRE DE DOCUMENTATION

recherche **TECHNICIEN DOCUMENTALISTE** Chargé des actions liées à la demande de documents en France et à l'étranger :

Identifier les documents, rechercher les sources d'approvisionnement. Préparer, mettre en forme, mémoriser et passer les commandes. Formation : BAC A + DUT Doc (ou Bac C, D ou E), motivé par les outils informatiques et micro-informatiques, connaissances de l'anglais lu.

Envoyer C.V. et prétentions à :

N° 34.156 Centrale d'Annonces

121, rue Réaumur, 75002 PARIS (qui transmettra).

## Société d'Assurance Crédit

recherche pour son service **CONTENTIEUX COMMERCIAL**

## Un collaborateur

Titulaire maîtrise en droit, option droit des affaires. Connaître le droit commercial, avoir le sens des relations sont des atouts nécessaires. Poste à Marné-la-Vallée. Expérience poste similaire souhaitée.

Envoyer CV, photo, prétentions sous n° 8315 Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

**Le Conseil Général du Var** recrute d'urgence par voie de recrutement après concours, de mutation ou de détachement pour la Direction Départementale de l'Environnement et de l'Équipement Rural :

## Un Attaché Territorial ou un Ingénieur Territorial

Missions : Collaborateur direct du Directeur de l'Environnement, il (elle) devra assurer la mise en place et le suivi de la politique départementale des espaces naturels du Var. La programmation des acquisitions, l'aménagement et la gestion de ces espaces sont définis au sein de la Direction de l'Environnement.

Profil :

- Avoir une formation scientifique (BAC + 4 minimum)
- Être un bon négociateur afin de promouvoir la politique départementale auprès des partenaires (associations, élus, administrations).
- Posséder une expérience ou des connaissances dans le domaine de la forêt méditerranéenne.

Les candidatures devront être adressées à : M. le Président du Conseil Général - Direction du Personnel B.P. 1303 - 83076 TOULON CEDEX

## LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE RESTAURATION COLLECTIVE

recrute

Son responsable pour la gestion d'une nouvelle cuisine centrale de 3 500 repas par jour

Avec ouverture prévue au printemps 1992 et possibilité d'évolution.

NIVEAU REQUIS :

BTS Hôtellerie ou diplôme équivalent.

Il devra posséder de réelles aptitudes à l'encadrement d'une équipe de 24 agents et avoir l'expérience confirmée de gestion d'un établissement similaire, de restauration collective en liaison froide.

MISSIONS :

- Responsabilité générale de l'équipement.
- Gestion administrative et budgétaire - marchés.
- Gestion et coordination des équipes constituées.
- Relations avec les fournisseurs et les administrations clientes.

RECRUTEMENT : A temps plein, début 1992. Mission dès l'été 1991 de suivi et de conseil auprès du S.I.R.C. pour la mise en place de la nouvelle cuisine.

Envoyer candidature, curriculum vitae et photo à :

M. le Président du S.I.R.C. Hôtel de Ville - BP 121 - 83967 La Garde Cedex Date limite d'envoi : le 12-06-1991

Société leader en réseaux d'entreprises, recherche pour prendre la responsabilité des services Approvisionnement - Achats, (Électronique, Informatique).

## Un Acheteur

- BAC + 2 minimum (IUT, DUT, etc...)
- 5 ans d'expérience minimum en industrie électronique ou microcommunication.
- Précis sur les règles de gestion de stock et des techniques d'Achats.
- Bonnes connaissances des domaines techniques : composants, câblage, matériels réseaux, etc...
- Maîtrise de l'Anglais courant pour achats aux USA.

Le candidat qui devra avoir une personnalité dynamique, sera appelé rapidement à prendre des responsabilités étendues en raison du volume croissant des achats (plus de 40 Mf) et des missions de négociation qui lui seront progressivement confiées.

Salaire : 180.000 à 220.000 F/an (ou plus selon la compétence et l'expérience).

Lieu de travail : Bordeaux Sud-Ouest.

Merci, pour plus d'informations ou saisir votre C.V. de taper 3617 Code

PLURIAL-Ref : A21C96 ou d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite + photo à l'Agence PLURIAL 43, rue Carnot 92761 ANTONY CEDEX.

PLURIAL 43, rue Carnot 92761 ANTONY CEDEX.

vos dynamisme au service des achats.

INSTITUT NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS recrute pour EVRY (91)



## UN (E) ENSEIGNANT-CHERCHEUR

Au sein du groupe Ingénierie des Réseaux de Télécommunication, il (elle) participera aux travaux de recherche et d'enseignement dans le domaine des réseaux large bande.

Diplômes exigés : Grande Ecole ou équivalent, ou 3<sup>e</sup> cycle (doctorat et expérience souhaitée).

Envoyer prétentions, CV et lettre manuscrite à :

INT - Secrétariat Général

9, rue Charles-Fourier - 91011 EVRY CEDEX

## MAISON DE LA CULTURE DE CRÉTEIL

recherche

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Poste de Direction Générale, son titulaire conçoit et met en œuvre la politique de communication, anime l'équipe de communication et de relations publiques, et coordonne son action.

Ce poste est ouvert à des candidats de grande culture, motivés par le spectacle vivant. Expérience du poste exigée.

Écrire à M. l'Administrateur MAISON DES ARTS Place Salvador-Allende - 94000 Créteil avec CV, photo + prétentions.



صكا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 IX

Le Monde

des  
Cadres

# LE POUVOIR DE POUVOIR.

## JEUNES DIPLOMES HEC, ESSEC, ESC...

Entrer à la Banque Worms, c'est faire le choix d'un métier mais surtout faire le choix d'un style de banque.

C'est pouvoir accéder rapidement à un haut niveau de responsabilités.

Entrer à la Banque Worms, c'est pouvoir être le partenaire des décideurs, vos clients. C'est pouvoir prendre les décisions qui vont compter.

C'est aussi pouvoir exercer vos talents et vos compétences, pouvoir les faire reconnaître.

Entrer à la Banque Worms, c'est vouloir avant tout croire en des valeurs qui s'appellent Imagination, Créativité, Qualité, Excellence.

Après une formation à notre siège, vous prendrez au sein d'une de nos agences régionales, la responsabilité d'un portefeuille de clients entreprises dont vous serez le conseil et le banquier.

La vision globale du métier que vous acquerrerez vous ouvrira de multiples opportunités d'évolution.

Pour accéder aux carrières de la Banque Worms, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous la référence DIP.391 à Banque Worms, Direction des Ressources Humaines, Tour Voltaire, 1 place des Degrés, 92059 Paris-La Défense, cedex 58.



**BANQUE WORMS**  
POUVOIR. AGIR. DECIDER

## Responsable Ressources Humaines, pour bâtir l'Europe Industrielle.

Pôle européen du leader mondial de l'imagerie Médicale, nous concevons, produisons et commercialisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète de systèmes de radiologie et de radiothérapie.

Vous êtes l'interlocuteur privilégié de notre Directeur Industriel pour un projet ambitieux : concevoir et mettre en place une organisation européenne de notre force de Production.

Acteur majeur de changement, vous concrétisez en termes Ressources Humaines, les nouveaux concepts de management qui animent les nombreux projets de la Direction.

Au cœur de la production, votre rôle à une triple envergure :

- Développer une culture professionnelle commune à nos différentes unités d'Europe : France, Espagne, Italie, Belgique, soit 1 000 personnes.
- Coordonner la mise en place d'outils de développement des Ressources Humaines à l'échelle européenne.
- Assurer la gestion du personnel opérationnelle d'une Direction de 400 personnes dans le cadre du démarrage en septembre de notre tout nouveau site de production en Région Parisienne.

Dans cette fonction à haute responsabilité, votre savoir-faire professionnel, votre sens de la communication et votre créativité trouveront à s'exprimer pleinement.

Votre formation supérieure BAC+5 et vos 10 ans d'expérience dans l'industrie vous ont permis d'acquérir une connaissance approfondie de ce milieu professionnel et de ses métiers. Anglais courant indispensable.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence LM/106 à Jean-Yves LAGIERE - Direction Développement des Ressources Humaines - General Electric CGR - 100, rue Camille Desmoulins 92133 ISSY-LES-MOULINEUX CEDEX.



General Electric CGR

La Communauté Israélite de Strasbourg  
recherche son

## SECRETAIRE GENERAL

ce poste sera confié à une personne motivée par la vie communautaire et soucieuse de s'investir fortement dans une activité prenante.  
avec son équipe (20 à 25 personnes) il assurera la bonne marche de la Communauté sous ses aspects les plus divers :  
- assurer la bonne marche de la commission administrative et du bureau de la C.I.S.,  
- assurer la cohérence de l'ensemble des activités culturelles et de loisirs de la C.I.S.,  
- veiller à la bonne organisation des manifestations collectives ou individuelles,  
- être responsable de la bonne gestion des biens et des personnes,

- collaborer avec le Président et le représenter à sa demande.  
diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 3 minimum), le cadre recherché pourra, dans ce poste, vivre en harmonie son développement spirituel, son sens social et une véritable carrière professionnelle.

merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo, à Monsieur le Président de la Communauté Israélite de Strasbourg, 16a, avenue de la Paix, 67000 Strasbourg.



CONSEIL GENERAL  
DU VAL D'OISE

Un département dynamique  
qui se caractérise par un fort  
développement

le Conseil Général du Val d'Oise recrute pour la Mission Economie.

## Attaché principal H/F chargé de mission

Vous êtes l'interlocuteur privilégié des acteurs économiques du Département (communes, chambres de commerce, organismes patronaux, entreprises) et, sous la responsabilité de la Direction Economique, vous animez un Service chargé de missions de conseil en matière de développement économique et d'entreprises.  
- d'établir les axes de l'action en vue de l'amélioration des conditions de vie dans le monde de l'entreprise.

VOTRE PROFIL : d'un niveau universitaire en économie et/ou juridique (BAC + 4 minimum) vous devez avoir une bonne expérience du secteur privé et une connaissance approfondie du tissu économique du département. Vous devez être capable de rédiger, votre ouverture d'esprit vous permettra de saisir l'actualité économique locale et de dynamiser les initiatives.  
Toute candidature doit être adressée à Lucien RANDRE  
Conseil Général du Val d'Oise - Direction des Ressources Humaines 21, rue de la République - 95000 CERGY PONTOISE Cedex.

Dans le cas  
d'une annonce  
domiciliée au  
« Monde Publi-  
cité », il est  
impératif de faire  
figurer la réfé-  
rence sur votre  
enveloppe, afin  
de transmettre  
votre dossier  
dans les meil-  
leurs délais.

La Délégation départementale de la musique et de la danse  
de HAUTE-SAVOIE

recrute

## UN CONSEILLER TECHNIQUE ET PÉDAGOGIQUE

Chargé de conseiller, coordonner et développer l'enseignement et la formation musicales en liaison avec la pratique amateur

Les candidats devront justifier d'une formation musicale supérieure, d'une expérience professionnelle confirmée. C.A. apprécié.

PRISE DE FONCTION : 1<sup>er</sup> septembre 1991

Concours sur épreuves musicales et pédagogiques  
1<sup>er</sup> quinzaine de juillet 1991.

## 3 MUSICIENS INTERVENANTS A L'ÉCOLE

Les candidats devront justifier du D.U.M.I. ou autre formation musicale et pédagogique approfondie ou expérience professionnelle confirmée.

PRISE DE FONCTION : 1<sup>er</sup> septembre 1991

Concours sur épreuves musicales et pédagogiques  
semaine du 24 au 28 juin 1991.

Candidatures à adresser avant le 15 juin 1991 à  
A.D.D.I.M. 74

18, avenue de Trésum, 74000 ANNECY - Tél. : 50-45-63-77  
(lettre de motivation, curriculum vitae détaillé, photo)

École Nationale Supérieure  
des Mines de Saint-Etienne

offre à des

## INGÉNIEURS OU MAÎTRES-ÈS-SCIENCES

Dans son Centre de recherche  
sur les solides et leurs applications.

Début : 1<sup>er</sup> octobre 1991. Bourse annuelle : 99 600 F.

Envoyer C.V. à EMSE - 158, cours Fauriel  
42 023 Saint-Etienne Cedex (M. Guillot)

SOCIÉTÉ DE CONSEIL SPÉCIALISTE  
DU MARKETING DE L'IMMOBILIER  
ET DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN  
recherche

## Chargé(e) d'études senior

Pour apporter à ses clients les solutions les plus performantes et les plus innovantes, le GRECAM développe son département conseil, au sein duquel vous prendrez rapidement des responsabilités.

Vous avez une formation supérieure commerciale ou de gestion (BAC + 4).

Vous avez une expérience de 3 ans minimum du conseil en marketing.

Vous souhaitez vous impliquer dans un métier de réflexion et de contacts, prendre part aux décisions immobilières majeures (habitat, bureaux, loisirs) en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo) à :

**grecam**  
12, rue Hamelin - 75116 PARIS

## ERGONOMES

ESTELLE FRANCE,

société d'ingénierie en Ergonomie renforce son équipe :

Mission : Vous prenez en charge des études en Ergonomie (fiabilité humaine, interfaces H/M, manuels utilisateurs...), tant dans les domaines industriels que dans le "monde en tique". Vos missions seront variées (évaluations, analyses du travail, maquetages, approches sociotechniques, cahiers des charges et spécifications fonctionnelles, etc...) et vos terrains multiples.

Votre profil : Ergonome de formation supérieure, vous possédez une expérience scientifique et technique dans le domaine de l'ergonomie ou des sciences de l'homme (psychologie, physiologie). Qualités relationnelles, esprit d'équipe mais aussi autonomie, créativité et sens de l'observation, sont des qualités nécessaires pour cet emploi qui suppose une bonne intelligence du métier.

Un débutant fortement motivé peut donc valablement postuler.

Merci de demander votre dossier de candidature à  
Christel DAVID au (1) 34 65 00 71

**ESTELLE FRANCE**  
100, Rue Albert Calmette  
78353 JOUY EN JOSAS Cedex

## Le Monde des Cadres

### Automobiles Peugeot recherche un(e) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES CLIENTÈLE

#### Missions :

- Concevoir les enquêtes clientèles quantitatives et en assurer une exploitation opérationnelle pour expliquer des évolutions de parts de marché, participer à l'élaboration de recommandations sur le produit.

#### Profil recherché :

- Age minimum : 28 ans avec au moins 2 à 3 ans d'expérience à un poste similaire dans une société spécialisée en études marketing.
- Diplôme d'une grande école scientifique ou commerciale avec une solide base statistique.
- Intérêt prononcé pour l'automobile, bonnes qualités rédactionnelles et maîtrise de l'anglais.

Si ce poste vous intéresse, envoyer une lettre de motivation et un curriculum vitae à :

**AUTOMOBILES PEUGEOT**

Frantz Krautter  
Direction centrale du personnel  
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

### JOBS D'ÉTUDIANTS Paris

**Centre de recherches - Mission :** faire visiter un centre de recherches et présenter les installations techniques à des publics variés. Formation assurée. Disponibilité indispensable pour vacations de 2 jours ouvrables par semaine toute l'année. Rémunération intéressante. Profil : étudiants(es) préparant maîtrise ou doctorat, soit dans le secteur scientifique (physique, chimie, électronique), soit dans le secteur économie et gestion d'entreprises après un Bac C ou D. Sens de la communication, aisance en public, bonne présentation. Adresser CV, photo et prétentions à Catherine VERDIER en précisant la référence A/S866M.

PA - ADVERTISING & COMMUNICATIONS  
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex  
Tél. 40 88 79 52

Creating Business Advantage

### Le Grand Coordinateur

Filiale Groupe Anglais (14.000 personnes, CA 9 Md de F.), spécialisée dans la transformation des métaux, implantations dans tous les pays d'Europe.

Nous venons d'acquiescer une nouvelle unité de Production à Châtres où tout est à faire dans le domaine de l'organisation. Nous nous donnons un an pour diviser par deux les délais de livraison sur l'ensemble de la gamme de produits. Pour réussir ce challenge, nous créons le poste de

### Logisticien

Votre rôle sera bien sûr de maîtriser les flux, de l'arrivée des matières premières jusqu'à la distribution, en passant par la synchronisation des opérations de production et l'optimisation des systèmes de stockage.

Mais vous serez surtout l'homme de communication qui instaure le dialogue entre les acteurs internes de l'entreprise et les autres unités du groupe.

Notre jeune équipe dirigeante recherche un gagnant (INGÉNIEUR ou ESC) qui, après une première expérience industrielle, veut assumer très vite de larges responsabilités.

Notre Groupe international (l'anglais est indispensable) vous réserve de belles opportunités si vous avez de la "flamme".

Notre Conseil vous parlera de nos ambitions. Adressez-lui votre dossier sous réf. 41.201/M au CPA, 3 rue de Liège 75009 Paris.



MEMBRE DE SYSTÈME

### Cadre statisticien économiste

ADP : tout un monde de compétences qui réunit 6000 hommes et femmes pour aménager, exploiter et développer les aéroports civils de la région parisienne.

Notre DIRECTION DU PERSONNEL (Paris 14ème) recherche un



Aéroports de Paris

Vous serez chargé de :  
• mener des études quantitatives, descriptives et de simulation, préalables aux décisions de politique sociale et aux négociations (gestion prévisionnelle des emplois, grilles de rémunération, organisation du travail...)

Ces fonctions impliquent de nombreux contacts avec les différents unités d'ADP et les partenaires sociaux. De formation supérieure (école d'ingénieurs, 3ème cycle), vous avez une première expérience dans une fonction similaire ou vous êtes débutant.

Merci d'adresser votre candidature sous référence CB1906 à AÉROPORTS DE PARIS - Service Gestion Prévisionnelle et Emploi - Orly Sud 103 94396 ORLY Aéroport cedex.

PRENEZ L'AÉROPORT



### LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE FORMATION

Budget 800 MF - 1 300 agents permanents  
26 Directions régionales - 3 Écoles nationales

recherche

**1 Responsable pour son centre  
de formation continue des cadres supérieurs  
de la fonction publique territoriale**

#### PROFIL RECHERCHÉ :

- Sens de l'organisation et des relations.
- Expérience de l'ingénierie de formation.
- Connaissances dans le domaine du management public.
- Connaissance du milieu des collectivités territoriales.
- Expérience de responsabilité d'une structure de formation souhaitée.
- Anglais souhaité.

Envoyer candidature manuscrite + CV à :

M. le Président du C.N.F.P.T.  
3, Villa Thoréton - 75738 PARIS CEDEX 15



### LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE FORMATION

Budget 800 MF - 1 300 agents permanents  
26 Directions régionales - 3 Écoles nationales

recrute d'urgence

**Son Directeur Adjoint  
des Ressources humaines**

(Poste rapidement évolutif)

Fonctionnaire de catégorie A (Directeur ou Administrateur Territorial)

De formation supérieure, les candidat(e)s recherché(e)s ont une expérience confirmée et réussie dans un poste équivalent de la Fonction publique territoriale, alliant une maîtrise du statut des personnels avec celle des différents outils de gestion des ressources humaines et sont aptes à conduire un projet ambitieux de modernisation.

Envoyer candidature manuscrite + CV et photo à :

M. le Président du C.N.F.P.T.  
3, Villa Thoréton - 75738 PARIS CEDEX 15

### GÉRANT

Constructeur américain d'Alimentations  
Ininterrompibles,  
en rapide croissance  
et financièrement solide.

recherche un Gérant  
pour mener les opérations dans sa filiale,  
située en région parisienne.

Position à haut niveau demandant 10 ans d'expérience minimum dans le secteur des ventes et administration. Bonne maîtrise en Engineering électrique et en Anglais obligatoire.

Personne de premier plan dans une société exceptionnelle. L'opportunité de la vie.

Envoyer C.V. et prétentions en anglais, à :

BPT - A l'attention de M. SEATON  
B.P. 222 - 91882 MASSY CEDEX

Tél. : (16-1) 60-13-93-93

Fax : (16-1) 60-13-92-70

recherche  
pour sa Direction du Personnel  
et des Relations Humaines

### UN JEUNE CADRE ADMINISTRATIF

Appelé à assister le responsable du secteur BUDGET (emploi-budget de personnel - contrôle de gestion - masse salariale - système salarial - statistiques...)

Le candidat titulaire d'un diplôme d'études supérieures à dominante économique ou d'une école de commerce devra posséder de solides connaissances informatiques.

Une formation complémentaire en gestion de personnel ainsi qu'une première expérience professionnelle constitueront des atouts supplémentaires.

Qualités requises : rigueur, disponibilité, goût du travail en équipe. Les candidats masculins devront être libérés de leurs obligations militaires.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) à : Direction du Personnel et des Relations Humaines  
Radio France 116 avenue du Président Kennedy 75786 Paris cedex 16



### LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE FORMATION

Budget 800 MF - 1 300 agents permanents  
26 Directions régionales - 3 Écoles nationales

recherche

#### Les Directeurs :

- de son service de la Coordination pédagogique (poste basé à Paris) ;
- de son école nationale de formation des Cadres d'Angers (poste basé à Angers) ;
- de ses délégations régionales :
  - Midi-Pyrénées (poste basé à Toulouse)
  - Nord-Pas-de-Calais (poste basé à Lille)
  - Paris Grande-Couronne (poste basé à Versailles)
  - Poitou-Charentes (poste basé à Poitiers).

RECRUTEMENT dans le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ou ingénieurs 1<sup>re</sup> catégorie. Postes vacants progressivement à partir du 6/7/1991.

La connaissance de la fonction publique territoriale, de la formation professionnelle des adultes, une expérience significative en matière de gestion, des aptitudes à la mobilité et au changement sont des atouts déterminants pour réussir dans ces fonctions.

Envoyer candidature manuscrite + CV et photo à :

M. le Président du C.N.F.P.T.

3, Villa Thoréton - 75738 PARIS CEDEX 15

Recrutement par Cabinet Conseil

### GESTIONNAIRE DU PERSONNEL devenez

### CONSULTANT FORMATEUR

Compétent en gestion et administration du personnel, vous voulez enrichir vos expériences, renouveler vos contacts, dynamiser votre carrière. Si vous êtes diplômé BAC + 5, avez 5 ans de pratique professionnelle, êtes passionné par la pédagogie et les relations avec des entreprises variées, la CEGOS n°1 de la formation des adultes en Europe vous propose de devenir l'un de ses consultants formateurs, au sein d'un Département en très forte expansion.

Merci d'adresser votre dossier sous Réf. : 23868/M à Mme FOURNIAT - CEGOS - Division Recrutement - 204, Rond Point du Pont de Sèvres - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.



### L'ÉCOLE DES MINES DE NANTES RECRUTE ENSEIGNANTS CHERCHEURS

(doctorat exigé)  
En productique - Informatique - Automatique  
Electronique - Traitement du signal.

### ENSEIGNANTS

Mathématique - Langues - Economie - Communication.



3 Rue Marcel Sembat, 44049 NANTES Cedex 04, Tél. 40 73 74 70

### L'OBSERVATOIRE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE LILLE recherche

Une personne qualifiée pour le poste d'expertise • analyse • études d'impact • problèmes d'aménagement de l'environnement

Adresser intentions et CV à

M. GUY HASCOET

Observatoire Communautaire de l'Environnement  
1, rue du Ballon - BP 749, 59034 Lille Cedex  
Tél. : 20-06-92-08 - Fax : 20-74-40-74



صكا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des Cadres

Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 XI

Le Grand Coordinateur

Logistique

## Nouveaux Horizons Pour Un Pro

BAUMGARTNER + PARTNER est depuis 30 ans l'un des cabinets allemands leader en conseil de direction et en recrutement. Pour faire face à notre forte croissance en Europe et à nos objectifs ambitieux en France, nous proposons une opportunité à un

## Consultant senior

Professionnel confirmé en recrutement, vous avez environ 40 ans, un diplôme de très haut niveau, un parcours professionnel en entreprise prestigieux et la passion du recrutement personnalisé. Commercial performant et consultant consciencieux, votre carnet d'adresses et votre notoriété vous donnent un potentiel de clientèle bien établi. Passionné par l'évolution internationale, vous vous sentez aujourd'hui à l'étroit dans votre contexte actuel.

Nous vous donnons la possibilité d'accéder à cette ouverture et de vous épanouir dans notre cabinet international à PARIS.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre lettre de motivation avec CV, photo et prétentions à notre directeur Peter WITZENS, BAUMGARTNER + PARTNER, 33 rue Galilée, 75116 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité. Tél. : 47.23.72.24.

BAUMGARTNER + PARTNER

PARIS SINDLINGEN DUSSELDORF HAMBURG BERLIN MADRID NEW-YORK TOKYO

SAINT-GOBAIN

## ADJOINT AU DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

SOCAR (3,5 milliards de C.A. ; 3 500 personnes), filiale du groupe Saint-Gobain, est leader dans le secteur de l'emballage carton.

Le Directeur des Ressources Humaines recherche un Adjoint. Plus particulièrement chargé des Relations Sociales, il assurera le rôle de conseil auprès du DRH et des Directeurs d'Unités décentralisées (environ 40 centres de profits) dans tous les domaines du droit du travail.

Selon les problèmes rencontrés, il leur proposera des outils de suivi et de gestion du personnel, en vue de développer leur autonomie en matière de gestion sociale.

Diplômé d'Etudes Supérieures (de préférence juridiques), à 28/35 ans, vous avez une expérience de 5 à 7 ans de la fonction. Votre sens de l'écoute et du dialogue, ainsi que votre pragmatisme et votre souci d'apporter des solutions concrètes vous permettront de créer ce poste. Votre potentiel déterminera l'ampleur de vos responsabilités et votre progression à moyen terme.

Florence HADJAB vous remercie de lui faire parvenir lettre, C.V. et photo, sous réf. 3803A/LM, BOSSARD CARRIERES 4, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS

BOSSARD Carrières

## Société Multinationale, Leader mondial dans son domaine,

Recherche, pour sa filiale industrielle (200 personnes) située à GRENOBLE, son

### MANAGER HUMAN RESSOURCES

Membre du Comité de Direction, il sera son conseil en organisation, gestion prévisionnelle des Ressources Humaines et développement social ainsi qu'en matière de communication, sécurité et environnement.

Il garantira et animera une politique sociale fondée sur le Management Participatif et la recherche de la Qualité Totale et du Service au client.

Profil : 30 / 35 ans,

Expérience 5 / 10 ans en société multinationale,

Formation supérieure (Maîtrise de droit, I.E.P., E.S.C.),

Anglais courant.

Candidature à envoyer à SEFOP Rhône-Alpes : Europole - 1 Place Firmin Gautier 38000 GRENOBLE sous la référence SEGE01.

SEFOP

Rhône-Alpes

Enfin un guide pour recruter des universitaires...



850 DESS, DEA, MIAGE, MISTC, MAGISTÈRES, 140 LABORATOIRES ET 69 UNIVERSITÉS ANALYSES EN FONCTION DES MÉTIERS DE L'ENTREPRISE

PEBLISCITE PAR LES PROFESSIONNELS ET LA PRESSE

- "Ce Guide Université Entreprise est un outil précieux pour les recruteurs" M. de Bary (Citroën)
- "Enfin un document qui permet de mettre fin à la méconnaissance réciproque des entreprises et des universités" M. Schier (Bouygues)
- "Excellente initiative!" Mme Momméja (Alcatel Alsthom)
- "Ce guide devrait aider les professionnels à mieux connaître les compétences qui sont à leur disposition" Frédéric Gaussen (Le Monde)
- "Bien pratique pour un recruteur!" Agnès Baumier (Express)

Contact : La lettre Recrutement & Formations (1) 42 02 01 60

JOUEZ GAGNANT AVEC

FRANCE loto

FRANCE LOTO poursuit une politique dynamique d'expansion et recherche son

## EXPERT EN REMUNERATIONS

environ 5 ans d'expérience

Sa mission :

Au sein de la Direction des Ressources Humaines

- Il pilote et contrôle la mise en œuvre de la politique de rémunération définie par la Direction Générale. Il veille notamment à la cohérence entre les pratiques internes (3 établissements) et celles du marché externe. Il assure l'équité entre unités.

- En liaison avec les DRH des sites, il anime, coordonne et exploite toutes les actions permettant l'adaptation dynamique de la politique de rémunération (enquête de salaire, positionnement des postes, procédures d'évaluation des performances, systèmes de rémunération, gestion de la masse salariale...).

- Il participe au développement des outils informatiques de la DRH et plus particulièrement dans le domaine de la paye.

Son profil :

Ces fonctions présentent une ouverture et une polyvalence pour un candidat de formation supérieure (Bac +5) disposant d'une solide expérience dans le domaine des rémunérations acquise au sein d'une importante entreprise ou d'un Cabinet spécialisé et ayant de réelles connaissances dans la mise en œuvre des outils informatiques.

Poste basé à Mussy le Vieux en Seine et Marne (proximité aéroport Roissy en France)

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 22 B 2176-1M à notre conseil :

ETAP - 71, rue d'Aufoeil - 75016 PARIS

### Votre premier Challenge professionnel

## Promotion Economique du Grand Rouen

- Vous sortez d'une formation supérieure Bac + 4 Economie et/ou business (anglais indispensable),
- Vous avez un tempérament de battant et vous voulez inscrire à votre C.V. une expérience professionnelle passionnante et réussie.

### MISSION :

- Connaître parfaitement et vendre l'offre immobilière et foncière du Grand Rouen intéressant les entreprises en expansion qui cherchent de nouvelles localisations.

### CADRE DE TRAVAIL :

- Équipe du Comité d'Expansion du Grand Rouen patronnée par l'ensemble des Institutions locales et des Entreprises les plus dynamiques de la région.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V., prétentions au Comité d'Expansion du Grand Rouen, 23, boulevard Gambetta, 76000 Rouen.

## LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON

pour mieux répondre aux préoccupations des entreprises recherche pour sa Direction Internationale

Assistant Commerce International

### Vous aurez pour missions :

- prospecter, informer et conseiller les entreprises concernées par des opérations s'inscrivant dans un contexte international,
- collaborer à la mise en place d'actions individuelles ou collectives à l'étranger (accompagnement, participation aux foires et salons) ainsi qu'à l'organisation de l'accueil d'acheteurs et de visiteurs professionnels étrangers.

Votre formation supérieure (ENSI...) renforcée par une spécialisation commerciale ou de gestion (ESC, IAE, CESMA...) est impérativement complétée par une expérience de 3 ans minimum de la prospection à l'étranger.

Le goût des contacts et de réelles facultés d'adaptation sont nécessaires pour réussir à ce poste. La parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable. La connaissance de l'espagnol ou de l'italien sera vivement appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. AC à la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON - Marc MONNOT Direction des Ressources Humaines - 3, place de la Bourse - 69289 LYON cedex 02

Le Partenaire économique des entreprises

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

# Le Monde de la Fonction Commerciale

## RESPONSABLE MARKETING FRANCE Transport international

Notre client est un groupe international très important dans le secteur du transport express, avec un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars, employant 10.000 personnes. Afin d'améliorer encore sa position sur ses différents marchés, le groupe a décidé de renforcer sa structure de marketing à différents niveaux. Dans ce contexte, nous recherchons le responsable marketing pour la France. Rattaché à la direction générale et faisant partie d'une équipe internationale, il sera responsable de l'ensemble de la fonction marketing y compris les études de marchés, la promotion, les relations publiques, le support ventes et

le lancement de nouveaux produits et services. Ce challenge s'adresse à un jeune professionnel du marketing, de formation supérieure et justifiant d'une expérience minimum de cinq ans dans un contexte international particulièrement dynamique, de préférence dans les services. L'anglais courant est impératif, une première expérience de management et de la vente directe serait un atout. Le salaire, attractif, sera fonction de l'expérience. Ecrire à J. MOLLER en précisant la référence A/R9890M - PA Consulting Group 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

Un chef de publicité Média-System, c'est quelqu'un de bien dans sa peau, c'est quelqu'un qui aime ses clients et qui aime la communication. Il sait vendre, créer, conseiller. Il aime écrire, il est sensible au marché de l'emploi et aux grands courants de communication. Il est fier de savoir

rendre service à ses clients, il aime se valoriser à travers des actions qui se remarquent et qui marchent. Non, ce n'est pas une personnalité hors du commun, c'est tout simplement quelqu'un de compétent capable d'humilité et de modestie mais aussi audacieux et créatif sachant convaincre.

Vous vous reconnaissez ? Vous avez déjà une expérience de la publicité et vous intéressez à la communication pour les ressources humaines. Vous avez une formation supérieure école de commerce ou Bac + 4. Si vous vous sentez capable de gérer des grands comptes

prestigieux au sein d'une équipe très compétente. Si vous parlez l'anglais... Merci d'adresser votre candidature à Média-System à l'attention de Pascale Locman, 6/8 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, ou téléphonez au 42.27.40.27.

**On naît chef de publicité ou on ne l'est pas**

PS : Nous sommes la première agence française de communication pour les ressources humaines, filiale de Publicis.

42.27.40.27

## INGENIEUR TECHNICO-COMMERCE PAU

elf antargaz recherche pour sa Direction Régionale Midi Pyrénées un **INGENIEUR** **TECHNICO-COMMERCE**.

Animateur de l'équipe technico-commerciale, vous mènerez les négociations commerciales et assisterez la Direction Régionale pour tous les problèmes techniques GAZ en clientèle (interventions, réalisation d'études technico-économiques...).

A terme, vous aurez la possibilité de joindre vos ambitions à notre développement international. Vous êtes ingénieur ENSAM, INSA, IDN, ENSPM ou équivalent et justifiez d'une expérience dans les domaines Thermique et Commercial.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions à ELF ANTARGAZ - DRS - Tour ELF - 92078 PARIS LA DEFENSE Cedex 43

**elf aquitaine**  
LA PASSION A TOUJOURS RAISON

CSEE Transport est une entreprise qui utilise les techniques les plus avancées de l'informatique, de l'électronique et du traitement du signal.

Elle recherche des **Ingénieurs d'Affaires** Plus commercial que technique, 10 ans d'expérience en matière de contrats à l'export ont fait de vous un véritable négociateur et surtout un bon gestionnaire.

Vous possédez et possédez des connaissances en signalisation ferroviaire et surtout un excellent sens relationnel indispensable à ce poste.

Vous assurez un rôle de coordination, de suivi de gros contrats, de gestion des coûts et d'élaboration de planning. Vous établissez de nombreux contacts avec nos usines et nos clients d'œuvre, prenez en charge l'interface avec nos clients.

Votre anglais est sûr et vous serez nécessaire lors de vos fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Votre évolution au sein de notre groupe est d'ores et déjà assurée : nos projets sont nombreux et nous les partagerons avec vous. Merci d'adresser votre candidature à CSEE TRANSPORT - M. PETAIN - 21 de la Vigne aux Loups rue Denis Papin 91380 Chilly-Mazarin.

Chilly-Mazarin 91

## INGENIEURS D'AFFAIRES

**CSEE**  
Transport

UNION CARBIDE CHEMICAL FRANCE  
RECHERCHE

## INGENIEUR DE VENTE FORMATION INGENIEUR CHIMISTE

Vous êtes âgé de 30 ans environ et vous avez au moins 3 à 5 ans d'expérience dans la vente et le marketing de spécialités chimiques organiques destinées aux marchés des peintures, adhésifs, de la construction et de la détergence.

Vous parlez couramment l'anglais. Nous vous offrons une ambiance internationale avec des possibilités de carrière en France et en Europe, une intégration dans une équipe commerciale solide et la responsabilité d'un secteur d'activité, une rémunération motivante et une voiture de fonction.

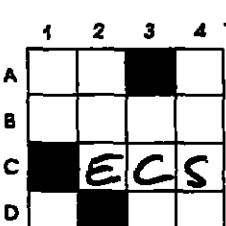
Ce poste est basé en Région Parisienne - Banlieue Sud.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 8054.

AGENCE MAILLE  
18 RUE VOLNEY - 75002 PARIS, QUI TRANSMETTRA

**UNION**  
CARBIDE

## Le Monde de la Cadres



ECS, leader européen de la location d'ordinateurs IBM, recherche, pour son Département Communication et Relations Publiques, son

## Responsable d'Edition

Engagement, Compétence, Souplesse

Vous serez chargé du suivi de toutes les publications du groupe ECS, de la rédaction à la réalisation. Pour cela, vous assurerez la négociation et les relations avec les fournisseurs.

Votre rigueur, votre créativité et votre esprit d'équipe, vous permettront de réussir pleinement dans cette fonction. Une bonne connaissance du marché informatique serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV sous réf. PS739 à ECS - Relations Humaines - 29 Avenue Mac Mahon, 75017 PARIS.

**ECS**

VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

## LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE RESTAURATION COLLECTIVE

recrute

Son responsable pour la gestion d'une nouvelle cuisine centrale de 3 500 repas par jour

Avec ouverture prévue au printemps 1992 et possibilité d'évolution.

NIVEAU REQUIS :

BTS Hôtellerie ou diplôme équivalent. Il devra posséder de réelles aptitudes à l'encadrement d'une équipe de 24 agents et avoir l'expérience confirmée de gestion d'un établissement similaire, de restauration collective en maison froide.

MISSIONS :

- Responsabilité générale de l'équipement.
- Gestion administrative et budgétaire - marchés.
- Gestion et coordination des équipes constituées.
- Relations avec les fournisseurs et les administrations clientes.

RECRUTEMENT :

A temps plein, début 1992. Mission dès l'été 1991 de suivi et de Conseil auprès du S.I.R.C. pour la mise en place de la nouvelle cuisine.

Envoyer candidature, curriculum vitae et photo à :

M. le Président du S.I.R.C.  
Hôtel de Ville - 83957 La Garde

INSTITUT NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

recrute

## CHEF DE DÉPARTEMENT D'ENSEIGNEMENT-RECHERCHE EN GESTION

Pour son Département Gestion (une vingtaine d'enseignants-chercheurs environ) :

- marketing/commercial
- stratégie/management
- comptabilité/finance.

L'INT recrute un responsable, soit d'origine universitaire, soit d'origine « entreprises ». Expérience dans les domaines de l'enseignement de la recherche et/ou de la consultation. Aptitudes dans le management d'équipe.

Envoyer prétentions, CV et lettre manuscrite à :

INT - Secrétariat Général  
9, rue Charles-Fourier - 91011 ÉVRY CEDEX  
Tél. : 60-76-41-01 - Télécopie : 60-77-60-82.

## ORGANISME FINANCIER

recherche

Pour contacts suivis  
EXCLUSIVEMENT AVEC ENTREPRISES  
INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

SECTEUR : BOURGOGNE SUD

## ATTACHÉ(E) COMMERCIAL(E)

Ce poste conviendrait à candidat homme ou femme bénéficiant d'une première expérience comportant des contacts fréquents avec des dirigeants d'entreprises.

Les candidatures de débutants seront néanmoins examinées. Les intéressés devront disposer d'une formation supérieure correspondante, d'un goût réel pour la communication et d'une personnalité affirmée.

La fonction s'exercera dans une optique de relations à long terme avec une clientèle déjà existante à développer.

Des déplacements fréquents sont à prévoir dans le secteur Bourgogne Sud.

Le niveau de rémunération, comportant une partie fixe et un intéressement aux résultats, sera communiqué à l'occasion des entretiens.

Ecrire sous n° 8313. - Le Monde Publicité,  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

A la conquête du marché allemand

## RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

Très présent et très performant sur le marché français de l'automobile, de l'aéronautique et de l'armement, nous avons un savoir-faire véritablement reconnu dans la conception et la réalisation de composants industriels.

Désireux de développer notre spécificité sur le marché allemand, nous souhaitons intégrer dans notre équipe un spécialiste parfaitement à l'aise dans le milieu de l'automobile et maîtrisant bien les techniques de la fonderie.

A la fois ingénieur et commercial, vous savez agir en toute autonomie et vous appuyez avec brio sur la structure de notre groupe : réseau important de représentants, stratégie commerciale efficace, présence remarquée dans les principaux salons et congrès professionnels internationaux.

Parfaitement bilingue allemand, intuitif et volontaire, vous saurez saisir les opportunités qu'offre cette mission.

Le Poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, à Châteauroux Fonderies - Direction des Ressources Humaines - 21 de la Châtre 36028 Châteauroux Cedex.

CHATEAUROUX Fonderies

سكاك الجليل



صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 XIII

Le Monde

de l'

Informatique

2<sup>ème</sup> SESSION 1991

## Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?



Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons su depuis plus de vingt-cinq ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 5 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion • dégagés des obligations militaires • libres pour démarrer rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M275C5, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

**HONORÉ Informatique**

Le développement rapide des activités de notre Banque (110 personnes), lié à l'un des premiers groupes français d'Assurances, nous conduit à nous doter de moyens informatiques et bureautiques importants et diversifiés. Notre croissance s'accroît et impose aujourd'hui la mise en œuvre d'une nouvelle organisation informatique.

## JEUNE RESPONSABLE DE L'ORGANISATION INFORMATIQUE

Vous proposerez une nouvelle architecture, des procédures, des outils et des méthodes tenant compte de l'existant (parc micro), des besoins des utilisateurs et de nos projets d'avenir. Vous en suivrez l'application dans un objectif de cohérence et de productivité optimales.

Diplômé d'études supérieures (Bac+4 au minimum), vous avez 3 ans d'expérience en organisation informatique bancaire.

A 28-30 ans, vous possédez les qualités d'autonomie et de contact nécessaires à l'exercice de responsabilités importantes.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence JLB/1012 à notre Conseil

**ETHNOS** Conseil en recrutement  
141, avenue de Wagram  
75017 PARIS  
Membre de SYNTec Recrutement

## CHEF DE PROJET MONETIQUE/TELEMATIQUE



**SINFATransstel** moins de 10 ans d'existence, une trentaine de personnes, 80 millions de francs de chiffre d'affaires) s'est affirmée comme le premier constructeur français de périphériques du Minitel. Afin de poursuivre notre croissance, nous recrutons un chef de projet qui aura essentiellement en charge la conception et le développement de nos produits de monétique et télématique. Interface entre les utilisateurs et le bureau d'études, il interviendra lors de la définition du cahier

des charges et jusqu'à la recette des produits. Ce poste, basé en banlieue Nord-Ouest, s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, doté d'une formation Bac + 5 en informatique (ingénieur ou universitaire) et possédant une expérience significative acquise en SSII ou chez un constructeur. La connaissance des systèmes vidéotex, monétique, télématique, cartes à mémoire, langages évolués, réseaux, etc. sera fort appréciée. Ecrire à G. MASSON en précisant vos prétentions et la référence A/S8686M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.39.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

## Chef de Projet Informatique Images de Synthèse

Nous sommes une Société d'Etudes et de Services aux Entreprises (plus de 600 personnes). Nous développons pour nos clients des produits spécifiques (matériels ou logiciels).

Pour notre Département Aéronautique et Télécommunications, (situé à Malakoff - 92) nous recherchons un Chef de Projet Informatique, qui sous la responsabilité du Chef de Service, et en liaison étroite avec les clients, aura à développer un simulateur destiné à l'Aéronautique. Vous réaliserez les logiciels temps réel (images de synthèse), les interfaces hommes/machines, définirez les nouveaux algorithmes, faites évoluer le produit.

De formation Ingénieur Grande Ecole, option Informatique (type ENSI...), vous avez une première expérience de 2 à 3 ans en développement de logiciels temps réel, de préférence en synthèse d'images. Vous connaissez les langages C et Fortran, le système UNIX et un moniteur temps réel (PSOS...).

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil, SEFOP sous réf. CSE 558 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

**SEFOP**

MEMBRE DE SYNTec

## INGENIEURS INFORMATIENS

DEBUTANTS - Bac + 5  
CONFIRMES - 3 ans et +

ECOLE D'INGENIEURS,  
DESS, DEA, MASTER,  
MAITRISE D'INFORMATIQUE

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie à Pierre GILLIER - SITONIC - 6, rue du Docteur Finlay - 75015 PARIS, vous pouvez également saisir votre CV en tapant 01.42.22.22.22 réf. M 171

**SITONIC**

Intéressés par les projets d'INNOVATION dans les domaines suivants :

- transfert de l'ECRIT, de l'IMAGE, de la VOIX,
- bureautique communicante,
- interconnexion de réseaux,
- systèmes répartis, bases de données,
- temps réel.

Postes à pourvoir en CONCEPTION et REALISATION de logiciel sur mini et microprocesseurs (UNIX, VMS, Moniteurs Temps Réel, langage C, ADA, PASCAL, Assembleurs 680X0, 80X86).

Nous proposons :

- une rémunération motivante avec une possibilité de participation aux résultats,
- un perfectionnement continu des connaissances,
- de réelles possibilités d'évolution dans un environnement enrichissant.

## PARIS ETOILE

Etablissement du secteur tertiaire, leader mondial dans notre secteur d'activité, notre forte expansion nous incite à recruter pour notre Département Organisation.

## ORGANISATEUR

Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce

Vous assisterez le Responsable de l'Organisation dans la mise en place du département et, en relation étroite avec la Direction Informatique et les autres Directions de la société, vous participerez à l'amélioration des fonctionnements de l'entreprise en terme d'organisation administrative, de qualité des opérations et de sécurité.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un(e) candidat(e) à fort potentiel ayant acquis une première expérience d'organisateur de deux années environ, de préférence au sein d'un cabinet de conseil anglo-saxon.

La maîtrise de la langue anglaise est nécessaire. Une bonne pratique des milieux de la banque et/ou de l'assurance serait un atout apprécié. Votre sens relationnel, votre rigueur et votre acquis méthodologique vous garantiront une évolution rapide et ouverte dans un contexte riche en nouvelles opportunités.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite) sous la référence OR à notre conseil : EL CONSEIL - 7, rue Paul Lelong 75002 PARIS.



## DEFITEC ET VOUS, BIEN-ETRE ET TECHNOLOGIE

Société de services spécialisée dans les métiers de l'informatique industrielle, notre rigueur professionnelle dans les domaines AVIONIQUE et SPATIAL, AUTOMATISMES INDUSTRIELS, TELECOMMUNICATIONS, IMAGERIE, GENIE LOGICIEL, ... fait de nous le partenaire des plus grands comptes de l'industrie.

## INGENIEURS GRANDES ECOLES

Ingénieur de formation, vous avez entre 2 et 5 ans d'expérience dans l'un des environnements suivants : ADA, C, C++, SUN/UNIX, 680X0, 80X86. Vous intervenirez dans la conception et la réalisation de projets que vous aurez choisis et vous développerez de nouvelles compétences dans les techniques de pointe (réseaux et services, méthodes et langages objets, interfaces opérateurs, ...).

Vous intégrerez une structure jeune et souple sachant respecter ses engagements.

Prenez contact avec Sylvie BATUT, DEFITEC, 43 rue du Gouverneur Général Eboou 92130 ISSY LES MOULINEAUX.



## JEUNE ORGANISATEUR

VOUS VEZ DE TERMINER VOS ETUDES d'ingénieur, ou de Maîtrise Sciences et Techniques ou MIAGE... Nous vous proposons d'intégrer directement le SERVICE ORGANISATION rattaché à la Direction Organisation Informatique.

VOTRE MISSION s'inscrira dans le cadre et la mise en œuvre du Plan d'organisation de l'Entreprise. Vous serez, dès votre recrutement et après une phase de formation, chargé de participer à la mise en place d'un nouveau système d'information entraînant des mutations technologiques et organisationnelles importantes.

Pour réussir votre mission et votre intégration dans nos équipes, VOUS DEVEZ POSSEDER le sens de la négociation, les compétences pour conduire un projet complexe, des aptitudes pédagogiques certaines, et être passionné par les évolutions techniques et organisationnelles.

Le poste à pourvoir ouvre, à l'horizon quatre-cinq ans, de REELLES PERSPECTIVES d'évolution professionnelle, tant au Crédit Agricole de la Charente que dans le Groupe Crédit Agricole.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, à : Direction des Ressources Humaines - CRICAM - BP 21 16800 SOYAUX



## LE CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE

Formation Ecole d'Ingénieur  
Ayant une expérience réussie du management d'une équipe informatique et de la conception d'un système informatique.

Il aura l'expérience du domaine industriel (informatique temps réel). Quelques déplacements en France et à l'étranger.

Anglais courant.

Merci d'adr. lettre de candidature, CV et photo s/réf. 067 à Société ELSYDEL - DRH - 63, boulevard Beaulieu 75017 PARIS

# Le Monde de l'Informatique

**ORGANISMES CENTRAUX DU CREDIT MUTUEL**

## A l'écoute de vos ambitions...

Le Crédit Mutuel, 245 milliards de francs de dépôts, 7,6 millions de clients, 4.000 agences et 22.000 collaborateurs est le 5<sup>ème</sup> groupe bancaire français.

Les Organismes Centraux du Crédit Mutuel recherchent un Responsable Projet Méthode

Au sein du département de l'informatique Interne, venez prendre en charge la conduite de notre projet Méthode dans ses aspects conduite de projets et conception de systèmes d'information.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de commerce, vous avez une expérience de 2 à 5 ans en tant que Chef de Projet dans le secteur bancaire.

Vous maîtrisez une ou plusieurs méthodes de conduite de projets (type SDM/S) et de conception de S.I. (MERISE...) ainsi qu'au moins un AGL. La connaissance de Bases de Données Relationnelles serait un plus. Vous êtes bien sûr un homme de dialogue et d'ouverture.

**CONTACT**  
Pour nous parler de vos ambitions, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 308/LM/02 à la DRHRS, Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

**Crédit Mutuel**  
une banque à qui parler

## UNE EQUIPE CONFIRMÉE ET DE GRANDS PROJETS

DE SOLIDES PARTENAIRES, UNE EQUIPE EXPERIMENTÉE HABITUÉE À CONDUIRE DES MISSIONS DE HAUT NIVEAU.

UNE COMPÉTENCE RECONNUE EN SYSTEMES ET TECHNOLOGIES DE POINTE. VOILÀ QUELQUES ATOUTS QUI PERMETTENT À GENCOM D'INTERVENIR DANS LE CADRE DE PROJETS INFORMATIQUES DE GRANDE ENVERGURE.

## INGÉNIEURS CONFIRMÉS

### 2 À 6 ANS D'EXPÉRIENCE

Vous justifiez de Compétences

- RESEAUX
- SGBD
- OUTILS GRAPHIQUES
- METHODES
- SYSTEMES D'EXPLOITATION (UNIX, VMS, MVS, MS-DOS, OS2)
- LANGAGES (C, PASCAL, ADA, FORTRAN)

Vous contribuerez activement à l'expansion de nos secteurs d'activité :

- TELECOMMUNICATIONS
- AERONAUTIQUE ET SPATIAL
- DEFENSE
- INDUSTRIE ET TRANSPORT
- FINANCE ET TERTIAIRE
- METHODES ET FORMATION

DANS LE CADRE D'UNE POLITIQUE D'INTERESSEMENT MOTIVANTE, VOUS SEREZ DIRECTEMENT ASSOCIÉS AUX RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Alain DESBOIS  
GENCOM Le Mamez 13 avenue Morane Soulier 78140 VELIZY - Tél. 34 65 01 15

# GENCOM

UNE EQUIPE, DES AMBITIONS

**INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT**  
DEBUTANTS

## conception et réalisation de projets

Le Groupe des Fromageries Bel, présent dans 85 pays : 6 500 personnes, 6 milliards de CA dont 50 % à l'étranger.

Son informatique est l'un des outils de sa compétitivité, elle bénéficie de sa puissance, d'une équipe performante et de moyens solides : 1 centre serveur IBM 4381, VM, VSE, CICS, SQL, NOMAD, un réseau d'IBM 34 et AS 400, micro PC/PS, OPUS 4000... Elle sera encore plus performante si vous coopérez à la mise en place de nouveaux systèmes d'information.

Vous serez intégré aux équipes de développement qui conduisent des projets dans cet environnement technique et méthodologique motivant. Vous avez une formation Bac + 5 informatique, vous êtes débutant ou vous avez une première expérience de réalisation.

Votre lieu de travail : Paris-Madeleine/Concorde.

Pour prendre contact, merci d'adresser CV et lettre manuscrite, sous réf. 025/02, à Marie-Christine LE GARFF - Temps Dense - 3, rue de Liège 75009 Paris.

**TEMPS dense**  
INGENIERIE DES CARRIERES

# AXA

Groupe privé d'assurances, AXA réalise un Chiffre d'Affaires de 57 milliards de francs dont 1/3 à l'étranger. Actuellement dans les 10 premiers groupes européens d'assurance, AXA affirme sa volonté de devenir l'un des premiers groupes internationaux dans son domaine.

## NOUS RECHERCHONS DES INGENIEURS GRANDES ECOLES POUR CONSTRUIRE UNE NOUVELLE INFORMATIQUE

Notre forte croissance nous amène à développer une architecture informatique qui permette de mettre en commun pour l'ensemble des sociétés du groupe les moyens techniques, les données, les fonctions utilisateurs.

Notre environnement, composé de grands systèmes IBM (MVS, CICS, DB2, COBOL 2) et de 17.000 postes interconnectés (micros sous OS/2 réseau local TOKEN RING, Pascal orienté objet), intègre les nouvelles techniques : langages structurés, systèmes expert, EAO, bases de données distribuées, communication programme à programme...

Diplômés des Grandes Ecoles, de débutants à 5 ans d'expérience, nous vous proposons de rejoindre notre équipe jeune de très haut niveau, où chacun est responsable de son projet de A à Z. Nous offrons une rémunération attractive.

D'autre part, la taille d'AXA permet d'offrir des évolutions de carrière tant dans le domaine informatique que dans les différents secteurs d'activité du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. LMO/7 à :  
AXA - Eric BRETON - DCRH - 14 Rue de Londres - 75009 Paris.

## LA COMPETITION, NOTRE MODE DE VIE, VOTRE MODE D'ACTION.

Ingénieurs Grandes Ecoles, Peugeot a l'objectif d'être leader européen des constructeurs. Son savoir-faire, sa solidité financière, son dynamisme, et sa qualité de management sont pour vous l'occasion de concrétiser vos projets. Vous rêvez de défis quotidiens, d'un travail motivant, de responsabilités de premier plan, alors rejoignez La Direction Informatique.

Rejoignez-nous dans la compétition. Ecrivez à :

Vous recevrez une formation adaptée pour vous intégrer dans une équipe de développement. Vous utiliserez de puissants outils de traitement dans un environnement qui s'étendra des plus gros ordinateurs aux micros en passant par les minis transactionnels. Vous évoluerez vers la fonction Chef de Projet ou des fonctions orientées vers les techniques des systèmes informatiques.

**PEUGEOT**  
FRANÇOIS YRAUTTER  
Responsable Informatique du personnel  
Service des Ressources Humaines - 35 rue de la République - 69003 LYON



## INGENIEURS LOGICIEL

Société d'ingénierie informatique, nous concevons et réalisons des logiciels de base et d'application pour les grands projets du futur en automatismes industriels, aéronautique, espace et télécommunications.

Ingénieur grande école, universitaire, attiré par l'informatique technique, vous souhaitez développer vos compétences en génie logiciel, traitement d'images, process, simulation, réseaux.

Venez partager notre passion.  
INFORMATIQUE POUR LES TECHNIQUES AVANCEES  
5 avenue du Maréchal Juin, 92100 Boulogne.

**INTA**

**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.**

صكنا من الامم



صكا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde des Secteurs de *Pointe*

• Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 XV

apprentis  
casaniers?

SE GRISER d'audace, de rêves, de passion, de liberté...  
TRAVERSER ET MAÎTRISER les courants technologiques,  
POUR IMAGINER ET CONCEVOIR le caractère de nos futurs MICRO-ORDINATEURS.



MEDIA PA Photo B. Desroches. Ymagistat

Le transfert de la DIRECTION MONDIALE du groupe ORDINATEURS PERSONNELS à Grenoble ouvre des perspectives pour l'ensemble de la division PC.

Notre département **RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT** est le plus important d'Europe. 10 % de notre chiffre d'affaires sont investis dans les projets développés par ce laboratoire.

- Pour accompagner et accélérer notre croissance, notre laboratoire souhaite intégrer de nouvelles équipes d'ingénieurs.

Aujourd'hui, nous souhaitons rencontrer :

**INGENIEURS SOFTWARE**

**INGENIEURS BIOS**

**INGENIEURS  
ELECTRONICIENS**

**INGENIEURS  
TELECOMMUNICATIONS  
ET RESEAUX**

Entrer chez HP c'est choisir une entreprise à forte croissance, des postes de départ à la fois formateurs et exigeants, c'est faire avec nous le pari que vous pouvez prendre des responsabilités sans attendre, c'est pouvoir dessiner et redessiner sa carrière avec le temps, c'est la certitude que vos ambitions se réaliseront à la hauteur de votre motivation et de votre potentiel.

Vous êtes débutant ou expérimenté. Nous sommes prêts à considérer votre candidature même si vous n'êtes pas disponible dans l'immédiat.

Adressez-nous votre dossier de candidature (CV et photo) en précisant le poste choisi au Service Recrutement **HEWLETT PACKARD FRANCE** 38053 GRENOBLE CEDEX 09.

 **HEWLETT  
PACKARD**

emploi

# Le Monde des Secteurs de Pointe

## TDF: LA NOUVELLE ONDE DE CHOC

● TDF Diffusion de France



TDF - 1<sup>er</sup> diffuseur de radio et télévision - innove de la pointe de l'actualité à la pointe de la technique en créant de nouveaux services (un système satellite de diffusion directe TDF1 - TDF2, radiomessagerie, radiotéléphone, diffusion de données, réseaux câblés...). Société anonyme, 4000 professionnels de l'audiovisuel, un savoir-faire exporté dans le monde entier, un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs, une appartenance prestigieuse : COGECOM, Groupe FRANCE TELECOM.

### INGENIEUR GRANDS COMPTES

Ingenieur de formation, avec une première expérience d'au moins trois ans dans le domaine de la haute technologie, vous serez rattaché au Directeur des ventes et entouré d'une équipe de 3 collaborateurs. Vous serez en charge de la commercialisation de nos produits auprès de nos clients - chaînes de programmes télévisés - et négociez des contrats pluri-annuels.

Votre rôle :

- Proposer des solutions optimales, après analyse des besoins, en participant à la conception et l'élaboration de conventions, contrats et avenants.
- Négocier ces contrats au mieux des intérêts de TDF à court et moyen terme.
- Informer et contribuer à coordonner l'ensemble des interlocuteurs de TDF pour la réalisation des prestations.

Vos objectifs principaux :

- Assurer la consolidation du chiffre d'affaires avec ces clients.
- Garantir le niveau optimal de satisfaction de nos clients.
- Contribuer au développement commercial de TDF.

Merci d'adresser votre dossier (lettre man., prétentions, CV, photo) sous la réf. : LM/01/91 à : TDF - Direction des Ressources Humaines - Département Développement des Carrières, 21/27 rue Barbès 92120 MONTROUGE.

TDF : LA DIFFUSION DES IMAGES, DU SON ET DES DONNÉES.

## GAGNEZ LES GRANDS ESPACES EUROPEENS

TEUCHOS est une jeune société d'ingénierie en expansion rapide. Son domaine : les grands programmes aéronautiques et spatiaux nationaux et européens en collaboration avec un grand donneur d'ordre de la profession. Elle recherche pour ses activités de conception et de développement de lanceurs de missiles des

### INGENIEURS

justifiant d'une première expérience réussie (Bac + 5 minimum)

pour les postes suivants basés en région parisienne.

- Responsable développement équipements pyrotechniques lanceur.
- Responsable ingénierie structures internes station spatiale.
- Responsable définition et aménagement d'un étage de lanceur.
- Etude du durcissement électromagnétique missile ou équipements.
- Modélisation et calcul circuits électromagnétiques équipements.
- Calculs aérodynamiques et thermiques (expérience SUPERTAB).
- Conception et mise au point cartes VME (processeur graphique).
- Conception et interface fondeur pour ASIC spécifiques.
- Mise en place base de données CFAO (SUN / UNIX - SQL).
- Cognitif expérimenté (domaine génie logiciel et génie système).

Vous justifiez d'une bonne connaissance de l'anglais. Vous savez faire preuve d'autonomie tout en vous intégrant à des équipes pluridisciplinaires au sein de structures à dimension humaine.



Merci de nous adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, CV détaillé) sous référence PRD4 à TEUCHOS EXPLOITATION 6, avenue du Général de Gaulle, 78000 VERSAILLES.

La dimension internationale de notre Groupe, qui conçoit et fabrique des moteurs Diesels pour le monde entier, l'amène à développer sa politique industrielle et à rechercher de

## Jeunes Ingénieurs chefs de projet industriel

Votre mission consistera à conduire un projet industriel : organisation en cellules autonomes de travail, gestion des flux d'information, animation d'une équipe, contrôle et suivi du résultat. Après une expérience réussie de 2 ou 3 ans, au sein de la Direction industrielle, de larges possibilités d'évolution vous seront offertes dans le Groupe, en France comme à l'étranger. Ce poste nécessite un goût marqué pour la gestion et l'économie d'entreprise et de très bonnes capacités relationnelles. Rigoureux et pragmatique, âgé de 24 à 28 ans, vous avez une formation d'ingénieur à dominante mécanique (Centrale, ENSAM, IDN, INSA, ECL). Une formation en gestion (IAE, ICG...) serait appréciée. La pratique de l'anglais est indispensable. Première affectation en Alsace.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions, photo et numéro de téléphone, sous réf. 62213, à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

## MERLIN GERIN

la maîtrise de l'énergie électrique

GROUPE SCHNEIDER

31 000 hommes et femmes, près de 20 milliards de CA aujourd'hui dont 50% à l'international : une dynamique exceptionnelle d'expansion, d'innovations et d'enthousiasme. La maîtrise de l'énergie électrique : un métier qui évolue vite !

Les grandes réalisations industrielles, la distribution publique et industrielle de l'énergie, les automatismes sont les grands domaines d'activités de notre Département Réalisations d'Ensembles pour lequel nous recherchons des

### chefs de projets confirmés automatisme / informatique industrielle

Vous dirigez la réalisation de grands projets France/Export pour la conduite de process industriels (dominante temps réel), depuis le cahier des charges jusqu'à la mise en service sur site. Vous avez une expérience similaire de 4 ou 5 ans, nous vous proposons une large autonomie pour ces postes à responsabilités impliquant disponibilité et bon niveau d'anglais ou espagnol. D MOND 2/341

### marine marchande

Ingenieur automaticien, vous prenez la responsabilité de projets d'automatismes depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre et aux essais sur plateforme. Votre expérience et vos connaissances acquises dans le domaine de la marine marchande ou d'un secteur similaire vous permettent de jouer un véritable rôle de conseil d'affaires (avant et après vente). D MOND 816

### chefs de projets juniors électrotechniciens

De formation SUPELEC, IEG, ENSEEHT, débutant ou 1<sup>re</sup> expérience, vous participez à la réalisation de projets électrotechniques (conception de postes THT et de centrales). Responsable de la qualité, des coûts et des délais, vous coordonnez et assurez les relations avec les partenaires extérieurs et les services internes. D MOND 746

Renforcer notre professionnalisme et construire ensemble votre propre parcours : une ambition et un enthousiasme que nous vous invitons à partager !

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à Merlin Gerin, Gestion prévisionnelle des cadres, 38050 Grenoble Cedex. Entretiens sur Paris, Grenoble ou grandes villes de province.

## DE LA GUERRE ELECTRONIQUE AUX GRANDS SYSTEMES INFORMATIQUES

Nous développons nos compétences pluridisciplinaires pour assurer la conception et l'intégration de systèmes embarqués de haute technologie impliquant ADA, UNIX, systèmes experts... dans les domaines de l'auto-défense navale et de l'informatique militaire.

### Ingénieurs high-tech

De l'ingénieur d'études au Responsable de projet, toutes vos compétences s'épanouiront dans des missions motivantes en :

- INFORMATIQUE TEMPS REEL ET GRANDS SYSTEMES
- TRAITEMENT DE L'IMAGE ET DU SIGNAL
- ELECTRONIQUE NUMERIQUE ET GRAPHIQUE
- ELECTRONIQUE DE PUISSANCE
- MARKETING ET COMMERCE INTERNATIONAL

Vous voulez participer à la forte croissance d'une entreprise à taille humaine et de dimension européenne, caractérisée par la collaboration étroite entre les équipes impliquées et sa pratique d'une large délégation de responsabilités.

De nombreux postes sont à pourvoir aussi bien dans nos Centres d'études d'Orsay et de Toulon, notre unité d'intégration de Riom, que dans notre filiale de Services Informatiques.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à Louis Morel, Service des Ressources Humaines, CSEE Défense, 2A de Courtabœuf, 6 avenue des Tropiques, BP 80, 91943 Les Ulis Cedex





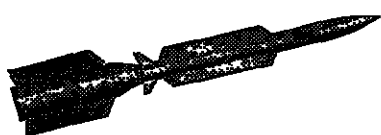
صناديق الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 XVII

e l'Atlantique

## Le Monde des Secteurs de Pointe



Conjuguons vos talents **COMMERCIAUX** à notre expérience **TECHNIQUE**

La Division Engins recherche pour son Etablissement de Châtillon (92) des

### CADRES et INGENIEURS GRANDES ECOLES

Vous avez une formation de haut niveau et vous souhaitez la valoriser en participant à des programmes internationaux multipartites. Nous proposons la **responsabilité de ventes de systèmes militaires Haute Technologie, aux administrations françaises et européennes** à des Ingénieurs ECP, ENSAE, ENSTA.

Vous avez une expérience de 5 à 10 ans au sein d'une Direction Technique ou de Programme, et vous cherchez à évoluer vers une activité commerciale. Nous vous proposons de prendre la responsabilité d'une équipe commerciale ayant en charge :

- l'élaboration et la négociation des offres commerciales
- la négociation de contrats et d'accords de coopération. (Réf. E/CF1/SI)

Vous avez une double compétence technique et gestion ou commerciale. Vous souhaitez débiter votre carrière dans un domaine high tech valorisant ainsi votre formation.

Nous vous proposons d'intégrer une équipe commerciale ayant en charge :

- l'élaboration et la négociation des offres commerciales
- la négociation de contrats et d'accords de coopération. (Réf. E/CF2/SI)

Pour ces 2 postes, l'anglais est indispensable et l'allemand est souhaité.

Vous êtes débutant, diplômé ESCP, HEC, ESSEC... ou riche d'une première expérience dans une industrie proche de l'armement. Vous cherchez à **valoriser vos compétences commerciales dans un pays d'Asie**.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité d'une équipe ayant en charge :

- l'animation de projets et la prospection régionale
- la négociation de contrats
- la recherche de possibilités de coopération.

Pour ce poste l'anglais est indispensable, et le japonais est souhaité.

(Réf. E/CE/SI)

Pour nous rejoindre, adresser rapidement votre dossier à AEROSPATIALE - Etablissement de Châtillon - 2 rue Béranger - BP 81 - 92320 CHATILLON.



aérospatiale

AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

### Ingénieur Responsable Produits De la conception...à la fabrication

Equipements pour l'automobile.

La société est depuis plus d'un siècle présente sur son marché. Elle a récemment rejoint un grand groupe national et s'est positionnée sur le marché de l'automobile. Ce secteur stratégique bénéficie d'investissements importants. C'est dans cet esprit que s'inscrit la recherche d'un Responsable Produits.

Avec l'aide de son équipe (15 jeunes techniciens), il est responsable des produits de leur conception à leur réalisation (préséries). En relation initiale avec le bureau d'études des constructeurs (France et Europe), il procède aux études, assisté par un système CAO. Le prototype réalisé, il supervise tests et essais en liaison avec la qualité. Avec les méthodes, il participe à la définition des moyens d'industrialisation. Complémentairement, il est le lien indispensable avec les services concernés pour le choix et le suivi des fournisseurs, les approvisionnements...

Ce poste conviendrait bien à un jeune ingénieur généraliste, ayant des connaissances en électronique qui, après une première expérience, souhaiterait conjuguer une responsabilité d'équipe, de projets... dans un contexte international (maîtrise de l'anglais nécessaire) et, dans un secteur où les techniques sont particulièrement évolutives.

Le poste se situe en Picardie proche de la mer.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MBE 552 M, à SEFOP, qui nous connaissant bien vous parlera de nos projets.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS

MEMBRE DE SYNTHE

SEFOP

### RESPONSABLE de son SERVICE INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

Institut Pasteur

PARIS - Montparnasse recherche

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) à la Direction des Ressources Humaines de l'Institut Pasteur, 28 rue du Docteur Roux, 75724 PARIS CEDEX 15.

ECRIN AUTOMATISMES

DANS LE CADRE DE SON EXTENSION A LA DISTRIBUTION DES PRODUITS VME DE LA SOCIETE FORCES COMPUTERS, ECRIN AUTOMATISMES, 100 DESBOUTS DE CARTE INDUSTRIELLES EN FRANCE RECHERCHE pour ses agences des ULIS (Paris) et de CROLLES (Grenoble) :

**INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX** avec expérience d'environ 3 ans dans la vente de cartes VME / G64-G96 de préférence.

#### INGENIEURS D'APPLICATION

Connaissant le bus VME et systèmes d'exploitation UNIX / OS-9 pour assurer l'assistance technique de nos clients. Une expérience dans la formation serait un plus.

Pour tous les postes nous offrons un travail motivant au sein d'une équipe expérimentée et dynamique, une réelle possibilité d'évolution en raison de la croissance rapide de la société et des conditions de rémunération stimulantes.

Merci d'envoyer rapidement CV, photo et prétentions à l'adresse suivante : ECRIN AUTOMATISMES - Service du Personnel Rue de Pré de l'Écluse - BP 15 - 38190 CROLLES

Établissement public à vocation financière intervenant dans les pays en voie de développement recherche, pour son siège à Paris,

### UN INGÉNIEUR

pour renforcer sa division des Télécommunications.

Il aura la responsabilité d'évaluer des projets d'infrastructures de Télécommunications, en vue de leur financement, en liaison avec les structures exploitantes et les autorités administratives des pays bénéficiaires des prêts.

Issu de préférence de l'ENST (École nationale supérieure des Télécommunications), le candidat, âgé de 30/35 ans, aura une expérience professionnelle minimum de 3 ans. Formation complémentaire en économie et finances souhaitée. Aisance écrite et orale requise.

Envoyer lettre + CV, au Monde Publicité sous N° 8318, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Coca-Cola Coke

Etre le N°1 mondial, présent dans plus de 160 pays, c'est aussi être garant d'un système de production rationnel et performant. Dans le cadre de son développement, COCA-COLA recherche pour son siège social situé à PARIS un

### RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE

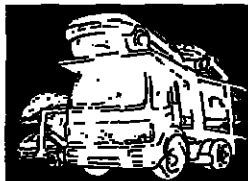
Ingénieur grande école, diplômé agro ou Bac + 4 biologie ou biochimie, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans le domaine de l'assurance qualité, si possible acquise au sein d'un centre de production agroalimentaire ou de biens de grande consommation.

Rattaché au Directeur Industriel, vous animerez la fonction qualité en usine en définissant les principaux objectifs et en assurant la formation et l'animation des responsables qualité.

En relation avec la production, la direction des usines et ces responsables qualité, vous analyserez et assurerez le suivi de la qualité de nos produits à destination des consommateurs et mettez en place les actions correctives nécessaires.

Capacité d'animation et d'écoute, goût pour les chiffres et excellente maîtrise de l'anglais seront vos atouts pour réussir à ce poste évolutif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. RAQ/LM à COCA-COLA BEVERAGES SA, Service du Recrutement, BP 18, 75513 PARIS Cedex 15.



LOHR

Constructeur de véhicules industriels recherche

### INGENIEUR MÉCANICIEN (A.M., ENSAIS, INA, ENI...)

pour prendre en charge le service

#### HOMOLOGATIONS-RÉCEPTIONS

En contact permanent avec les organismes officiels de tous les pays européens (Mines, TUV, etc...) et la clientèle, ce collaborateur devra associer à ses connaissances techniques de réelles qualités relationnelles.

Il est nécessaire de posséder la connaissance de l'allemand et de l'anglais.

Adresser lettre de candidature, photo et C.V. à : Direction des Ressources Humaines - LOHR 29, rue du 14 Juillet - 67980 HANGENBIETEN.





صلى الله عليه وسلم

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 29 mai 1991 XIX

3

# Le Monde des Secteurs de Pointe

## Ingenieurs High Tech...

Société de service spécialisée dans le domaine des programmes aéronautiques à l'exportation recherche

### INGENIEUR CONTRE-MESURES

De formation Electronicien, vous avez 2 à 5 ans d'expérience dans les contre-mesures et une compétence "système" reconnue.

### INGENIEUR MISSILIER

De formation Electronicien, vous avez 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine des radars, de la conduite de tir, des missiles ou des systèmes d'armes.

*pour la conduite de programmes aéronautiques!*

Pour ces deux postes, vous serez chargé, au sein d'une équipe, du suivi et du contrôle d'un programme avec les industriels réalisateurs du projet.

Vous avez bien sûr le goût des contacts humains, le sens du dialogue et des responsabilités indispensables à votre autonomie.

L'anglais est nécessaire pour vos fréquents déplacements en Région Parisienne et Province (éventuellement à l'étranger). Habilitation défense nationale indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, prétentions) sous réf. 2255/LM à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui transmettra.

## COMPETENCES PROFESSIONNELLES QUALITES PERSONNELLES

### REJOIGNEZ

# ASSISMO

Société nouvelle pour le développement exclusif du Conseil et de l'Assistance Technique et Méthodologique à la Maîtrise d'ouvrage des Projets Informatiques.

### • CHEFS DE PROJETS • CONCEPTEURS

- Conseil, étude préalable, spécification des besoins, architecture, appel d'offres, conduite de projet, organisation...

Telles sont les **COMPETENCES** qui caractérisent un collaborateur d'ASSISMO.

- Amabilité, honnêteté, respect, courage, fidélité, ambition...

Telles sont les **QUALITES** qui s'appliquent à un collaborateur d'ASSISMO.

Vous vous reconnaissez ? Rejoignez l'équipe de départ !  
Rencontrez-nous : envoyez C.V. ou téléphonez pour Rendez-Vous à Gérard PAYEN, 45 08 02 64 - ASSISMO - 8, rue Saint-Marc - 75002 PARIS.

## Sur fond de matière grise, vos grands projets verront le jour

L'intelligence humaine s'imposera toujours comme la matière vive de notre entreprise.

Filiale du groupe Alcatel, Alcatel TITN ANSWARE est spécialisée dans la conception et la réalisation des systèmes d'information interconnectés par des réseaux. Ces systèmes trouvent des applications dans tous les secteurs de la vie économique : l'Industrie, l'Aérospatial, la Défense, les Télécommunications et le Tertiaire. Nous intervenons à tous les stades : conseil, assistance et réalisation de logiciels ; intégration de systèmes ; ingénierie d'exploitation de parc.

Un savoir-faire reconnu, une puissante organisation régionale et la volonté de rassembler des équipes pluridisciplinaires caractérisent notre SSII. Vous aspirez à un monde fait d'ambition, de missions passionnantes, de perspectives d'évolution. Rejoignez-nous pour donner naissance aux plus grands projets dans les domaines d'activités suivants :

### Industrie / Aérospatial / Défense

Intégration de projets de pointe dans les domaines : systèmes embarqués - traitement du signal et de l'image - télécommunications militaires - productique - contrôle de process - gestion électronique de documents - OUP (On Line Transactional Processing) - sécurité des systèmes informatiques.

Consultants, ingénieurs grandes écoles débutants ou confirmés.

Contact : Laurence LE CAVEZ.

### Tertiaire

Etude et développement des systèmes d'information des Administrations, des Banques, des Assurances, et des Grandes Entreprises.

Nos atouts : la compétence de nos spécialistes dans les métiers de nos clients, la maîtrise des outils et méthodes indispensables à un service de qualité, l'expérience et la rigueur dans la tenue de nos engagements commerciaux.

Consultants, chefs de projet, ingénieurs d'études et analystes en informatique de gestion.

Contact : Estelle MONIN.

### Télécommunications

Architecture de réseaux hétérogènes - protocoles de communication - réseaux locaux - large bande - NUMERIS - Messagerie X 400 et serveurs multimédias. Consultants, ingénieurs grandes écoles débutants ou confirmés.

Contact : Marielle YDE.

### Génie Logiciel

Développement d'outils - organisation et suivi de projets - méthodologie - intégration d'ateliers logiciels...

Consultants, ingénieurs grandes écoles débutants ou confirmés.

Contact : Marielle YDE.

### Ingénierie d'exploitation de Parc

Offre complète de services dans l'exploitation, la gestion, le suivi matériel et logiciel de parcs informatiques.

Ingénieurs et techniciens gestionnaires de réseaux, administrateurs de systèmes et techniciens d'exploitation.

Contact : Christian SCHWARTZ.

### Nos implantations régionales interviennent dans les mêmes domaines applicatifs

Nord : Villeneuve d'Ascq, Est : Metz, Strasbourg, Rhône-Alpes : Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, Sud-Est : Aix-en-Provence, Toulon, Nice, Sud-Ouest : Toulouse, Bordeaux, Ouest : Nantes, Brest, Rennes.

Chefs de projets, ingénieurs d'étude et analystes en informatique technique et de gestion.

Contact : Ariane CHARTIER.

L'INFORMATIQUE ENRICHIE DES TELECOMMUNICATIONS

ALCATEL  
TITN ANSWARE

Merci d'adresser votre candidature en précisant le domaine d'activité et la ville de votre choix. Si plusieurs de nos activités vous intéressent, contactez Ariane Chartier qui vous orientera. ALCATEL TITN ANSWARE, Direction des Ressources Humaines, 1, rue Galvani - BP 110 - 91301 Massy Cedex.

## Un challenge international

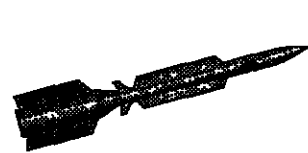
JEUNES  
INGENIEURS  
DE  
PRODUCTION

Filiale d'un important groupe industriel, nous produisons des verres techniques dans notre usine de 700 personnes située dans le sud de la Seine-et-Marne (77). Le contexte en croissance et largement international de nos produits nous conduit à des développements techniques de haut niveau. Persuadés que nous gagnerons le pari du futur grâce à la qualité de nos ingénieurs, nous poursuivons la structuration de notre équipe.

Nous recherchons de jeunes diplômés GE généralistes (EC, A & M, ENSL...) ou chimistes (option thermique, génie des procédés, traitement de surface...), débutant ou disposant d'une première expérience, désireux de se former et de s'exprimer dans un environnement technologiquement très élaboré.

Au sein d'une équipe de jeunes ingénieurs, nous vous confierons des responsabilités Process visant à optimiser et à fiabiliser la maîtrise de nos procédés de fabrication et à améliorer la productivité de nos équipements. Evolutions possibles vers des responsabilités de projets ou de supervision d'atelier y compris sur le plan international.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 18784, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



## Des Ingénieurs ingénieux... pour des projets stratégiques!

aérospatiale recherche pour son Etablissement de Châtillon (92) des

**INGENIEURS  
GRANDES ECOLES**  
Débutants ou première expérience

Notre Direction de la Recherche a pour objectif de réaliser des analyses techniques et opérationnelles permettant d'orienter la stratégie de la Division.

Elle souhaite enrichir ses équipes en intégrant des Ingénieurs Intéressés par les techniques de recherche opérationnelle (wargames, cartographie, simulation...). Vous aurez alors la responsabilité d'un important projet puis celle d'études et de logiciels de simulation.

Un des postes à pourvoir requiert une **EXPERIENCE INFORMATIQUE** dans le but d'assurer la **COORDINATION SYSTEME** du département. (Réf. VM/DR/O)

Fort de vos connaissances en **OPTIQUE ET DES ASSERVISSEMENTS** vous assurerez la définition de systèmes de visée et de pointage destinés à la conduite de tirs.

Ces études devront aboutir à des propositions d'ensembles cohérents et complètes, susceptibles de développements industriels. (Réf. VM/DR/L)

Merci d'adresser votre dossier sous référence choisie à AEROSPATIALE - Etablissement de Châtillon - 2 rue Béranger - BP 81 - 92320 CHATILLON.

aérospatiale

AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

# Le Monde des Secteurs de Pointe

## Provence INGENIEURS RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Mécanique, Electrotechnique

Créé il y a 5 ans, notre groupe conçoit et assemble des automates bancaires et des bornes de communication interactives. La qualité de nos produits et l'efficacité de notre marketing nous ont permis d'acquies rapidement une position dominante sur nos marchés. La diversité de nos fabrications et leur constante évolution technologique justifient le renforcement de notre structure Recherche et Développement.

De formation Ingénieur (AM, ENI, ENSEM, INSA, ...) ou universitaire, vous disposez d'une expérience de quelques années acquise de préférence dans le développement d'ensembles de mécanique fine ou de micro-mécanique (automates, robotique, machines de tri, ...).

Vous maîtrisez l'anglais et, dans l'idéal, l'italien.

Dans un premier temps, vous intégrerez pour quelques mois notre implantation italienne avant de rejoindre notre siège situé en bord de mer entre Marseille et Toulon. La dimension de nos partenaires est garante de votre évolution de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 54/4100 B à :

**EGOR PROVENCE COTE D'AZUR**  
6, place Jeanne d'Arc  
13100 AIX EN PROVENCE

**EGOR**

PARIS AVIGNON BORDEAUX BREST LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SUEDE UNITED KINGDOM

## INGENIEURS

VOS COMPETENCES  
POUR LES TRAINS  
D'AUJOURD'HUI

Au sein de la Division Transport, la vocation de nos équipes lyonnaises (600 personnes, dont plus de 200 ingénieurs) est de concevoir les assemblages électroniques embarqués destinés aux TGV, locomotives, métros. Nous recherchons notre Département Qualité et recherchons un Ingénieur :

**ASSURANCE QUALITE FOURNISSEURS**  
ELECTRONIQUE, ELECTROTECHNIQUE, MECANIQUE

Il est responsable de l'évaluation des systèmes existants chez nos fournisseurs, les assiste, si nécessaire, dans la mise en œuvre des actions correctives. Ce poste s'adresse à un ingénieur âgé d'au moins 30 ans, disposant d'une expérience préalable de la fonction ou désirant évoluer vers la Qualité après des responsabilités de type méthodes, production ou commerce, idéalement dans un environnement ISO 9000.

La candidate international des projets menés sur le site nécessite une bonne pratique de la langue anglaise. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence PG 108 à GEC ALSTHOM - Département Ressources Humaines 11/13 avenue de Bel Air - 69627 VILLEURBANNE CEDEX

**GECALSTHOM**  
DIVISION TRANSPORT

Filiale d'un groupe français du secteur médical, spécialisée dans la fabrication électronique de stimulateurs cardiaques, nous recrutons dans le cadre de notre forte expansion un :

## INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT DES TESTS

Agé d'environ 30 ans, de formation ENSI ou ENI, vous avez une bonne connaissance des circuits électroniques tant logiques qu'analogiques et maîtrisez obligatoirement l'anglais technique. Une première expérience dans les tests électriques et dans les bancs de tests pilotés par ordinateur serait un atout non négligeable.

Directement rattaché à la direction du développement, vous serez responsable de la conception des tests électriques. Vous participerez ensuite à leur mise en place en supervisant particulièrement leur traduction informatique en Turbo C, leur exécution correcte en production...

Vous savez établir des relations humaines et votre motivation vous permettront d'évoluer au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à **MBS Recrutement BP 172 - 92357 LE PLESSIS ROBINSON.**

**MBS conseil**

## Elargissez vos compétences

**LCTAR - LE CENTRE THOMSON D'APPLICATIONS RADARS** (230 personnes dont 110 ingénieurs), a pour vocation l'étude et le développement de techniques avancées dans le domaine du Radar.

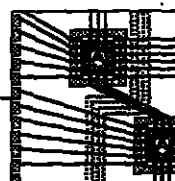
## INGENIEURS ELECTRONICIENS

**Mission :** Vous participez à la conception et la réalisation de systèmes de radars complexes. Ce qui vous permet, à moyen terme, d'acquies une expérience unique dans le domaine du traitement du signal.

**Profil :** Diplômé d'une grande école type Supélec, Télécoms, Centrale... vous avez acquis 6 ans d'expérience minimum en Traitement du Signal, circuits numériques y compris programmés et microprogrammés.

Vous êtes autonome, vous goûtez de l'innovation et votre capacité à vous impliquer dans des projets d'envergure, sont les qualités que vous mettez en œuvre en nous rejoignant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo) à D. URRACA - LCTAR BP 16 - 78143 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex.



**THOMSON**

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

## ROBERT BOSCH (France) S.A.

Flexible Automation

BOSCH, c'est aussi l'assemblage automatisé : robots et manipulateurs, systèmes de transfert intelligents, étiquettes électroniques.

Dans le cadre du développement de notre activité commerciale, nous recherchons un

## Chef de Produits

**Ingénieur de formation,** vous assisterez nos concessionnaires et vous conseillerez les intégrateurs et clients finaux dans l'application de nos produits.

Vous savez-faire et votre sens commercial seront le soutien de nos technico-commerciaux et contribueront à la motivation de l'équipe.

Une solide expérience en production, la maîtrise de l'allemand et si possible de l'anglais, seront vos atouts pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à **ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A. - Département du Personnel - BP 170 - 93404 SAINT-OUEN Cedex.**



**BOSCH**

## samtech France

développe et distribue SAMCEF, logiciel de calcul des structures réputé pour ses fonctionnalités avancées

Elle recherche pour son

Département Etudes à Saint-Quentin-en-Yvelines (H./F.)

## INGENIEUR MECANICIEN

Nous vous voyons

- Ayant une expérience de quelques années dans l'application industrielle du calcul des structures par la méthode des éléments finis (la connaissance de SAMCEF serait un atout).
- Ayant de bonnes connaissances du FORTRAN.

Nous vous offrons

- Un job passionnant au sein d'une société en pleine expansion.
- Une rémunération attractive.

Envoyer votre lettre de motivation et votre curriculum vitae à :

**SAMTECH-FRANCE S.A.**  
6, av. Ampère, 78180 Montigny-Le Bretonneux

Important groupe industriel français, nous concevons et réalisons des systèmes mécaniques complexes intégrant des technologies de pointe. Nos matériels sont utilisés dans les domaines de l'armement, de l'aéronautique, du nucléaire, des chantiers navals. Nous recherchons :

## INGENIEUR PROJET

Ingénieur mécanicien, vous avez une expérience de 3 ans environ en bureau d'études ou atelier de production, si possible dans le domaine des munitions ; vous connaissez l'anglais. Le poste est basé à Bourges (18).

Merci de nous adresser, sous réf. IPB, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions. Confidentialité assurée.

**SM Conseil**

38 RUE DE LISBONNE 75008 PARIS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

## Ingénieurs, évoluez dans les hautes technologies

Filiale du groupe MATRA, l'un des tout premiers groupes industriels français, MATRA ELECTRONIQUE, située à COMPIEGNE, est spécialisée dans la production d'électronique et micro-électronique de haute technologie.

Aujourd'hui nous recherchons

## INGENIEUR D'INDUSTRIALISATION

Chargé de l'industrialisation d'équipements électroniques, vous définissez les produits et les moyens de production et assurez l'interface entre les concepteurs et les lignes de produits.

De formation grande école d'ingénieurs en électronique, vous disposez d'une expérience d'environ 3 ans en développement ou en production d'équipements électroniques.

## INGENIEUR INFORMATICIEN

Votre mission : Réaliser et mettre au point des applications variées, définies avec les utilisateurs.

Vous avez complété votre formation ingénieur type UTC, ENSI... par une expérience d'environ 2 ans en environnement IBM. Vous possédez une bonne maîtrise du langage COBOL et connaissez les logiciels COPICS et AS.

Pour ces postes, merci d'adresser votre dossier de candidature à Lydie Manent - Direction des Ressources Humaines du Groupe

**MATRA**  
83 avenue Marceau  
75116 Paris

**MATRA**  
MATRA ELECTRONIQUE

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT.

سكنا من الاميل



صلى الله عليه وسلم

22 Conséquences des dernières négociations du COCOM  
Actualisation de la TVA sur les terrains à bâtir

23 Le plan de sauvetage de Sabena  
24 Marchés financiers

25 Bourse de Paris  
26 Un plan de restructuration pour A 2 et FR 3

BILLET

Les mouvements sociaux se multiplient alors que le chômage continue à s'étendre

Les régions locomotives

Alors que d'un peu partout sifflent les sirènes de la récession - au mieux de la croissance zéro (le Monde daté 28-29 mai) -, voilà encore les collectivités locales qui viennent à la rescousse et qui, en 1991, serviront de « locomotives » à la progression des investissements. Les industries du bâtiment et des travaux publics, notamment, peuvent leur dire un grand merci.

C'est du moins ce que l'on peut prévoir en analysant les chiffres des budgets primitifs des régions pour cette année, que le ministère de l'Intérieur s'apprête à publier. Après une hausse de 17,8 % en 1990 par rapport à 1989, on assiste cette année encore à un accroissement impressionnant des dépenses : +16 %. Par comparaison, il faut avoir à l'esprit que le budget de l'Etat, lui, ne progresse que de 4,9 %.

Les vingt-six régions de métropole et d'outre-mer devraient dépenser quelque 55 milliards de francs, le rythme de progression des investissements étant sensiblement plus élevé que celui des frais de fonctionnement. Mais, selon les régions, les différences sont parfois considérables.

L'Aquitaine va injecter dans l'économie 28 % de plus que l'an dernier ; la région Poitou-Charentes (chère à M<sup>me</sup> Edith Cresson et au ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand) à peine 2 %. Quant à la Lorraine, que préside M. Jean-Marie Rausch, ministre délégué à la poste et aux télécommunications, elle se distingue négativement puisqu'elle est la seule à diminuer son budget : -0,1 %.

Ce sont encore les lycées qui tiennent cette année le haut du pavé dans les dépenses régionales d'équipement, ce qui confirme le progressif désengagement de l'Etat dans ce secteur. On comprend alors les revendications des élus d'intervenir plus directement, non seulement dans la construction des bâtiments mais aussi dans le choix des filières, la formation et le pédagogie : 35,2 % des dépenses totales vont aux établissements scolaires du second degré. Là encore, le paysage financier régional est très divers. D'une année sur l'autre, le « budget lycées » de la Guadeloupe progresse de 125 %, celui de la Corse de 92 %. En revanche ceux de l'Alsace (-12,8 %), de la Lorraine (-18,4 %) et de la Picardie (-0,7 %) régressent.

La contrepartie d'une telle dynamique est claire. Les régions recourent abondamment aux emprunts (+23 %), qui ne sont en fait que des impôts futurs ou d'autres emprunts différés. Les recettes fiscales, elles aussi, poursuivent allégrement leur progression : +13,2 % en moyenne et +21 % en Ile-de-France... mais quatre fois moins dans le très raisonnable Poitou-Charentes.

FRANÇOIS GROSCHARD

105 000 demandeurs d'emploi supplémentaires depuis le début de l'année

Le chômage a fortement augmenté en France en avril. Le nombre de demandeurs d'emploi, en données corrigées, a encore progressé de 1,3 %, selon les statistiques officielles publiées le 25 mai. Cette hausse correspond à 33 600 chômeurs de plus en un mois, à 142 600 en un an (+5,9 %) et, surtout, à 105 100 depuis le début de l'année. En données brutes, l'aggravation est du même ordre en rythme annuel (+5,8 %). Le taux de chômage par rapport à la population active, qui était revenu à 9 %, remonte maintenant à 9,4 %.

C'était prévisible. M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, inaugure sa nouvelle fonction par la publication de mauvais chiffres du chômage. Cette poussée est inquiétante. Jusqu'à présent, la dégradation était essentiellement due à la diminution du nombre des sorties de l'ANPE, les chefs d'entreprise

hésitant à embaucher en raison de la conjoncture économique et de la guerre du Golfe. Cette fois, elle s'explique par les suppressions d'emploi et les réductions d'effectifs, dues aux petites et moyennes entreprises, les vastes plans sociaux de Michelin, Thomson ou Bull n'ayant pas encore de traduction concrète.

En rupture avec la tendance précédente, les licenciements économiques ont recommencé à croître (+17,1 % en un an), ainsi que les démissions (+19,3 %), les démissions (+11,0 %) et les inscriptions à la fin d'une mission d'intérim (+10,6 %). Ce mouvement, qui pénalise les actifs âgés de 25 à 49 ans, frappe encore plus les hommes (+10,6 % en un an) que les femmes (+7,9 %), du fait de la recrudescence de l'emploi industriel. Deux autres signes confirment bien le gel des recrutements : les arrivées au chômage des demandeurs d'un premier emploi grimpe de 13,5 % en un an, celles des personnes qui souhaitent reprendre une activité après une

interruption se sont élevées de 15,1 %.

A priori, et en l'attente d'une reprise économique particulièrement lente à se manifester, cette dégringolade devrait se poursuivre dans les prochains mois et à commencer en mai, M<sup>me</sup> Aubry soulignant que l'existence de douze jours fériés ne pouvait pas être favorable à l'emploi. Toutefois, et à en croire le ministre du travail, de « petits frémissements » montreraient que le fond a été touché. Les offres d'emploi déposées à l'ANPE ont augmenté au total de 1,4 % en avril. Le volume des sorties de l'agence, quoique toujours en diminution, tend à s'améliorer. Mais, il faut dire que ce dernier chiffre profite de la forte croissance des radiations (+130,1 % en un an), à la suite de mesures de contrôle décidées par M. Jean-Pierre Soisson, son prédécesseur.

ALAIN LEBEAUBE

Les trois priorités de M<sup>me</sup> Martine Aubry

« Je ne crois pas à la baisse du coût du travail pour créer de l'emploi. C'est trop coûteux, trop général, l'effet sur l'emploi est très limité. D'entrée de jeu, M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, donne le ton et affiche ses convictions. A une mesure sur les charges, elle préfère des « exonérations sociales bien ciblées » du type de celle qui ont été prises en faveur de l'embauche d'un premier salarié ou pour des « publics en difficulté ».

Mais elle entend surtout agir pour changer l'organisation du travail, afin d'améliorer la compétitivité des entreprises et donc, elle en est persuadée, développer ainsi l'emploi.

Son cheval de bataille suppose une inversion de logique. Il touche « à une rigidité de l'économie française » et revient, au fond, « à aider les entreprises à être plus performantes ». Les industries ne sont pas toujours sur les créneaux les plus porteurs, ne fabriquent pas des gammes de produits assez diversifiées et éprouvent des difficultés à répondre rapidement à la demande. « Il y a des marges de productivité à découvrir », prétend M<sup>me</sup> Aubry, qui

milite pour une économie plus « réactive ». Avec une organisation du travail différente, on pourrait gagner en souplesse, en qualification des salariés et éviter que les changements technologiques ne se traduisent par des exclusions de travailleurs qu'il faudra former.

A ce premier volet de son action, largement attendu puisque M<sup>me</sup> Aubry a toujours défendu cette thèse, y compris au sein du groupe Pechiney, le nouveau ministre ajoute deux autres priorités ancrées dans l'actualité. Elle veut améliorer l'efficacité de fonctionnement du marché du travail ; elle prendra des dispositions pour faciliter l'insertion économique et sociale « des défavorisés et des plus fragiles ».

Dans le premier cas, cela implique que « d'agir sur l'offre ». Des gisements d'emploi existent encore dans les PME, il faut éliminer la carence de main d'œuvre qualifiée, et il est temps « de structurer l'offre et la demande pour les emplois de proximité ». Dans le deuxième, il convient de regarder ce que les entreprises peuvent faire : une mission que lui avait déjà confiée M. Michel Delebarre.

A. L.

Un entretien avec le président de la SNCF

« Ma politique a toujours été celle du dialogue », nous déclare M. Jacques Fournier

Les négociations se poursuivent entre la direction de la SNCF et les trois organisations syndicales - FGAAC (conducteurs autonomes), CGT et CFDT - qui appellent à la grève à la fin de la semaine pour obtenir des augmentations salariales à la faveur de la réforme de la grille des rémunérations. La FGAAC a, d'ailleurs, suspendu son préavis du vendredi 31 mai. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, M. Jacques Fournier, président de la SNCF, évoque, pour la repousser, l'éventualité du retrait de la grille contestée.

« Trois grèves en deux mois à la SNCF : est-on entré dans une période d'agitation sociale redoutée par les usagers ?

« Avant toute chose je tiens à dire combien je déplore la gêne que ces mouvements ont entraînée pour tous les utilisateurs du chemin de fer. Soyez assurés que notre entreprise a fait et fera, si besoin est, le maximum pour en limiter les effets. Quant à l'enjeu, de mon point de vue, il est simple : c'est la capacité de modernisation de notre entreprise et l'avenir des cheminots.

« Nous avons une grille de rémunérations vieille de vingt ans. Elle n'est plus adaptée à l'évolution des emplois et des qualifications. Elle bloque la carrière de beaucoup de cheminots. Il faut la moderniser. Nous avons travaillé pendant un an avec l'ensemble des organisations syndicales à la construction d'une nouvelle grille. Le projet existe. Je note qu'il ne se heurte pas dans ses principes à des objections majeures de la part de nos interlocuteurs. Certes, une opération de ce genre, qui

concerne toutes les catégories de personnels de l'entreprise, est particulièrement complexe et soulève nécessairement des problèmes. Mais il n'en est aucun qui ne puisse trouver une solution car que l'on ait la volonté d'aboutir.

« Il n'empêche. Les syndicats ne sont guère satisfaits de cette grille !

« Tous les cheminots y gagnent. Soit immédiatement au moment de la transposition, soit à terme par la possibilité d'accéder à des niveaux de rémunérations plus élevés.

« Alors, pourquoi font-ils grève, selon vous ?

« Deux motifs ont été mis en avant : en premier lieu les menaces qui pèsent sur le régime de retraite des cheminots. M<sup>me</sup> Cresson en a fait justice en confirmant dans sa déclaration de politique générale qu'il n'était pas question de remettre en cause les régimes spéciaux de retraite.

« En second lieu, le volume des moyens mis en œuvre pour la réforme de la grille. Mais je dois souligner que ces moyens sont considérables puisque la SNCF a prévu d'y consacrer 2,5 milliards de francs d'ici à 1994. Je ne suis pas qu'il y ait beaucoup d'entreprises à l'heure actuelle qui fassent un tel effort !

« Des syndicalistes dénoncent comme une aumône ces 2,5 milliards comparés aux 100 milliards prévus pour les investissements. Les chiffres ne sont pas comparables. D'un côté nous parlons d'une augmentation progressive par rapport à une masse salariale qui est de l'ordre de 40 milliards de francs par an. De l'autre, il s'agit d'un total, celui des investissements de la SNCF sur la période 1990-1994, 100 mil-



liards, c'est le niveau le plus élevé jamais atteint en cinq ans pour les nouvelles réalisations ferroviaires. Il prouve que le chemin de fer a

entamé par mes prédécesseurs. Je crois pouvoir dire que depuis mon arrivée à la tête de la SNCF, je l'ai poursuivie et amplifiée.

« Le processus de décentralisation des responsabilités qui a commencé dans l'entreprise, l'accord que nous avons conclu l'an dernier sur la formation avec six organisations syndicales, les diverses mesures prises pour l'amélioration des conditions de travail et une manière nouvelle d'aborder les problèmes humains dans le domaine de la sécurité, tout cela, pour ne prendre que ces quelques exemples, va dans la bonne direction.

« Chacun doit prendre conscience qu'une transformation en profondeur de la culture de l'entreprise est en cours. Elle prendra nécessairement du temps.

« La nouvelle grille salariale est-elle à prendre ou à laisser ?

« Ma politique a toujours été celle du dialogue. Des marges de discussions existent et nous le prouverons une fois de plus en organisant, vendredi 31 mai, une table ronde sur la grille des rémunérations avec les organisations syndicales. Je suis évidemment convaincu que cette réforme correspond à l'intérêt de l'entreprise et à celui de tous les cheminots, mais nous ne la réaliserons pas à n'importe quel prix.

« Est-ce à dire que vous pourriez retirer votre projet ?

« Une telle éventualité ne peut pas, bien entendu, être exclue. Mais il me semble qu'aujourd'hui, nul ne le souhaite dans l'entreprise. En tout cas, pas moi.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

Journée d'action dans les assurances le 30 mai

Les organisations syndicales CFDT, CGT, CFE-CGC, FO et CFTC ont appelé, lundi 27 mai, à une journée d'action, jeudi 30 mai, dans le secteur des assurances pour demander la modification du projet de convention collective défendu par la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA).

Les syndicats ont appelé à des arrêts de travail et à un rassemblement, à Paris, devant le siège de la FFSA afin de protester contre la décision, le 15 avril, de la fédération patronale de dénoncer unilatéralement la convention collective en vigueur.

Les organisations syndicales qui ont lancé une pétition (25 000 signatures sur les 100 000 salariés de ce secteur) ont dénoncé ce « recul social sans précédent », qui vise selon eux « une déregulation totale des conditions de travail » et « une remise en cause de la structure des rémunérations ».

Protestations syndicales à la Sécurité sociale

Les fédérations CGT, CFTC, CFE-CGC et Force ouvrière des personnels de la Sécurité sociale ont, jeudi 27 mai, la réunion de la commission paritaire organisée avec l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS) pour protester contre le refus de cette dernière d'aborder la question des salaires.

Alors que cette réunion devait être consacrée à la mise en place d'un observatoire de l'emploi, ces quatre fédérations ont fait part de leur souhait de discuter des propositions salariales adoptées, le 23 mai, par l'UCANSS et qui prévoient une hausse de 2,5 % et l'installation progressive d'ici à mai 1993 d'un revenu annuel payé sur quatorze mois au lieu de 13,66 actuellement, via un allongement de la prime de vacances.

Alors que FO et la CGT rejettent ce protocole, les quatre fédérations syndicales ont d'ores et déjà indiqué qu'elles entendaient aborder la question salariale à l'occasion de la prochaine commission paritaire, organisée le 3 juin, sur le régime de retraite complémentaire. La CFDT ne s'est, pour sa part, pas associée à cette position et « regrette que cette stratégie conduise à un blocage de tous les autres dossiers en cours ».

A la suite de l'assassinat d'un chauffeur havrais

Les artisans taxis appellent leurs collègues à une journée de deuil le 29 mai

Réunis pour leur 47<sup>e</sup> congrès à Auch (Gers), du 25 au 27 mai, plus de deux cents délégués de la FNAT (Fédération nationale des artisans taxis) ont appelé leurs collègues à faire de la journée du 29 mai un jour de deuil national pour la profession, après le meurtre le 19 mai au Havre de Claude Dupuy et l'agression d'un autre taxi le même jour à Montluçon (Allier).

La FNAT regroupe 18 000 taxis (travailleurs indépendants) sur les 38 828 professionnels que compte la profession.

AUCH  
de notre correspondant

Le congrès d'Auch a mis en évidence les problèmes différents des taxis des villes et des taxis des champs. Les premiers souffrent de l'insécurité, de la circulation intense qui étouffe les villes et d'une activité jugée irrégulière. En milieu rural, le client n'est même pas irrégulier, il est tout simplement rare et l'artisan taxi est sur la route jour et nuit, disponible constamment, « prêt à se lever à 4 heures du matin pour une course de 30 francs », comme le dit l'un d'eux.

Mais le point sensible, connu à tous les chauffeurs de taxis, artisans ou salariés, est l'insécurité, et cela explique l'appel à une journée de

deuil national pour la profession, le 29 mai, qui enterrerait Claude Dupuy, taxi havrais « tombé au champ d'honneur », selon la formule de la FNAT. Sous le titre « Ces taxis que l'on assassine », la FNAT dénonce « le crime aveugle qui, une fois de plus, a frappé la profession ». « Pour une poignée de billets qui pour une course folle, des tueurs frappent et tirent dans le dos de ceux qui assurent de jour comme de nuit le transport des personnes », indiquant que « le risque et la peur sont devenus le lot de tous ceux qui se voient au service public », les chauffeurs taxis de la FNAT demandent aux pouvoirs publics « de prendre enfin des mesures propres à arrêter la violence et le crime ».

D. H.

**eslsca**

**3<sup>e</sup> CYCLE SPÉCIALISÉ**  
**"GESTION DE PATRIMOINE"**

Formation de haut niveau à la gestion, la protection et le développement des patrimoines.

De l'immobilier, aux actifs financiers, de la gestion de portefeuille aux aspects internationaux et fiscaux de l'investissement.

Pédagogie et corps professoral :  
Spécialistes experts et Entreprises partenaires.

Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

**ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE**  
**DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES**

Fondée en 1949 - Reconnue par l'Etat

1, rue Bougainville - 75007 PARIS - Tél. : (1) 45.51.32.59

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Rem. : 45-55-91-82, poste 4330

## ÉCONOMIE

## Affairisme à la soviétique

Suite de la première page

Un passage spontané donc, qui souvent s'intègre naturellement aux systèmes de corruption et traduit par l'appropriation des biens d'Etat.

De privatisation, il n'est officiellement question que dans des programmes de libéralisation de l'économie, jusqu'à présent restés lettre morte. Les débats sont vifs à Moscou entre ceux qui préconisent une distribution gratuite d'actions des entreprises à la population et ceux qui exigent une vente des biens d'Etat. En même temps, les privatisations spontanées se développent, sur le principe que tout est à prendre ou à vendre en URSS pour celui qui veut en saisir les occasions.

Il suffit souvent d'un peu d'argent, d'imagination, et surtout de contacts politiques. On entend fréquemment, dans ce pays à grand d'images, que « l'ancienne économie est en train d'être démolie. Les débris tombent, et il suffit d'être en bas pour ramasser les morceaux ». Pudiquement, le rapport réalisé à la fin de 1990 sur l'économie soviétique par quatre organisations internationales — FMI, OCDE, Banque mondiale et Banque européenne pour la reconstruction et le développement — soulignait que « la propriété pourrait se concentrer entre les mains d'un nombre relativement réduit de personnes physiques disposant d'argent ou de relations ».

Comme le remarque l'économiste Vitali Naishul, « nous n'avons pas deux secteurs opposés, le public et le privé, mais une échelle continue allant des géants du complexe militaire-industriel aux entreprises pratiquement privées ». Le phénomène est presque toujours le même, lorsqu'un responsable d'une entreprise d'Etat décide de « privatiser » sa firme. Il commence par louer les installations et les équipements, fonctionnant sur le principe du bail, puis fonde une entreprise par actions et tente, enfin, de se séparer de son actionnaire principal, le plus souvent le ministère ou l'organisme d'Etat auquel il était affilié.

Ainsi, un institut de recherches scientifiques, qui vendait traditionnellement les services de ses spécialistes à de grandes entreprises,

a-t-il été transformé par son directeur en une société par actions. Les équipements et les biens immobiliers ont été rachetés à l'Etat, en tenant compte, bien sûr, de l'amortissement. L'institut est aujourd'hui propriétaire d'un immeuble dans le centre de Moscou, racheté à un prix largement inférieur à celui de sa construction.

## La réforme en panne

La réforme de l'économie de l'URSS, tant promise par les responsables de la perestroïka, n'a toujours pas été mise en œuvre alors que la conjoncture continue de se dégrader et que l'hyperinflation menace. Après la peur d'un virage à droite, voire d'une dictature militaire, renait l'espoir d'un apaisement et de l'adoption d'une véritable politique économique orientée vers le marché, comme en témoigne l'accord signé récemment entre neuf Républiques et le pouvoir central.

Les besoins financiers de l'URSS laissent aussi à penser que M. Gorbatchev tentera l'impossible pour présenter un programme satisfaisant aux yeux des Occidentaux, qui, pour l'instant, ont refusé d'accorder des crédits importants (le Monde du 18 mai). Le président soviétique a fait savoir qu'il souhaite participer à la rencontre des pays industrialisés (G7) à Londres, en juillet. En visite à Moscou, M. Jürgen Möllemann, ministre allemand de l'économie, a

qu'une loi sort, on sait comment la détourner, ironise le patron d'une coopérative. Pour ne pas payer d'impôt sur les bénéfices, il suffit de ne pas faire apparaître de profits dans les comptes, explique-t-il. Pour éviter cela, les importations, on peut faire transiter ces achats, moyennant finances, par l'un des nombreux fonds à but non lucratif qui ne sont pas sou-

mis à ces taxes. « Il n'y a aucune notion de morale financière. C'est le règne de la fraude », soupire un banquier occidental.

## Mafia

Une autre caractéristique de cette évolution est l'émergence de liens entre ces nouvelles entreprises et les dirigeants politiques du pays. M. Arkadi Volkov, membre du comité central du PCUS et président de l'Union scientifique et technique, groupement d'industriels du secteur public et non étatique représentant quelque 60 % de toute la production soviétique, se déclare opposé au mélange des fonctions politiques et économiques. Mais son organisme, sorte de lobby industriel logé au Kremlin face au comité central du Parti communiste, prend des participations dans des entreprises qui, comme le fabricant de camions Kamaz, ont été transformées en sociétés par actions.

Autre exemple : un grand groupe financier, appelé Menatep (Centre pour les programmes scientifiques et technologiques en astronautique), est en train d'émigrer à Moscou. Il affiche des actifs supérieurs à un milliard de roubles et a déjà ouvert plusieurs filiales à l'étranger. Menatep s'est posé en pionnier du marché lorsque, à la fin de l'année dernière, il a émis des actions, assorties d'un dividende garanti, à grands renforts de publicité.

Des milliers de particuliers ont fait la queue pour se procurer des titres. Quelques semaines plus tard, les dirigeants du groupe décident de racheter les actions, en versant un bonus — avant de les revendre ailleurs pour un prix plus élevé. Menatep est dirigé par un jeune homme de moins de trente ans, M. Mikhaïl Khodorkovski, un ancien du comité central des Jeunes communistes — il possède un bureau de conseiller au gouvernement de Russie.

Finalement, comme le remarque l'ancien conseiller économique de Gorbatchev, M. Nikolaï Petrakov, la petite entreprise ne peut actuellement qu'« aller vers la mafia ou tomber dans la bureaucratie ». M. Petrakov distingue deux phénomènes, le premier visant à l'enrichissement personnel (achat de biens immobiliers, vente illégale de produits importés...), le second consistant à transformer des propriétés d'Etat en activités commerciales.

Malgré ces exemples, le concept d'économie de marché n'est toujours pas accepté en URSS. Aussi, M. Kadirou Timour, qui a transformé le sovkhos (exploitation agricole d'Etat) qu'il dirige au nord de Moscou en petites entreprises fonctionnant selon le principe du bail, a-t-il gardé officiellement la structure administrative traditionnelle pour minimiser les problèmes avec les responsables locaux.

Dans son bureau, au mur duquel est encore accrochée la courbe pluriannuelle de la réalisation du plan, il explique qu'à défaut de pouvoir acquérir les terres, certains de ses fermiers décident de se lancer dans de véri-

tables exploitations individuelles. Les approvisionnements sont assurés par les contacts directs qu'il entretient et par de nombreuses opérations de troc. Pour recevoir des semences et des équipements, il construit des routes dans la région.

Le mot « coopérative », symbole des débuts de la perestroïka, est en train d'être banni du vocabulaire de nombreux hommes d'affaires, qui refusent souvent de qualifier ainsi leur entreprise. Souvent associées aux trafics et à l'économie de presse dénonçant leur manque de moralité, les coopératives ont aujourd'hui mauvaise réputation. L'argent s'écoule dans quelques restaurants de luxe, mais se cache aussi beaucoup, par crainte de susciter les jalousies. Les récits au sujet de millionnaires vivant dans de petits appartements et n'ayant pas d'automobile sont fréquents. Les « signes extérieurs de richesse » n'ont pas le vent en poupe.

Les responsables sont conscients du développement de ces activités plus ou moins illégales. Ceux qui prônent depuis des années une libéralisation doivent affronter cette caricature d'économie de marché. Comme l'affirme M. Petrakov, « pour le moment, ce qui se fait court, c'est la destruction du marché ». Il remarque que, malgré le développement de petites entreprises, les situations de monopole se perpétuent. « Pourquoi n'y a-t-il qu'un seul restaurant coopératif dans une grande rue commerciale ? », s'interroge-t-il. Selon lui, les représentants du secteur non étatique créent à leur tour des monopoles.

M. Grigoriy Iavlinski, coauteur du programme radical des 500 jours, conseiller du président de la Fédération russe Boris Eltsine et messager de M. Gorbatchev auprès du FMI, déclare que le plus grand obstacle à la mise en œuvre de la privatisation que celui du bradage de la propriété d'Etat. Il promet que, lorsque des lois de passage au marché seront votées, « on examinera les situations les plus insensées ».

A force d'hésiter, le gouvernement n'a pas seulement provoqué l'effondrement de la production, mais aussi la destruction des structures et la disparition de la morale. Aucun pays de l'Est n'était tombé dans un tel état de déliquescence avant de s'engager dans la voie du marché. Les dirigeants soviétiques sont maintenant confrontés à un dilemme : soit ils cassent leur machine bureaucratique, mais, dans le même temps, luttent contre l'affairisme.

FRANÇOISE LAZARE

## COMMERCE INTERNATIONAL

Conséquences des dernières négociations du Cocom

## De nombreux produits de haute technologie pourront être exportés à l'Est

La réunion du Cocom (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations), qui a eu lieu jeudi 23 mai à Paris, a marqué une étape importante du processus de libéralisation des exportations de produits de haute technologie vers les pays de l'Est. La liste des produits soumis à contrôle est réduite de moitié. Un allègement qui s'ajoute à celui opéré en juin 1990 et qui avait abouti à une réduction du tiers des listes.

Les progrès ont été particulièrement importants dans l'aéronautique et l'informatique. Tous les moteurs d'avions civils sont désormais libres à l'exportation ainsi que la plupart des ordinateurs personnels et miniordinateurs. Dans les télécommunications, le radiotéléphone numérique pourra être vendu aux pays de l'Est. En revanche, les fibres optiques et les équipements de vision nocturne restent soumis à contrôle.

Trois pays, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, qui ont pris des engagements de non-réexportation, ont droit à un régime

de faveur qui leur permet d'avoir accès à la quasi-totalité des technologies civiles. Ces résultats sont l'aboutissement d'un travail mené depuis plusieurs mois par des centaines d'experts des dix-sept pays membres du Cocom. De source institutionnelle européenne, on s'estime « globalement satisfait d'avoir atteint l'objectif fixé ». Le Cocom est désormais en phase avec la réalité stratégique et politique, mais il faudra poursuivre si l'évolution continue ». Les industriels sont plus réservés. « Encore faut-il savoir comment ces nouvelles dispositions vont être mises en place », s'inquiète M. Dominique Lamoureux, président de la commission exportations de produits sensibles à la FIEE (Fédération de industries électriques et électroniques). « Jusqu'à présent le gouvernement français faisait preuve d'une grande prudence dans la publication des informations, ce qui n'était pas le cas aux Etats-Unis. Va-t-il cette fois-ci publier les listes pour savoir ce que l'on peut exporter pays par pays ? » s'interroge-t-il.

A. K.

## FISCALITÉ

Les mesures en préparation

## Alourdissement envisagé de la TVA sur les terrains à bâtir

Parmi les mesures fiscales envisagées par le ministère de l'Economie (le Monde du 28 mai) figure l'alourdissement de la TVA sur les ventes de terrains à bâtir, ou plus exactement — ce qui revient au même — la suppression de la réduction de 30 % appliquée sur le taux normal de 18,6 % lors des opérations de vente. Cette mesure est importante dans la mesure où elle aura pour conséquence de faire jouer pleinement le taux normal de la TVA sur des prix qui — sauf actuellement où le marché est déprimé — augmentent rapidement.

Les ventes aux enchères seraient soumises à la TVA, ce qui n'est pas le cas actuellement. Mais la mesure qui risque de provoquer un certain étonnement est le projet du ministère de l'Economie de revenir en partie sur l'autorisation donnée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991 aux entreprises de récupérer 80 % de la TVA sur les achats de voitures de tourisme. Ce taux serait ramené à 50 % cinq mois seulement après le vote par le Parlement de la loi de finances pour 1991.

Enfin, pour drainer davantage d'épargne vers l'industrie, il est envisagé de relever substantiellement le plafond des crédits (compte pour le développement industriel), actuellement fixé à 10 000 francs. Créés à l'automne 1983 par M. Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie, les crédits ressemblent au livret A des Caisses d'épargne : les intérêts versés bénéficient de l'exonération fiscale.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## locaexpansion

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de LOCA-EXPANSION, réunie le 23 mai 1991, a décidé de reporter au 28 juin 1991 la mise en paiement du dividende de l'exercice 1990 pour harmoniser sa date de paiement avec le calendrier de l'Offre publique d'achat en cours.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration, réuni à l'issue de l'Assemblée générale, a nommé M. Jean-Charles Nauri président de la société en remplacement de M. Jean-Pierre Lacoste.



L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de CREDITEL, réunie le 16 mai 1991 sous la présidence de Monsieur Henri FILHO, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

L'activité en faveur des Télécommunications s'est traduite par l'engagement au titre de 1990 d'un nouveau programme de 350 millions de francs HT contre 300 millions de francs en 1989.

L'activité immobilière, exorée depuis le début de 1990 par la filiale CREDITEL IMMO, a été marquée par une reprise significative des investissements patrimoniaux et par un vif développement de l'activité de crédit-bail.

Fin décembre 1990 le taux d'occupation du parc locatif s'établissait à 98 %. Le bénéfice après amortissements et provisions ressort à 56,1 millions de francs pour la société mère. Le résultat net consolidé CREDITEL-CREDITEL IMMO (seul directement comparable au résultat de CREDITEL en 1989, soit 56,5 millions de francs) s'est élevé à 58,3 millions de francs, en progression de 3,2 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Le dividende de l'exercice a été fixé à F 13 par action. Conformément au statut fiscal de la Société, ce dividende n'ouvre pas droit à l'impôt fiscal.

Dans son allocution Monsieur Henri FILHO a notamment souligné le vif développement des opérations de crédit-bail dans le cadre de l'activité de CREDITEL IMMO et annoncé qu'à la fin de l'exercice 1990 la couverture des fonds propres consolidés (après répartition) par la valeur nette comptable du parc locatif atteignait 97,5 %.

Pour 1991 le Président a présenté la signature d'un nouveau protocole de 300 millions de francs avec FRANCE TELECOM, le démarrage au niveau de CREDITEL des activités de crédit-bail non Scomi et la poursuite par CREDITEL IMMO du rythme de développement rapide de l'activité de crédit-bail Scomi contractée par la conclusion de 105 millions de francs de contrats au cours des quatre premiers mois de 1991. En outre il est rappelé l'émission par CREDITEL d'un emprunt obligataire à taux fixe de 600 millions de francs.

Enfin, le Président a fait le point sur le projet de fusion-absorption de CREDITEL par SOPHIA-BAIL approuvé par le Conseil d'Administration du 14 mars 1991.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Extraordinaire, convoquée à cet effet, une parité d'échange de 3 actions SOPHIA-BAIL pour 10 actions CREDITEL.

Le Groupe ainsi constitué disposera de 2 milliards de fonds propres, d'un patrimoine locatif d'une valeur de 4 milliards et gèrera plus de 13 milliards d'actifs bruts de crédit-bail, dont environ 6 milliards au titre de l'activité de financement des Télécommunications. Ces moyens importants le placeront au tout premier plan de la profession et lui permettront de faire face à la compétition à venir.

Le Conseil d'Administration qui a suivi l'Assemblée Générale Ordinaire a fixé au 18 juin 1991 la date de mise en paiement du dividende de l'exercice 1990 et a convoqué pour le 27 juin une Assemblée Générale Extraordinaire en vue d'approuver la fusion-absorption de CREDITEL par SOPHIA-BAIL.

## EN BREF

o Trafic aérien européen toujours en recul. — Le trafic des compagnies aériennes européennes a continué à diminuer de la suite de la guerre du Golfe au cours des trois premières semaines du mois de mai, où le recul a oscillé entre -6 % et -7 % par rapport à la période correspondante de l'année 1990, selon l'Association of European Airlines (AEA). Selon M. Bernard Attali, président de l'AEA, « une année au moins de croissance a été perdue », les chutes de trafic ayant atteint 25 % en février et de 10 % à 13 % en mars et en avril.

o Le Danemark assouplit son régime d'importation de produits laitiers européens. — Copenhague a accepté de lever certaines de ses exigences à l'importation de produits laitiers, permettant ainsi à la Commission européenne d'abandonner ses poursuites à l'encontre du Danemark, a annoncé le 27 mai l'exécutif de la CEE. Les autorités danoises exigent des importations de produits laitiers, que la Commission considérait comme des entraves à la libre circulation des produits dans la Communauté. Une procédure avait donc été engagée contre le Danemark, mais ce pays a accepté, par exemple pour le lait à ultra-haute température, le simple certificat sanitaire. En revanche, les importations de fromage et de beurre ne sont plus soumises à la présentation d'un tel certificat. — (AFP)

o Consommation des ménages : baisse en avril. — La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé en avril de 1,4 % par rapport à mars, selon l'INSEE. Cette baisse est surtout sensible dans l'électronique grand public (-6 %) et dans l'habillement (-4 %). Les immatriculations de voitures françaises et étrangères ont été — après correction des variations saisonnières — légèrement supérieures à celles de mars : 173 000 contre une moyenne de 171 000 au premier trimestre 1991 (+1,2 %), ce qui semble confirmer l'amélioration prévue dans ce secteur. Au total, la consommation d'avril est en hausse de 2,7 % par rapport à avril 1990, mais ce mois était en forte baisse par rapport au premier

trimestre 1990. En fait, la consommation des ménages ne progresse plus depuis plusieurs mois.

o M. Paul Marchelli (CGC) propose le lancement d'un emprunt de 60 milliards de francs. — Le président de la CFE-CGC, M. Paul Marchelli, a préconisé lundi 27 mai le lancement d'un emprunt de 60 milliards de francs et le développement de la formation professionnelle pour « faire repartir la machine économique ». Ce « grand emprunt national » devrait, selon lui, durer sur une durée de cinq ans, avec un intérêt annuel se situant entre 8 et 10 %, et être souscrit pour les trois quarts en France.

Le public est prévenu qu'en application des codes de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de la loi relative à l'indemnité de l'Etat, les propriétaires des terrains situés dans la zone d'opération de la ligne de chemin de fer de la Somme (entre Abbeville et Compiègne) doivent déposer leurs observations avant le 10 juin 1991.

En conséquence, le dossier du projet et un registre d'enquête seront déposés en sous-préfecture d'Abbeville et dans chacune des mairies précitées, pendant les 22 jours consécutifs où toute personne pourra les consulter aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux à l'exception des jours fériés et congés et faire connaître éventuellement ses observations sur ledit registre ou les adresser par écrit au sous-préfet ou au commissaire-enquêteur qui les annexera au registre.

M. Pierre Grandjean, secrétaire général de mairie en retraite, demeurant 5, rue Léon-Lagrange à Friville-Escarbotin, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur a son siège à la sous-préfecture d'Abbeville, rue des Minimes, 80100 Abbeville.

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public à la sous-préfecture d'Abbeville les 12, 19, 26 juin 1991 et le 14-15-20-21-26-30-31 juillet 1991.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur émis dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête sera déposée dans les mairies de Béthen, Huchenneville, Moyenneville, Yonval, Cambron, Abbeville, Grand-Laviers, à la sous-préfecture d'Abbeville ainsi qu'à la préfecture de la Somme (direction des actions de l'Etat — bureau urbanisme et environnement).

Toute personne intéressée pourra demander communication de cet avis à la préfecture de la Somme (direction des actions de l'Etat — bureau urbanisme et environnement).

Après ladite enquête, il sera procédé, s'il y a lieu, à l'accomplissement des autres formalités nécessaires à la réalisation des projets dont il s'agit.

Pour le préfet Amiens le 16 mai 1991  
et par délégation : le directeur,  
Alain DUPONT

Asie



صلى الله عليه وسلم

## ÉCONOMIE

### TRANSPORTS

Avec l'aide de l'Etat et l'indulgence de la CEE

## Le plan de sauvetage de Sabena suppose l'arrivée d'un partenaire étranger

Un plan de sauvetage tente de redonner vie à la compagnie nationale belge, en cherchant un partenaire étranger capable d'apporter de l'argent frais. C'est la condition mise par le gouvernement pour verser une aide de 9 milliards de francs belges (1,4 milliard de francs français).

BRUXELLES

de notre correspondant

Le « phénix » Sabena va-t-il renaitre de ses cendres ? L'auteur du plan de sauvetage, M. Pierre Godfroid, nommé à la tête de la compagnie belge en novembre 1990, s'y emploie, par la recherche active d'un partenaire étranger en mesure de participer à une recapitalisation : sans doute pas Air France, comme l'espèrent certains Wallons, mais peut-être British Airways.

La découverte d'un transporteur aérien capable d'apporter beaucoup d'argent frais est la condition mise par le gouvernement au versement de 9 milliards de francs belges (1,4 milliard de francs français), après l'injection de 10 premiers milliards dans le capital de Sabena, condition de sa survie tant se sont accumulées les années de déficit. Quand, en mars, le ministre des communications, M. Jean-Luc Dehaene, a annoncé cette décision, on était déjà loin des belles déclarations antérieures sur la privatisation partielle d'un des gouffres financiers belges. D'abord ramenée

de 90 % à 54 % au début des années 80, la participation de l'Etat au capital devait être réduite à 26 %. Personne n'ayant montré de l'intérêt pour ce projet, cette privatisation est à ranger au musée des vœux pieux.

Pour le versement, au total, de 19 milliards à la compagnie nationale - somme très inférieure à ce que demandait M. Godfroid, - la Belgique a besoin du feu vert de la Commission européenne, dont certains membres sont fort sourcilieux en matière d'entorses à la sacro-sainte règle de libre concurrence. Avant les éventuelles objections des autres pays, la Commission - au sein de laquelle le Belge Karel Van Miert est en charge des transports - a un peu rouscoppé, tout en se montrant compréhensive : que ce soit la dernière fois, et en échange d'une plus grande flexibilité dans les droits de trafic et d'escales. Chez M. Dehaene, on se dit fort aise de cette première réaction.

### Licenciements

C'est à l'égard de la concurrence belge que Sabena va devoir aussi se battre. Conséquence de l'arrêt royal qui retire son monopole à la compagnie nationale, la compagnie privée TEA, longtemps spécialisée dans les vols charters vers les destinations exotiques, inaugure le 10 juin ses trois vols quotidiens réguliers vers Londres.

La compagnie luxembourgeoise Air Exel, dont TEA possède 13 % du capital, a obtenu pour sa part des droits de trafic vers Londres, Orly, Nice et Tarbes, au départ de la

métropole wallonne. A Orly, elle permet des correspondances avec Air Inter : une revanche sur Sabena qui n'a pratiquement pas desservi les capitales régionales de la Belgique.

M. Godfroid insiste maintenant sur la nécessité de recentrage européen, loin des chimères européennes par les flux vols comblés à destination du Zaïre. Ce repli partiel ne se fera pas toujours avec le sourire du personnel de bord. Approuvé, faute d'alternative, par les syndicats, un plan social prévoit la suppression de deux mille deux cents emplois (18 % des effectifs) par des départs en retraite anticipée. Ce qui n'était pas prévu, c'est le licenciement, fin avril, d'une soixantaine d'hôtesse de l'air pour absence abusive. Certaines ont exprimé leur colère à la télévision : force est de constater que la mesure frappe surtout les moins jeunes.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

### DÉVELOPPEMENT

Selon la Banque mondiale

## Le tiers-monde pourrait retrouver la croissance d'ici à l'an 2000

Selon un rapport publié par la Banque mondiale, le tiers-monde, affaibli par la « dépression » des années 80, pourrait retrouver le chemin d'une croissance économique soutenue d'ici à l'an 2000, à condition que se poursuivent une activité assez forte dans les pays riches et une libéralisation du commerce mondial. Les experts soulignent aussi que l'Afrique restera exposée à de graves difficultés. Malgré un « démarrage lent », la croissance dans les pays du Sud devrait ainsi quasiment doubler au cours de l'actuelle décennie, pour s'élever à 2,9 % par an, contre 1,6 % en moyenne entre 1980 et 1989. En Amérique latine, le PIB (produit intérieur brut) par habitant devrait progresser de 2 % par an dans les années 90, contre 0,4 % pendant la décennie passée, grâce en particulier à l'élargissement de programmes de réformes économiques à de grands pays comme le Brésil.

Tout en restant à la pointe du progrès dans le tiers-monde, l'Asie de l'Est devrait voir sa croissance se ralentir à 5,2 % l'an (contre 6,2 % l'an au cours de la dernière décennie). Prévoyant la poursuite de la baisse des prix des matières premières, l'Afrique sub-saharienne verra son revenu par habitant stagner (+0,5 % contre -1,2 %), malgré la progression soutenue de l'aide financière des pays riches.

Ces prévisions se fondent sur des hypothèses favorables, comme le maintien d'une croissance forte (+2,3 %) dans les pays développés. Un scénario « catastrophe » n'est pas exclu : il supposerait une crise financière sérieuse aux Etats-Unis et au Japon, une guerre commerciale, une forte hausse des prix du brut et l'échec de la coopération au sein des pays riches. Selon la Banque mondiale, la probabilité d'un tel scénario est seulement de 15 %.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### GROUPE DOCKS DE FRANCE

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES  
RÉSULTAT CONSOLIDÉ 1990 :  
320.60 millions de francs + 30 %

1. - L'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire des Docks de France s'est réunie le 23 mai 1991. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1990 ainsi que les projets de résolution présentés par le conseil d'administration, et en particulier celui fixant le dividende à 77 francs par action, soit un revenu global de 115,30 francs en progression de 18,5 %.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 29 mai 1991 aux guichets de la Compagnie financière, de CIC et de l'Union européenne, de la Banque Worms, du Crédit industriel de l'Ouest, du Crédit lyonnais et de la Banque Indosuez.

Sur proposition du conseil d'administration, elle a, en outre, autorisé la division par 10 de la valeur nominale de l'action en vue de faciliter l'élargissement du marché de ce titre. Cette division prendra effet automatiquement au 8 juillet 1991, sans formalité pour les actionnaires. Parallèlement, une demande a été déposée auprès de la Société des Bourses françaises pour fixer la nouvelle cotation à 25 actions par transaction sur le titre Docks de France contre 10 actuellement.

2. - Les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires de principales filiales de la société Docks de France se sont également tenues le 23 mai 1991. Elles ont approuvé les requêtes suivantes de clarification et de simplification des structures internes du groupe :

• La création de la société Docks de France Ouest regroupant les actifs d'exploitation des sociétés Doc François et Docks de France.

• Le changement de dénomination sociale des autres sociétés françaises d'exploitation du groupe :

Docks de France Paris	(ex super-marchés doc) ;
Docks de France - Cofradel	(ex Cofradel) ;
Docks de France - Ruche picarde	(ex La Ruche picarde) ;
Docks de France Centre	(ex Economats du Centre).

MAMMOUTH - ATAC

(Publicité)  
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER  
PRÉFECTURE DE LA CREUSE - PRÉFECTURE DE L'ALLIER - PRÉFECTURE DE LA HAUTE-VIENNE  
R.N. 145 MISE À 2x2 VOIES SUR LA SECTION - LA CROISIÈRE - MONTLUÇON

### AVIS D'ENQUÊTE

Une enquête publique préalable à :

- l'aménagement du carrefour de l'axe de la Croisière (A.20) et l'échangeur de BZENNEUILLE (A.71), sur le territoire des communes de SAINT-AMAND-MAGNAZÉ, dans le département de la HAUTE-VIENNE, SAINT-MAURICE-LA-SOUTERRAINE, LA-SOUTERRAINE, SAINT-PIERRE-LA-FEUILLE, NOTH, LIZIERES, SAINT-PIERRE-LA-PLAINE, FLEURAT, GRAND-BOURG, SAINT-VAURY, SAINT-SULPICE-LE-GUÉRETOIS, GUERET, SAINT-FEYRE, AJAIN, PIGNAT, LADAPÈRE, JARNAGES, PARC, LA CELLE-SOUS-GOUZON, GOUZON, BORD-SAINT-GEORGES, AUGE, LÉPAUD, VERNEGES, NOUHAUT, dans le département de la Creuse, LAMAIDS, QUINSSAINES, PREMLHAT, DOMERAT, SAINT-VICTOR, SAINT-ANGE, VERNEUX, BZENNEUILLE dans le département de l'ALLIER ;

- la déclaration d'utilité publique des travaux consistant les travaux suivants :

• Réalisation d'un échangeur entre A.20 et la R.N. 145 au niveau de LA CROISIÈRE.

Aménagement à 2x2 voies des sections suivantes :

LA CROISIÈRE-SAINT-MAURICE-LA-SOUTERRAINE	PR. 1 800 à 3 285
LA-SOUTERRAINE-Carrefour de SAINT-HILAIRE	PR. 13 860 à 20 980
LA MOUCHETIÈRE - GUERET	PR. 36 500 à 40 150
Doublage de la déviation de GUERET	PR. 40 150 à 46 000
GUERET - LA FONTAINE-D'AUGE	PR. 46 000 à 50 000
LA FONTAINE-D'AUGE - AJAIN	PR. 50 000 à 58 500
AJAIN - PARC	PR. 58 500 à 66 000
PARC - GOUZON	PR. 66 000 à 71 850
Doublage de la déviation de GOUZON	PR. 71 850 à 76 550
GOUZON - NOUHAUT	PR. 76 550 à 89 460
NOUHAUT - QUINSSAINES	PR. 89 460 (Creuse)
	PR. 5 000 (Allier)
	PR. 5 000 à 10 500

Aménagements complémentaires sur le carrefour de SAINT-HILAIRE (bandes d'arrêt d'urgence et bretelles d'injection au niveau de l'échangeur C.D. 44/R.N. 145).

• Réalisation des travaux, ouvrages et installations (établissement des communications, aires annexes, itinéraires de substitution...) induits par le classement en Route Exprim.

- La mise en compatibilité du plan d'occupation des sols des communes de LIZIERES, SAINT-SULPICE-LE-GUÉRETOIS, AJAIN, AUGE, PREMLHAT.

se déroulera du 17 JUILLET 1991 au 31 JUILLET 1991.

La commission d'enquête sera constituée de :

- Président : M. René PRUCHON - 13, rue de Faulette - 23000 GUERET
- Membres : M. Robert BÉGES - 14, rue des Grands-Prés - 03100 MONTLUÇON  
M. Fernand CALAND - 37, rue Ferdinand-Buisson - 87000 LIMOGES
- Suppléants : M. Jean ALMASSON - 23170 CHAMSON-sur-VOUEIZE  
M. Lucien GODET - « Réjean » 23000 GUERET  
M. André LHOITTAUX - 13, rue Edmond-Rostand - 03100 MONTLUÇON

De 17 JUILLET 1991 au 31 JUILLET 1991, le siège de l'enquête sera situé à la préfecture de la Creuse, à GUERET, où le dossier d'enquête sera mis à disposition du public, tous les jours de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h, sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

Chacun pourra consigner ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit en recommandé avec accusé de réception au président de la commission d'enquête, au siège de l'enquête (préfecture de la Creuse).

En outre, le dossier mis à l'enquête pourra être consulté pendant la même période, sauf les dimanches et jours fériés, dans les mairies de :

- SAINT-AMAND-MAGNAZÉ, tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, sauf le jeudi ;
- SAINT-MAURICE-LA-SOUTERRAINE, tous les jours de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h - le samedi de 8 h 30 à 12 h ;
- LA-SOUTERRAINE, tous les jours de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h, sauf le samedi ;
- SAINT-PIERRE-LA-FEUILLE, tous les jours de 9 h à 12 h et de 13 h à 18 h - Mercredi et samedi de 9 h à 12 h ;
- NOTH, du lundi au jeudi de 13 h 30 à 17 h 30 - Le vendredi de 13 h 30 à 16 h 30 ;
- LIZIERES, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h ;
- SAINT-SULPICE-LE-GUÉRETOIS, du lundi au vendredi de 14 h à 17 h 30 ;
- FLEURAT, mardi de 16 h à 18 h - Mercredi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 16 h à 18 h - Jeudi et vendredi de 16 h à 18 h - Samedi de 10 h 30 à 12 h 30 ;
- GRAND-BOURG, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;
- SAINT-VAURY, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ;
- SAINT-SULPICE-LE-GUÉRETOIS, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h - Samedi de 16 h 30 ;
- GUERET, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 - Samedi de 16 h 30 ;
- SAINT-FEYRE, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 - Samedi de 16 h 30 ;
- PIGNAT, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h (fermé le mercredi et le samedi après-midi) ;
- LADAPÈRE, mardi, jeudi et vendredi de 14 h à 18 h - Mercredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ;
- JARNAGES, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 12 h - Lundi et mercredi de 14 h à 18 h ;
- LA CELLE-SOUS-GOUZON, du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h - Fermé le lundi et le mardi après-midi, ouvert le samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;
- LA CELLE-SOUS-GOUZON, mardi de 14 h à 17 h - Jeudi de 9 h à 12 h - Samedi de 14 h à 17 h ;
- GOUZON, du mardi au samedi de 7 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h ;
- BORD-SAINT-GEORGES, mardi - vendredi - jeudi - Vendredi et samedi de 14 h à 17 h ;
- AUGE, lundi - mardi et vendredi de 9 h à 12 h ;
- LÉPAUD, lundi - mardi - jeudi et vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h - Samedi de 9 h à 12 h ;
- VERNEGES, mardi de 14 h à 18 h ;
- QUINSSAINES, mardi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h - Mercredi et vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 15 h ;
- LAMAIDS, mardi et vendredi de 14 h à 17 h ;
- QUINSSAINES, lundi, mercredi et vendredi de 15 h à 18 h - Mardi, jeudi et samedi de 8 h 30 à 11 h 30 ;
- PREMLHAT, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h - Samedi de 9 h à 12 h ;
- BORD-SAINT-GEORGES, jeudi 25 juillet de 14 h à 17 h ;
- AUGE, lundi 22 juillet de 9 h à 12 h ;
- NOUHAUT, lundi 17 juin de 9 h à 12 h ;
- VERNEGES, mardi 18 juin de 16 h à 18 h ;
- LAMAIDS, mardi 25 juin de 14 h à 17 h ;
- QUINSSAINES, vendredi 28 juin de 15 h à 18 h ;
- PREMLHAT, lundi 1<sup>er</sup> juillet de 9 h à 12 h ;
- DOMERAT, mercredi 4 juillet de 14 h à 17 h ;
- SAINT-VICTOR, vendredi 5 juillet de 9 h à 12 h ;
- SAINT-ANGE, lundi 9 juillet de 16 h à 17 h ;
- VERNEUX, jeudi 11 juillet de 10 h à 12 h ;
- BZENNEUILLE, vendredi 12 juillet de 9 h à 12 h.

Les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront être reçues par un des membres de la commission d'enquête en mairie de :

- SAINT-AMAND-MAGNAZÉ, mercredi 17 juillet de 10 h à 12 h ;
- SAINT-MAURICE-LA-SOUTERRAINE, mercredi 17 juillet de 14 h à 17 h ;
- LA-SOUTERRAINE, jeudi 18 juillet de 14 h à 17 h ;
- SAINT-PIERRE-LA-FEUILLE, jeudi 18 juillet de 10 h à 12 h ;
- NOTH, vendredi 19 juillet de 14 h à 16 h 30 ;
- LIZIERES, vendredi 19 juillet de 10 h à 12 h ;
- SAINT-SULPICE-LE-GUÉRETOIS, mardi 22 juillet de 14 h à 17 h ;
- FLEURAT, mercredi 24 juillet de 10 h à 12 h ;
- GRAND-BOURG, jeudi 25 juillet de 10 h à 12 h ;
- SAINT-VAURY, mardi 22 juillet de 10 h à 12 h ;
- SAINT-SULPICE-LE-GUÉRETOIS, mardi 22 juillet de 14 h à 17 h ;
- GUERET, mercredi 31 juillet de 14 h à 17 h ;
- SAINT-FEYRE, mardi 30 juillet de 14 h à 17 h ;
- PIGNAT, jeudi 19 juillet de 14 h à 17 h ;
- LADAPÈRE, mardi 16 juillet de 14 h à 17 h ;
- JARNAGES, mercredi 17 juillet de 14 h à 17 h ;
- LA CELLE-SOUS-GOUZON, mardi 22 juillet de 14 h à 17 h ;
- GOUZON, mercredi 24 juillet de 14 h à 17 h ;
- BORD-SAINT-GEORGES, jeudi 25 juillet de 14 h à 17 h ;
- AUGE, lundi 22 juillet de 9 h à 12 h ;
- LÉPAUD, lundi 17 juin de 9 h à 12 h ;
- VERNEGES, mardi 18 juin de 16 h à 18 h ;
- LAMAIDS, mardi 25 juin de 14 h à 17 h ;
- QUINSSAINES, vendredi 28 juin de 15 h à 18 h ;
- PREMLHAT, lundi 1<sup>er</sup> juillet de 9 h à 12 h ;
- DOMERAT, mercredi 4 juillet de 14 h à 17 h ;
- SAINT-VICTOR, vendredi 5 juillet de 9 h à 12 h ;
- SAINT-ANGE, lundi 9 juillet de 16 h à 17 h ;
- VERNEUX, jeudi 11 juillet de 10 h à 12 h ;
- BZENNEUILLE, vendredi 12 juillet de 9 h à 12 h.

A l'issue de l'enquête, la commission d'enquête établit un rapport relatant son déroulement et rédige ses conclusions.

Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée aux mairies concernées par l'enquête, aux sous-préfectures de BELLAC et MONTLUÇON et aux préfectures de la CREUSE, de la HAUTE-VIENNE et de l'ALLIER, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

GRAND HOTEL  
ALBAIRO  
100, rue de la République  
Tél. 03 43 44 66 44  
Tél. 03 43 44 66 44

COMME UNE ÎLE DANS LA MER - UN HOTEL DE PRESTIGE DIRECTEMENT SUR LA PLAGE PRIVÉE. Qualité de service tout à fait nouvelle - 120 chambres - 2 piscines - 3 courts de tennis - beach volley - discothèque - parking entouré d'une clôture - cuisine riche et raffinée avec menu au choix - petit déjeuner buffet dans le jardin - solution de gala - animation. Offre particulière pour les lecteurs : mai - juin - septembre P.F. 227, juillet P.F. 273, août P.F. 410. Du 1 au 15 juin votre séjour est gratuit.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**Le Monde**  
ARTS ET SPECTACLES

# Asie: vous allez loin, allez-y vite.

Vous aimez gagner du temps ? Vous aimerez voler vers l'Asie en EuroClass SAS. Toutes les semaines, depuis Copenhague notre plaque tournante, SAS vous propose deux vols vers Pékin, cinq vers Tokyo, et des vols quotidiens vers Singapour et Bangkok. Pour limiter au maximum la durée de votre voyage, tous les vols vous assurent des correspondances rapides. En fait, vous constaterez très vite que les deux vols Paris-Pékin, non-stop au départ de Copenhague, figurent parmi les meilleures liaisons express avec la Chine.

Pour connaître les horaires et effectuer les réservations, appelez nos agences à Paris, au (1) 47 42 06 14, Lyon (16) 78 63 64 56. Nice (16) 93 21 34 55.



**SAS**  
SCANDINAVIAN AIRLINES

\_\_\_\_\_



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 28 MAI

COMPAGNIES VALUERS										Règlement mensuel										COMPAGNIES VALUERS													
Compagnies	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Compagnies	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Compagnies	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Compagnies	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-										
4085	CNE 3%	4110	4136	4136	.....	230	Electron	252	20	272	178	50	173	Electron	252	20	272	178	50	173	Electron	252	20	272	178	50							
975	BNP T.P.	520	620	620	+0.61	173	BNP T.P.	520	620	620	+0.61	173	BNP T.P.	520	620	620	+0.61	173	BNP T.P.	520	620	620	+0.61	173	BNP T.P.	520	620	620	+0.61				
975	Orly-T.N.	820	820	820	.....	173	Orly-T.N.	820	820	820	.....	173	Orly-T.N.	820	820	820	.....	173	Orly-T.N.	820	820	820	.....	173	Orly-T.N.	820	820	820	.....				
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....
1230	Renault T.P.	1225	1236	1236	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200	Comp. Enco	212	80	212	80	.....	200						

**COMPTANT** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net
A.A.A.	1045 01	1019 52	Fluorchemie	848 13	822 57	Parm. Geosun	89702 82	86782 92
Adiflex	221 82	215 80	Fluorchemie 2	29 24	28 82	Parm. Geosun	10594 13	10593 25
Aegion	717 23	743 74	Frans-Prémiat	11627 70	11287 34	Pharm. Orléan.		108 19
Aleph	2513 01	2031 74	Franspar	4861 85	4848 48	Phar. Anacron	26881 27	26861 37
Amelcor	624 19	7006 21	Futurind	1315 29	1283 21	Pharlex	10993 78	1057 44
Amelcor	8594 03	6550 92	Gesilox	13518 42	12451 16	Quintor	131 94	128 72
Assocon	1033 44	1033 44	Soc. Associations	188 44	182 78	Recher.	520 57	530 78
Atout Parf.	367 29	358 33	Holcom	1201 11	1186 10	Recher.	100 01	157 85
Autos	1220 31	1220 31	Holcom 2	12870 02	12870 02	Recher. Transm.	520 56	523 24
Avenir Alim.	1675 48	1642 83	Horizon	108725 23	106984 34	Recher. Vain.	1144 58	1128 07
Avenir C.D.	399 08	105 50	Horizon 2	13171 58	12654 98	St Honoré St-Alm.	8024 91	852 82
Asa Capital	156 148	149 79	Interfection Soc.	521 27	505 08	St Honoré Bords du	1029 81	1023 77
Asa Corp Term	7200 94	7200 94	Japacorp	171 08	186 10	St Honoré Global	226 04	218 85
Asa Euro	131 25	125 60	Japanex	258 32	262 38	St Honoré Invest.	752 08	717 86
Asa Investments	122 82	117 59	Lafitte America	233 41	223 88	St Honoré Mkt. Inc.	194 08	185 56
Asa JP	114 15	108 27	Lafitte Asia	234 13	233 84	St Honoré Mkt. Inc.	619 78	619 78
Asa Pacific	108 11	108 11	Lafitte Europ.	239 10	239 30	St Honoré PHE	511 95	465 51
Asa Values PER	122 08	116 82	Lafitte France	238 22	233 74	St Honoré Real.	13847 48	13593 12
Capimontech	5768 48	5762 72	Lafitte Immobil.	301 21	231 98	St Honoré Services	505 64	496 19
Capibank	5830 86	5843 24	Lafitte Japan	431 13	413 55	St-Honore	1388 07	1888 07
Capibank	1188 03	1180 33	Lafitte Obis	137 82	132 30	Solart-Gin	12980 36	12957 22
Carden Plans	30 36	28 61	Lafitte Recondem.	174 18	188 24	Solart-Gin	1273 48	1273 48
Chem. Pire	1219 80	1380 09	Lafitte Tokyo	319 17	365 73	Solart-Gin	704 06	704 06
Comptech	388 75	3195 36	Lafitte Tokyo 2	2053 82	2053 82	Solart-Gin Associates	1862 59	1890 04
Comptech	382 73	368 01	Leans C.T.	11408 29	11408 29	SP-CAF Assoc.	687 79	848 34
Conductor	481 07	469 08	Leans L.T.	6485 95	6297 48	S.G. Fr. approuvée	1025 28	1005 19
Credit Mobil Capital	1183 58	1160 30	Leans Association	11153 59	11185 59	Surg. 5.000.	408 48	397 86
Dase	1215 22	1185 58	Leans Investem.	28936 95	28989 38	S.U. E.S.	1440 22	1378 20
Dreux France	830 42	794 66	Longlex	881 28	873 78	Stellmedia	68 19	639 57
Dreux Investec	1005 29	994 07	Long Tridex	2638 77	2078 10	Stellmedia	418 30	417 10
Dreux Sécurité	238 40	238 40	Long Tridex 2	24062 42	24062 42	Stellmedia	227 85	218 48
Dreux Sécurité	151 82	145 09	Louis Bourne Inv.	525 50	510 40	Stellmedia	453 07	440 94
Dreux Sécurité	1052 42	1038 07	Louis Bourne Inv.	689 82	678 44	S.N.L.	1198 04	1163 15

France I.A.R.D.	700	719
France S.A. (Lut)	1508	....

[illegible]

<b>Marché libre de l'or</b>	Haribo Rijks Zan.....	210
	Hoogovens.....	287
	MZ.....	300

[illegible]

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

Renseignements :  
05-55-91-82, poste 433

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu







Un résultat sans précédent

## La France a dégagé un excédent dans ses échanges avec l'Allemagne en avril

Les résultats du commerce extérieur de la France en avril ont été nettement meilleurs que les mois précédents, le déficit ayant été limité à 2,1 milliards de francs pour un déficit mensuel moyen de 5,8 milliards au cours du premier trimestre. Cette amélioration s'explique par la réduction de nos importations d'énergie et surtout par l'excédent de nos échanges commerciaux avec l'Allemagne. Du jamais vu dans les relations avec notre voisin d'outre-Rhin.

Au cours du mois d'avril, les exportations de la France ont atteint 108,3 milliards de francs comme en mars alors que les importations, avec 106,2 milliards de francs, progressaient légèrement (+0,6%). Par rapport à avril 1990, les ventes à l'étranger progressent de 10,6% alors que les importations augmentent de 9%. Après correction des variations

saisonnalières, les exportations françaises atteignent 102,2 milliards de francs et les importations 104,3 milliards. Le déficit de la balance «énergie» a été nettement moindre qu'au cours des mois précédents : 5,9 milliards de francs contre une moyenne de 8,2 milliards de francs au premier trimestre de cette année. Cette amélioration s'explique par de moindres quantités importées, les prix à la tonne ayant été plus élevés (772 francs contre 746 francs en mars, soit +3,5%).

La balance des produits manufacturés civils a été déficitaire de 5,4 milliards de francs, contre une moyenne de 7,1 milliards en 1990. La vente de douze Airbus pour 3,369 milliards de francs a été compensée contre treize appareils en mars (3,440 milliards). L'excédent de la balance des produits agro-alimentaires se réduit. Cet excédent n'a été que de 3,9 milliards de francs en avril contre une moyenne mensuelle de 4,3 milliards en 1990 et de 5 milliards au cours des quatre pre-

mières mois de 1990. La bonne nouvelle d'avril est le total rééquilibrage des échanges de la France avec l'ensemble de l'Allemagne. La réunification et la très forte demande intérieure qu'elle a provoquée outre-Rhin avaient progressivement amené notre traditionnel déficit bilatéral. Celui-ci, de 4,9 milliards de francs en 1989 et encore de 3,5 milliards en 1990, a complètement disparu pour la première fois en avril, laissant même la place à un léger excédent de 298 millions de francs. Aussi loin que l'on remonte dans les statistiques commerciales entre les deux pays, on ne retrouve pas d'excédent français. Nos échanges avec les États-Unis se détériorent en revanche fortement, le déficit ayant atteint 5,5 milliards de francs en avril, contre une moyenne mensuelle de 2,8 milliards de francs l'année dernière. La faiblesse du dollar au cours du second semestre 1990 produit maintenant ses effets.

A. V.

Le 29 et le 30 mai

## L'un des deux syndicats de pilotes d'Air Inter maintient son ordre de grève

Au terme d'une longue séance de négociations, le 27 mai, entre la direction d'Air Inter et deux syndicats de pilotes, le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) et l'Union syndicale du personnel navigant technique (USPNT), la menace de grève annoncée pour le mercredi 29 et le jeudi 30 mai a été réduite mais pas supprimée.

Les pilotes et mécaniciens navigants s'opposent à l'utilisation par Air Inter des avions de la société d'exploitation Aéropostale, filiale commune avec La Poste, pour le transport de passagers. Ils redoutent que cette collaboration n'accroisse le retrait des Mercure d'Air Inter. Ils veulent la disparition de ce transporteur autonome comme ils ont obtenu la fin de la compagnie Aéromaritime, filiale d'UTA.

La direction a persuadé le SNPL d'abandonner son préavis, mais l'USPNT, syndicat corporatiste propre à Air Inter, l'a maintenu. En conséquence, la compagnie intérieure devra annuler 30% des vols prévus. Elle recommande aux passagers de téléphoner, à Paris, au 45 39 25 25 et, pour la province, dans les centres de réservation régionaux, ou d'utiliser le minitel 3615 code Air Inter.

## Décès du peintre Léon Gischia

On apprend la mort du peintre et décorateur de théâtre Léon Gischia. Il était âgé de quatre-vingt-onze ans.

Né le 8 juin 1903, à Dax, Léon Gischia avait fait des études poussées de lettres et d'histoire de l'art, avant de se consacrer à la peinture. Élève d'Orthon Friesz et de Fernand Léger (avec qui il décora le Pavillon des Temps nouveaux de La Courbevoie, pour l'exposition universelle de 1937), il commença à développer une œuvre d'art de plus en plus libre, qui déboucha plus d'une fois sur une certaine sécheresse.

Faisant fructifier l'héritage du fauvisme et du cubisme, il compte, au lendemain de la guerre, parmi les principaux représentants de la jeune peinture de «tradition française», avec Bazaine, Esliève, Lapointe, Le Moal, Monnerot, Pignatelli. C'est à cette époque qu'il devint décorateur de théâtre et costumier. Son œuvre sera désormais indissociable de la mise en scène du Festival d'Avignon et du Théâtre de Chaillot (Richard II, 1947; La Mort de Don Juan, 1948; Le Cid, 1949; Henri IV, 1950; Le Prince de Hombourg, 1951...). Le décorateur réagissait en peintre à un espace scénique qu'il voulait rationnel, construit, fonctionnel.

Outre sa collaboration parfaite avec Jean Vilar, il travailla aussi avec André Barsacq, Daniel Sorano, Sylvia Monfort, et fit des décors et costumes d'opéra pour le Scala de Milan et le Théâtre de la Fenice à Venise.

G. B.

CLAUDE SARRAUTE

## Au feu!

Q'EST-CE qui se passe, on comprend pas, on comprend rien. Brusquement, c'est le tocsin! Alerte au feu de brousse, feu de jungle, qui embrasent depuis des années les banlieues-ghettos. Si la solution, c'est d'ouvrir les beaux quartiers aux immigrés, comment ça se fait qu'ils y aient pas pensé plus tôt, nos princes? Ça paraissait pourtant évident.

Même si à droite on prétend qu'à Neuilly au bout de six mois ça flamberait pareil qu'à Mantes-la-Jolie. A peine on rénove, on construit, qu'on casse, on détruit. On a la haine, on s'ennuie, on se sent exclu du marché du travail qui a recraché, qui a rejeté cent mille personnes, vous vous rendez compte, c'est énorme, depuis le 1er janvier.

Chaque jour sept cents nouveaux chômeurs, un toutes les deux minutes, vident leurs tiroirs ou leurs vestiaires pour aller pointer à l'ANPE. Devant les cabines téléphoniques on prend la queue, on pléte, les petites annonces sous le bras, en attendant que le mec qui l'occupe ait appelé toutes celles qu'il a cochées. Et

finisse par raccrocher, désespéré. Maintenant, on nous dit : Suffit de faire comme les Allemands : moins de bacheliers, plus d'apprentis. C'est un peu fort, avouez! C'est pas d'hier qu'ils ont pigé le truc, eux. Et voilà qu'on la découvre, nous, aujourd'hui! Born, c'est pourtant pas Tombouctou, c'est à côté, c'est l'Europe. Question travail intérieur, pareil, ils étaient contre, nos princes, et c'est au moment précis où les agences, dégoûtées, dégraisant avant de mettre la clé sous la porte qu'on va essayer de le réhabiliter.

Nous, les plocos, nous les gogos, on a l'impression que cette guerre-là, la guerre de l'emploi, les socialistes sont en train de la perdre comme ils ont perdu celle du franc en 1981-83, simplement pour avoir essayé de faire les malins. A quoi ça ressemble, cette façon de gouverner? A vue. L'œil fixé sur l'horizon 93. Celui du grand Marché commun? Tu parles! Celui des petits marchandages électoraux. Si tant est que l'opinion, écorchée, accepte encore d'entrer, en allant aux urnes, dans le jeu de ces politiques qui font passer les calculs avant les choix.

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

**Débats**  
Amnesty International : «Le combat ténébreux de Peter Benenson» : Le martyre de Suh Sung, ancien prisonnier «non converti» ..... 2

**La défense européenne**  
La création d'une force de «réaction rapide» à l'ordre du jour de la réunion ministérielle de Bruxelles ..... 4

**Les Coréens et l'ONU**  
Pyongyang accepte l'admission simultanée des deux États ..... 5

**Les «effets» Fabius et Cresson dans l'opinion**  
Les limites d'un «électrochoc» ..... 9

**Invité de l'heure de vérité**  
M. Philippe de Villiers met en cause le financement de la campagne de M. Mitterrand ..... 10

**La préparation des élections régionales**  
Le Front national désigne ses têtes de liste ..... 10

**Nouveau coup dur pour Superphénix** ..... 12

**John McEnroe éliminé**  
Lire les articles d'Alain Giraud et de Bertrand Poirot-Delpech ..... 13

**SCIENCES • MÉDECINE**

Cent mille Françaises contre le cancer • Le «chaos» des physiciens • Point de vue : En finir avec le «Haut Mal», par le docteur Pierre Jellou ..... 17 à 19

**Le programme de la Comédie-Française**  
Racine, Hugo, Camus, Molière, Lermontov et quelques grandes reprises ..... 20

### SECTION C

**Un entretien avec le président de la SNCF**  
M. Jacques Fournier s'explique sur les tensions sociales dans son entreprise ..... 21

**Les budgets des régions en forte augmentation**  
Un accroissement des dépenses de 16% en 1991 ..... 21

**Le groupe Pinault rachète Conforama** ..... 24

### Services

Abonnements ..... 6  
Carnet ..... 26  
Marchés financiers ..... 24-25  
Météorologie ..... 27  
Mots croisés ..... 13  
Radio-Télévision ..... 27  
Spectacles ..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte, section B, un supplément «Initiales» à l'ordre de 1 à XX, inséré entre les pages 20 et 21, et contenant les annonces classées.

Le numéro du «Monde» daté 28 mai 1991 a été tiré à 526 476 exemplaires.

Avant les décisions du CSA sur les chaînes privées aux Antilles

## Les responsables d'une télévision pirate guadeloupéenne sont inculpés

POINTE-A-PITRE  
de notre correspondant

Alors que trois stations pirates de télévision émettent en Guadeloupe depuis plus de cinq ans, il aura fallu attendre jeudi 23 mai pour que le patron et le technicien de l'une d'entre elles soient inculpés et placés sous contrôle judiciaire... pour le non-paiement des droits de diffusion des films.

MM. Michel Rodriguez et Robert Roessch, respectivement gérant de la SARL Canal 10 et technicien de la station de télévision émettant sous ce nom, ont été inculpés de «contrefaçon par représentation illicite» de films cinématographiques et placés sous contrôle judiciaire.

Leur inculpation, dont les milieux judiciaires soulignent avec insistance qu'elle n'avait aucun rapport avec le CSA et la situation de la station, avait été précédée d'une perquisition dans des locaux de Canal 10, où un important stock de films sur cassettes vidéo destinés à la location avait été saisi.

La station, qui continue à émettre normalement, a retransmis en direct, lundi 27 mai, les premières épreuves des Internationaux de France de tennis, tout comme KTV 3, sa rivale de la région de Pointe-à-Pitre. Depuis l'inculpation de deux de ses responsables, Canal 10 a cependant totalement cessé de diffuser en clair des chaînes de télévision américaines codées et retransmises par satellites.

Visiblement impressionné par les vingt-quatre heures de garde à vue qu'il venait de vivre, M. Rodriguez, le patron et fondateur de Canal 10 a pourtant

affirmé au sortir du cabinet d'instruction du juge Dupont que «le combat continue».

Programmant quotidiennement un film récent - ce qui lui avait valu une plainte, qui n'a jamais abouti, du syndicat des exploitants de vidéo-chefs -, Canal 10 avait été véritablement lancé par la retransmission en direct, avec des commentaires tant en anglais et tantôt en espagnol, de tous les matches de la Coupe du monde de football de 1986 et des principaux événements sportifs mondiaux.

Les spots publicitaires bon marché, tournés parfois avec les moyens du bord ou partant de la signature des meilleures agences locales de publicité, avaient afflué, provoquant la vocation d'un concurrent, GTV 5 (aujourd'hui KTV 5) émettant sur Pointe-à-Pitre et sa région, tandis qu'à Basse-Terre les animateurs d'une radio locale créaient «Téléclair».

Toutes trois ont répondu en décembre dernier à l'appel d'offres lancé par le CSA, M<sup>me</sup> Monique Augé Lafon devait présenter le 28 mai aux autres membres du Conseil les dossiers des candidats avant de partir pour les Antilles étudier les dossiers sur place. Au CSA, on précise qu'aucune demande de saisie n'a été faite auprès du Parquet contre Canal 10.

Quelle que soit la décision du CSA, il semble exclu que des émeutes comme celles liées à l'affaire de Télé Free Dom à l'île de la Réunion puissent avoir lieu en Guadeloupe, où cinq ans de télévision pirate ne suscitent qu'un intérêt mêlé d'indifférence.

EDDY NEDELJKOVIC

Une proposition de l'Académie des sciences

## Le contrôle des expérimentations génétiques serait rattaché au premier ministre

Dans un rapport, publié lundi 27 mai, sur les «recherches en génétique» et les «dispositifs garantissant au mieux leur déroulement et leurs développements», l'Académie des sciences propose au gouvernement la création d'une délégation générale chargée du génie génétique, directement rattachée aux services du premier ministre.

Selon cette proposition, les deux instances actuellement responsables de ces techniques - la commission du génie génétique, dépendante du ministère de la recherche et de la technologie, et la commission du génie biomoléculaire, dépendante du ministère de l'agriculture - seraient transformées en un ensemble de commissions interministérielles. Etant donné «les problèmes d'ordre éthique ou écologique» soulevés, elles seraient obligatoirement chargées de l'expérimentation sur les organismes génétiquement modifiés, dans des conditions à définir. Une recommandation essentiellement destinée à répondre aux directives européennes, qui exigent l'instauration d'autorités compétentes nationales, chargées de délivrer les autorisa-

tions pour des travaux de génie génétique de caractère fondamental ou appliqué.

Technologie en plein essor depuis une dizaine d'années, le génie génétique ouvre la voie au traitement de graves maladies héréditaires, à la thérapie génique (qui vient d'être autorisée aux États-Unis), à l'établissement de la carte génétique de l'homme. Il présente également un enjeu considérable pour l'agrochimie, pour les industries alimentaires, chimiques ou pharmaceutiques. Seul moyen selon l'Académie pour que l'évolution réglementaire se fasse «sans trop de temps perdu», «au moins au niveau national», une délégation générale du génie génétique directement rattachée à l'Hôtel Matignon présenterait l'avantage de réunir les tensions existant entre les différents ministères qui, de près ou de loin, revendiquent la paternité des futures instances consultatives.

Rejoignant sur ce point l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques, qui suggère récemment que le contrôle des expérimentations biotechnologiques soit rattaché au

premier ministre, dans une structure accueillant «des représentants du ministère de l'environnement» (le Monde du 14 avril), la proposition de l'Académie vise donc essentiellement à calmer le jeu. Elle ne devrait pas influencer pour autant sur les projets de loi que préparent depuis plusieurs mois les ministères concernés, qui doivent en principe être présentés en octobre 1991.

CATHERINE VINCENT

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 mars

### Indécise

Cinquième séance consécutive de baisse mardi rue Vivienne. Après avoir ouvert en légère hausse (+0,29%), l'indice CAC 40 redevenait négatif très rapidement pendant 0,25% en fin de matinée. Du côté des progressions figuraient les Nouvelles Galeries, Ingénico et Midland Bank. En recul, on notait Locafance, Pollet et Saupequet.

LIBAN : le Hezbollah déclare n'être pas habilité à négocier la libération des otages occidentaux. - Le secrétaire général du Hezbollah pro-iranien, cheikh Abbas Moussawi, a affirmé, lundi 27 mai, que sa formation n'était pas habilitée à négocier la libération des otages occidentaux, mais seulement celle de deux prisonniers israéliens qu'elle détient. Douze otages occidentaux sont encore détenus au Liban : six Américains, trois Britanniques, deux Allemands et un Italien (le Monde du 26-27 mai). Le ministre israélien de la Défense, M. Moshe Arens, s'était déclaré dimanche, «prudemment optimiste» à propos d'un éventuel arrangement permettant un échange des prisonniers libanais et palestiniens contre les militaires israéliens détenus au Liban. - (AFP)

Depuis 1894  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE  
à partir de 2.490 F  
PANTALONS 830 F VESTONS 1.600 F  
3 000 tissus  
Luxeuses draperies  
anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
MANTEAUX et PARDESSUS  
UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES  
LEGRAND Tailleur  
27, rue de la République, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-81  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

SCIENCE & VIE MICRO

# SVM

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

## BASIC LE GRAND RETOUR

En lançant Visual Basic, Microsoft réconcilie programmeurs amateurs et professionnels en permettant aux premiers de créer facilement des applications sous Windows 3 et aux seconds d'intégrer leurs propres applications dans un environnement bureautique de haut niveau. SVM vous dit tout sur ce langage qui pourrait bien révolutionner la micro-informatique...

ET AUSSI :

- DOSSIER : n'achetez pas un ordinateur démodé!
- COMPARATIF : les logiciels de comptabilité pour professions libérales.
- MUSIQUE SUR ORDINATEUR : le guide du home studio.

N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE